

EUROBAROMETRE 72

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

Volume 2

RAPPORT

Terrain : octobre - novembre 2009

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Communication
(Unité « Recherche et Speechwriting »).

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 72

Automne 2009

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

Volume 2

Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la
demande de la Commission européenne –
Direction générale Communication

Coordonnée par la Commission européenne -
Direction générale Communication

TNS Opinion & Social
Avenue Herrmann Debroux, 40
1160 Bruxelles
Belgique

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
INTRODUCTION.....	5
I. L'UNION EUROPEENNE ET LA MONDIALISATION	9
1. LES CARACTERISTIQUES DU POUVOIR ET DE L'INFLUENCE D'UN PAYS OU D'UN GROUPE DE PAYS	9
1.1. L'élément le plus important	9
1.2. Les éléments cumulés.....	11
2. LES CARACTERISTIQUES DU POUVOIR ET DE L'INFLUENCE DE L'UNION EUROPEENNE	13
2.1. L'élément le plus important	13
2.2. Les éléments cumulés.....	15
3. LES EUROPEENS JUGENT LA MONDIALISATION	16
3.1. Les représentations positives de la mondialisation.....	17
3.1.1. <i>La mondialisation est une opportunité de croissance</i>	17
3.1.2. <i>La mondialisation signifie plus d'investissements étrangers dans chacun des pays</i>	20
3.1.3. <i>La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres</i>	22
3.1.4. <i>La mondialisation et l'ouverture aux cultures extérieures</i>	25
3.1.5. <i>La mondialisation contribue à la paix dans le monde</i>	30
3.2. Les représentations négatives de la mondialisation.....	32
3.2.1. <i>La mondialisation, facteur d'accroissement des inégalités</i>	32
3.2.2. <i>La mondialisation ne protège pas de l'inflation</i>	35
3.2.3. <i>La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens</i>	37
3.3. La mondialisation : opportunité ou menace ?.....	40
3.4. La demande de régulation et de gouvernance.....	43
3.5 La perception du rôle de l'UE face à la mondialisation	46
3.5.1. <i>La formulation négative (SPLIT A)</i>	46
3.5.2. <i>La formulation positive (SPLIT B)</i>	49
4. L'UE FACE A LA CONCURRENCE ECONOMIQUE MONDIALE	51
4.1 Les performances de l'économie européenne face aux Etats-Unis, au Japon, et aux BRIC	51
4.2 Les pouvoirs et les outils de l'Union pour défendre ses intérêts.....	55

5. COMPARAISON UNION EUROPEENNE / ETATS-UNIS	58
5.1 L'Union en avance dans le domaine social et de l'environnement	60
5.1.1. Les systèmes de santé.....	60
5.1.2. La lutte contre les inégalités sociales	62
5.1.3. L'éducation.....	65
5.1.4 La lutte contre les discriminations.....	66
5.1.5. La lutte contre le chômage	68
5.1.6. La protection de l'environnement.....	69
5.2. L'Union en retard sur l'innovation, la recherche et l'esprit d'entreprise	71
5.2.1. La recherche scientifique.....	71
5.2.2. L'innovation technologique.....	73
5.2.3. L'esprit d'entreprise	74
II. LES EUROPEENS, L'UNION EUROPEENNE ET LA CRISE	76
1. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGEE ?	77
2. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MENAGES.....	82
3. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE A LA CRISE	86
4. LE ROLE DE L'EURO DANS LA CRISE	90
4.1. L'opinion des citoyens de la zone euro : leur pays aurait-il été mieux protégé avec l'ancienne monnaie nationale ?	90
4.2. L'opinion des citoyens hors de la zone euro : leur pays aurait-il été mieux protégé avec la monnaie unique ?	93
4.3. L'effet atténuateur de l'euro	96
5. LES MESURES LES PLUS EFFICACES A PRENDRE PAR L'UNION EUROPEENNE	102
5.1. Les mesures pour lutter contre la crise.....	102
5.2. Les mesures pour améliorer les performances de l'économie européenne.....	105
5.3. Les mesures pour aider les citoyens européens à surmonter la crise	110
6. REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER ?	116
7. LES MESURES A PRENDRE EN PRIORITE DANS LE PROCESSUS DE REFORME	123
III. LES VALEURS DES EUROPEENS	127
1. LES CONCEPTS POLITIQUES ET ECONOMIQUES.....	128
1.1. Les principes de l'économie de marché	129
1.2. Libre-échange et protectionnisme.....	138
1.3. Etat, solidarité et syndicat	141
1.4. Sécurité et Réformes	148

2. LES VALEURS PARTAGEES PAR LES EUROPEENS ET CELLES QUI REPRESENTENT LE MIEUX L'UNION EUROPEENNE.....	150
2.1. Les valeurs des Européens.....	150
2.2. Les valeurs incarnées par l'Union européenne	153
3. LES VALEURS A PRIVILEGIER POUR LES EUROPEENS.....	157
4. LES VALEURS ECONOMIQUES ET SOCIALES DES EUROPEENS.....	160
4.1. Etat et libre concurrence.....	160
4.2 Comment l'opinion européenne perçoit-elle le dilemme entre croissance économique et préservation de l'environnement ?	165
5. L'ARGENT ET LES PRIORITES FINANCIERES.....	173
6. LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION.....	176
IV. LES PRIORITES POUR L'AVENIR	183
1. LES PRINCIPALES PRIORITES DE L'UNION EUROPEENNE POUR LES ANNEES A VENIR	184
2. LES PRIORITES POUR ASSURER LE RETABLISSEMENT ECONOMIQUE.....	191
3. LES PRIORITES POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE...	196
4. LES PRIORITES POUR SOUTENIR LA CROISSANCE D'UNE MANIERE DURABLE.....	201
5. LES PRIORITES POUR AMELIORER LES DROITS DES CITOYENS	206
6. LES PRIORITES POUR AIDER A INSTAURER DE LA STABILITE DANS LE MONDE.....	211
CONCLUSION.....	216
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	219

INTRODUCTION

La présente vague de l'Eurobaromètre a été conduite entre le 23 octobre et le 18 novembre 2009 dans 31 pays ou territoires¹ : les 27 Etats membres de l'Union européenne, trois pays candidats (la Croatie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie) ainsi qu'auprès de la Communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

Depuis le printemps 2008, et plus encore depuis l'automne 2008, l'Eurobaromètre enregistre un glissement sensible de l'opinion publique européenne, la crise financière et économique influençant plus que tout autre facteur les perceptions et les opinions des Européens. A l'automne 2009, certains indicateurs macro-économiques semblent montrer que l'économie européenne renoue progressivement avec la croissance ; ceci étant, la situation demeure difficile pour le marché du travail et les finances publiques².

S'agissant de l'opinion publique européenne, l'Eurobaromètre a décrit le cycle complet de la crise, montrant l'évolution à partir d'une situation de « confiance économique »³ avant la crise économique, suivie par une inquiétude grandissante sur les perspectives économiques qui, à l'automne 2008, s'était propagée à tous les domaines de la vie, et au printemps 2009, atteignait une acuité telle que les indicateurs résilients de l'opinion publique commençaient à se fissurer, jusqu'à la situation actuelle, où l'on enregistre un certain nombre d'améliorations, tant au niveau de l'évaluation de la situation actuelle, que des perspectives d'avenir.

Au-delà de la crise économique et financière, le contexte est également marqué par le changement et le renouvellement institutionnel au sein de l'Union, dans un cycle inauguré en juin dernier avec les élections européennes, le renouvellement de la Commission européenne, annoncé officiellement le 27 novembre 2009, et, enfin, l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, le 1^{er} décembre 2009.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut analyser cet Eurobaromètre Standard.

Le rapport complet de l'Eurobaromètre standard est composé de deux volumes. Le premier volume (volume 1) analyse les résultats des indicateurs historiques de l'Eurobaromètre standard. Le présent volume (volume 2) présente l'état de l'opinion publique européenne sur quatre grands thèmes : la crise financière et économique ; la mondialisation ; les valeurs ; les priorités de l'Union européenne.

¹ Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes du travail de terrain dans chaque pays.

² Prévisions économiques européennes pour l'automne 2009 :

http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/publication16055_en.pdf

³ Le facteur de confiance économique traduit le sentiment des citoyens à l'égard de l'économie, qui se manifeste dans leurs habitudes de consommation. Dans ce rapport, le facteur de confiance/méfiance économique a une signification plus large et inclut l'influence plus générale sur les opinions dans d'autres domaines que l'économie.

On peut en effet s'interroger sur la mesure dans laquelle ce contexte économique et social a influencé, voire modifié, les perceptions et les attitudes des Européens sur la mondialisation, les valeurs économiques et sociales, ou encore sur ce que devraient être les priorités de l'Union européenne à l'avenir dans tous les domaines.

Ce volume 2 s'organise donc en quatre parties principales. Dans la première, on s'intéresse à la manière dont les Européens perçoivent la mondialisation. Dans un premier temps, les Européens sont interrogés sur les principales caractéristiques de la puissance d'un pays ou d'un groupe de pays, puis sur celles de l'Union européenne. Différents aspects de la mondialisation sont ensuite étudiés, notamment en ce qui concerne ses conséquences économiques, sociales et culturelles. Enfin, les Européens sont invités à évaluer les performances respectives de l'Union européenne et de ses principaux concurrents, avec un focus particulier sur les Etats-Unis.

La deuxième partie s'intéresse tout particulièrement à crise économique et financière à un moment où certains indicateurs semblent mettre en avant les signes d'une relance économique. Après avoir demandé aux répondants si le pire était passé ou restait à venir, et quelles sont les conséquences actuelles de la crise sur les ménages, le rapport s'intéresse aux principaux acteurs capables d'agir efficacement pour lutter contre la crise. Le rôle joué par la monnaie unique européenne est également analysé. Enfin, la sortie de crise est évoquée : quelles mesures prendre ? Faut-il réformer le système économique et financier ?

La troisième partie porte sur les principales valeurs économiques et sociales des Européens. Un certain nombre de mots clés sont analysés afin de déterminer s'ils provoquent des évocations positives ou négatives chez les répondants. On s'intéresse ensuite aux valeurs partagées par les Européens et à celles qui représentent le mieux l'Union européenne. Les Européens sont ensuite questionnés sur les valeurs sur lesquelles il faudrait mettre l'accent dans la société pour faire face aux principaux défis mondiaux. Les valeurs économiques et sociales des Européens sont ensuite analysées dans le détail. Enfin, le dernier chapitre s'intéresse à la perception de l'innovation dans l'Union européenne aujourd'hui.

La quatrième partie porte sur les priorités de l'Union européenne pour les années à venir. Quelles sont-elles ? Et pour chacune d'entre elle : comment y parvenir ?

Les résultats sont commentés en principe à trois niveaux :

- Au niveau de la moyenne des 27 Etats membres
- Au niveau national, c'est-à-dire dans quelle mesure ils varient d'un pays à l'autre
- Au niveau sociodémographique, c'est-à-dire les variations en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques du répondant, ainsi qu'en fonction d'autres indicateurs d'opinion, notamment l'image que les citoyens ont de l'Union européenne, leur confiance dans l'Union européenne, leur connaissance de l'Union ou encore leur positionnement sur l'échelle politique gauche-droite.

L'analyse générale, ainsi que les analyses sociodémographiques, se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée pour qu'elle reflète la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union telle qu'elle était composée au moment auquel l'étude a été menée.

Cet Eurobaromètre a été commandé par la Direction générale Communication de la Commission européenne et a été réalisé par TNS Opinion & Social. La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre Standard de la Direction générale Communication (unité « Recherche et analyse politique »). Une note technique concernant les interviews réalisées par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est annexée à ce rapport. Celle-ci précise la méthode utilisée pour ces interviews, ainsi que les intervalles de confiance.

Rappelons qu'il existe quatre types de rapports pour l'Eurobaromètre standard.

1) Premiers résultats : ce rapport offre un condensé des résultats les plus marquants relatifs aux indicateurs de tendance, procurant ainsi en un coup d'œil un aperçu de l'opinion publique européenne sur des questions essentielles.

2) Rapport complet : l'analyse détaillée des résultats de toutes les questions.

3) Rapports nationaux : leur analyse est principalement centrée sur la comparaison entre les résultats nationaux et la moyenne de l'Union européenne. Ces rapports sont publiés par les représentations nationales de la Commission européenne et rédigés dans la (les) langue(s) nationale(s). Il existe également des résumés de ces rapports nationaux publiés en anglais sur le site Internet « Europa ».

4) Fiches d'information nationales : la représentation graphique des résultats pour chaque pays ou territoire couvert par l'étude, illustrant la comparaison entre les résultats nationaux et la moyenne de l'Union européenne.

Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier tous les répondants à travers le continent qui ont consacré du temps à ce sondage.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABREVIATIONS

EU27	Union européenne - 27 Etats membres
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
D-E	<i>Allemagne de l'Est</i>
DE	Allemagne*
D-W	<i>Allemagne de l'Ouest</i>
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre**
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine***

* Les données présentées dans le rapport se rapportent exclusivement à l'Allemagne entière. Les données relatives aux parties « Est » et « Ouest » de l'Allemagne sont toutefois également disponibles dans les tableaux de données.

** Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seules les entrevues réalisées dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont reprises dans la catégorie « CY » et comprises dans la moyenne de l'UE27. Les entrevues réalisées dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont reprises dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : *Turkish Cypriot Community - Communauté chypriote turque*].

*** Abréviation provisoire ne préjugant pas la nomenclature définitive de ce pays, qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

Les résultats spécifiques pour CY(tcc), HR, TR et MK figurent dans l'Annexe au présent rapport contenant les tableaux de données.

I. L'UNION EUROPEENNE ET LA MONDIALISATION

1. LES CARACTERISTIQUES DU POUVOIR ET DE L'INFLUENCE D'UN PAYS OU D'UN GROUPE DE PAYS

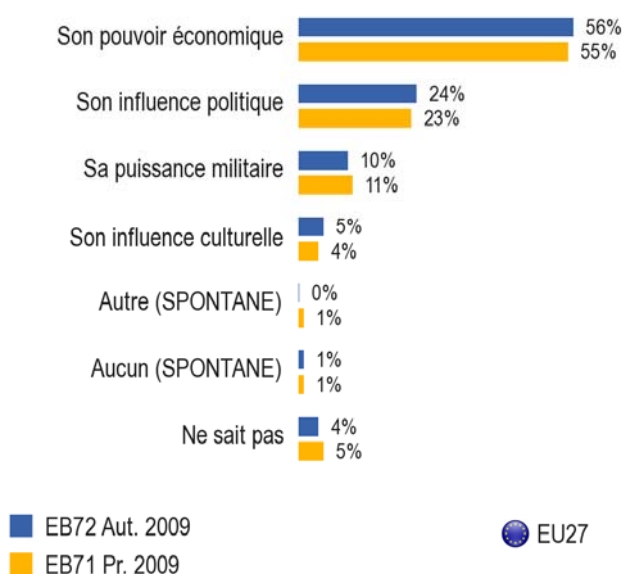
- Le pouvoir économique, premier facteur de l'influence d'un pays dans le monde -

Comme lors de la précédente enquête Eurobaromètre, il a été demandé aux Européens de hiérarchiser les facteurs de puissance et d'influence d'un pays ou d'un groupe de pays dans le monde⁴. Les répondants étaient invités à citer deux facteurs d'influence, par ordre de priorité. La combinaison de ces deux réponses permet ensuite de dresser un classement d'ensemble.

1.1. L'élément le plus important
































On s'intéresse d'abord à la première réponse citée : les résultats sont très proches de ceux enregistrés lors de la vague précédente, au printemps 2009. Pour les Européens, le pouvoir économique reste, de très loin, le premier facteur d'influence dans le monde. Ainsi, 56% (+1 point par rapport à la vague précédente) le citent en premier, largement devant le poids politique (24%, -1 point), la puissance militaire (10%, -1 point) ou le rayonnement culturel (5%, -1 point).

QB1a. Parmi les éléments suivants, lequel est le plus important pour déterminer le pouvoir et l'influence d'un pays ou d'un groupe de pays dans le monde ? Premièrement ?



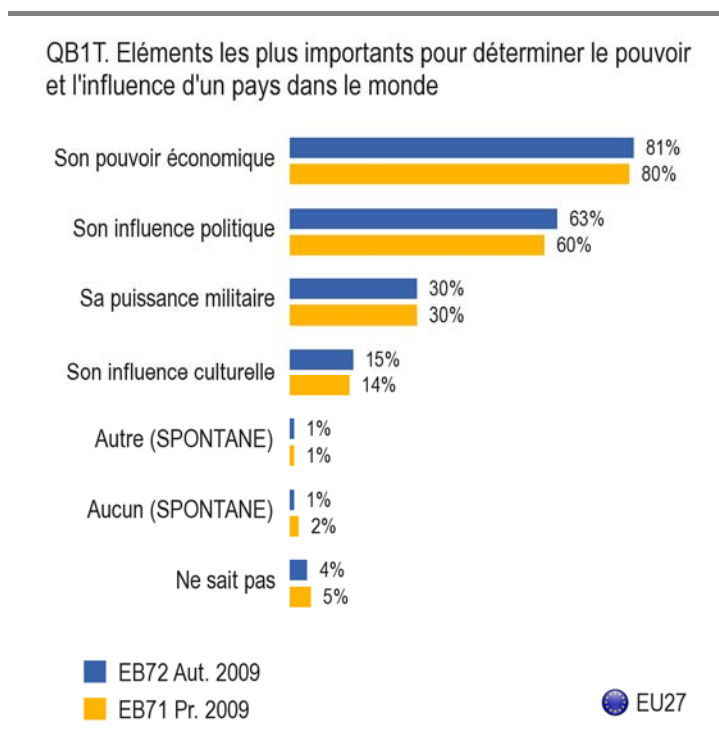
⁴ QB1Parmi les éléments suivants, lequel est le plus important pour déterminer le pouvoir d'un pays ou d'un groupe de pays dans le monde ? Premièrement ? Et deuxièmement ?

Les répondants en Grèce, en Bulgarie et au Luxembourg (71% dans ces trois pays) sont les plus nombreux à citer le pouvoir économique comme premier facteur d'influence dans le monde. C'est à l'inverse en Autriche (46%), au Royaume-Uni (48%) et au Portugal (48%) que ce facteur est le moins cité. Les Suédois (33%) et les Lettons (33%) sont les plus nombreux à citer l'influence politique comme facteur de puissance. Avec 25% de citations (pour une moyenne européenne de 10%), les Chypriotes se distinguent, eux, par une appréciation plus marquée de la puissance militaire.

QB1a Parmi les éléments suivants, lequel est le plus important pour déterminer le pouvoir et l'influence d'un pays ou d'un groupe de pays dans le monde ? Premièrement ?						
		Son pouvoir économique	Son influence politique	Sa puissance militaire	Son influence culturelle	NSP
	UE27	56%	24%	10%	5%	4%
	BE	57%	25%	10%	4%	3%
	BG	71%	13%	7%	4%	5%
	CZ	49%	31%	14%	5%	1%
	DK	49%	32%	14%	4%	1%
	DE	59%	25%	9%	3%	3%
	EE	59%	24%	8%	5%	3%
	IE	59%	18%	7%	7%	8%
	EL	71%	16%	10%	2%	1%
	ES	58%	23%	9%	6%	4%
	FR	64%	19%	9%	5%	3%
	IT	49%	30%	10%	7%	2%
	CY	57%	12%	25%	3%	3%
	LV	52%	33%	9%	3%	3%
	LT	63%	22%	8%	2%	4%
	LU	71%	19%	4%	3%	2%
	HU	56%	26%	12%	3%	2%
	MT	67%	13%	6%	7%	6%
	NL	60%	28%	6%	4%	2%
	AT	46%	28%	16%	7%	2%
	PL	57%	22%	11%	4%	5%
	PT	48%	26%	11%	5%	9%
	RO	62%	15%	14%	2%	6%
	SI	54%	28%	13%	2%	2%
	SK	51%	29%	15%	4%	1%
	FI	52%	26%	13%	7%	2%
	SE	58%	33%	3%	4%	2%
	UK	48%	23%	12%	8%	8%
	CY (tcc)	67%	17%	12%	3%	1%
	MK	69%	16%	9%	3%	3%
	HR	68%	19%	6%	2%	4%
	TR	48%	13%	25%	8%	5%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

1.2. Les éléments cumulés


































En combinant la première et la seconde réponse des personnes interrogées, on obtient une hiérarchie tout à fait similaire, quoi que moins tranchée, qui montre que l'économique et le politique sont, pour l'opinion européenne, bien plus déterminants que le militaire ou le culturel. Avec 81% de citations au total, le pouvoir économique comme facteur d'influence d'un pays ou groupe de pays dans le monde, arrive devant la puissance politique (63%), la puissance militaire (30%) et le rayonnement culturel (15%)⁵. L'évolution la plus remarquable est la progression de 3 points par rapport au printemps 2009 des citations sur la puissance politique comme facteur d'influence.

Dans tous les Etats membres sans exception, le pouvoir économique s'impose comme étant le principal déterminant du pouvoir et de l'influence d'un pays ou d'un groupe de pays. La Suède (77%), l'Allemagne et les Pays-Bas se montrent plus sensibles au poids politique d'un pays que la moyenne européenne (75% dans les deux cas pour 63%). Chypre est le seul Etat de l'Union dont presque deux répondants sur trois citent la puissance militaire (64%).

Parmi les pays candidats, on relève que la Turquie est peu sensible à la puissance politique (36%) mais plus attachée à la puissance militaire (55%).

⁵ QB1T Parmi les éléments suivants, lequel est le plus important pour déterminer le pouvoir d'un pays ou d'un groupe de pays dans le monde ? Premièrement ? Deuxièmement ? Facteurs cumulés.

QB1T Eléments les plus importants pour déterminer le pouvoir et l'influence d'un pays dans le monde ?

		Son pouvoir économique	Son influence politique	Sa puissance militaire	Son influence culturelle	NSP
	UE27	81%	63%	30%	15%	4%
	BE	82%	69%	26%	13%	3%
	BG	88%	54%	29%	16%	5%
	CZ	82%	70%	33%	12%	1%
	DK	87%	67%	31%	11%	1%
	DE	84%	75%	22%	10%	3%
	EE	86%	62%	27%	17%	3%
	IE	80%	58%	27%	15%	8%
	EL	91%	55%	45%	7%	1%
	ES	80%	58%	31%	16%	4%
	FR	86%	53%	33%	18%	3%
	IT	73%	69%	28%	20%	2%
	CY	87%	35%	64%	8%	3%
	LV	83%	73%	26%	8%	3%
	LT	87%	72%	20%	10%	4%
	LU	89%	71%	16%	14%	2%
	HU	85%	69%	31%	8%	2%
	MT	85%	52%	20%	22%	6%
	NL	86%	75%	23%	11%	2%
	AT	76%	64%	38%	14%	2%
	PL	80%	59%	32%	15%	5%
	PT	69%	59%	33%	14%	10%
	RO	81%	54%	37%	9%	6%
	SI	80%	68%	32%	9%	2%
	SK	80%	71%	31%	14%	1%
	FI	81%	62%	34%	17%	2%
	SE	91%	77%	17%	11%	1%
	UK	74%	54%	32%	19%	8%
	CY (tcc)	85%	48%	44%	20%	1%
	MK	86%	52%	33%	18%	3%
	HR	86%	69%	20%	14%	4%
	TR	71%	36%	55%	20%	5%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

L'analyse sociodémographique révèle peu de différence remarquable. La hiérarchie des facteurs de puissance d'un pays ou d'un groupe de pays fait consensus au sein de l'opinion européenne, quelles que soient les catégories sociales des personnes interrogées. On note toutefois une appréciation du pouvoir militaire légèrement plus marquée chez les hommes (32%) que chez les femmes (27%) et chez les personnes ayant arrêté leurs études à l'âge de 15 ans ou avant (31%) que chez celles ayant étudié jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà (27%).

2. LES CARACTERISTIQUES DU POUVOIR ET DE L'INFLUENCE DE L'UNION EUROPEENNE

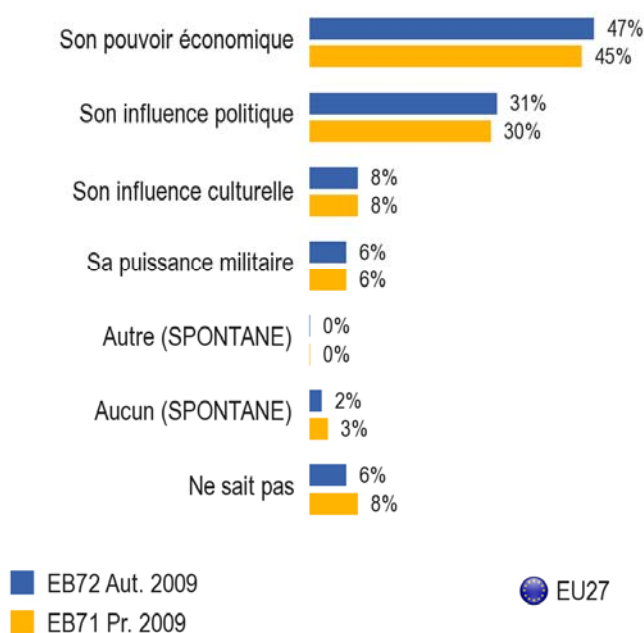
- *Le pouvoir économique caractérise bien l'Union européenne aux yeux de l'opinion* -

Après avoir hiérarchisé les attributs de l'influence d'un pays ou d'un groupe de pays dans le monde, il était intéressant de voir comment ces attributs pouvaient caractériser l'Union aux yeux de l'opinion européenne. Comme pour la question précédente, il a été demandé aux répondants de citer, par ordre de priorité, les deux éléments qui définissaient le mieux selon eux l'Union⁶. Les deux réponses ont ensuite été agrégées pour donner un classement d'ensemble.

2.1. L'élément le plus important

L'analyse de la première réponse donnée révèle que pour 47% des Européens, le pouvoir économique est l'élément qui caractérise aujourd'hui le mieux l'Union européenne. 31% préfèrent citer l'influence politique. Seuls respectivement 8% et 6% citent l'influence culturelle et la puissance militaire comme les éléments caractérisant le mieux l'Union européenne. Ces résultats sont d'une grande stabilité par rapport à ceux mesurés dans la vague précédente de l'Eurobaromètre. On n'observe aucune évolution significative de ces indicateurs.
































QB2a. Et selon vous, lequel des éléments suivants caractérise le mieux l'Union européenne ? Premièrement ?



⁶ QB2Et selon vous, lequel de ces éléments caractérise le mieux l'Union européenne ? Premièrement ?

Les répondants au Luxembourg (68%), en Bulgarie (60%), en Roumanie et en Grèce (59% dans les deux cas) sont les plus nombreux à citer le pouvoir économique comme première caractéristique de l'Union. Cette dimension arrive en tête dans vingt-cinq Etats membres.

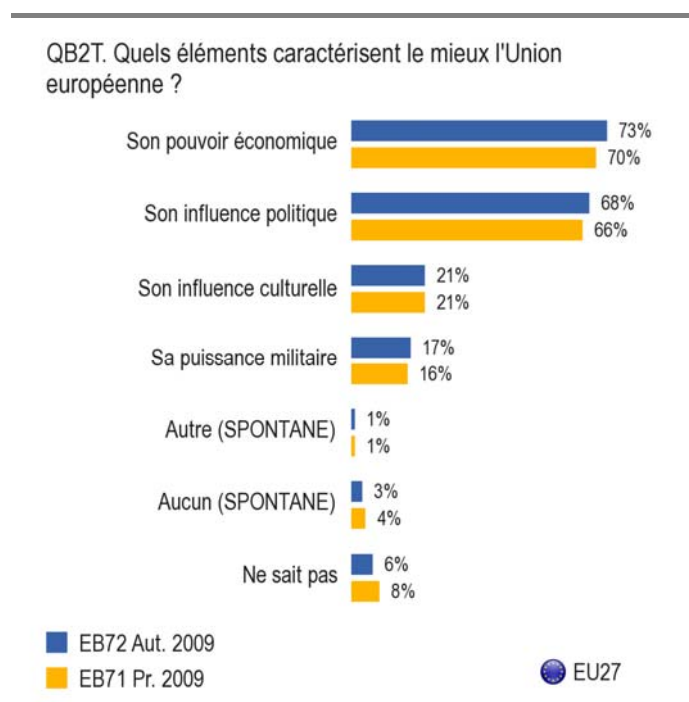
Les Suédois (51%) et les Danois (48%) se distinguent en citant le poids politique comme première caractéristique de l'Union, devant le pouvoir économique. Les opinions sont partagées en République tchèque, avec 44% de citations pour le pouvoir économique et 42% pour l'influence politique.

QB2a Et selon vous, lequel des éléments suivants caractérise le mieux l'Union européenne ? Premièrement ?						
		Son pouvoir économique	Son influence politique	Sa puissance militaire	Son influence culturelle	NSP
	UE27	47%	31%	6%	8%	6%
	BE	49%	35%	5%	6%	3%
	BG	60%	24%	3%	5%	7%
	CZ	44%	42%	5%	7%	1%
	DK	42%	48%	4%	3%	3%
	DE	56%	30%	4%	4%	3%
	EE	46%	37%	4%	7%	5%
	IE	53%	24%	4%	7%	11%
	EL	59%	30%	5%	4%	1%
	ES	50%	31%	6%	6%	6%
	FR	48%	25%	6%	12%	8%
	IT	34%	32%	9%	15%	6%
	CY	53%	29%	2%	11%	4%
	LV	47%	38%	4%	3%	6%
	LT	51%	33%	3%	4%	7%
	LU	68%	22%	2%	6%	2%
	HU	44%	38%	5%	7%	4%
	MT	54%	26%	2%	8%	9%
	NL	58%	31%	3%	4%	4%
	AT	44%	30%	6%	12%	3%
	PL	49%	29%	7%	7%	7%
	PT	47%	26%	8%	5%	12%
	RO	59%	19%	10%	3%	8%
	SI	43%	41%	4%	4%	4%
	SK	49%	38%	6%	6%	1%
	FI	45%	40%	4%	7%	3%
	SE	40%	51%	1%	3%	4%
	UK	35%	32%	7%	10%	13%
	CY (tcc)	63%	22%	6%	6%	2%
	MK	59%	23%	7%	5%	4%
	HR	50%	36%	3%	3%	7%
	TR	48%	17%	11%	11%	12%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

2.2. Les éléments cumulés

Lorsqu'on agrège les deux réponses des personnes interrogées, on retrouve une hiérarchie similaire, avec 73% de citations pour le pouvoir économique et 68% pour l'influence politique, très loin devant l'influence culturelle (21%) et la puissance militaire (17%). **L'opinion européenne dote donc l'Union du facteur de puissance qu'elle estime principal dans la lutte d'influence que peuvent se livrer des pays ou des groupes de pays sur la scène mondiale.**



Les tendances par pays sont globalement similaires à celles décrites précédemment. C'est en Suède (88%) et au Danemark (83%) que l'on accorde le plus d'importance à l'influence politique, citée au même niveau que le pouvoir économique. Par ailleurs, en Italie et à Chypre, on note une sensibilité particulière à l'influence culturelle (34% respectivement).

La communauté chypriote turque, tout comme la Turquie, se distinguent par une appréciation plus marquée de la puissance militaire (27% dans les deux cas).

L'analyse sociodémographique montre que cette hiérarchie des facteurs de puissance est partagée par toutes les catégories de répondants.

3. LES EUROPEENS JUGENT LA MONDIALISATION

- Les Européens ont une image ambivalente de la mondialisation -

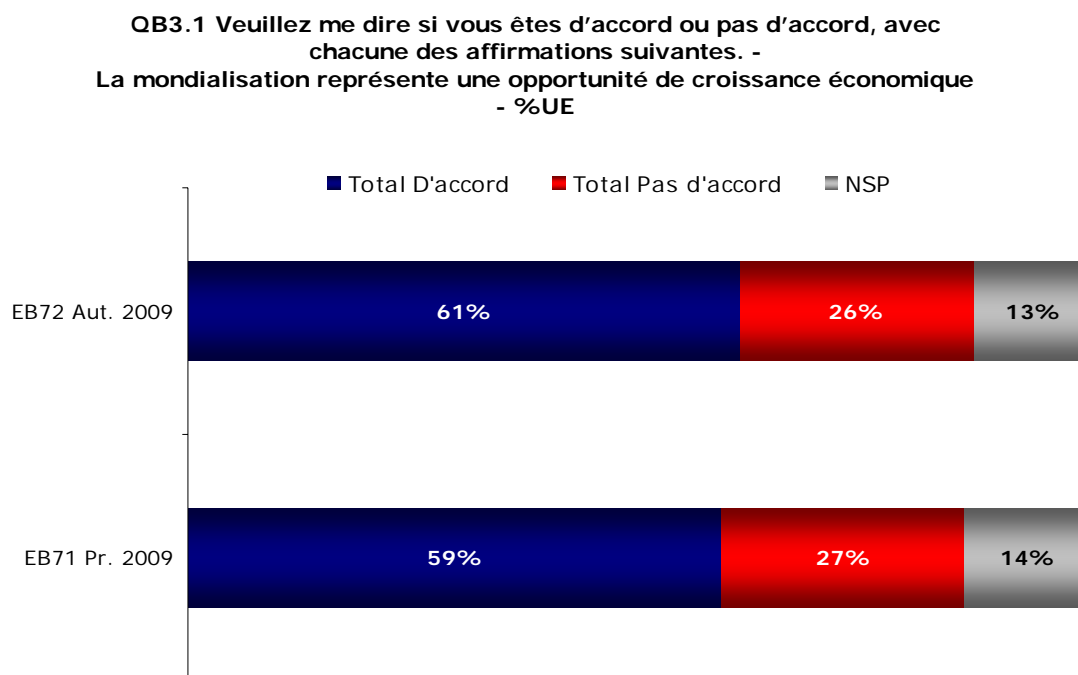
Les Européens continuent à avoir une image ambivalente de la mondialisation. D'une part, elle est vue comme une opportunité de croissance, une ouverture sur les cultures et un levier pour le développement. D'autre part, elle reste perçue comme une menace sociale, accroissant les inégalités et profitant beaucoup plus aux grandes entreprises qu'aux citoyens. Au final, l'aspiration des Européens à une plus grande régulation de la mondialisation et à une meilleure gouvernance mondiale reste forte. Globalement, ces représentations sur la mondialisation évoluent peu par rapport au printemps 2008 (EB69) et au printemps 2009 (EB71) même s'il y a une légère tendance au renforcement des visions positives.

Ces représentations sur la mondialisation sont déterminées par les appartenances nationales et sociales. La Suède, le Danemark, les Pays-Bas se distinguent ainsi par une vision positive, alors qu'à l'opposé la France et la Grèce apparaissent comme les pays les plus réfractaires à la mondialisation. En termes sociologiques, la différence résulte du degré d'insertion dans la société. Ainsi, les "*insiders*"⁷, c'est-à-dire les personnes les mieux intégrées socialement et économiquement, développent une vision beaucoup plus favorable de la mondialisation que les couches sociales modestes et précarisées. Ces différents éléments seront détaillés ultérieurement dans le rapport.

⁷ La théorie, ou le modèle des "*insiders*" / "*outsiders*" est un modèle théorique de la Nouvelle économie keynésienne, apparu en 1988, notamment avec les travaux des économistes Assar Lindbeck et Dennis Snower. Ce modèle oppose d'une part les *insiders*, par exemple salariés avec un contrat stable et de l'autre les *outsiders*, travailleurs précaires ou chômeurs.

3.1. Les représentations positives de la mondialisation

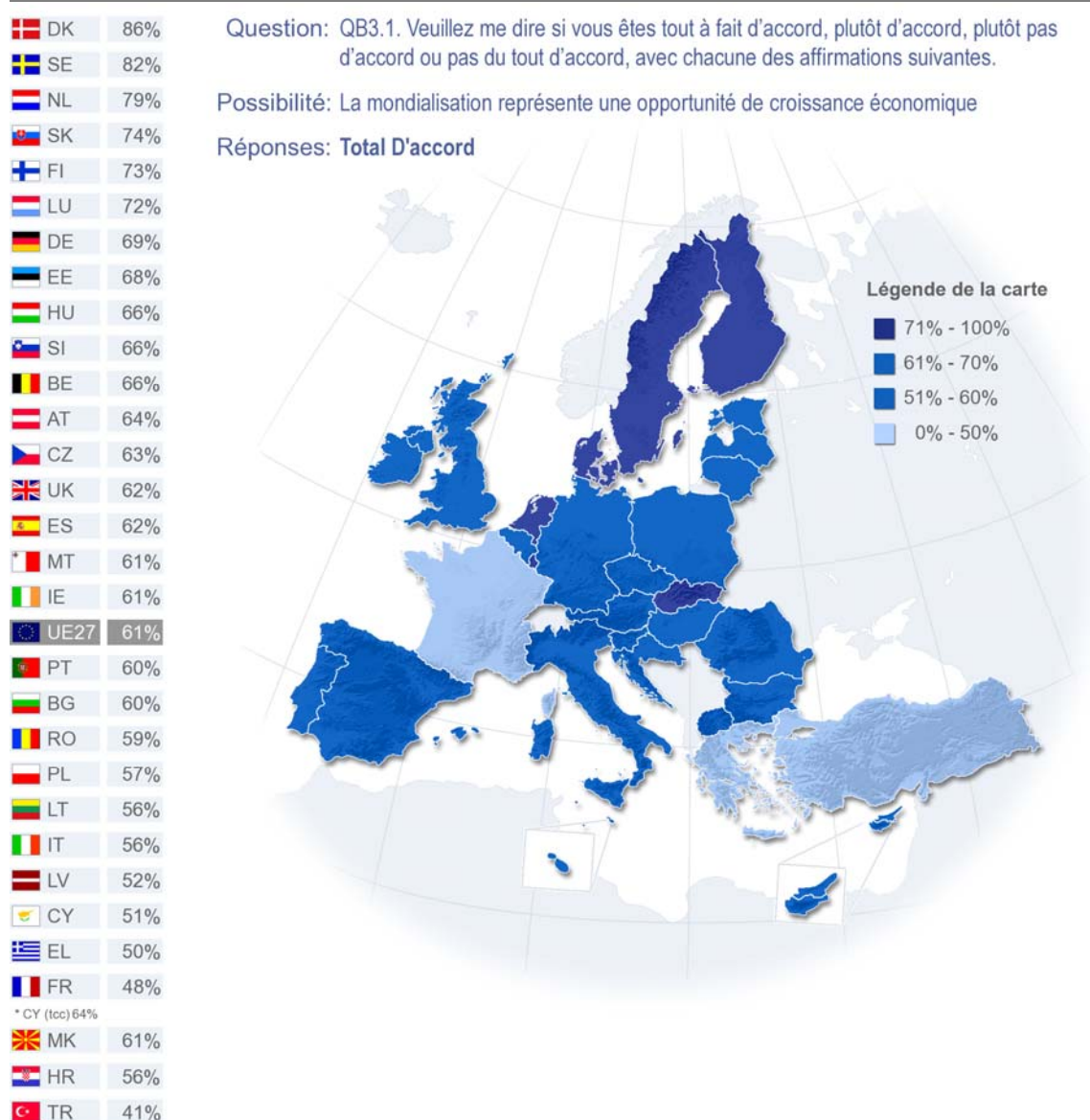
3.1.1. La mondialisation est une opportunité de croissance



61% des Européens s'accordent aujourd'hui à dire que la mondialisation est une opportunité de croissance économique, 26% étant à l'inverse en désaccord avec cette affirmation, pour 13% n'exprimant pas d'opinion⁸. Dans le détail, 14% se disent « tout à fait d'accord » et 47% « plutôt d'accord ». 20% se disent « plutôt en désaccord » et 6% « tout à fait en désaccord ».

La proportion d'Européens étant d'accord avec cette idée est en hausse de 2 points par rapport au printemps 2009 et de 5 points par rapport au printemps 2008, signifiant que cette représentation se consolide donc au sein de l'opinion publique européenne.

⁸ QB3.1 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : La mondialisation représente une opportunité de croissance économique







Si cette représentation est dominante dans les 27 pays de l'Union, on observe toutefois d'importantes disparités par pays. Ainsi, si les Danois (86%) et les Suédois (82%) sont les plus convaincus, les Français (48%) et les Grecs (50%) sont à l'opposé les plus réservés sur cette idée. La proportion de répondants en Grèce considérant que la mondialisation est une opportunité économique est toutefois en hausse de 16 points par rapport au printemps 2009 (EB71), tandis qu'en France, elle est relativement stable (+1 point).

En ce qui concerne les pays candidats, on remarquera que 30% des répondants en Turquie n'expriment pas d'opinion sur la mondialisation, le pourcentage de ceux déclarant qu'elle représente une opportunité de croissance étant par conséquent largement inférieur à la moyenne européenne (41%).

QB3.1 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

La mondialisation représente une opportunité de croissance économique

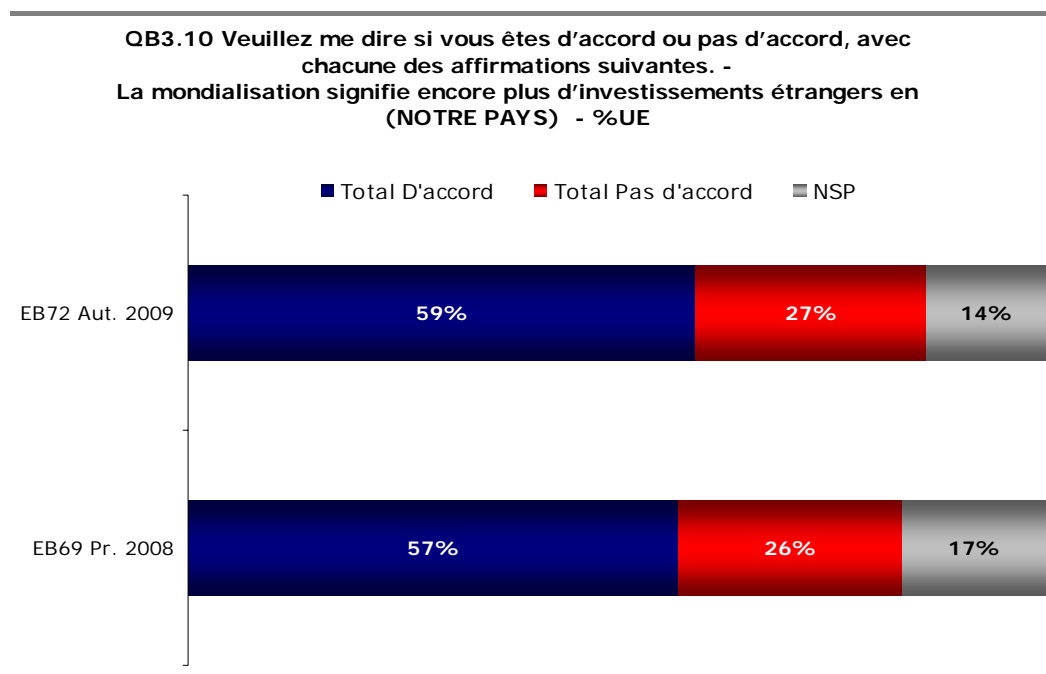
	Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27	61%	26%	13%
Sexe			
 Homme	65%	26%	9%
Femme	58%	26%	16%
Age			
 15-24	67%	19%	14%
25-39	66%	25%	9%
40-54	61%	29%	10%
55 +	55%	28%	17%
Age de fin d'études			
 15-	51%	29%	20%
16-19	60%	28%	12%
20+	69%	24%	7%
Tjs étudiant	70%	19%	11%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	66%	27%	7%
Cadres directeurs	73%	22%	5%
Autres employés	68%	24%	8%
Ouvriers	61%	27%	12%
Femmes-hommes au foyer	54%	29%	17%
Chômeurs	56%	29%	15%
Retraités	54%	28%	18%
Etudiants	70%	19%	11%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	51%	32%	17%
Moyen (5-6)	62%	26%	12%
Haut (7-10)	72%	21%	7%
Confiance UE			
Plutôt confiance	75%	17%	8%
Plutôt pas confiance	51%	37%	12%
Euro			
Pour	70%	21%	9%
Contre	49%	37%	14%

Les appartenances sociales et les situations personnelles structurent fortement les représentations de la mondialisation. Plus le répondant est inclus dans la société, plus il perçoit favorablement la mondialisation. A l'inverse, les représentations sont moins positives au sein des couches sociales en difficulté ou se percevant comme telles.

Ainsi, les personnes ayant arrêté leurs études à 16 ans (51%), les retraités (54%), les chômeurs (56%), les personnes qui se situent elles-mêmes au bas de l'échelle sociale (51%) et celles qui éprouvent des difficultés à payer leurs factures (48%) sont sensiblement moins nombreuses que les personnes ayant étudié jusqu'à 20 ans ou au-delà (69%), les cadres directeurs (73%) et les personnes se situant en haut de l'échelle sociale (72%) à considérer que la mondialisation est favorable à la croissance économique.

On relèvera également que le soutien à la mondialisation est massif parmi les étudiants (70%). Les représentations sur la mondialisation sont également corrélées à celles sur l'Union européenne. Plus le répondant est confiant dans l'Union, plus il regarde favorablement la mondialisation. Plus il est défiant à l'égard de l'Union, plus il est méfiant à l'égard de la mondialisation. Ainsi, 75% de ceux qui font confiance à l'Union européenne jugent que la mondialisation est une opportunité de croissance économique, pour 51% de ceux qui n'ont pas confiance dans l'Union. De même, 70% de ceux qui sont favorables à l'euro regardent positivement la mondialisation, pour 49% seulement de ceux qui sont opposés à l'euro. Les appréciations sur l'Union européenne et la mondialisation semblent ainsi en partie liées.

3.1.2. La mondialisation signifie plus d'investissements étrangers dans chacun des pays

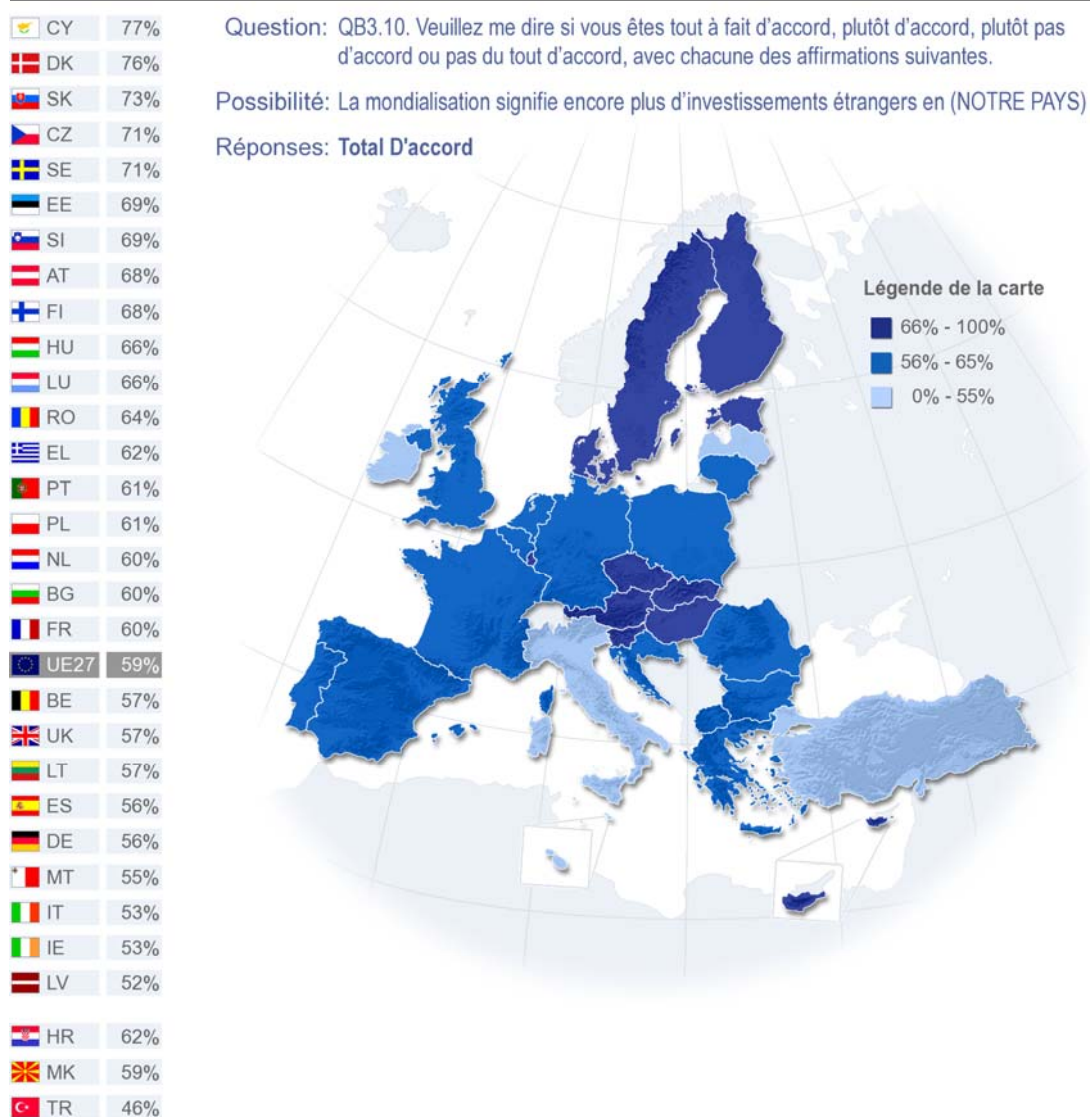


Convaincus dans leur majorité que la mondialisation est une opportunité de croissance économique, il était logique que les Européens s'accordent également sur le fait qu'elle permettait plus d'investissements étrangers dans le pays où ils résident⁹.

59% des répondants se déclarent ainsi d'accord avec cette idée, 27% se prononçant à l'inverse en désaccord et 14% n'exprimant pas d'opinion.

En détail, 14% des répondants sont « tout à fait d'accord » avec cette idée et 45% « plutôt d'accord ». Du côté des oppositions à cette affirmation, 20% le sont « plutôt » et 7% « tout à fait ». La proportion d'Européens d'accord avec cette idée progresse de 2 points par rapport au printemps 2008 (EB69).

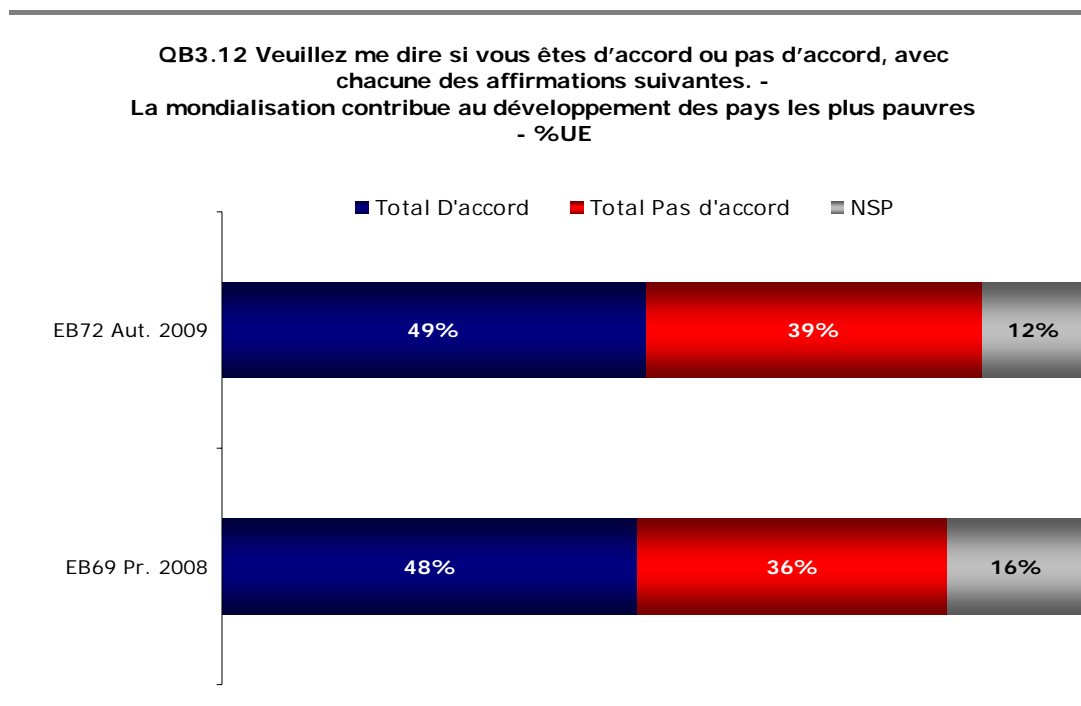
⁹ QB3.10 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : La mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers en (NOTRE PAYS)



Dans les 27 Etats membres, une majorité absolue de répondants se déclare d'accord avec cette idée, avec des points culminants à Chypre (77%) et au Danemark (76%) et le niveau le plus bas en Italie (53%) et Lettonie (52%).

Sur cet indicateur, les différences sociodémographiques sont les mêmes que celles décrites précédemment, avec toutefois moins d'intensité. Les personnes ayant étudié jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà (66%), les cadres (66%), les autres employés (63%) et les étudiants (63%), ceux qui se positionnent dans le haut de l'échelle sociale (65%) et ceux qui ont plutôt confiance dans l'Union européenne (69%) sont ainsi les plus nombreux à considérer que La mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers dans leur pays.
































3.1.3. La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres



Si les opinions sont relativement partagées, l'opinion majoritaire au sein de l'opinion européenne est que la mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres¹⁰. 49% des personnes interrogées se déclarent ainsi d'accord avec cette idée (10% « tout à fait » et 39% « plutôt ») alors que 39% (27% « plutôt » et 12% « tout à fait ») expriment leur désaccord et que 12% sont sans opinion. La proportion de personnes en accord avec cette idée ne progresse que d'un point par rapport au printemps 2008, alors que celle de personnes en désaccord est en hausse de 3 points.

Il y a d'importantes disparités par pays dans l'appréciation de la mondialisation comme facteur de développement. Les répondants au Danemark (68%), en Slovaquie (68%) et en Suède (66%) sont les plus nombreux à juger que la mondialisation est une chance pour les pays les plus pauvres. A l'opposé, une majorité absolue de Grecs (55%), de Français (54%) et une majorité relative de Slovènes (47%) et de Belges (47%) se disent en désaccord avec cette idée.

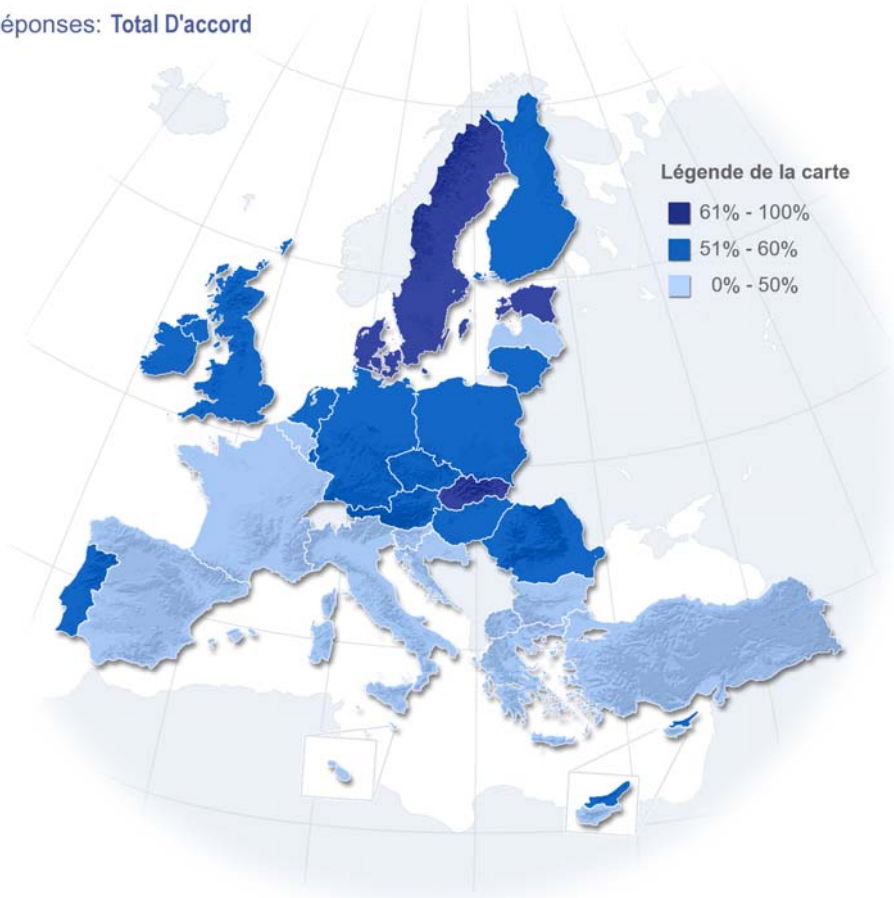
¹⁰ QB3.12 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres

	SK	68%
	DK	68%
	SE	66%
	EE	64%
	NL	59%
	FI	58%
	CZ	57%
	LT	55%
	UK	54%
	PT	54%
	PL	53%
	HU	53%
	LU	53%
	IE	52%
	DE	52%
	RO	51%
	AT	51%
	UE27	49%
	MT	48%
	BE	48%
	IT	45%
	SI	45%
	BG	44%
	EL	43%
	LV	41%
	ES	41%
	CY	39%
	FR	37%
* CY (tcc) 53%		
	MK	50%
	HR	39%
	TR	33%

Question: QB3.12. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

Possibilité: La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres




Réponses: Total D'accord



L'analyse sociodémographique montre des différences fondées sur le degré d'intégration sociale et politique des individus. A titre d'illustration, 56% des personnes se classant en haut de l'échelle sociale jugent que la mondialisation est un facteur de développement pour 43% de celles s'auto positionnant en bas. 57% de ceux qui ont une image positive de l'Union partagent également ce sentiment, pour seulement 35% de ceux qui ont une image négative de l'Union.

QB3.12 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

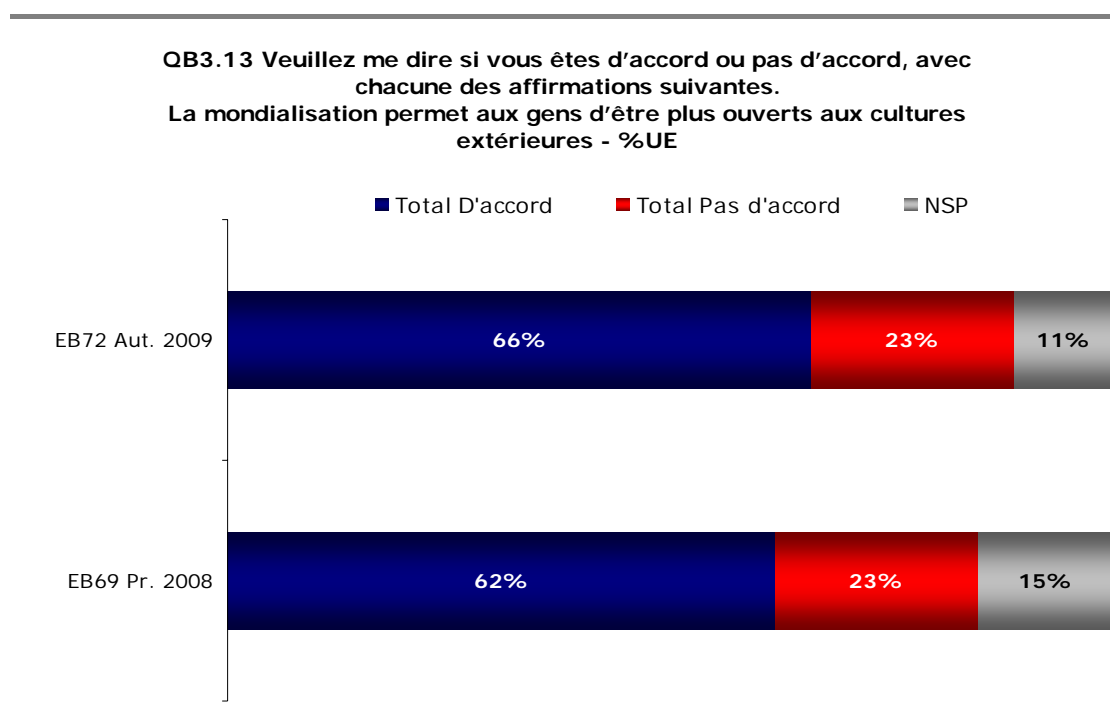
La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres

	Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27	49%	39%	12%
Age			
 15-24	54%	34%	12%
25-39	51%	40%	9%
40-54	48%	43%	9%
55 +	46%	38%	16%
Age de fin d'études			
 15-	43%	38%	19%
16-19	50%	39%	11%
20+	51%	43%	6%
Tjs étudiant	55%	34%	11%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	54%	38%	8%
Cadres directeurs	53%	42%	5%
Autres employés	53%	39%	8%
Ouvriers	50%	39%	11%
Femmes-hommes au foyer	43%	41%	16%
Chômeurs	46%	40%	14%
Retraités	45%	38%	17%
Etudiants	55%	34%	11%
Difficulté à payer ses factures			
La plupart du temps	42%	41%	17%
De temps en temps	47%	40%	13%
Pratiquement jamais	52%	38%	10%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	43%	42%	15%
Moyen (5-6)	50%	39%	11%
Haut (7-10)	56%	37%	7%
Image de l' UE			
Positive	57%	34%	9%
Neutre	45%	40%	15%
Négative	35%	53%	12%

3.1.4. La mondialisation et l'ouverture aux cultures extérieures

- La mondialisation permet aux gens d'être plus ouverts aux cultures extérieures, même si cette ouverture inquiète une partie significative de l'opinion européenne -

Jugée favorablement dans sa dimension économique, comme opportunité de croissance, comme facteur d'investissement et, à un degré moindre, comme levier de développement, la mondialisation est également positivement considérée dans sa dimension culturelle.

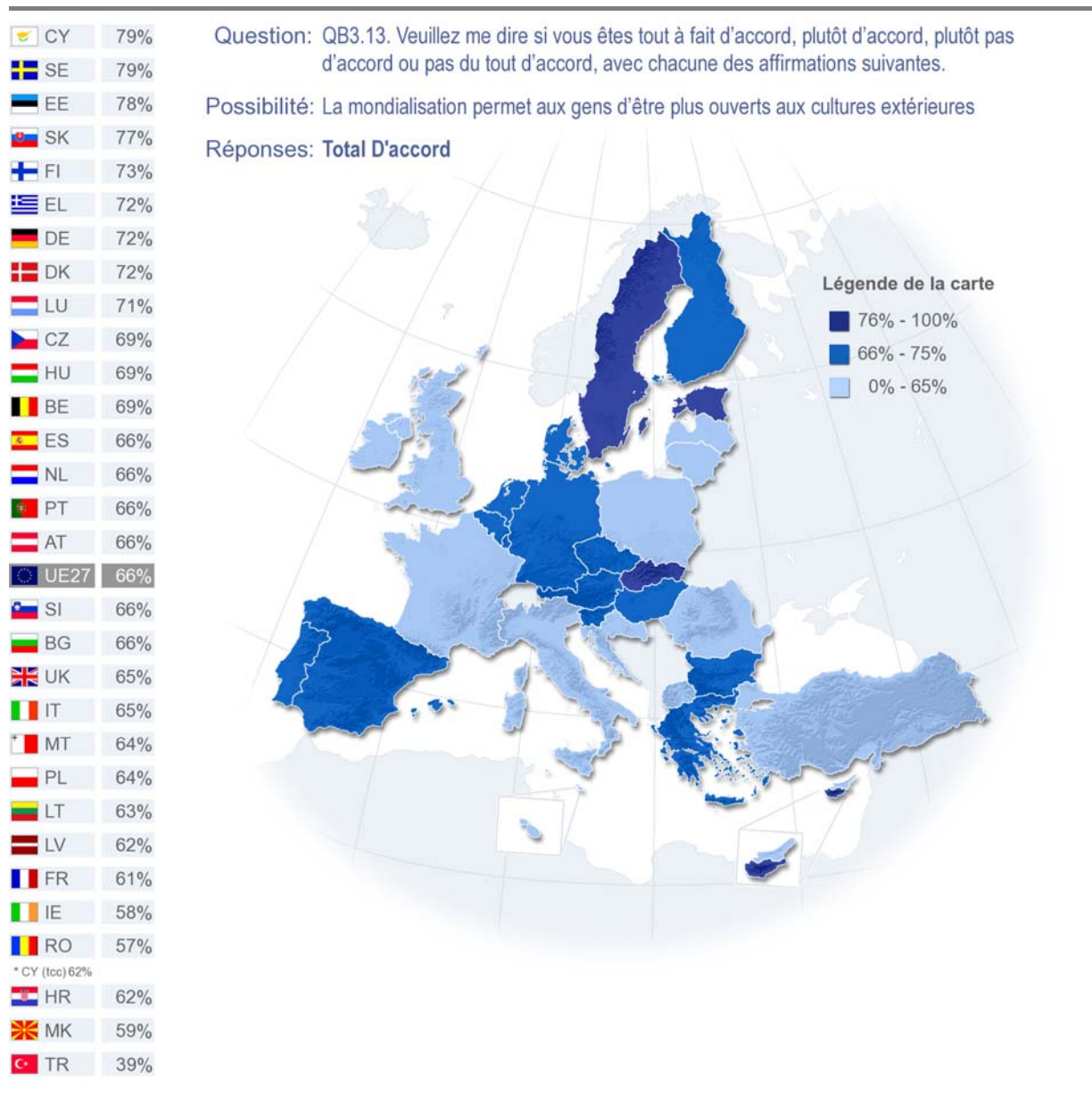


66% des Européens estiment qu'elle permet aux gens d'être plus ouverts aux cultures extérieures¹¹, 23% seulement étant en désaccord avec cette idée et 11% n'exprimant pas d'opinion. Dans le détail, 16% des Européens sont « tout à fait d'accord » avec cette idée et 50% « plutôt ». Le « tout à fait en désaccord » ne concerne que 6% des répondants, 17% étant « plutôt » en désaccord. Cette représentation se consolide par rapport au printemps 2009, puisque la proportion d'Européens regardant la mondialisation comme une ouverture culturelle progresse de 4 points. Cela ne se manifeste pas dans une diminution de la proportion d'Européens pas d'accord avec la proposition, qui reste stable, mais dans celle des « Ne sait pas » qui perd 4 points.

Cette représentation est largement majoritaire au sein des 27 pays de l'Union, avec les plus hauts scores à Chypre (79%) et en Suède (79%) et les plus faibles en Roumanie (57%), en Irlande (58%) et en France (61%).

¹¹ QB3.13 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : la mondialisation permet aux gens d'être plus ouverts aux cultures extérieures

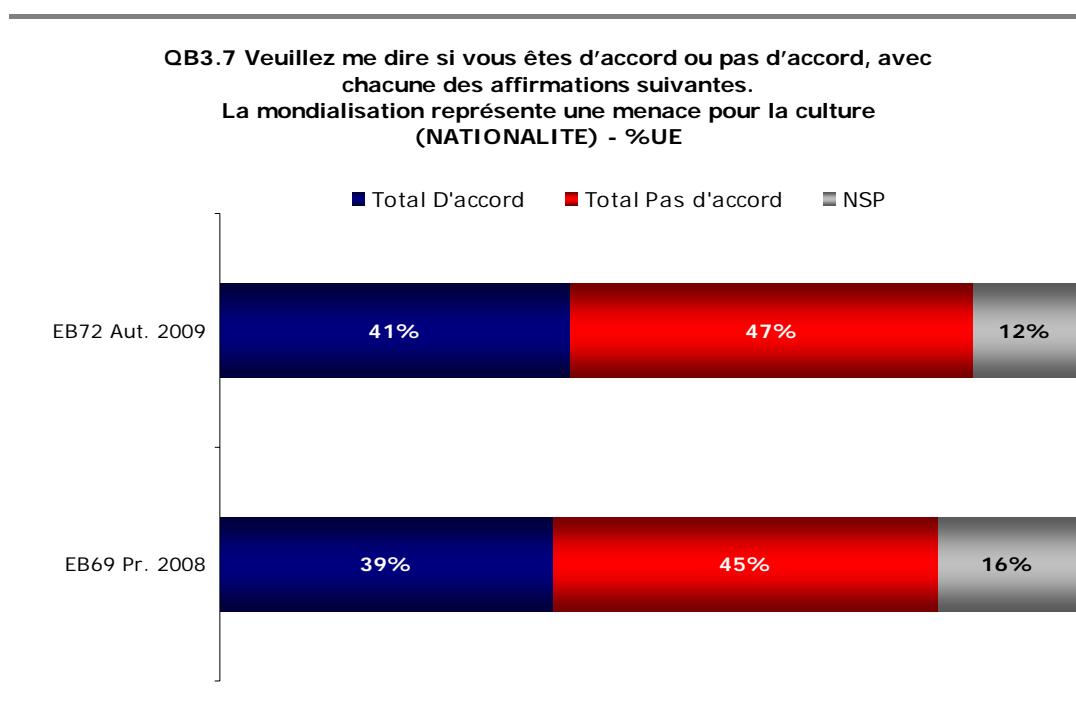
Du côté des pays candidats, il faut relever la situation particulière de la Turquie où seulement 39% des répondants s'accordent sur l'idée de la mondialisation comme facteur d'ouverture culturelle. Ceci résulte toutefois bien moins d'un désaccord massif (27%) que d'un taux élevé de sans opinion (34%).



Si on note quelques différences d'intensité selon les logiques sociales déjà évoquées, l'opinion selon laquelle la mondialisation constitue une ouverture culturelle est majoritairement partagée par toutes les couches sociales. L'adhésion croît ainsi logiquement avec le niveau d'éducation : 58% chez les personnes ayant arrêté leurs études à 15 ans ou avant, 67% chez celles ayant arrêté leurs études entre 16 et 19 ans, 72% chez celles ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà) et même 71% chez les étudiants.

Pour autant, et c'est l'autre face de la même représentation, cette ouverture inquiète une part non négligeable d'Européens, qui y voient une menace pour leur propre culture nationale¹². Ainsi, si 47% des Européens ne sont pas d'accord pour dire que la mondialisation constitue une menace pour leur culture nationale, ils sont cependant 41% à l'affirmer, 12% n'exprimant pas d'opinion.

Le détail des réponses montre que 34% des personnes interrogées sont « plutôt » en désaccord et 13% « tout à fait » en désaccord. 11% sont à l'opposé « tout à fait » d'accord et 30% « plutôt » d'accord. Avec 6 points, le différentiel entre ceux qui ne perçoivent pas de menace et ceux qui en perçoivent une reste identique à celui mesuré au printemps 2008 (45% contre 39%). A nouveau, la proportion de répondants qui ne s'expriment pas régresse sensiblement (-4 points). Il semble que l'opinion européenne se polarise peu à peu sur la question de la mondialisation.



Au final, la question de la mondialisation comme menace culturelle crée de forts clivages entre les pays de l'Union. Dans treize d'entre eux, une majorité n'est pas inquiète des conséquences culturelles de la mondialisation. Les Suédois (63%), les Allemands (65%) et les Danois (62%) sont, par exemple, les moins inquiets pour leur culture.

Dans onze pays, en revanche, les craintes pour la culture nationale dominent. C'est ainsi le cas à Chypre (66% contre 21%), en Grèce (62% contre 35%), en Autriche (57% contre 40%), en Hongrie (53% contre 40%), au Royaume-Uni (52% contre 34%), en Irlande (47% contre 30%), au Portugal (47% contre 34%), en Lettonie (46% contre 39%), en Italie (46% contre 41%), en Roumanie (42% contre 39%),

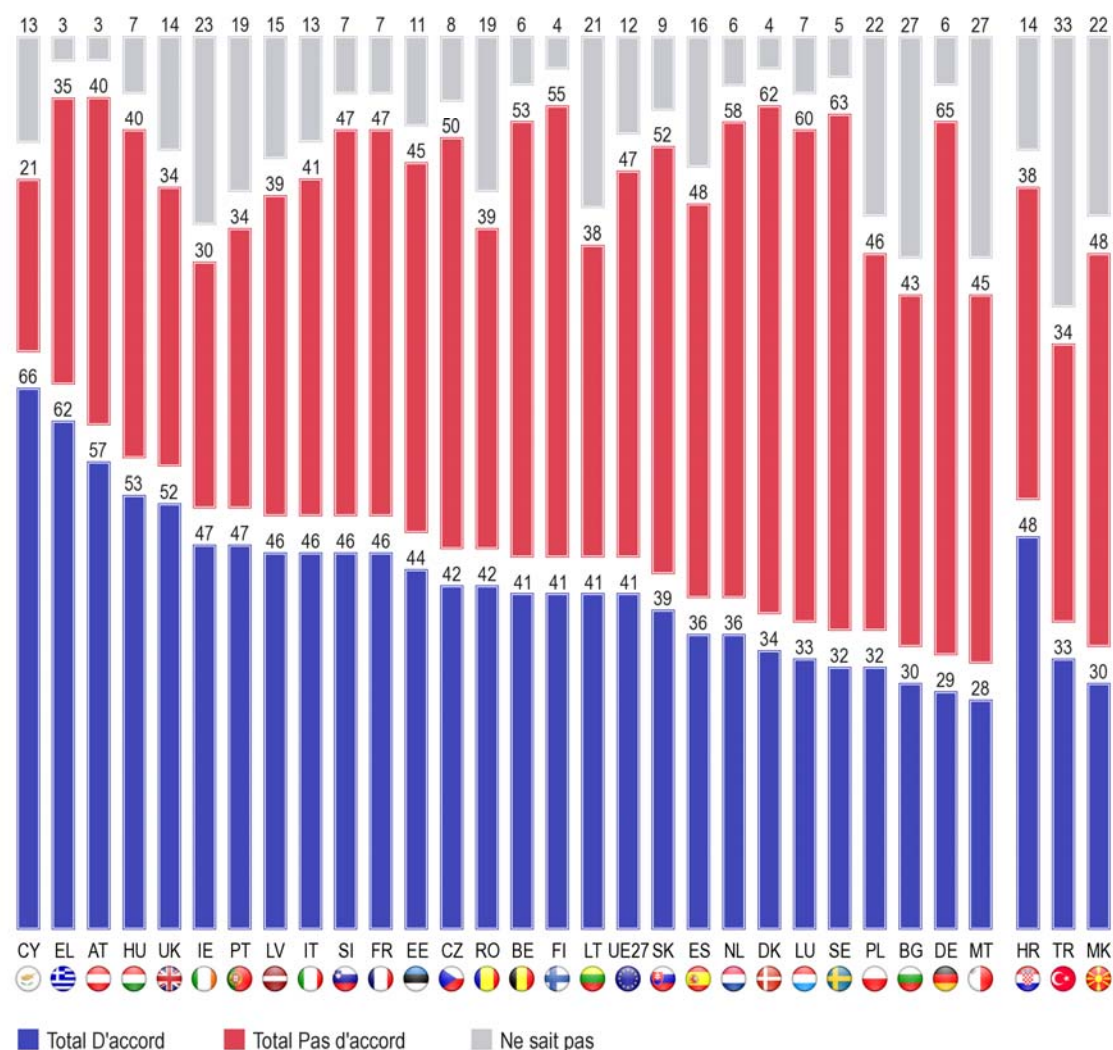
¹² QB3.7 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : La mondialisation représente une menace pour la culture (NATIONALITE)

en Lituanie (41% contre 38%) où l'opinion publique voit majoritairement la mondialisation comme une menace pour la culture nationale.

Dans trois derniers Etats membres, enfin, l'opinion publique est quasiment divisée en deux sur la question. Les opinions sont extrêmement partagées en France (47% y voient une menace contre 46%), en Estonie (44% contre 45%) et en Slovénie (46% contre 47%).

QB3.7. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.



La mondialisation représente une menace pour la culture (NATIONALITE)



L'inquiétude sur la menace que la mondialisation pourrait faire peser sur la culture nationale est plus forte au sein des couches modestes que des couches supérieures de la société européenne. 53% de ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale ne voient pas la mondialisation comme une menace pour leur culture, pour seulement 40% de ceux qui se situent dans le bas de cette échelle. La mondialisation n'est pas une menace pour la culture de leur pays pour 52% des personnes qui n'ont pas de problèmes pour payer leurs factures en fin de mois mais pour seulement 38% de celles éprouvant des difficultés financières. 56% de celles qui font confiance à l'Union européenne n'expriment pas d'inquiétude identitaire pour 39% de celles qui ne font pas confiance à l'Union.

QB3.7 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

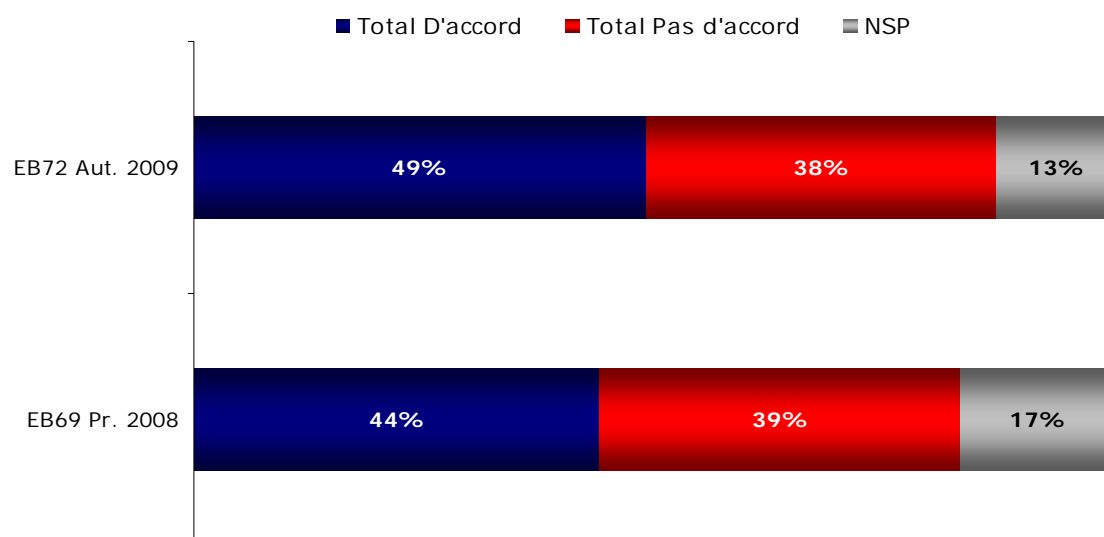
La mondialisation représente une menace pour la culture (NATIONALITE)

La mondialisation représente une menace pour la culture (NATIONAL 12)				
		Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27		41%	47%	12%
Age de fin d'études				
	15-	43%	38%	19%
	16-19	43%	46%	11%
	20+	39%	56%	5%
	Tjs étudiant	37%	53%	10%
	Echelle d'occupation du répondant			
	Indépendants	43%	49%	8%
	Cadres directeurs	37%	60%	3%
	Autres employés	42%	51%	7%
	Ouvriers	41%	47%	12%
	Femmes-hommes au foyer	40%	42%	18%
	Chômeurs	44%	43%	13%
	Retraités	43%	41%	16%
	Etudiants	37%	53%	10%
Difficulté à payer ses factures				
La plupart du temps		46%	38%	16%
De temps en temps		45%	41%	14%
Pratiquement jamais		39%	52%	9%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)		45%	40%	15%
Moyen (5-6)		41%	48%	11%
Haut (7-10)		40%	53%	7%
Confiance EU				
Plutôt confiance		36%	56%	8%
Plutôt pas confiance		50%	39%	11%
Euro				
Pour		37%	55%	8%
Contre		51%	36%	13%

3.1.5. La mondialisation contribue à la paix dans le monde

QB3.6 Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

La mondialisation contribue à la paix dans le monde - %UE



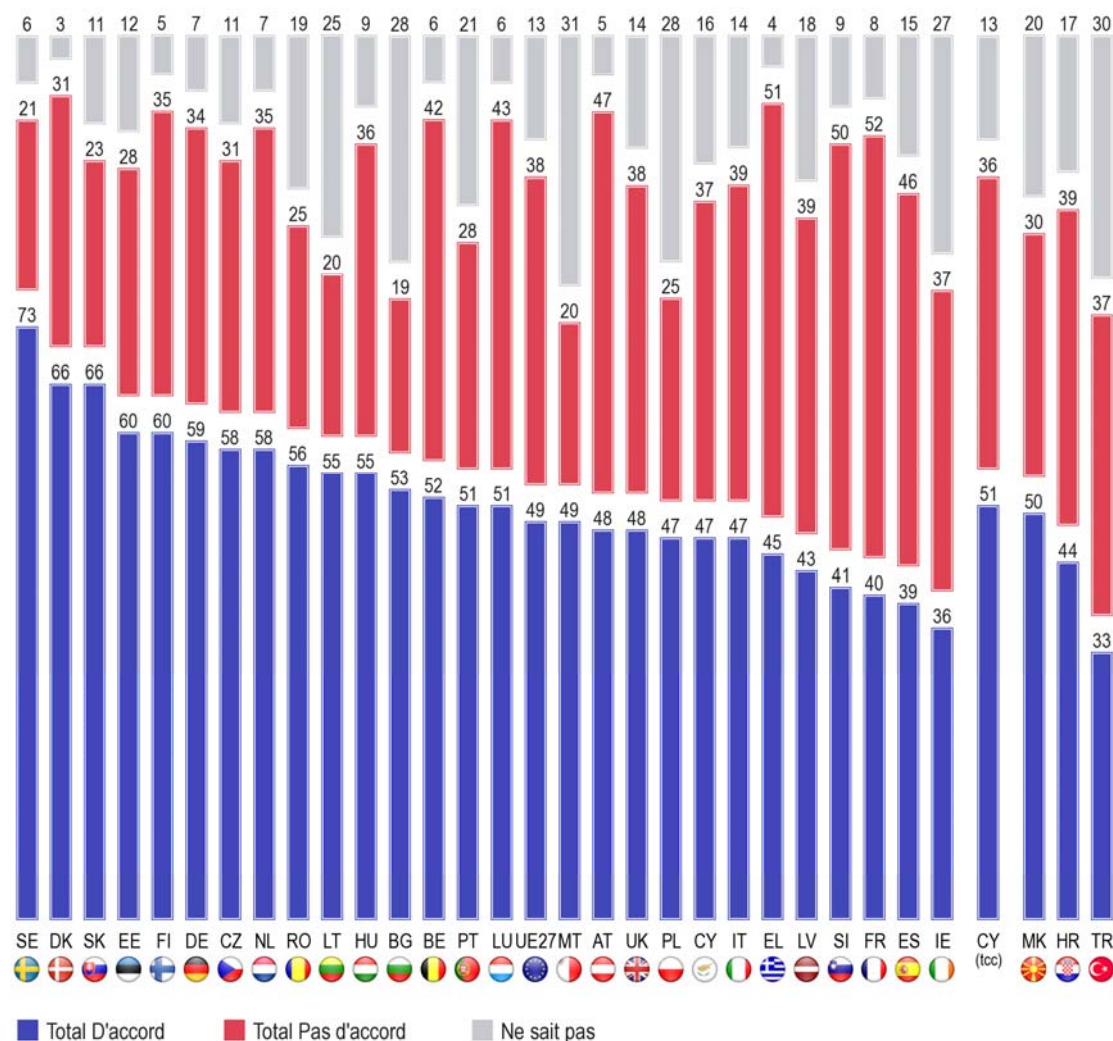
Les avis sur le rôle de la mondialisation pour la paix dans le monde restent assez partagés mais évoluent sensiblement vers le positif par rapport au printemps 2008. 49% des Européens estiment que la mondialisation contribue à la paix dans le monde¹³, une proportion en hausse de 5 points par rapport à l'enquête du printemps 2008. 38% sont d'un avis inverse, un pourcentage en baisse d'un point par rapport à 2008. 13% n'expriment pas d'opinion (-4 points). Dans le détail, le pourcentage de répondants en accord avec cette idée se décompose en 10% « tout à fait » d'accord et 39% « plutôt » d'accord. Celui des répondants en désaccord comprend 26% de « plutôt » et 12% de « tout à fait ».

La mondialisation n'est pas majoritairement perçue comme un facteur de paix dans quatre pays, en France (52%), en Grèce (51%), - qui sont assurément les deux pays les moins positifs à l'égard de la mondialisation - en Slovaquie (50%) et en Espagne (46%). Les opinions sont extrêmement partagées en Autriche (48% contre 47%) et en Irlande (36% contre 37%). C'est en Suède (73%), en Slovaquie (66%), au Danemark (66%), en Estonie (60%), en Finlande (60%) et en Allemagne (59%) que les opinions publiques sont les plus convaincues des effets positifs de la mondialisation pour la paix dans le monde.

¹³ QB3.6 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : La mondialisation contribue à la paix dans le monde

QB3.6. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

La mondialisation contribue à la paix dans le monde

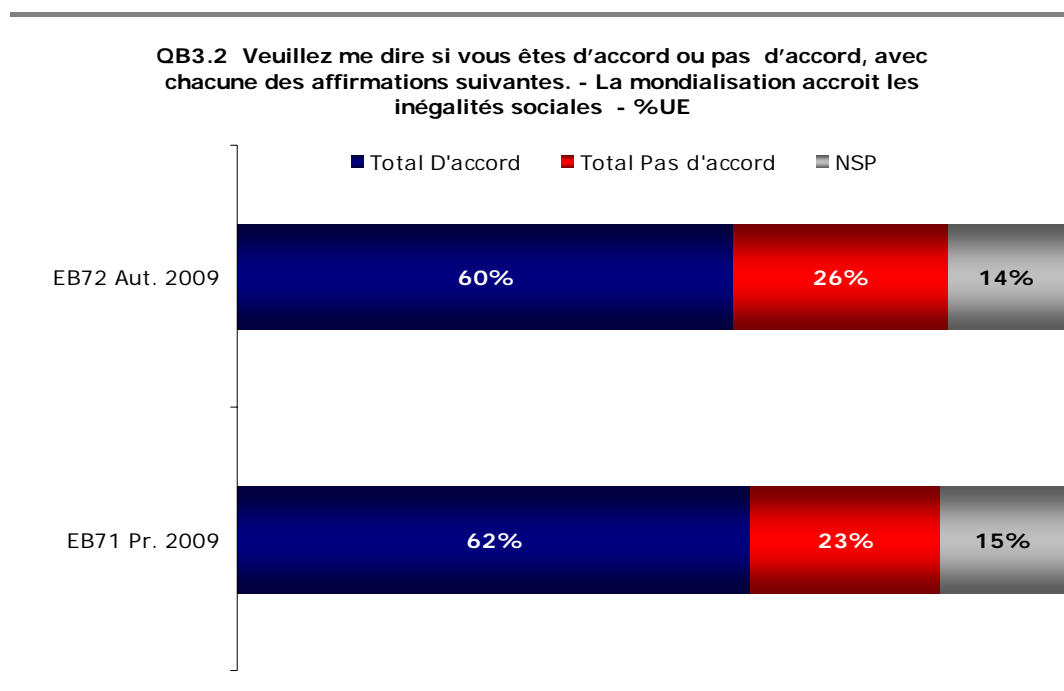


Comme pour les autres traits de l'image de la mondialisation, sa contribution à la paix dans le monde est d'autant mieux perçue que le répondant est bien inséré dans la société, aisé, diplômé, confiant dans son avenir et dans celui de l'Union.

3.2. Les représentations négatives de la mondialisation

Si la mondialisation est globalement perçue positivement pour ses effets économiques et culturels, elle suscite en revanche des représentations négatives pour ses conséquences sociales. Les Européens la perçoivent comme une menace sociale et se sentent écartés de ses effets positifs, qu'ils jugent réservés aux grandes entreprises.

3.2.1. La mondialisation, facteur d'accroissement des inégalités



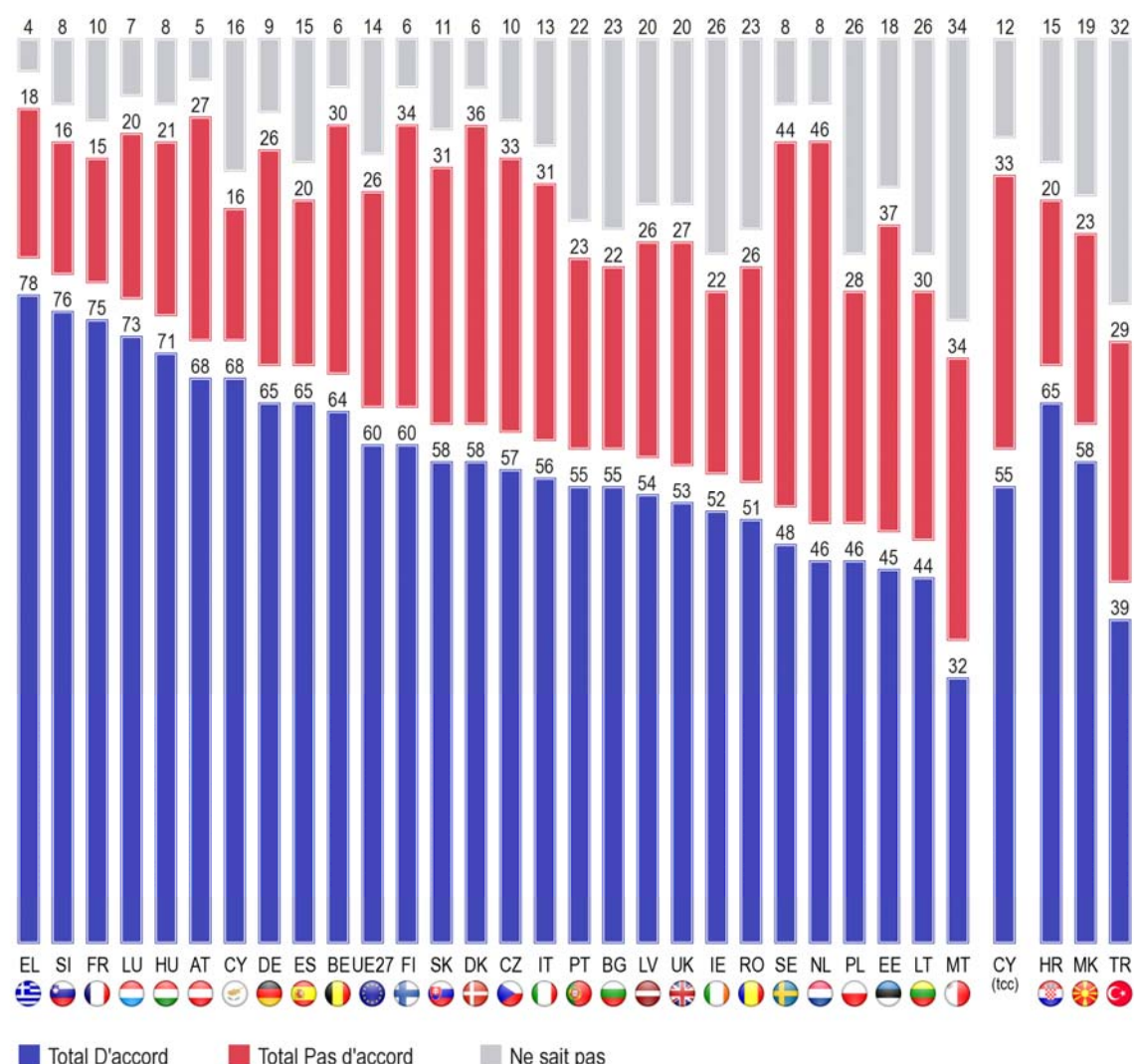
60% des Européens (19% « tout à fait » et 41% « plutôt ») se disent d'accord avec l'idée selon laquelle la mondialisation accroît les inégalités sociales¹⁴. C'est un pourcentage certes en recul de deux points par rapport à celui mesuré au printemps 2009 mais qui reste encore supérieur de 4 points à celui enregistré au printemps 2008. 26%, +3 points par rapport au printemps 2009, se déclarent en désaccord avec cette idée (22% « plutôt » et 4% « tout à fait »), 14% étant sans opinion.

Cette différence avec la mesure du printemps 2008 peut éventuellement s'expliquer par un effet de la crise financière et économique, qui a peut-être accentué les représentations négatives de la mondialisation.

¹⁴ QB3.2 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : La mondialisation accroît les inégalités sociales

QB3.2. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.




La mondialisation accroît les inégalités sociales



La vision d'une mondialisation comme facteur aggravant des inégalités sociales domine dans tous les pays de l'Union, aux seules exceptions des Pays-Bas, où les avis sont équilibrés (46% contre 46%), et de Malte (32% contre 34% avec un très fort taux de sans opinion à 34%). Elle culmine en Grèce (78%), en Slovénie (76%), en France (75%) et au Luxembourg (73%).

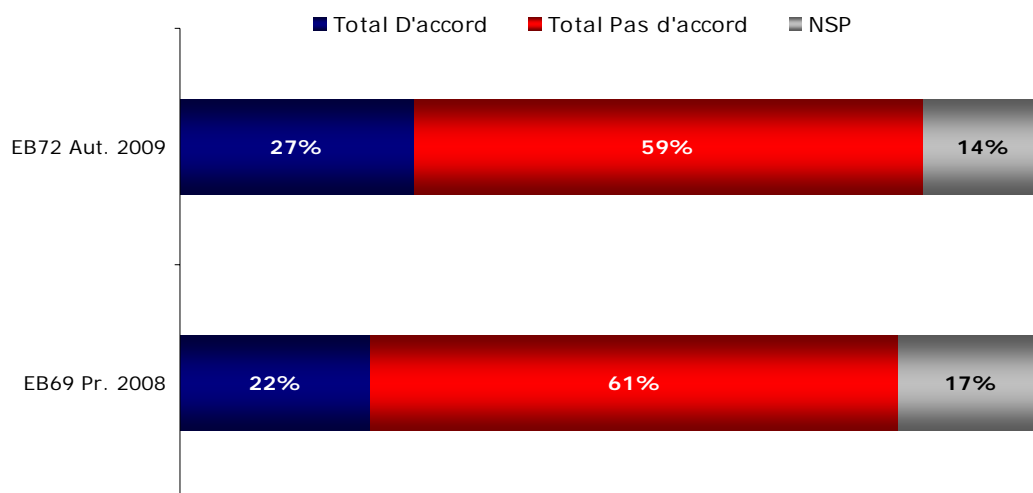
Cette représentation est dominante dans toutes les couches sociales de la population européenne, y compris dans celles déjà décrites comme les plus favorables à la mondialisation. Ainsi par exemple, 63% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà, 65% des cadres directeurs, ou encore 57% de celles qui se classent en haut de l'échelle sociale, considèrent que la mondialisation est source d'accroissement des inégalités sociales.

La représentation de la mondialisation comme un risque social est donc largement consensuelle au sein de l'opinion européenne et peu dépendante des positions et conditions sociales des individus. En terme politique, même si elle est plus marquée au sein des sympathisants de gauche, il est à noter qu'elle est également majoritaire au sein de ceux de droite.

QB3.2 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.				
La mondialisation accroît les inégalités sociales				
		Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27		60%	26%	14%
Age				
	15-24	54%	30%	16%
	25-39	62%	27%	11%
	40-54	63%	26%	11%
	55 +	58%	24%	18%
Age de fin d'études				
	15-	58%	21%	21%
	16-19	60%	26%	14%
	20+	63%	30%	7%
	Tjs étudiant	56%	29%	15%
Echelle d'occupation du répondant				
	Indépendants	63%	29%	8%
	Cadres directeurs	65%	30%	5%
	Autres employés	60%	31%	9%
	Ouvriers	60%	26%	14%
	Femmes-hommes au foyer	57%	22%	21%
	Chômeurs	62%	21%	17%
	Retraités	58%	23%	19%
	Etudiants	56%	29%	15%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche		65%	25%	10%
(5-6) Centre		63%	25%	12%
(7-10) Droite		57%	30%	13%
Difficulté à payer ses factures				
La plupart du temps		60%	21%	19%
De temps en temps		60%	24%	16%
Pratiquement jamais		60%	28%	12%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)		62%	21%	17%
Moyen (5-6)		60%	26%	14%
Haut (7-10)		57%	34%	9%
Confiance UE				
Plutôt confiance		59%	30%	11%
Plutôt pas confiance		65%	23%	12%
Euro				
Pour		61%	29%	10%
Contre		61%	23%	16%

3.2.2. La mondialisation ne protège pas de l'inflation

QB3.5 Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.
La mondialisation nous protège des augmentations de prix - %UE



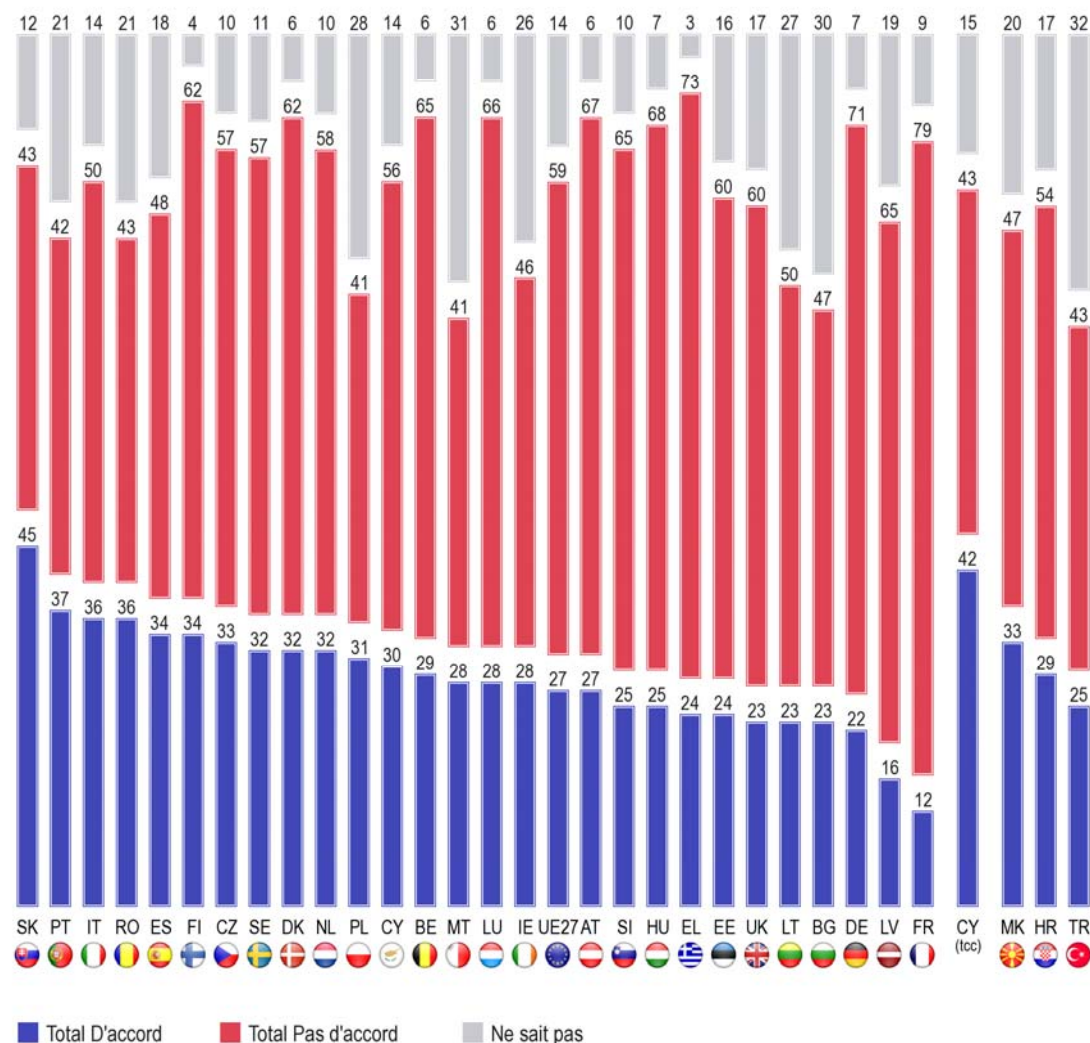
59% des Européens expriment leur désaccord avec l'idée selon laquelle la mondialisation les protégerait des augmentations de prix, un pourcentage en recul de 2 points par rapport au printemps 2008. 27%, en hausse de 5 points, s'accordent à l'inverse sur l'idée que la mondialisation les protège de l'inflation, 14%, enfin, n'exprimant pas d'opinion (-3 points).¹⁵

Dans le détail, la proportion de répondants en désaccord se divise en 36% « plutôt » et 23% « tout à fait ». A l'opposé, 5% sont « tout à fait » d'accord et 22% « plutôt » d'accord avec cette idée.

¹⁵ QB3.5 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : La mondialisation nous protège des augmentations de prix.

QB3.5. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

La mondialisation nous protège des augmentations de prix



A la seule exception de la Slovaquie (45% d'accord contre 43%), le sentiment que la mondialisation ne protège pas de l'inflation est largement majoritaire dans tous les pays de l'Union. Il est le plus fort en France (79%), en Grèce (73%) et en Allemagne (71%).

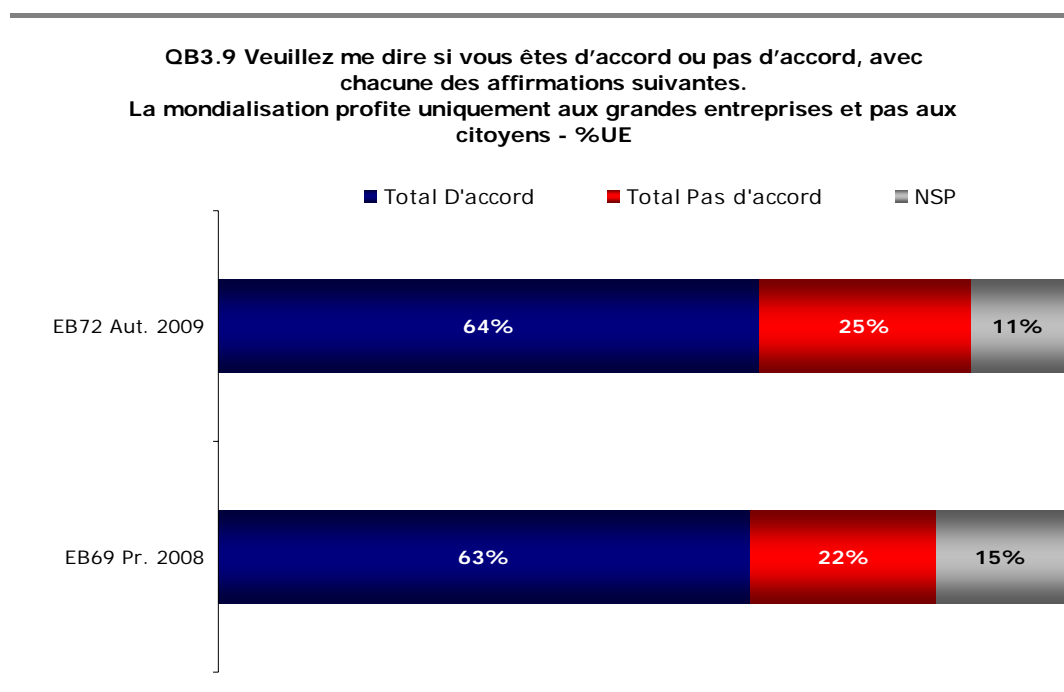
Même si les personnes les mieux dotées socialement (répondants qui se situent en haut de l'échelle sociale, 35%) et économiquement (cadres directeurs, 29% ; travailleurs indépendants, 34%) sont un peu plus nombreuses à penser que la mondialisation protège des augmentations de prix, cette idée reste largement minoritaire au sein même de ces catégories. Comme l'image sociale négative de la mondialisation, le rôle non protecteur de la mondialisation face aux augmentations de prix est une idée qui fait consensus en Europe.

3.2.3. La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens

- Les Européens se sentent écartés des bénéfices de la mondialisation -

Près de deux tiers des Européens (64%, +1 point par rapport au printemps 2008) considère que la mondialisation profite aujourd'hui aux grandes entreprises et pas aux citoyens. 25% (+3 points) sont en désaccord avec cette idée et 11% (-4 points) n'expriment pas d'opinion.¹⁶

Le détail des réponses montre 26% des répondants « tout à fait » d'accord et 38% « plutôt » d'accord avec cette idée. Les 25% de désaccord se décomposent en 20% de « plutôt » et 5% de « tout à fait ».

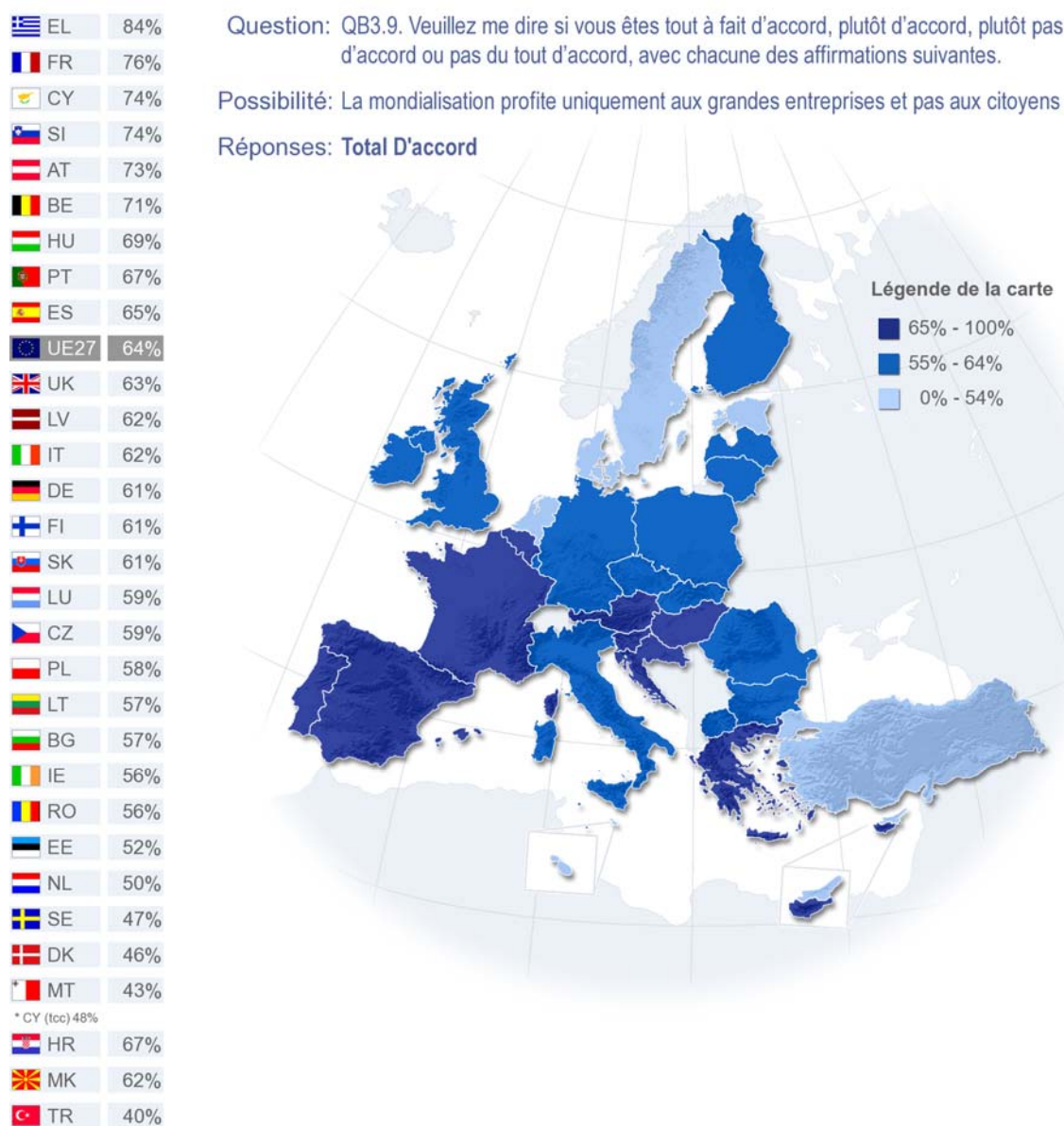


Le sentiment d'être écarté des bénéfices de la mondialisation est le plus intense en Grèce (84%), en France (76%), en Slovénie et à Chypre (74% dans les deux cas) et en Autriche (73%). Le Danemark (46% d'accord contre 50%) et la Suède (47% contre 48%) sont les deux seuls pays où les opinions sont équilibrées.

On retrouve ici des disparités nationales déjà mentionnées dans l'analyse d'autres traits d'image de la mondialisation. Se dégage ainsi un groupe de pays, comprenant la France, la Grèce, la Slovénie et l'Autriche, plutôt réfractaire à la mondialisation et la regardant avec beaucoup de méfiance.

¹⁶ QB3.9 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens




A l'opposé, les pays du Nord et du Centre de l'Europe, Danemark, Suède, Pays-Bas, mais également la Slovaquie, voire l'Estonie, manifestent le plus souvent des attitudes plutôt favorables à la mondialisation.



Là encore, cette représentation fait largement consensus dans l'opinion européenne, les personnes aux situations économiques et sociales les plus favorables estimant dans des proportions très proches de la moyenne que la mondialisation profite aux grandes entreprises, et non aux citoyens.

QB3.9 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

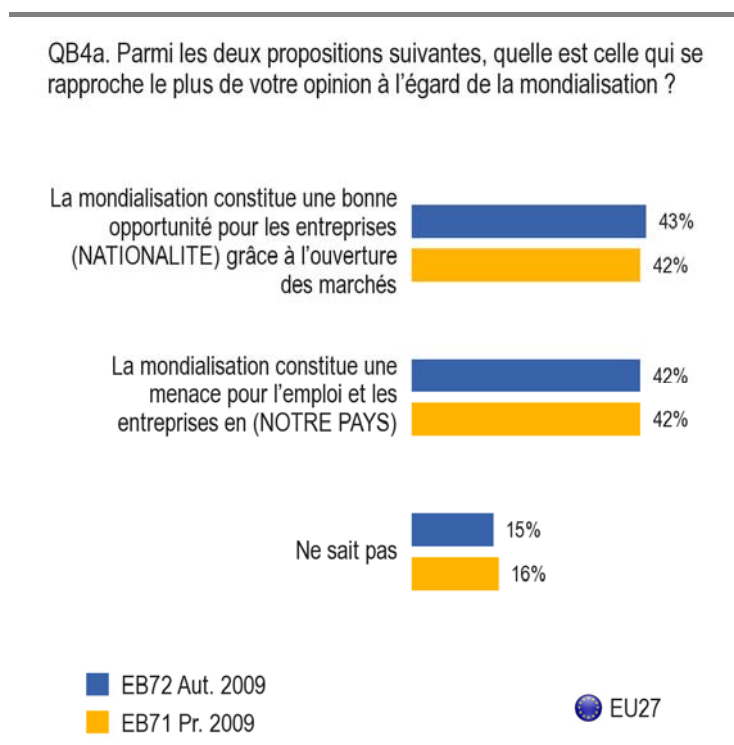
La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens

		Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27		64%	25%	11%
Age				
	15-24	58%	29%	13%
	25-39	64%	27%	9%
	40-54	67%	25%	8%
	55 +	63%	22%	15%
	Age de fin d'études			
	15-	66%	17%	17%
	16-19	65%	24%	11%
	20+	62%	32%	6%
	Tjs étudiant	56%	33%	11%
	Echelle d'occupation du répondant			
	Indépendants	63%	30%	7%
	Cadres directeurs	62%	34%	4%
	Autres employés	63%	30%	7%
	Ouvriers	67%	22%	11%
	Femmes-hommes au foyer	61%	21%	18%
	Chômeurs	66%	22%	12%
	Retraités	65%	20%	15%
	Etudiants	56%	33%	11%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche		67%	26%	7%
(5-6) Centre		65%	26%	9%
(7-10) Droite		60%	31%	9%
Difficulté à payer ses factures				
La plupart du temps		66%	18%	16%
De temps en temps		65%	22%	13%
Pratiquement jamais		62%	28%	10%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)		68%	18%	14%
Moyen (5-6)		64%	25%	11%
Haut (7-10)		60%	33%	7%
Confiance EU				
Plutôt confiance		60%	31%	9%
Plutôt pas confiance		71%	20%	9%
Appartenance UE				
Bonne chose		60%	31%	9%
Mauvaise chose		73%	18%	9%
Ni bonne ni mauvaise		68%	19%	13%
Euro				
Pour		63%	29%	8%
Contre		69%	19%	12%

3.3. La mondialisation : opportunité ou menace ?

**- L'opinion européenne est totalement partagée
quand on met face à face à les bénéfices économiques
et les conséquences sociales de la mondialisation -**

Invités à trancher entre les bénéfices économiques et les risques sociaux de la mondialisation¹⁷, 43% des répondants considèrent qu'elle constitue une bonne opportunité pour les entreprises de leur pays, grâce à l'ouverture des marchés, alors qu'à l'inverse 42% estiment qu'elle constitue une menace pour l'emploi et les entreprises. Ce rapport reste pratiquement inchangé par rapport à l'enquête précédente du printemps 2009, confirmant la division de l'opinion européenne sur cette question.

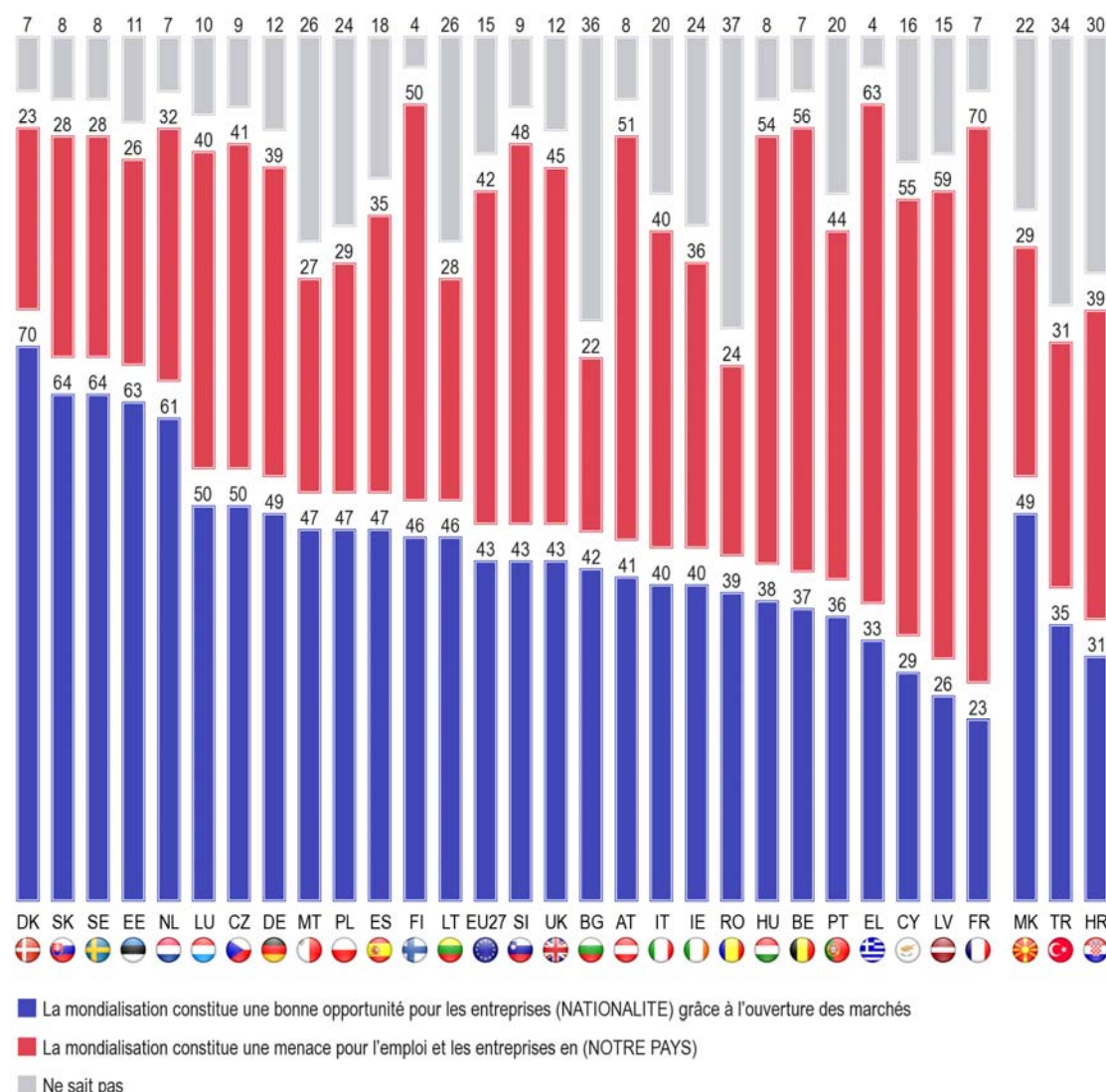


La mondialisation est d'abord majoritairement considérée comme une chance pour les entreprises au Danemark (70%), en Suède (64%), en Slovaquie (64%), en Estonie (63%) et aux Pays-Bas (61%). Elle est prioritairement perçue comme une menace pour l'emploi en France (70%), en Grèce (63%), en Lettonie (59%) et en Belgique (56%).

Au final, la mondialisation est majoritairement perçue comme une opportunité économique dans 14 Etats de l'Union. Elle est à l'inverse perçue comme une menace dans dix pays de l'Union. Enfin, dans quatre pays, l'Irlande, l'Italie, la Finlande et le Royaume-Uni, les opinions sont très partagées.

¹⁷ QB4a Parmi les deux propositions suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre opinion à l'égard de la mondialisation ? La mondialisation constitue une bonne opportunité pour les entreprises (NATIONALITE) grâce à l'ouverture des marchés. La mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises en (NOTRE PAYS)






QB4a. Parmi les deux propositions suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre opinion à l'égard de la mondialisation ?



Les clivages sociologiques et sociaux sont importants sur cette question. Le sexe, l'âge, le niveau d'éducation, la position sociale, ou encore le lieu d'habitation déterminent fortement les opinions. L'opportunité économique l'emporte sur la menace sociale chez les hommes (46% contre 41%) alors que c'est l'inverse chez les femmes (40% contre 43%). La vision de la mondialisation comme opportunité économique décroît également linéairement avec l'âge, de 50% chez les 15-24 ans à 38% chez les plus de 55 ans. De même, les personnes à haut niveau d'éducation y voient d'abord une opportunité économique (52% contre 39%) alors que celles qui ont arrêté leurs études avant 16 ans la perçoivent prioritairement comme une menace (46% contre 32% comme une opportunité).

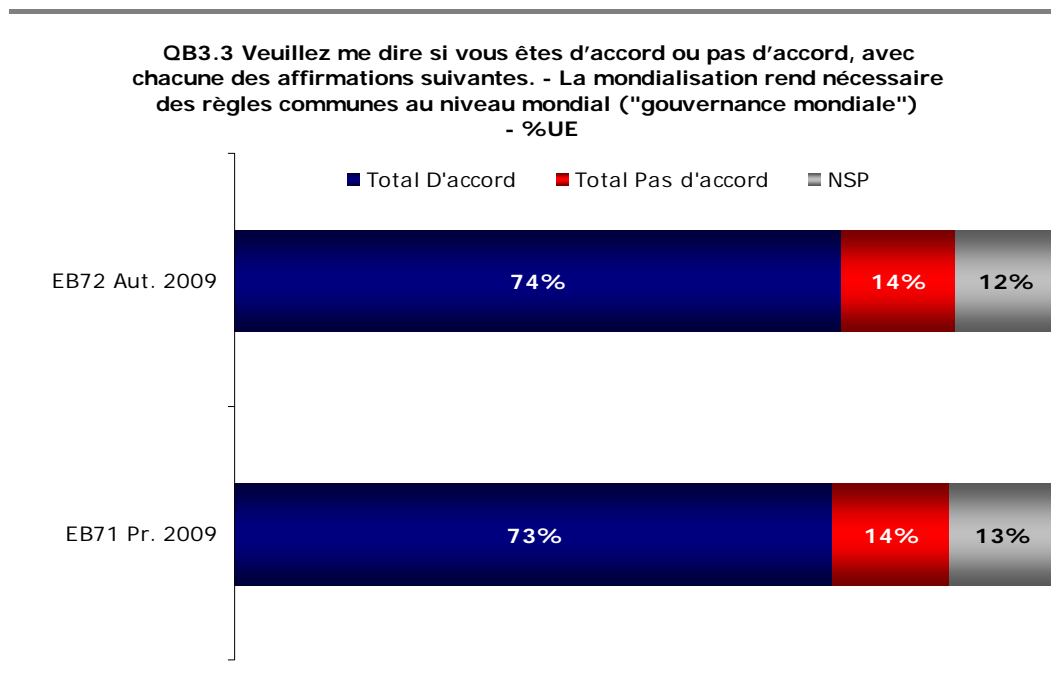
Les catégories de population les moins favorisées socialement ont tendance à voir la mondialisation davantage comme une menace pour l'emploi que comme une opportunité pour les entreprises. C'est ainsi le cas de 50% des personnes qui se situent elles-mêmes en bas de l'échelle sociale pour seulement 34% de celles qui se positionnent en haut.

Enfin, les citadins (47% contre 38%) ont tendance à voir la mondialisation comme une opportunité alors que les ruraux la considèrent d'abord comme une menace (46% contre 38%).

QB4a Parmi les deux propositions suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre opinion à l'égard de la mondialisation ?			
	La mondialisation constitue une bonne opportunité pour les entreprises (NATIONALITE) grâce à l'ouverture des marchés	La mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises en (NOTRE PAYS)	NSP
UE27	43%	42%	15%
Sexe			
 Homme	46%	41%	13%
Femme	40%	43%	17%
Age			
 15-24	50%	36%	14%
25-39	45%	42%	13%
40-54	43%	44%	13%
55 +	38%	44%	18%
Age de fin d'études			
 15-	32%	46%	22%
16-19	41%	45%	14%
20+	52%	39%	9%
Tjs étudiant	54%	32%	14%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	49%	40%	11%
Cadres directeurs	57%	35%	8%
Autres employés	46%	40%	14%
Ouvriers	40%	46%	14%
Femmes-hommes au foyer	33%	46%	21%
Chômeurs	39%	46%	15%
Retraités	36%	45%	19%
Etudiants	54%	32%	14%
Urbanisation subjective			
 Village rural	38%	46%	16%
Petite moyenne ville	44%	42%	14%
Grande ville	47%	38%	15%
Difficulté à payer ses factures			
La plupart du temps	30%	50%	20%
De temps en temps	37%	46%	17%
Pratiquement jamais	47%	40%	13%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	31%	50%	19%
Moyen (5-6)	43%	43%	14%
Haut (7-10)	56%	34%	10%

3.4. La demande de régulation et de gouvernance

Même s'ils en perçoivent les bénéfices économiques et culturels globaux, les Européens manifestent également des inquiétudes face à la mondialisation. Ces inquiétudes créent une demande sociale forte, celle d'une meilleure régulation de la mondialisation. Cette demande reflète sans doute également les multiples commentaires d'acteurs politiques et économiques appelant à davantage de régulation du système financier suite à la crise.



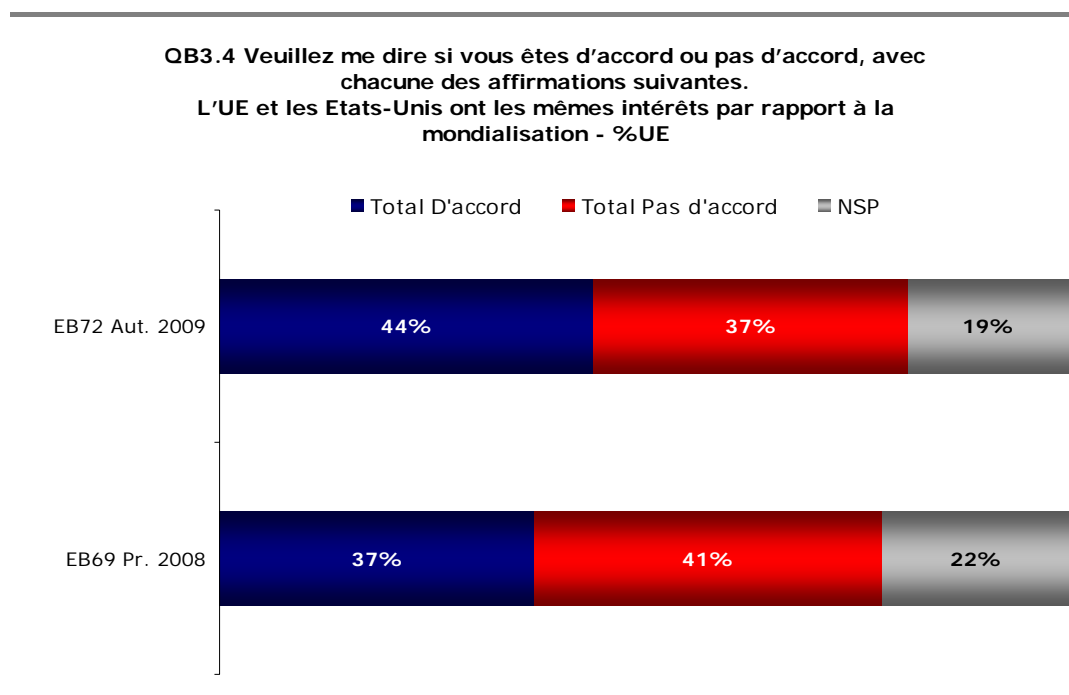
Ainsi, près de trois quarts des Européens (74%) estiment que la mondialisation rend nécessaire l'adoption de règles communes au niveau international et une gouvernance mondiale¹⁸. Seuls 14% n'en voient pas la nécessité, alors que 12% ne se prononcent pas. La demande d'une gouvernance mondiale progresse d'un point par rapport au printemps 2009. Elle est massive dans tous les pays de l'Union, avec des pics en Slovaquie et en Allemagne (85% dans les deux cas), en Slovénie et en Espagne (80% dans les deux cas). Elle concerne, dans des proportions similaires, la totalité des catégories sociales.

Cette demande de gouvernance est peut-être renforcée par le sentiment, nouveau, d'une **convergence des intérêts de l'Union Européenne et des Etats-Unis dans la mondialisation.**

¹⁸ QB3.3 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : La mondialisation rend nécessaire des règles communes au niveau mondial « gouvernance mondiale ».

Ainsi alors qu'au printemps 2008, une courte majorité relative d'Européens (41% contre 37%) estimaient que les intérêts de l'Union et des Etats-Unis divergeaient¹⁹, le rapport s'est aujourd'hui inversé. 44% des Européens considèrent que l'Union et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation, 37% étant d'un avis inverse, et 19% ne donnant pas leur opinion.

L'élection de Barack Obama contribue peut-être à expliquer cette évolution de l'opinion publique européenne, puisque l'enquête précédente avait été réalisée sous l'administration Bush.

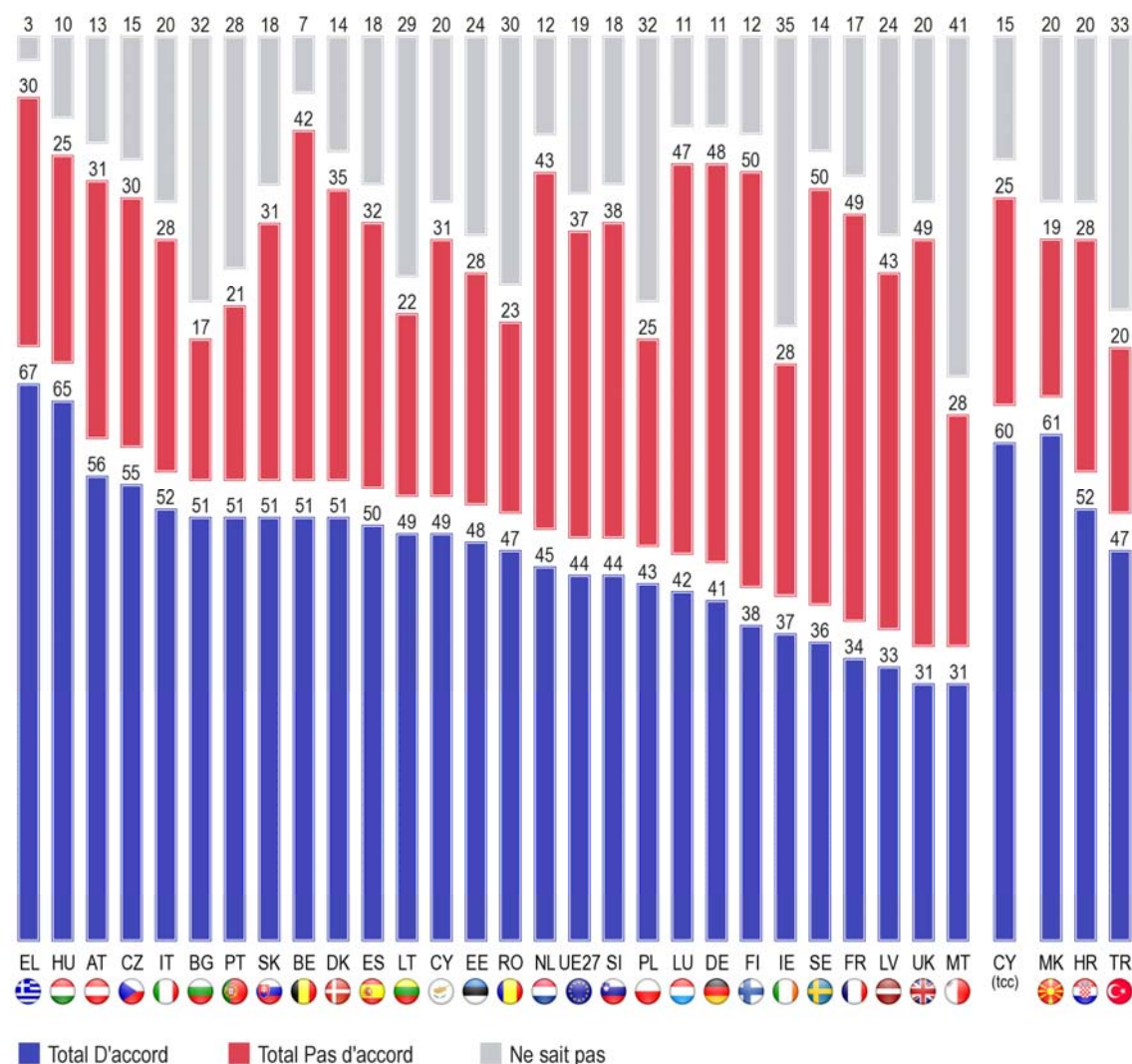


La vision des intérêts européens et américains divergent assez profondément selon les pays de l'Union. Les répondants en Hongrie (65%), en Grèce (67%), et en Autriche (56%) sont ainsi très majoritairement convaincus d'une convergence. A l'inverse, les Suédois (50%), les Finlandais (50%) et les Français (49%) penchent nettement pour une divergence des intérêts européens et américains. Le sentiment d'une divergence des intérêts européens et américains est également fort au Royaume-Uni (49% contre 31%), partenaire historique et privilégié des Etats-Unis.

¹⁹ QB3.4 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : L'UE et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation.

QB3.4. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

L'UE et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation



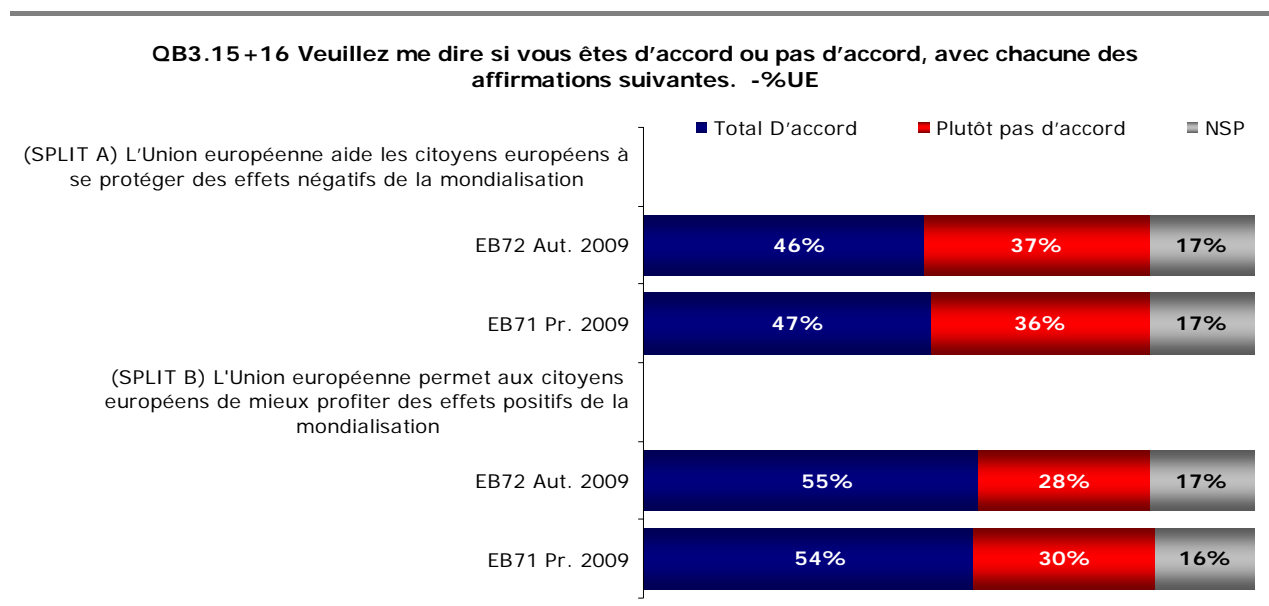
On observe peu de différences selon les catégories sociodémographiques sur cette question. Ce qui joue plus en revanche, c'est la conception qu'ont les répondants de l'Union Européenne. Plus ils sont favorables à l'Union Européenne, plus ils ont le sentiment qu'elle a, dans la mondialisation, des intérêts convergents avec les Etats-Unis. 52% de ceux qui font confiance à l'UE et 50% de ceux qui sont favorables à l'euro le pensent, pour seulement 37% de ceux qui ne font pas confiance à l'UE et 36% de ceux qui sont opposés à l'euro.

3.5 La perception du rôle de l'UE face à la mondialisation

Afin d'appréhender la nature complexe de la mondialisation, l'échantillon total a été divisé en deux groupes égaux. A chaque groupe, il a été posé une question sur la capacité de l'Union à intervenir efficacement en faveur de ses citoyens dans le domaine de la mondialisation. Une question a été formulée positivement, l'autre négativement.²⁰ L'échantillon est scindé et une version différente est soumise à chaque moitié²¹.

GROUPE SPLIT A : "L'Union européenne aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation".

GROUPE SPLIT B : "L'Union européenne permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation".



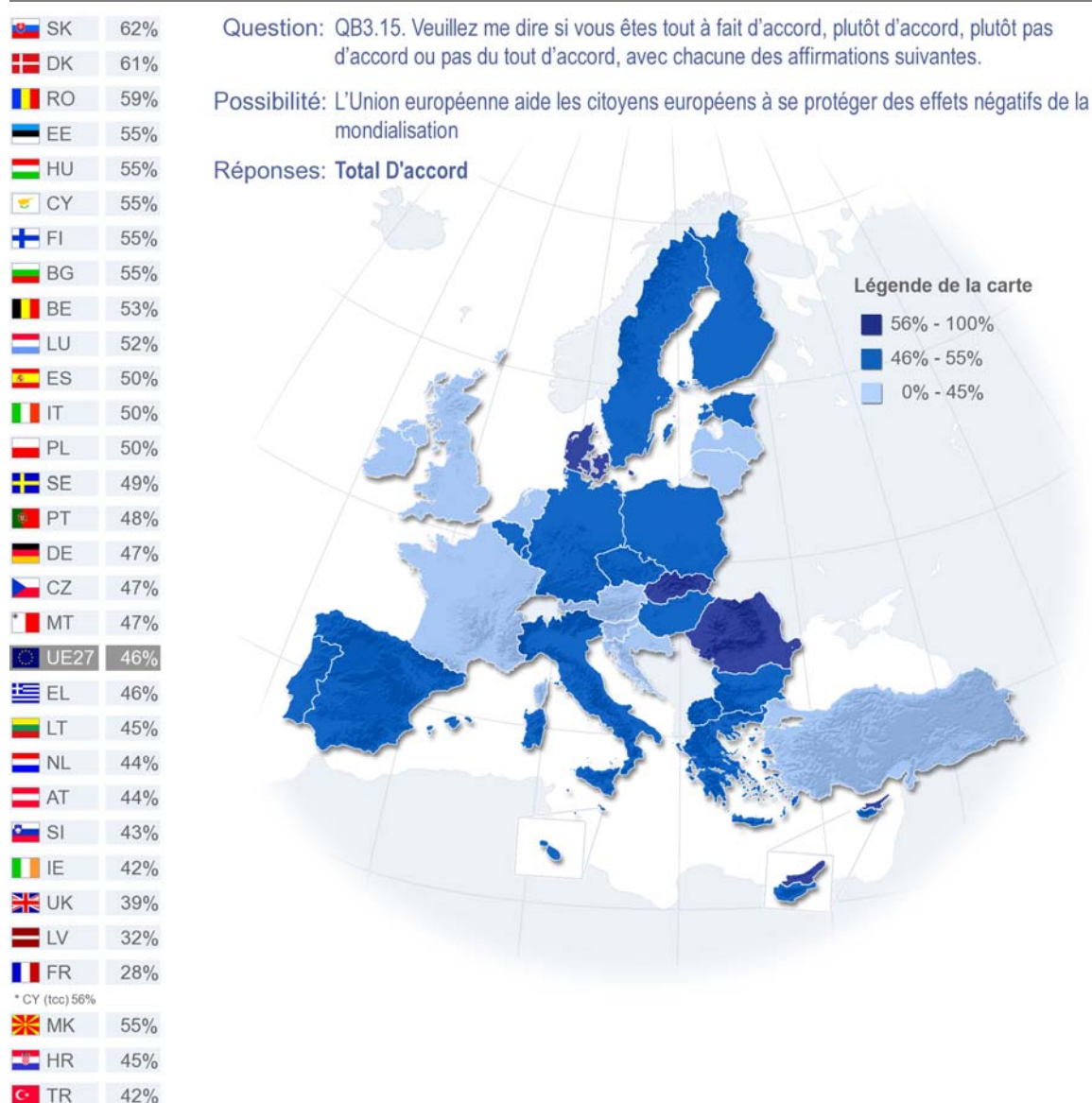
3.5.1. La formulation négative (SPLIT A)

Lorsque la question est formulée négativement, 46% des Européens répondent que l'Union les aide à être mieux protégés des effets négatifs de la mondialisation. 37% ne sont pas d'accord avec cette idée, et 17% ne formulent pas de réponse. Ces chiffres ne connaissent pas d'évolution significative par rapport à l'enquête précédente, réalisée au printemps 2009.

La dimension protectrice de l'Union est la mieux perçue en Slovaquie (62%) et au Danemark (61%). Elle est en revanche nettement moins ressentie par les opinions publiques françaises (55%) et grecques (49%).

²⁰ QB3.15 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes. Split A: L'Union européenne aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation. Split B : L'Union européenne permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation

²¹ Méthode dite du *split ballot* dans les sondages d'opinion.







En terme sociologique, le sentiment de protection est bien plus fragile en bas de l'échelle sociale qu'en haut. Ainsi, 37% de ceux qui se classent au bas de l'échelle sociale considèrent que l'UE aide ses citoyens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation pour 52% de ceux qui se classent en haut.

Le sentiment de protection s'établit à 37% chez les personnes ayant arrêté rapidement leurs études et 35% chez ceux qui déclarent éprouver des difficultés financières (c'est-à-dire, ayant des difficultés à payer ses factures la plupart du temps), pour 51% des personnes ayant poursuivi plus longtemps leurs études et 48% chez ceux qui n'ont pas de problèmes pour payer leurs factures. Dit autrement, plus le répondant a besoin de protection, moins il est sensible au rôle amortisseur de l'UE quant aux effets négatifs de la mondialisation.

QB3.15 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

(UNIQUEMENT SPLIT A) L'Union européenne aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation

	Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27	46%	37%	17%
Sexe			
 Homme	48%	39%	13%
Femme	44%	36%	20%
Age			
 15-24	52%	31%	17%
25-39	47%	39%	14%
40-54	46%	40%	14%
55 +	43%	36%	21%
Age de fin d'études			
 15-	37%	38%	25%
16-19	46%	38%	16%
20+	51%	40%	9%
Tjs étudiant	53%	30%	17%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	48%	37%	15%
Cadres directeurs	51%	40%	9%
Autres employés	52%	35%	13%
Ouvriers	45%	40%	15%
Femmes-hommes au foyer	39%	38%	23%
Chômeurs	42%	39%	19%
Retraités	42%	37%	21%
Etudiants	53%	30%	17%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	45%	43%	12%
(5-6) Centre	48%	38%	14%
(7-10) Droite	49%	34%	17%
Difficulté à payer ses factures			
La plupart du temps	35%	44%	21%
De temps en temps	45%	37%	18%
Pratiquement jamais	48%	37%	15%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	37%	42%	21%
Moyen (5-6)	47%	37%	16%
Haut (7-10)	52%	35%	13%
Confiance EU			
Plutôt confiance	61%	27%	12%
Plutôt pas confiance	33%	52%	15%
Euro			
Pour	54%	33%	13%
Contre	34%	48%	18%

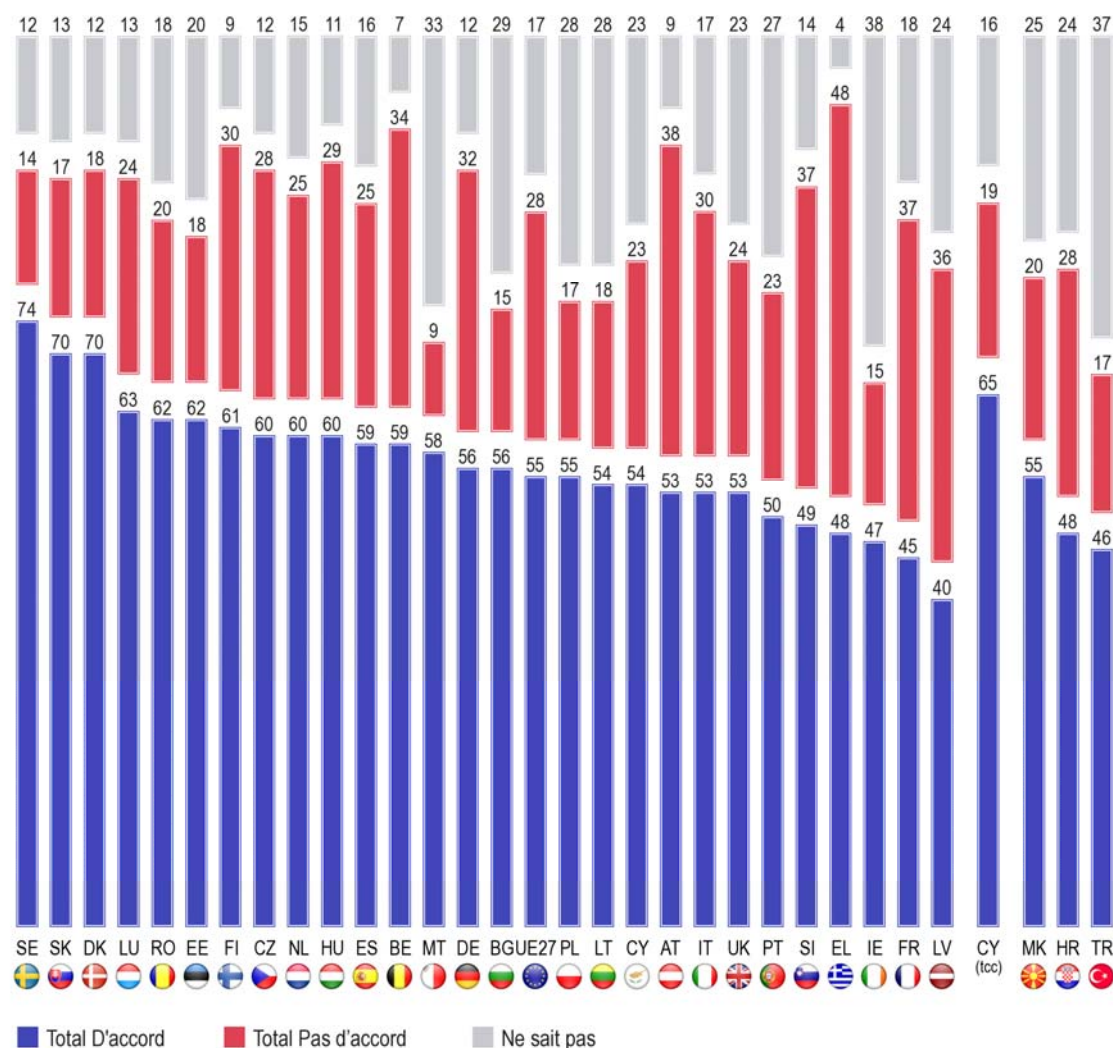
3.5.2. La formulation positive (SPLIT B)

Lorsque la question est formulée positivement, l'écart sur le rôle positif de l'Union face à la mondialisation est sensiblement plus net. Ainsi, 55% des Européens jugent que l'Union permet aux citoyens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation, 28% n'étant pas d'accord avec cette idée et 17% n'exprimant pas d'opinion. La proportion d'Européens jugeant favorablement le rôle de l'Union est en hausse d'un point par rapport au printemps 2009 (EB71) mais de 7 points par rapport à l'automne 2008 (EB70), signe que cette opinion se renforce.

Les Suédois (74%), les Slovaques (70%) et les Danois (70%) sont les plus nombreux à être convaincus du rôle positif de l'UE. A l'inverse, les Grecs (48%), les Irlandais (47%), les Français (45%) et les Lettons (40%) se montrent les plus sceptiques. Toutefois, le rôle positif de l'Union européenne est soutenu par une majorité dans tous les Etats membres de l'Union, sauf en Grèce où les opinions sont partagées (48% contre 48%).

QB3.16. Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes.

L'Union européenne permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation



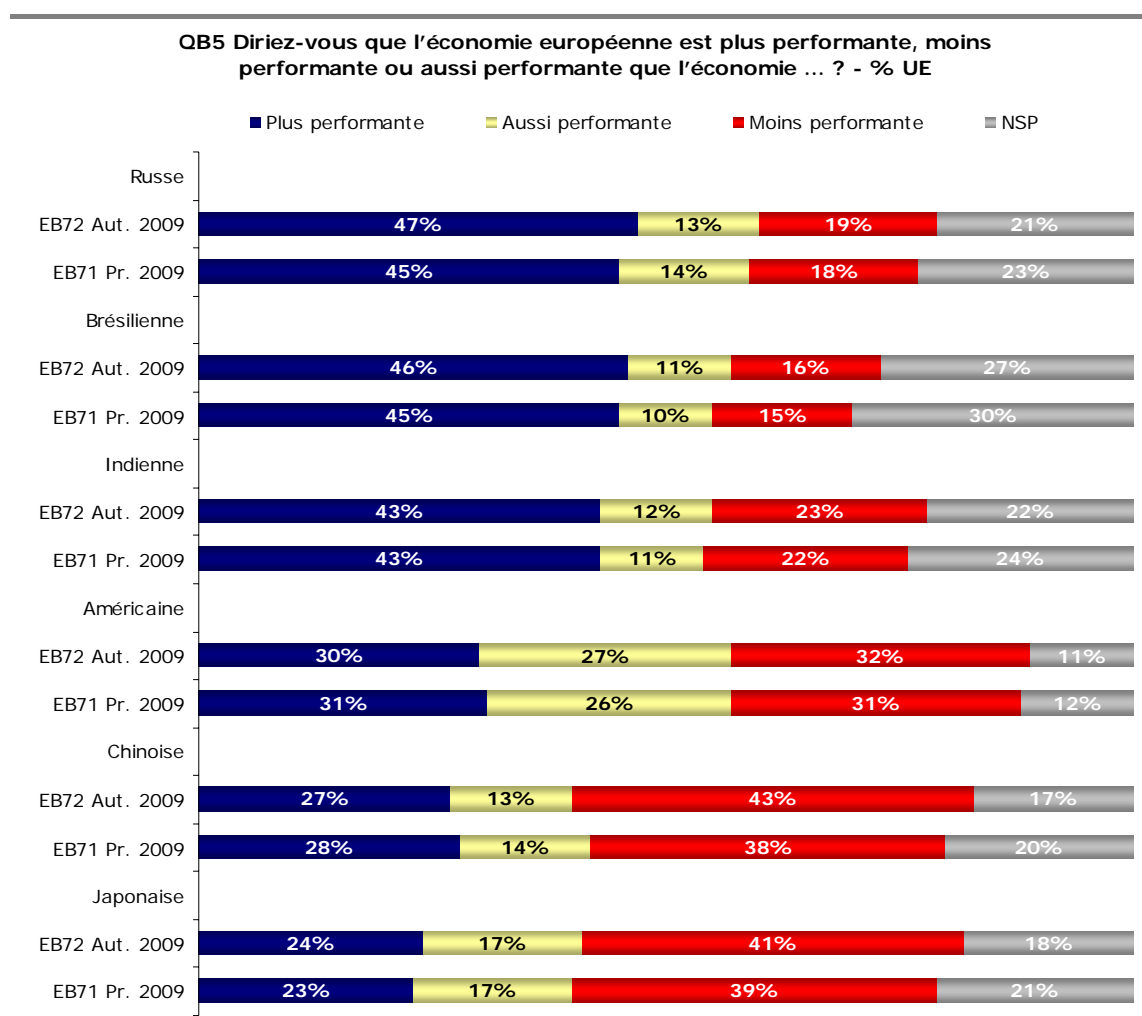
Comme précédemment, les personnes les moins bien dotées économiquement et socialement sont moins enclines à juger positivement le rôle de l'Union, bien que l'idée d'une Europe qui permet à ses citoyens de profiter des effets positifs de la mondialisation est toutefois dominante dans toutes les catégories sociales.

Au final, que l'on formule la question positivement ou négativement, il se dégage une majorité d'Européens pour juger positivement le rôle de l'UE face à la mondialisation. L'adhésion est tout de même plus marquée quand il s'agit de faire bénéficier ses citoyens des bénéfices de la mondialisation que quand il s'agit de les protéger de ses effets négatifs.

4. L'UE FACE A LA CONCURRENCE ECONOMIQUE MONDIALE

4.1 Les performances de l'économie européenne face aux Etats-Unis, au Japon, et aux BRIC

Pour certains, la mondialisation est une compétition et une concurrence entre les grandes économies de la planète. Il est donc intéressant et pertinent de voir comment les Européens situent leur propre économie par rapport à ses principales rivales, qu'il s'agisse des économies émergentes des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ou de celles de pays industrialisés (Etats-Unis, Japon). Ainsi, sur la scène économique mondiale, les Européens ont le sentiment que l'économie européenne fait mieux que ses concurrentes brésiliennes, russes et indiennes²². Ils situent la performance de l'économie européenne à peu près au même niveau que celle de l'économie américaine. Ils considèrent enfin que l'économie européenne est en retard par rapport à ses rivales asiatiques, chinoises et japonaises.



²² QB5 Diriez-vous que l'économie européenne est plus performante, moins performante ou aussi performante que l'économie... ?

Près d'un Européen sur deux considère que l'économie européenne enregistre de meilleures performances que l'économie **russe** (47%, +2 points par rapport au printemps 2009), **brésilienne** (46%, +1 point) et **indienne** (43%, sans changement). Seule une petite minorité (19% pour l'économie russe, 16% pour l'économie brésilienne, 23% pour l'économie indienne) fait le diagnostic inverse. On relève également d'importants taux de sans réponse sur ces trois comparaisons : 27% des répondants ne se prononcent pas sur les performances comparées de l'économie européenne et brésilienne, 22% en font de même pour l'économie indienne et 21% pour l'économie russe.

Malgré la crise économique et financière, l'opinion continue donc à faire prévaloir la supériorité de l'économie européenne sur ces trois économies.

La comparaison avec l'économie **américaine** suscite des opinions très partagées. 30% estiment l'économie européenne plus performante (-1 point par rapport au printemps 2009 mais -6 points par rapport au printemps 2008) alors que 32% (respectivement +1 point et +4 points) sont d'un avis opposé.

On le voit à la lecture des évolutions par rapport au printemps 2008, la tendance au sein de l'opinion est à une légère dépréciation de l'économie européenne par rapport à l'économie américaine.

On retrouve une tendance similaire dans la comparaison avec l'économie **chinoise**. La proportion d'Européens jugeant que l'économie européenne est en deçà des performances chinoises augmente de 5 points par rapport au printemps dernier, à 43%. Alors que le rapport entre ceux qui estiment l'économie européenne plus performante que l'économie chinoise et ceux qui expriment l'avis inverse, le rapport était de 30% contre 39% au printemps 2008, il est désormais de 27% contre 43%. On trouve sans doute là un effet de la crise économique et financière, qui accentue, pour l'opinion, le sentiment d'un retard de l'économie européenne face à la croissance chinoise.

Si la proportion de répondants estimant que l'économie européenne est moins performante que l'économie **japonaise** augmente de 2 points par rapport au printemps 2009, à 41%, le rapport entre ceux qui jugent que l'économie européenne est moins performante et ceux qui jugent qu'elle l'est plus, reste toutefois stable par rapport au printemps 2008 (42% contre 23% pour 41% contre 24% aujourd'hui).

L'idée d'une supériorité de l'économie européenne sur les économies **brésilienne et indienne** est partagée dans tous les pays de l'Union, même si certains, comme la Roumanie, l'Irlande, Malte, le Portugal, la Lettonie, la Pologne et la Bulgarie, se distinguent d'abord par leur taux très élevé de sans réponse. Il en va de même pour la comparaison avec l'économie **russe**, avec là encore des taux très importants de sans réponse à Malte (60%), en Irlande (44%), au Royaume-Uni (39%) et au Portugal (36%).

En ce qui concerne la comparaison avec l'économie **américaine**, le sentiment d'une moins bonne performance de l'économie de l'Union est le plus répandu en Espagne (50%) en Lituanie (45%) en Lettonie (40%) et en Hongrie (41%). A l'inverse, l'opinion d'une supériorité européenne sur l'économie américaine domine nettement dans les pays nordiques (65% au Danemark, 62% en Finlande, 66% en Suède) et aux Pays-Bas (64%).

La comparaison avec l'économie **chinoise** n'est favorable à l'économie européenne que dans cinq pays de l'Union : la Finlande (47% des répondants pensent que l'économie européenne est plus performante contre 34%), l'Autriche (44% contre 29%), la Slovaquie (44% contre 29%), l'Estonie (42% contre 34%) et la Lituanie (40% contre 33%).




Enfin, la comparaison est favorable à l'économie **japonaise**, sauf dans cinq pays de l'Union où les opinions sont partagées. Il s'agit de l'Autriche (38% pensent que l'économie européenne est plus performante que l'économie japonaise contre 28%) du Danemark (33% contre 25%), de la Finlande (35% contre 31%), de l'Allemagne (35% contre 32%) et de la Suède (31% contre 30%).

En résumé, on se rend compte à la lecture de ces analyses que les performances de l'économie européenne sont particulièrement valorisées dans les trois Etats nordiques de L'UE ainsi qu'aux Pays-Bas.

L'analyse sociodémographique montre que la supériorité de l'économie européenne sur ses concurrentes indienne, brésilienne et russe est partagée dans toutes les catégories sociales, avec cependant des taux de sans réponse plus forts chez les femmes et les personnes ayant arrêté leurs études avant 20 ans et les personnes se classant au bas de l'échelle sociale.

Il est intéressant de constater qu'il n'y a pas de différence sociale dans l'appréciation de la comparaison avec l'économie chinoise, alors qu'il en existe en revanche dans l'appréciation de la comparaison avec l'économie américaine. Ainsi, par exemple, la proportion de ceux qui jugent que l'économie chinoise est supérieure est quasiment identique chez ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale (45%) que chez ceux qui se classent en bas (42%). On n'observe pas non plus de différences significatives selon le niveau d'éducation.

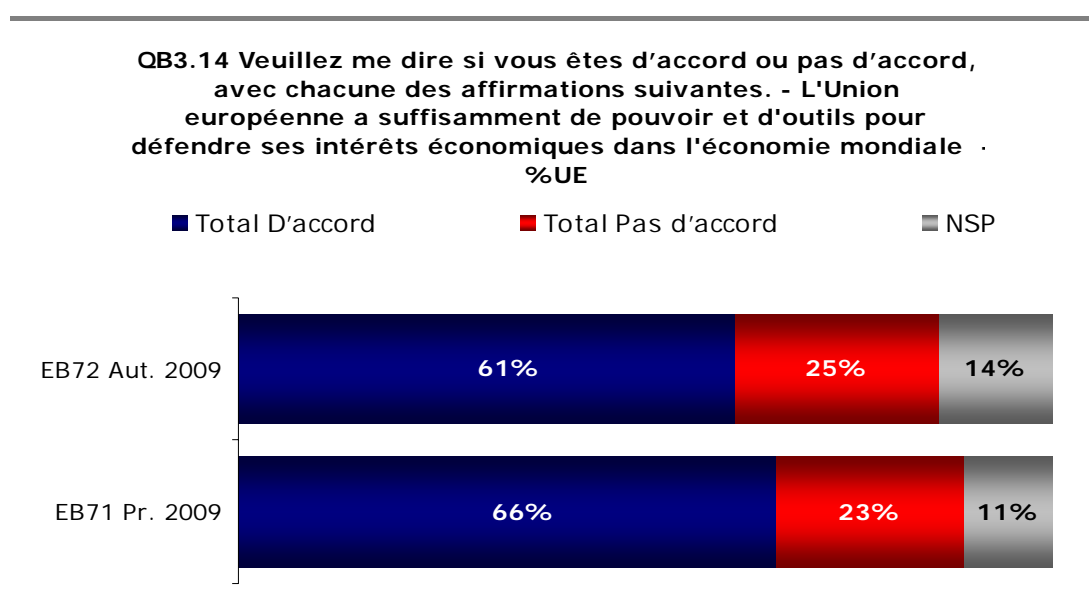
L'écart est en revanche beaucoup plus net sur la comparaison avec l'économie américaine : 37% de ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale, et 38% des personnes à haut niveau d'éducation pensent que l'économie européenne est plus performante pour seulement 24% de ceux qui se situent en bas ou qui n'ont pas poursuivi de longues études. En résumé, la supériorité de l'économie chinoise est une idée partagée dans toutes les couches de la population alors que la supériorité de l'économie américaine est une idée partagée par les couches modestes bien plus que par les catégories supérieures.

QB5 Diriez-vous que l'économie européenne est plus performante, moins performante ou aussi performante que l'économie ... ? %						
Plus performante						
	Russe	Brésilienne	Indienne	Américaine	Chinoise	Japonaise
UE27	47%	46%	43%	30%	27%	24%
Sexe						
 Homme	51%	51%	46%	32%	29%	27%
Femme	42%	42%	41%	28%	25%	21%
Age de fin d'études						
 15-	38%	38%	38%	24%	26%	22%
16-19	44%	44%	42%	29%	26%	23%
20+	57%	55%	48%	38%	28%	26%
Tjs étudiant	51%	55%	53%	33%	32%	28%
Echelle d'occupation du répondant						
 Indépendants	51%	50%	47%	33%	29%	23%
Cadres directeurs	57%	56%	46%	38%	26%	29%
Autres employés	46%	46%	43%	34%	26%	23%
Ouvriers	45%	47%	44%	29%	27%	23%
Femmes-hommes au foyer	41%	39%	39%	25%	27%	23%
Chômeurs	46%	48%	47%	27%	29%	22%
Retraités	44%	40%	37%	27%	24%	23%
Etudiants	51%	55%	53%	33%	32%	28%
Difficulté à payer ses factures						
La plupart du temps	37%	37%	39%	21%	25%	22%
De temps en temps	43%	44%	42%	26%	27%	21%
Pratiquement jamais	51%	50%	45%	34%	27%	25%
Auto-positionnement sur l'escalier social						
Bas (1-4)	43%	45%	42%	24%	25%	22%
Moyen (5-6)	47%	46%	44%	30%	27%	23%
Haut (7-10)	51%	51%	45%	37%	29%	27%
Confiance UE						
Plutôt confiance	54%	54%	50%	35%	31%	26%
Plutôt pas confiance	41%	41%	38%	27%	24%	23%
Appartenance UE						
Bonne chose	56%	56%	50%	37%	30%	27%
Mauvaise chose	35%	34%	36%	25%	25%	23%
Ni bonne ni mauvaise	38%	38%	37%	23%	23%	19%
Euro						
Pour	53%	53%	48%	34%	29%	26%
Contre	39%	38%	38%	25%	25%	22%

4.2 Les pouvoirs et les outils de l'Union pour défendre ses intérêts

Si l'Europe est donc vue comme en retard économique par rapport à la croissance asiatique, elle n'en demeure pas moins, pour ses citoyens, armée pour affronter la concurrence. 61% des Européens considèrent ainsi que l'Union a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts dans l'économie mondiale²³. 25% sont d'un avis contraire et 14% ne se prononcent pas.

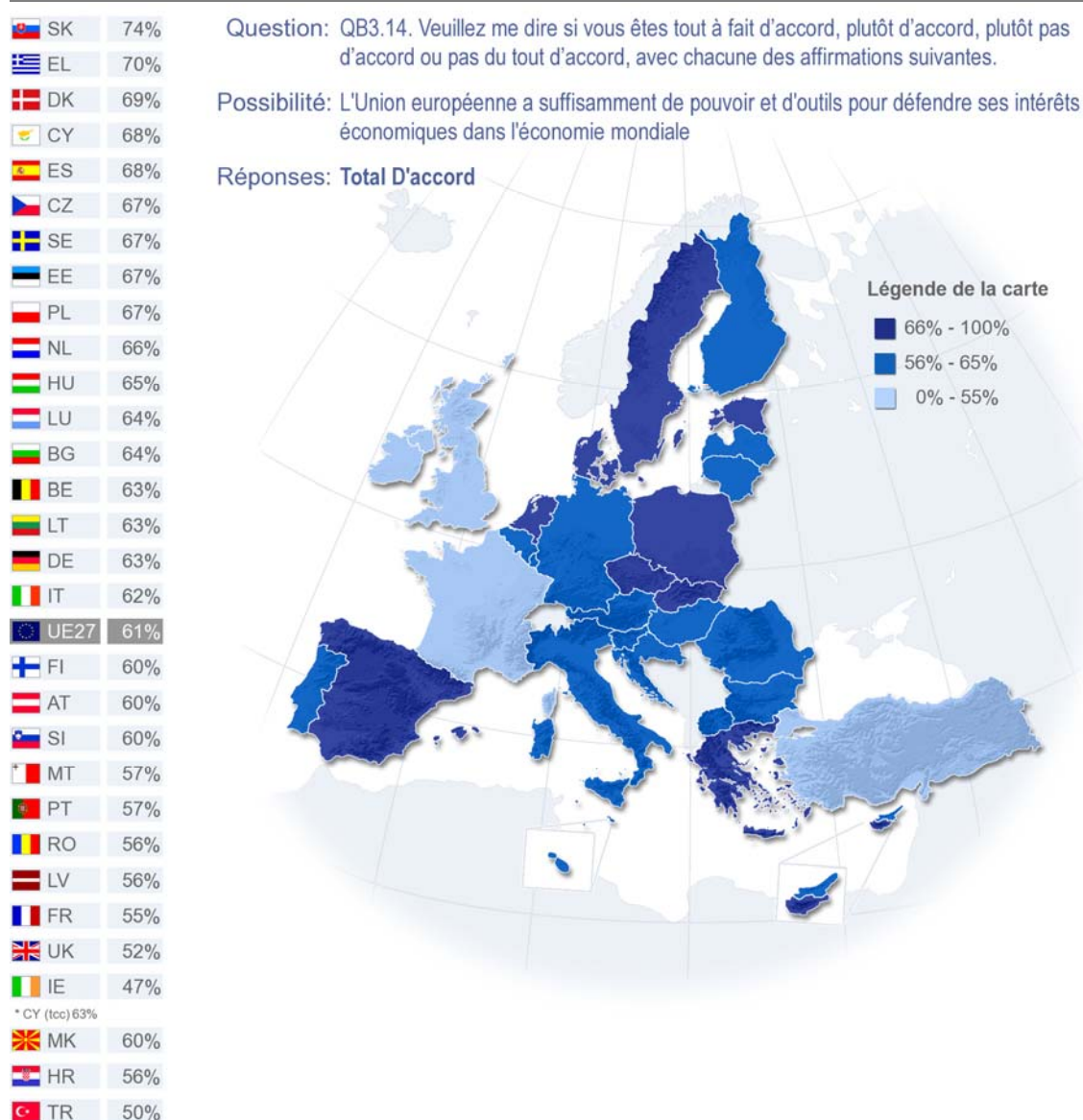
La proportion d'Européens jugeant l'Union européenne suffisamment armée pour défendre ses intérêts est en baisse sensible de 5 points par rapport à la précédente enquête Eurobaromètre. Celle jugeant à l'inverse qu'elle ne l'est pas assez augmente de 2 points, la hausse des sans opinion étant de 3 points. Cette évolution est sans doute à mettre en regard de la question précédente, et notamment de la montée du sentiment d'une supériorité de l'économie chinoise sur l'économie européenne. La crise financière et économique fragilise donc quelque peu les représentations des Européens sur la capacité de l'UE à faire face à la concurrence économique mondiale, et tout particulièrement au développement de la Chine.



Cette idée d'une Europe armée pour faire face à la compétition économique est largement partagée dans les 27 pays de l'Union.





Elle est la plus forte en Slovaquie (74%), en Grèce (70%) et au Danemark (69%). L'opinion publique est à l'inverse moins convaincue en Irlande (47%), au Royaume-Uni (52%) et en France (55%).

²³ QB3.14 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes. L'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale



Ce sentiment d'une Union suffisamment armée pour défendre ses intérêts dans l'économie mondiale est largement majoritaire dans toutes les catégories de la société européenne. Elle est toutefois partagée avec plus d'intensité par les catégories supérieures que par les couches inférieures de la population. 70% de ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale, 64% de ceux qui disent n'avoir pas de difficultés financières, 67% des personnes à haut niveau d'éducation, 69% des cadres directeurs considèrent que l'UE a suffisamment d'outils et de pouvoirs pour faire face à la compétition économique mondiale, pour 53% de ceux qui se classent en bas de l'échelle sociale, 52% de ceux qui disent avoir des difficultés financières et qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans, et 58% des ouvriers et des chômeurs.

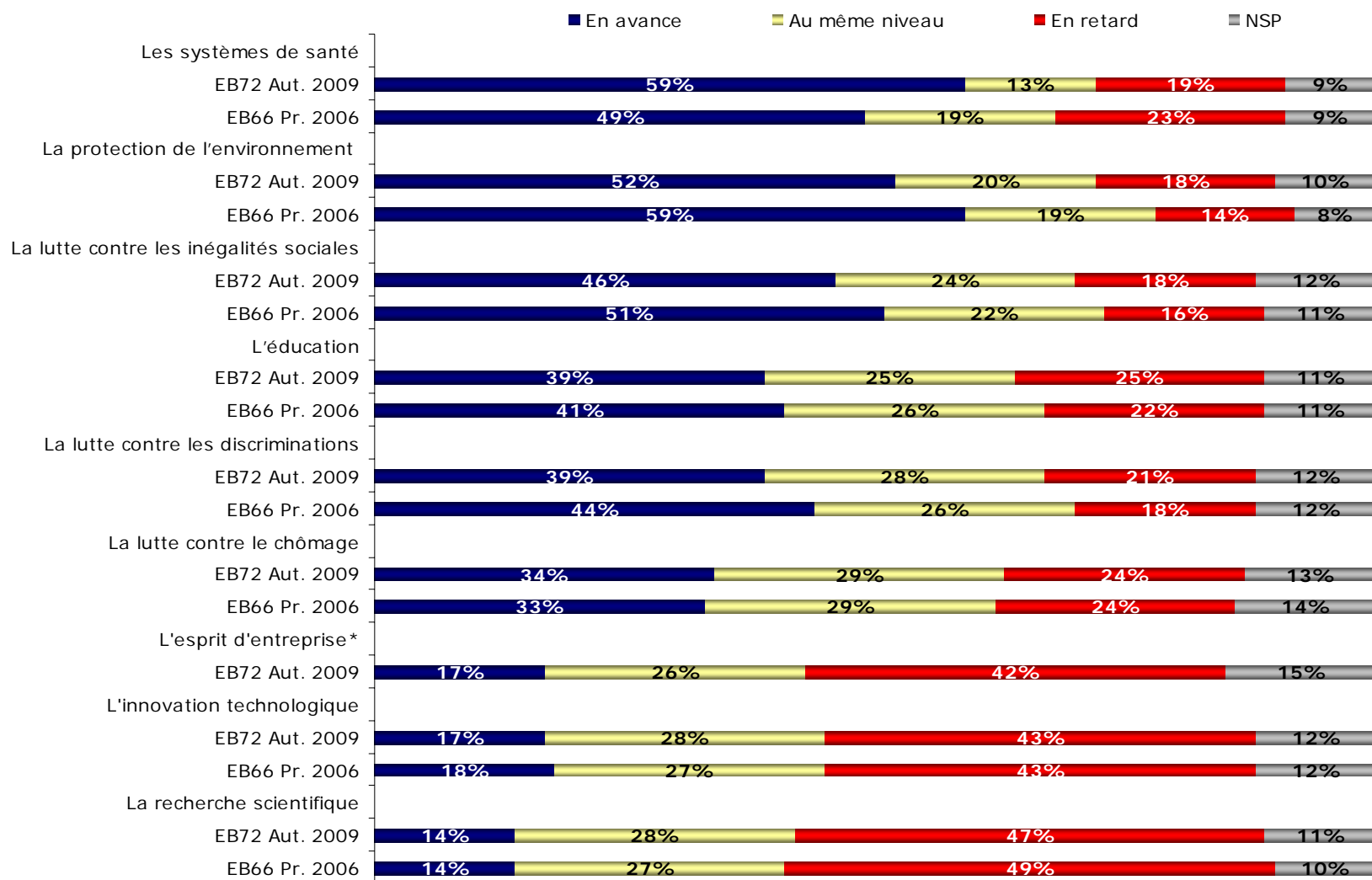
La vision qu'ont les répondants de l'Union joue également logiquement un rôle déterminant dans la formation de cette opinion. 75% de ceux qui ont une image positive de l'Union et 72% de ceux qui sont optimistes pour son avenir la jugent dotée de suffisamment d'outils et de pouvoirs pour affronter la concurrence, pour 41% de ceux qui en ont une image négative et 42% de ceux qui sont pessimistes pour son futur.

QB3.14 Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des affirmations suivantes. L'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale			
	Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27	61%	25%	14%
Sexe			
 Homme	65%	25%	10%
Femme	58%	25%	17%
Age			
 15-24	65%	21%	14%
25-39	66%	24%	10%
40-54	62%	27%	11%
55 +	56%	26%	18%
Age de fin d'études			
 15-	52%	26%	22%
16-19	61%	26%	13%
20+	67%	26%	7%
Tjs étudiant	71%	17%	12%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	67%	24%	9%
Cadres directeurs	69%	25%	6%
Autres employés	68%	24%	8%
Ouvriers	58%	27%	15%
Femmes-hommes au foyer	55%	26%	19%
Chômeurs	58%	26%	16%
Retraités	55%	26%	19%
Etudiants	71%	17%	12%
Difficulté à payer ses factures			
La plupart du temps	52%	29%	19%
De temps en temps	59%	26%	15%
Pratiquement jamais	64%	24%	12%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	53%	29%	18%
Moyen (5-6)	62%	25%	13%
Haut (7-10)	70%	22%	8%
Confiance EU			
Plutôt confiance	74%	17%	9%
Plutôt pas confiance	49%	37%	14%
Image de l' UE			
Positive	75%	17%	8%
Neutre	54%	28%	18%
Négative	41%	44%	15%
Futur de l'UE			
Optimiste	72%	19%	9%
Pessimiste	42%	42%	16%

5. COMPARAISON UNION EUROPEENNE / ETATS-UNIS

L'Union européenne est vue par les citoyens européens comme étant en avance sur les Etats-Unis dans tous les domaines sociaux et la protection de l'environnement, mais en retard pour ce qui concerne l'innovation, la recherche et l'esprit d'entreprise. Se dessine l'image d'une Union Européenne socialement plus protectrice et plus juste, plus attentive aux préoccupations environnementales que les Etats-Unis, mais moins en pointe dans les domaines d'avenir que sont la recherche et l'innovation. Ainsi, une majorité absolue ou relative d'Européens considère que l'Union est en avance par rapport aux Etats-Unis en matière de santé, d'éducation, de lutte contre les inégalités et les discriminations, de lutte contre le chômage et de protection de l'environnement. A l'inverse, une majorité relative d'Européens estime que l'Union est en retard sur la recherche scientifique, l'innovation technologique et l'esprit d'entreprise.

QF2 Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis. - % UE



Le sentiment d'une avance européenne en matière sociale et écologique est bien plus répandu auprès des répondants des six Etats membres fondateurs de l'Union sauf l'Italie et dans les pays nordiques (Suède, Finlande, Danemark), que dans les Etats membres ayant intégré l'Union plus récemment.

Nous étudierons d'abord les domaines pour lesquels les Européens perçoivent une avance européenne, puis dans un deuxième temps, ceux où ils ont au contraire le sentiment d'un retard par rapport aux Etats-Unis. Ces questions de comparaison entre l'Union et les Etats-Unis sur un certain nombre de grands enjeux économiques et sociaux avaient déjà été posées à l'automne 2006 (EB66), ce qui permet de dégager d'intéressantes évolutions, d'autant que l'enquête précédente avait été réalisée sous l'administration Bush.

Le sentiment d'une avance européenne diminue en revanche sur d'autres enjeux : la protection de l'environnement (-7 points), la lutte contre les inégalités sociales (-5), la lutte contre les discriminations (-5), et l'éducation (-2).

5.1 L'Union en avance dans le domaine social et de l'environnement

5.1.1. Les systèmes de santé.

Au moment où le Président Obama rencontrait ses premières difficultés politiques pour faire adopter sa réforme du système de santé aux Etats-Unis, 59% des Européens considéraient qu'en la matière, l'Union était en avance sur les Etats-Unis, 19% estimant à l'inverse qu'elle était en retard et 13% qu'elle se situait au même niveau²⁴.

Le sentiment d'une avance européenne s'accroît très nettement par rapport à l'automne 2006 (+10 points). L'opinion d'un retard est en recul de 4 points, celle d'une équivalence de 6 points. Cela est probablement lié aux effets de médiatisation importante des failles du système de santé américain, puisque cette enquête a été réalisée en pleine bataille politique et parlementaire aux Etats-Unis sur la réforme du système de santé.

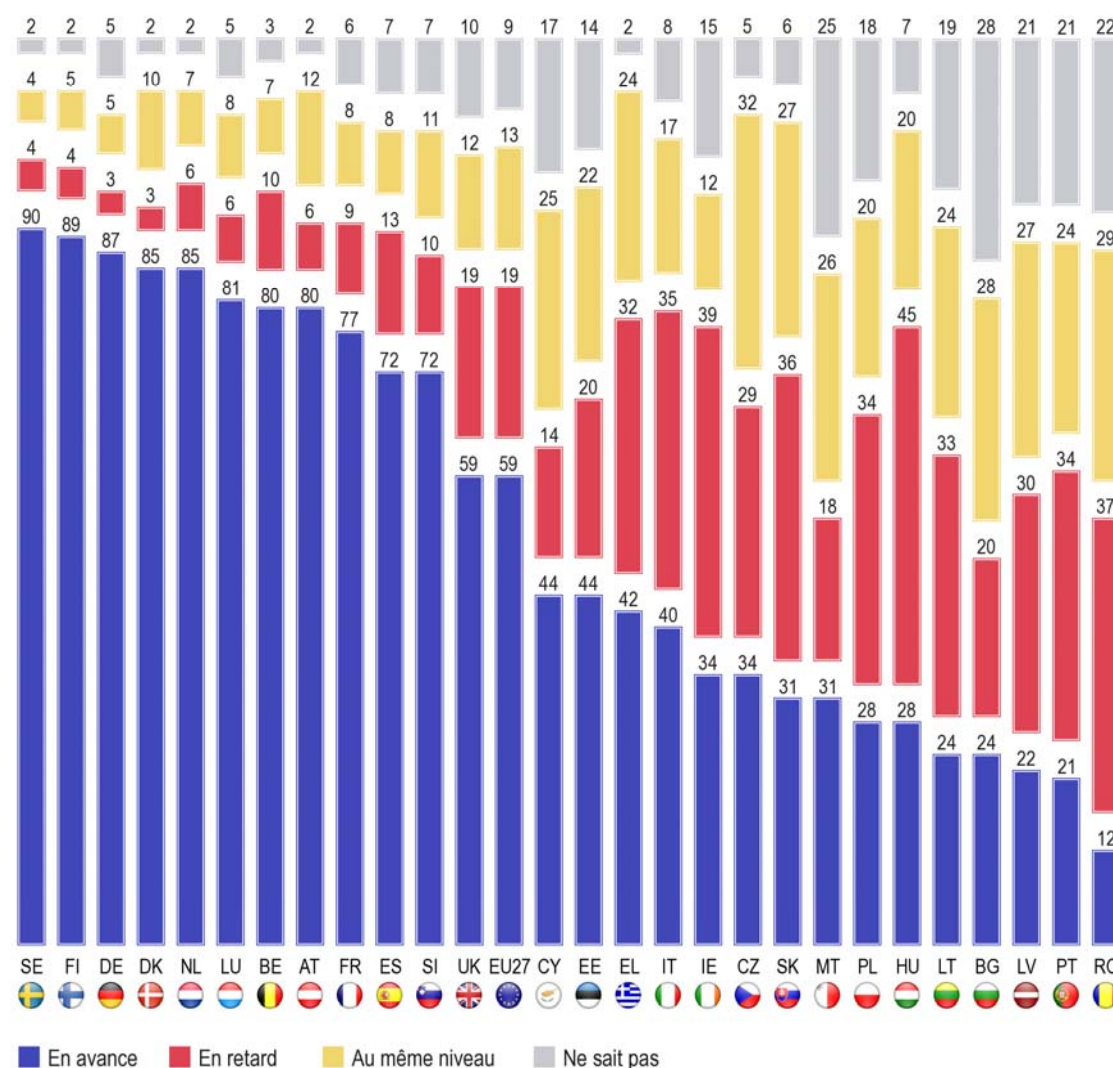
Le sentiment d'une Europe en avance en matière de système sanitaire est le plus massif au sein des pays fondateurs de l'Union (80% en Belgique, 81% au Luxembourg, 85% au Pays-Bas, 87% en Allemagne, 77% en France mais seulement 40% en Italie) et des pays nordiques (89% en Finlande, 90% en Suède et 85% au Danemark). Cette opinion est en revanche très nettement minoritaire dans les pays d'Europe centrale et orientale et les Etats Baltes (28% en Hongrie, 28% en Pologne, 12% en Roumanie, 22% en Lettonie, 24% en Lituanie), à l'exception notable de la Slovénie (72%).

Sur cette appréciation, on constate donc une différence massive entre les 15 pays les plus anciens de l'Union (68%, en avance, contre 15%) et les Etats membres ayant adhéré plus récemment (26%, contre 33%).

²⁴ QF2 Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union Européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis ?

QF2.4. Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.























Les systèmes de santé



Les évolutions par pays sur cette question par rapport à l'automne 2006 sont intéressantes, dans la mesure où elles montrent d'une manière générale que le sentiment d'une avance européenne se renforce dans les pays qui en étaient déjà le plus convaincus. Ainsi, il croît par exemple de 30 points en Espagne, de 20 points en Suède, de 19 points en Autriche, de 15 points aux Pays-Bas, de 15 points en Slovaquie, de 14 points en Allemagne, de 12 points au Danemark, de 11 points en Grèce et de 10 points au Luxembourg. Les évolutions sont en revanche beaucoup moins sensibles au sein des Etats membres ayant adhéré plus récemment à l'Union.

Le sentiment d'une avance régresse de 10 points en Roumanie. Il est stable en Bulgarie, progresse, mais moins que la moyenne européenne, en Lituanie (+1), en Lettonie (+4), en Slovaquie (+5), en Hongrie (+5) et en Pologne (+7). La progression est presque identique à la moyenne européenne en Estonie (+11) ainsi qu'en République tchèque (+9).

QF2.4 Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis. - Les systèmes de santé

EN AVANCE					EN RETARD				
		EB66 Aut. 2006	EB72 Aut. 2009	Diff.			EB66 Aut. 2006	EB72 Aut. 2009	Diff.
	UE27	49%	59%	+10		UE27	23%	19%	-4
	ES	42%	72%	+30		RO	23%	37%	+14
	SE	70%	90%	+20		LT	26%	33%	+7
	AT	61%	80%	+19		PL	29%	34%	+5
	SI	57%	72%	+15		IE	34%	39%	+5
	NL	70%	85%	+15		HU	40%	45%	+5
	UK	44%	59%	+15		BG	16%	20%	+4
			
	IE	35%	34%	-1		SI	18%	10%	-8
	CY	46%	44%	-2		DE	11%	3%	-8
	MT	33%	31%	-2		UK	28%	19%	-9
	RO	22%	12%	-10		ES	24%	13%	-11

En terme sociologique, il est important de relever le fait que le sentiment d'une Europe en avance en matière de santé publique est largement consensuel et prédomine dans toutes les catégories, quels que soient le sexe, l'âge, la profession ou le niveau d'éducation des Européens interrogés.

Le sentiment d'une avance européenne est toutefois encore plus marqué au sein des catégories supérieures de la société européenne : 71% des personnes ayant longtemps étudié et 65% de celles se positionnant en haut de l'échelle sociale le partagent pour 53% de celles ayant rapidement arrêté leurs études ou se situant dans le bas de l'échelle sociale.

5.1.2. La lutte contre les inégalités sociales

46% des Européens jugent que l'Europe est en avance sur les Etats-Unis en ce qui concerne la lutte contre les inégalités sociales, 18% la considérant en revanche en retard et 24% au même niveau.

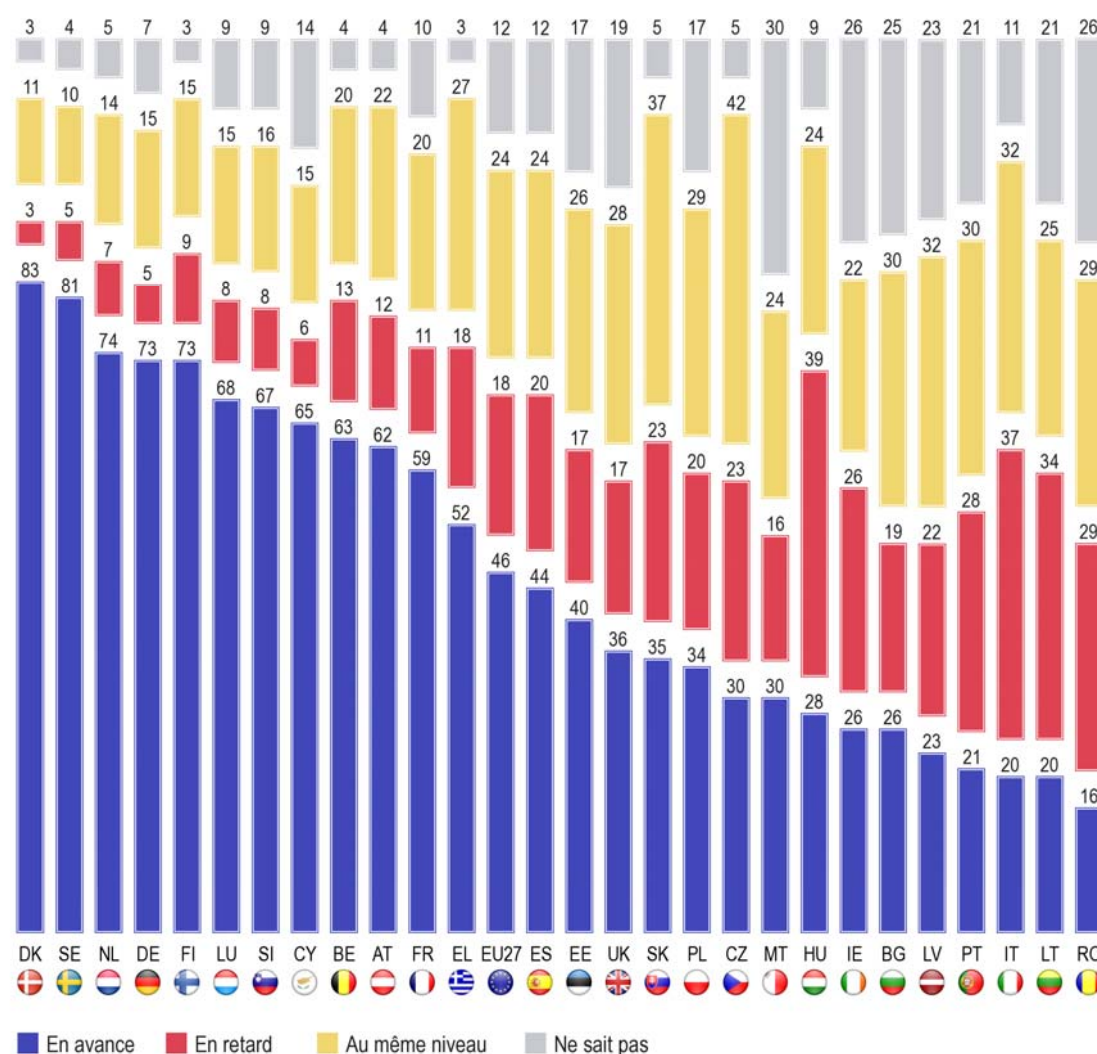
Le sentiment d'une avance européenne diminue de 5 points par rapport à l'automne 2006. L'opinion d'un retard progresse, elle, de 2 points, comme celle d'une égalité entre l'Union et les Etats-Unis. On peut sans doute voir là un léger « effet Obama », qui laisse penser aux Européens que les Etats-Unis sont désormais plus soucieux de cette problématique.

Les opinions par pays obéissent à la même logique que celles concernant le système de santé. Le sentiment d'une Europe en avance est bien plus répandu dans les pays fondateurs, et les Etats scandinaves, que dans les pays d'Europe centrale et orientale et les Etats

baltes, à l'exception toujours de la Slovénie (67%). On relève également sur cet indicateur la réelle spécificité de l'Italie qui, avec seulement 20% de répondants jugeant l'Union en avance dans ce domaine, se situe tout à fait en queue du peloton européen.

QF2.6. Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.

La lutte contre les inégalités sociales



Les évolutions les plus remarquables sur cette question depuis 2006 concernent l'Irlande, où le sentiment d'une avance européenne diminue de 15 points, et la Roumanie et l'Italie, où il diminue de 10 points. Du coup, dans ces deux pays, le rapport s'inverse : alors que l'opinion majoritaire en 2006 était celle d'une avance européenne, c'est aujourd'hui celle d'un retard qui domine.

Si l'opinion de l'avance européenne en la matière est partagée par toutes les catégories, on observe toutefois des différences notables selon le niveau social. Les personnes ayant poursuivi de plus longues études (59%), celles qui se classent en haut de l'échelle sociale (51%), celles qui affirment ne pas éprouver de difficultés financières en fin de mois (53%) et les cadres directeurs (61%) sont sensiblement plus nombreux que les personnes n'ayant pas poursuivi de longues études (37%), celles qui se classent en bas de l'échelle sociale (42%), celles qui affirment éprouver des difficultés financières (33%) et les ouvriers (44%) à percevoir l'avance européenne en matière de lutte contre les inégalités. L'avance est également plus nettement perçue par ceux qui pensent que l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose (54%) que par ceux qui estiment qu'elle est une mauvaise chose (38%).

QF2.6 Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.

La lutte contre les inégalités sociales

	En avance	En retard	Au même niveau	NSP
UE27	46%	18%	24%	12%
Age de fin d'études				
15-	37%	22%	24%	17%
16-19	44%	19%	26%	11%
20+	59%	13%	21%	7%
Tjs étudiant	47%	18%	25%	10%
Echelle d'occupation du répondant				
Indépendants	47%	19%	26%	8%
Cadres directeurs	61%	12%	21%	6%
Autres employés	47%	20%	27%	6%
Ouvriers	44%	19%	25%	12%
Femmes-hommes au foyer	36%	25%	24%	15%
Chômeurs	42%	19%	25%	14%
Retraités	45%	17%	22%	16%
Etudiants	47%	18%	25%	10%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	33%	25%	24%	18%
De temps en temps	37%	23%	27%	13%
Pratiquement jamais	53%	15%	22%	10%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)	42%	20%	22%	16%
Moyen (5-6)	47%	18%	24%	11%
Haut (7-10)	51%	18%	25%	6%
Appartenance UE				
Bonne chose	54%	15%	23%	8%
Mauvaise chose	38%	26%	23%	13%
Ni bonne ni mauvaise	38%	19%	28%	15%
Bénéf. app. UE				
Bénéficié	52%	16%	24%	8%
Pas bénéficié	41%	22%	26%	11%

5.1.3. L'éducation

39% des Européens estiment que l'Union Européenne est en avance sur les Etats-Unis en matière d'éducation. 25% considèrent à l'inverse qu'elle est en retard, 25%, également, la jugeant au même niveau. Si le sentiment d'une avance européenne est moins net qu'en matière de système sanitaire ou de lutte contre les inégalités, il n'en demeure pas moins que le différentiel entre ceux qui répondent « en avance » et ceux qui répondent « en retard » reste favorable à l'Union. L'opinion d'une avance européenne recule de 2 points par rapport à l'automne 2006 et celle d'une équivalence d'un point. Le sentiment d'un retard est quant à lui en progression de 3 points.

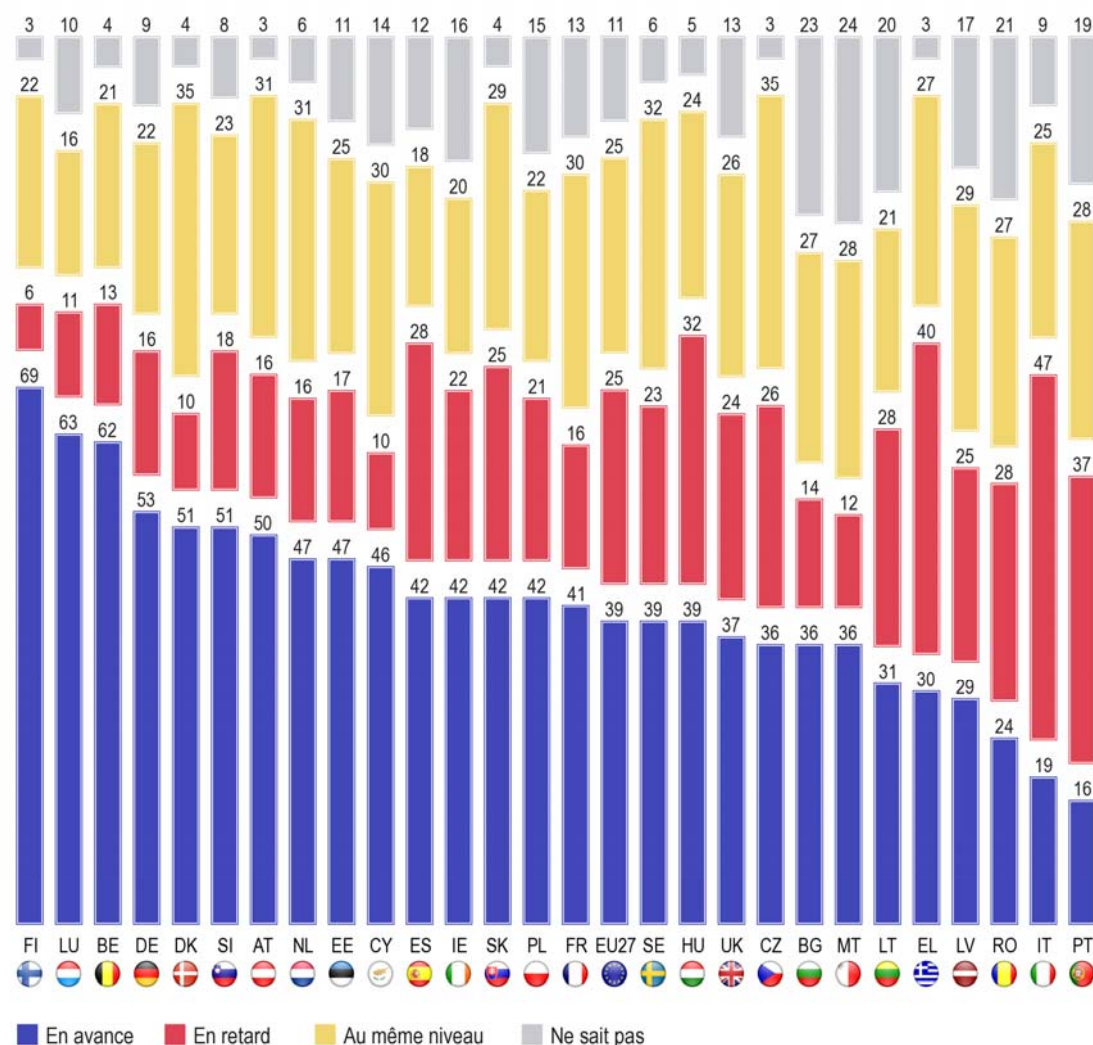
Les répondants en Finlande (69%), au Luxembourg (63%) et en Belgique (62%) sont les plus convaincus de l'avance européenne en matière d'éducation. Les répondants en Italie (19%) et au Portugal (16%) sont à l'inverse les plus sceptiques. A l'exception de la Roumanie où seuls 24% des répondants jugent l'Union en avance, les pays de l'Est de l'Union se situent sur cette question dans des résultats très proches de la moyenne de l'Union et ne se distinguent donc pas comme ils le faisaient sur les questions concernant le système de santé et la lutte contre les inégalités.

Les évolutions les plus significatives concernent, une fois encore, l'Irlande et l'Italie où le sentiment d'une avance européenne en matière d'éducation recule respectivement de 11 et 8 points. On constate également une tendance encore plus nette à la baisse de ce sentiment en Roumanie (-16 points), où du coup l'opinion majoritaire est désormais celle d'un retard, et à Malte (-10 points).

C'est à l'inverse en Autriche que l'on constate le plus fort renforcement (+8 points) d'une avance européenne.

QF2.5. Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.

L'éducation



En terme social, les managers (50%) et les personnes à haut niveau d'éducation (48%) sont les plus nombreux à percevoir l'Union Européenne en avance sur ce critère. L'image que l'on a de l'Union joue également : l'avance est ainsi pointée par 44% de ceux qui ont une image positive de l'UE, pour 33% de ceux qui en ont une image négative.

5.1.4 La lutte contre les discriminations

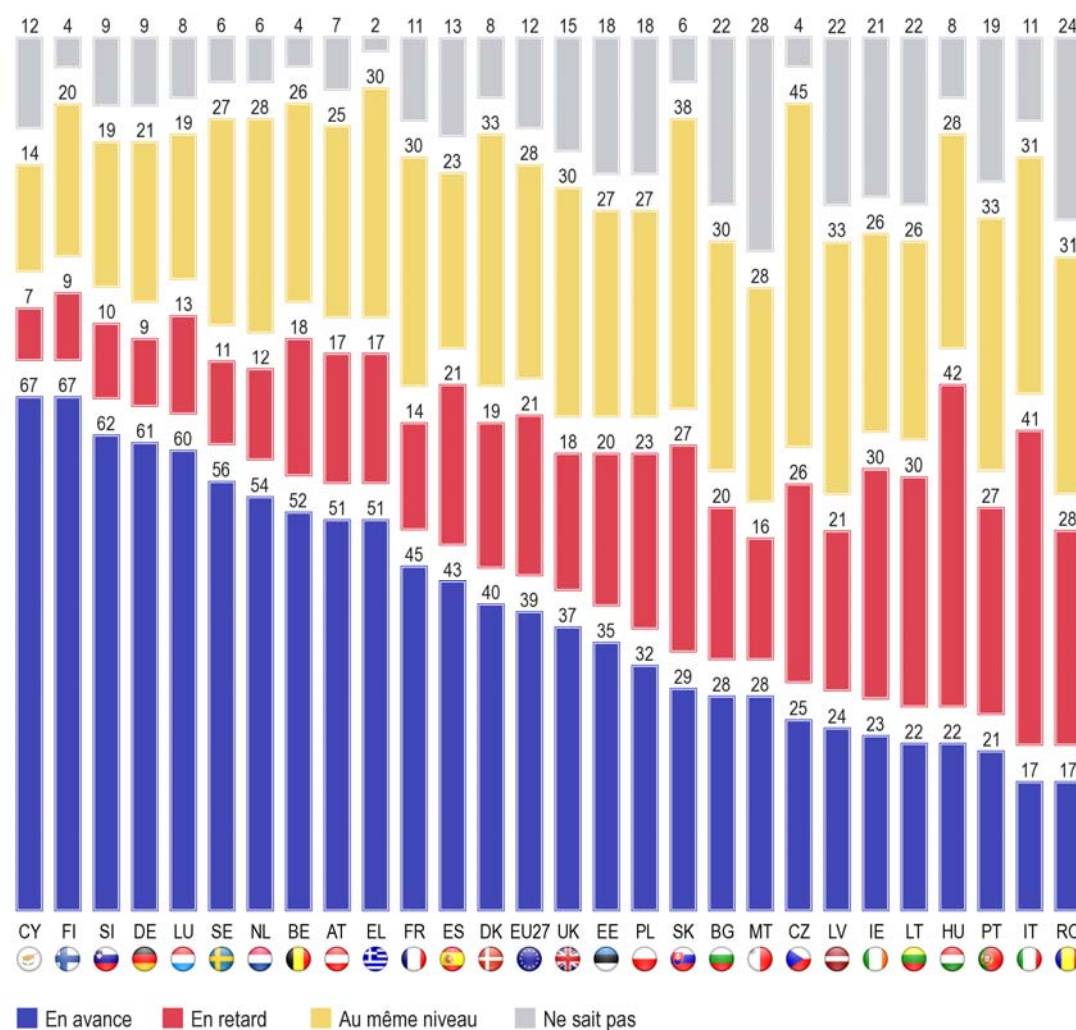
39% des Européens perçoivent l'Union comme en avance sur les Etats-Unis en matière de lutte contre les discriminations, alors que 21% la jugent en retard et 28% au même niveau. Le sentiment d'une avance est en net recul (de 5 points) par rapport à l'automne 2006, alors que celui d'un retard gagne 3 points et celui d'une équivalence 2 points. On constate probablement là un effet de l'élection du premier Président afro-américain de l'histoire des Etats-Unis qui fait penser aux Européens que la lutte contre les discriminations est, ou va devenir, une priorité américaine.

On retrouve sur cet indicateur les mêmes clivages par pays que ceux décrits précédemment. Le sentiment d'une avance européenne est majoritaire en Belgique, au Luxembourg, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Finlande et en Suède. Il est en revanche minoritaire en Italie, au Portugal, dans les pays d'Europe centrale et orientale (à l'exception toujours de la Slovaquie) et les Etats Baltes. Comme pour l'appréciation du système de santé ou de la lutte contre les inégalités sociales, on retrouve là une forte divergence d'opinion entre les 15 membres les plus anciens de l'Union (43% en avance, contre 19% en retard) et ceux ayant accédé depuis 2004 (27% contre 26%). Le Portugal, l'Italie et la Slovaquie font toutefois exception à la règle.

C'est une nouvelle fois en Irlande (-16) et en Italie (-13) que le sentiment de l'avance européenne est en plus forte régression. Ces évolutions inversent les opinions majoritaires par rapport à 2006 dans ces deux pays. On constate également une forte diminution de ce sentiment en Roumanie (-11 points).

QF2.8. Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.

La lutte contre les discriminations



L'analyse sociodémographique ne révèle pas de différences selon les caractéristiques sociologiques, sociales ou économiques des répondants étant faibles.

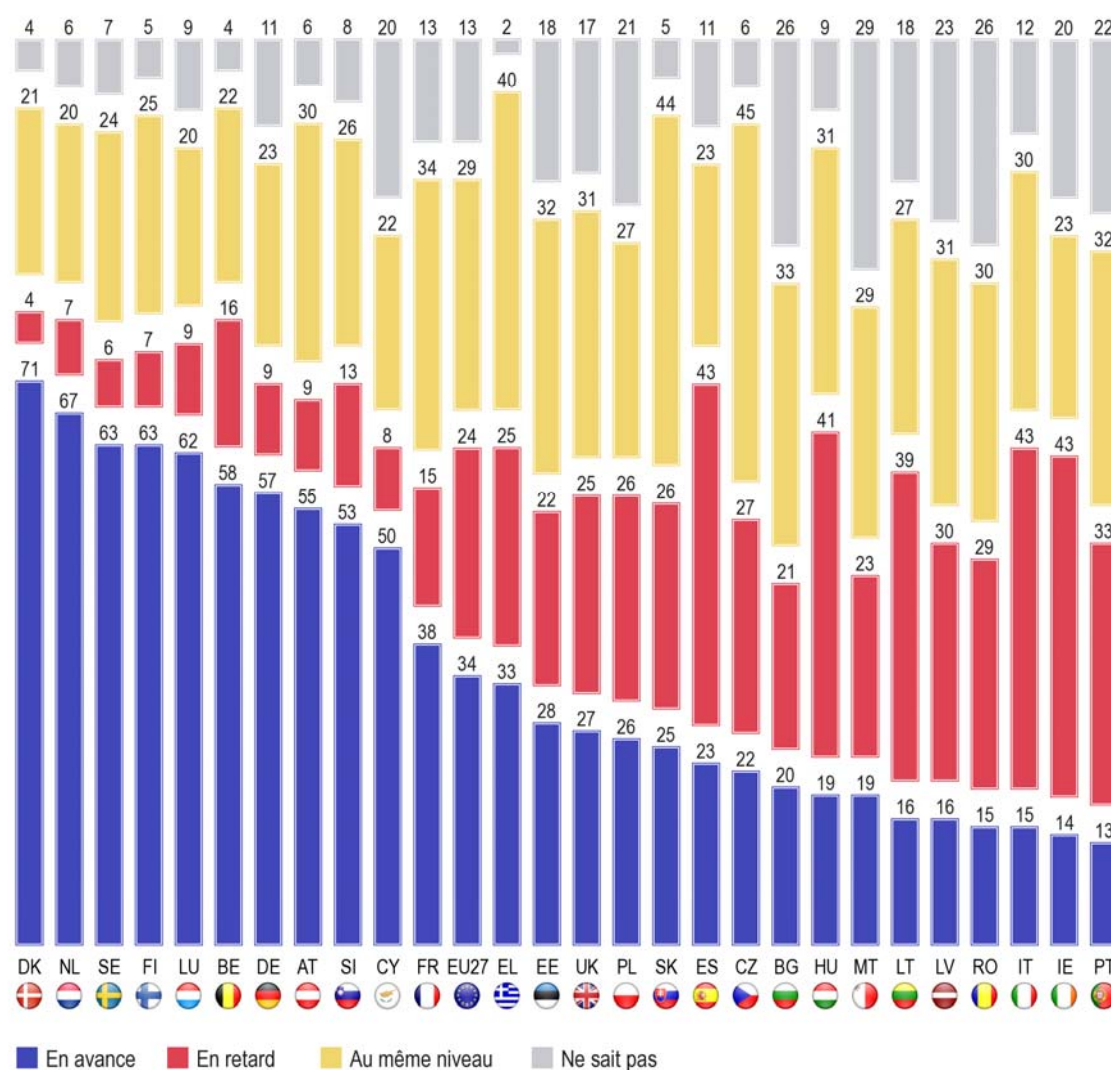
5.1.5. La lutte contre le chômage

Sur la question de la lutte contre le chômage, 34% des Européens considèrent que l'Union est en avance sur les Etats-Unis. 29% la considèrent au même niveau et 24% en retard. A la différence des autres items, on n'observe pas d'évolutions remarquables par rapport à 2006 sur cet item.

Les différences par pays recoupent sur cet item celles déjà décrites, et notamment le clivage affirmé entre les 15 pays initiaux de l'Union européenne et les Etats membres les plus récents.

QF2.7. Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.

La lutte contre le chômage



Les chômeurs sont un peu moins convaincus (29%) de l'avance européenne sur cette question que la moyenne des répondants dans l'UE (34%).

30% des chômeurs perçoivent l'Union comme en retard en la matière et 27% la situent au même niveau que les Etats-Unis. De manière plus générale, le sentiment d'une avance européenne est nettement plus faible chez les personnes les plus vulnérables (22% chez celles qui avouent des difficultés financières, 28% chez celles qui se classent en bas de l'échelle sociale) que chez les catégories supérieures (40% chez celles qui n'ont pas de problèmes financiers, 42% chez celles qui se classent en haut de l'échelle sociale).

5.1.6. La protection de l'environnement

Réalisé quelques semaines avant le sommet de Copenhague, dans un contexte où l'on s'interrogeait sur le rôle des Etats-Unis et où une partie de l'opinion publique européenne était toujours globalement critique à l'égard des Etats-Unis sur cette question, la protection de l'environnement constitue, avec le système de santé, le domaine où l'avance de l'Union Européenne sur les Etats-Unis est perçue par le plus grand nombre, avec 52% de citations. 20% des Européens estiment que l'Europe est dans ce domaine au même niveau que les Etats-Unis et seulement 18% qu'elle est en retard.

Toutefois, le sentiment d'une avance européenne est en nette baisse, de 7 points, par rapport à l'automne 2006. L'idée d'un retard progresse quant à elle de 4 points et celle d'une équivalence d'un point. L'Union semble donc être toujours en avance, mais un peu moins qu'il y a trois ans, sans doute là encore sous l'effet du changement de l'administration américaine et de la volonté affichée de Barack Obama de prendre en charge les enjeux environnementaux. Sur cette question, on note de très fortes différences entre les pays, avec des pourcentages de répondants considérant l'Union européenne en avance sur les Etats-Unis variant de 88% en Suède, à seulement 24% au Portugal, 22% en Italie et 18% en Roumanie.

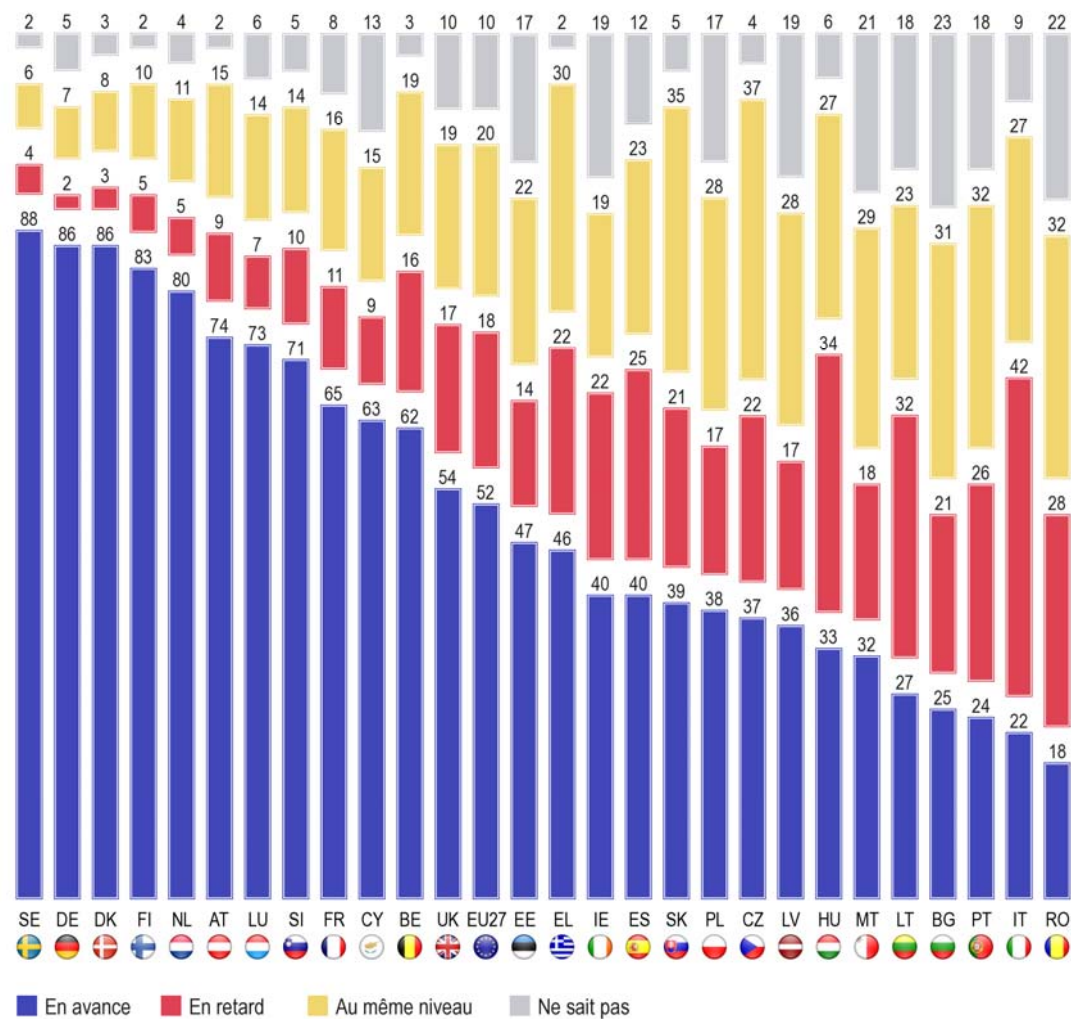
Avec les répondants au Portugal et en Italie, ce sont les habitants des pays d'Europe centrale et orientale (25% en Bulgarie, 33% en Hongrie par exemple) qui se montrent les plus sceptiques sur l'avance européenne. Peut-être mobilisés par le sommet de Copenhague, 86% des répondants au Danemark sont à l'inverse convaincus que l'Union européenne devance les Etats-Unis en matière écologique.

De manière plus globale, on retrouve en tête des pays les plus convaincus de l'avance européenne ceux qui sont traditionnellement les plus sensibles aux thématiques écologiques : Suède, Allemagne, Danemark, Finlande, et Pays-Bas.

En termes d'évolution, on constate que le sentiment d'une avance européenne en matière de protection de l'environnement est significativement en recul en Hongrie (-12 points), à Chypre (-12 points), à Malte (-10 points), en Irlande (-10 points), au Royaume-Uni (-10 points), en France (-8 points) et en Italie (-8 points).

QF2.2. Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.

La protection de l'environnement



Le sentiment d'une avance écologique européenne est dominant dans toutes les catégories de la population de l'Union. Et il est encore plus marqué au sein des catégories supérieures : 67% chez les cadres directeurs, 64% chez les personnes ayant poursuivi de longues études, 59% chez celles qui se positionnent en haut de l'échelle sociale.

On constate ainsi de manière récurrente que les catégories supérieures (aisées, diplômées, et bien placées dans la stratification sociale) sont plus enclines à accorder une avance à l'Union sur les Etats-Unis sur tous ces enjeux sociaux ou sociétaux que les catégories plus modestes, c'est-à-dire moins diplômées, moins aisées et moins bien positionnées dans la société. Il y a sans doute d'abord un effet de connaissance et d'information qui joue tant sur la question de l'environnement elle-même que sur l'action de l'UE en la matière, les catégories supérieures disposant de plus d'éléments pour juger. Il y a également une tendance compréhensible, quand on est dans une situation difficile, à estimer que "c'est mieux ailleurs". Il y a enfin probablement en jeu des attitudes culturelles différentes et l'on peut formuler l'hypothèse que les catégories populaires et modestes sont sensiblement plus réceptives à la culture américaine, notamment télévisuelle, que les catégories supérieures et diplômées.

5.2. L'Union en retard sur l'innovation, la recherche et l'esprit d'entreprise

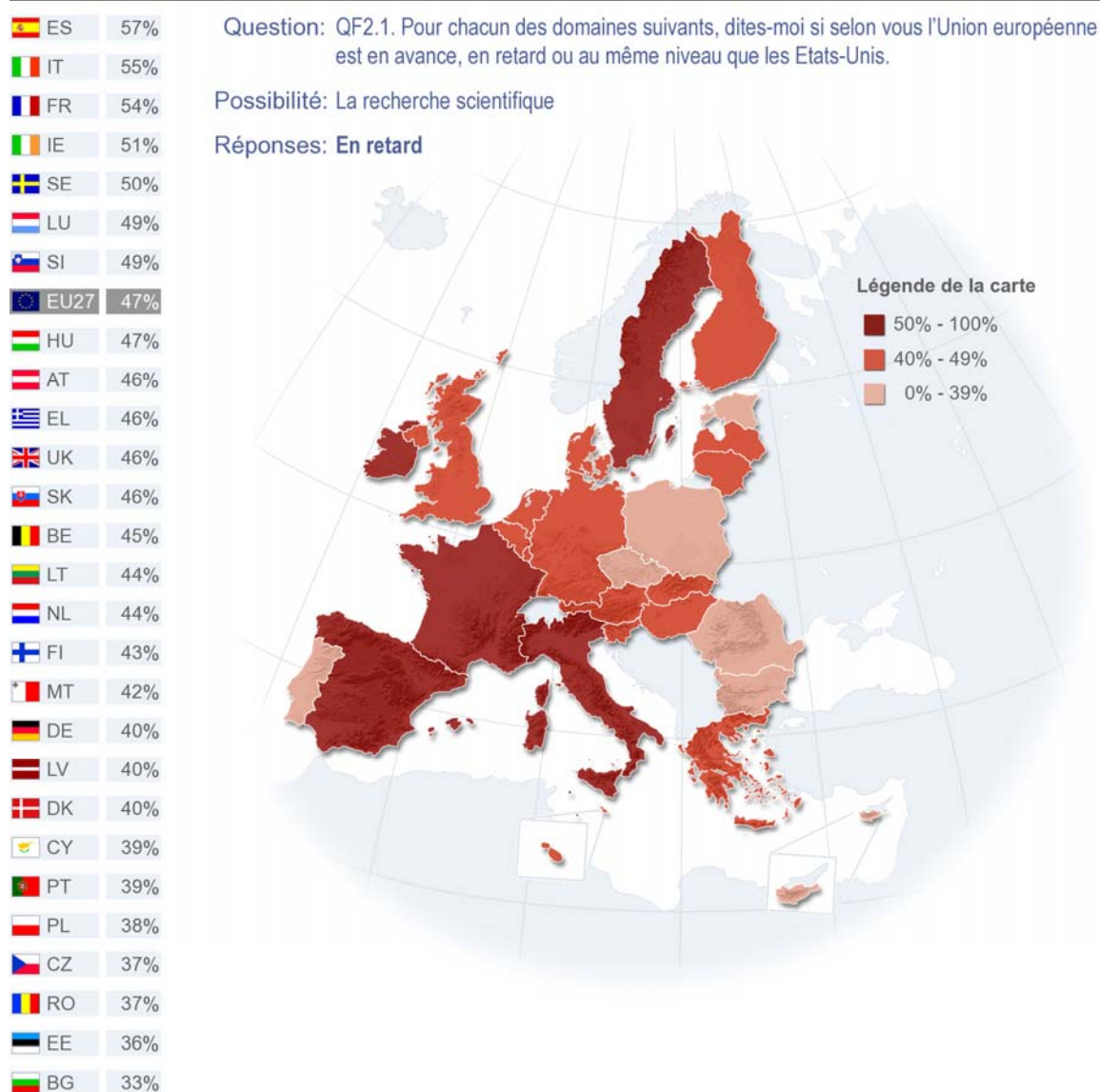
Dans trois domaines en revanche, les Européens ont le sentiment que l'Union est plutôt en retard sur les Etats-Unis : la recherche scientifique, l'innovation et l'esprit d'entreprise.

5.2.1. La recherche scientifique

47% des Européens perçoivent un retard de l'Union sur les Etats-Unis en matière de recherche scientifique. 28% considèrent que l'Union est au même niveau que les Etats-Unis et seulement 14% qu'elle est en avance. On n'observe aucune évolution significative sur cet item par rapport à l'automne 2006, les opinions demeurant d'une grande stabilité.

Le sentiment d'un retard européen est dominant dans les 27 Etats membres notamment en Espagne et en Italie où il culmine à 57% et 55% respectivement. La République tchèque constitue la seule exception car l'item « au même niveau » y est le plus cité (44%).

En Bulgarie (33%, en retard, pour 31%, au même niveau) et au Danemark (40% pour 36%), les opinions sont partagées entre l'idée d'un retard ou d'une équivalence en matière de recherche scientifique entre l'Union et les Etats-Unis.

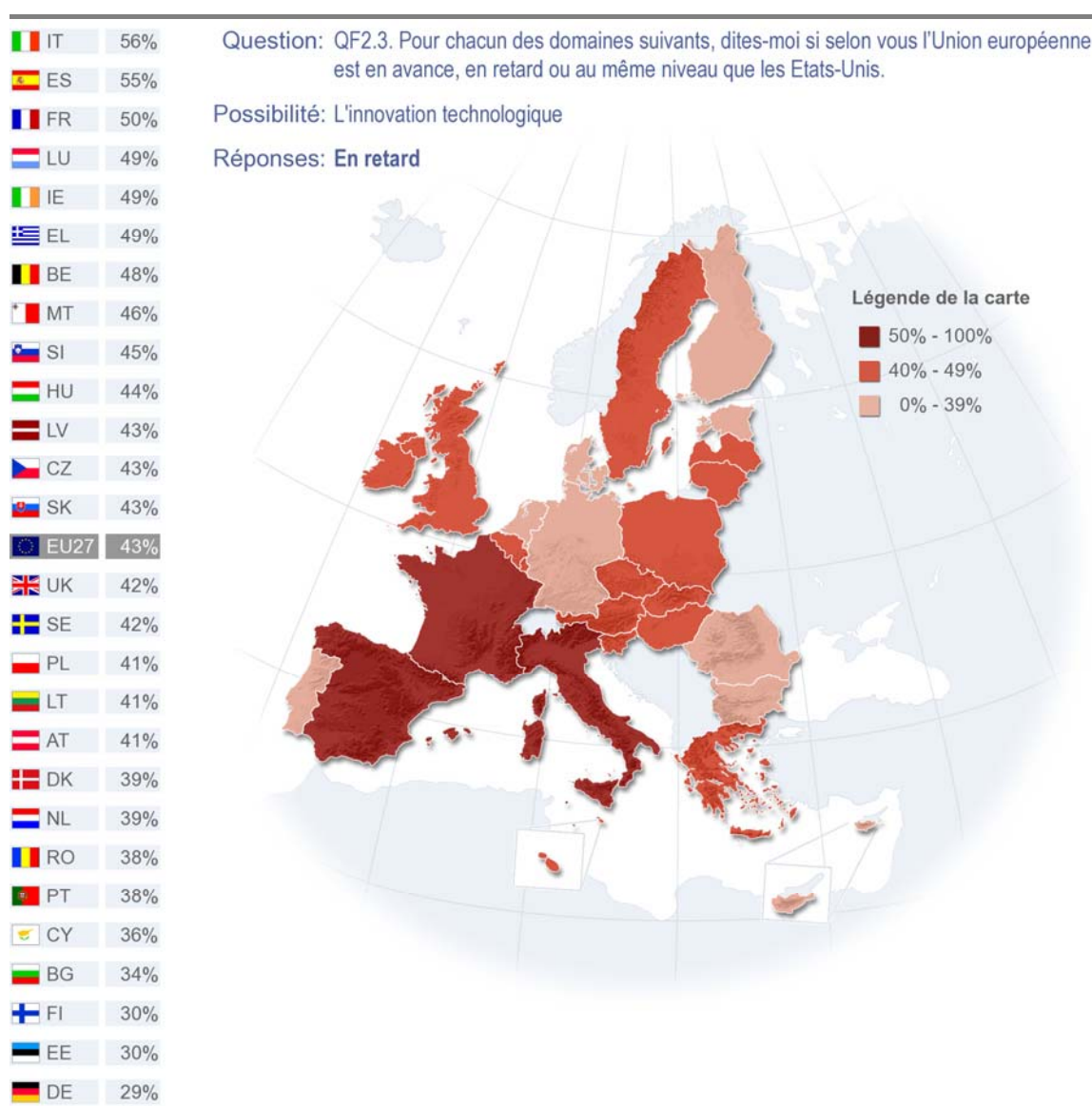


Ce sentiment d'un retard européen en matière de recherche scientifique est également dominant dans toutes les catégories, quelles que soient les caractéristiques sociologiques et sociales des individus.

5.2.2. L'innovation technologique

L'Union Européenne est vue comme en retard par rapport aux Etats-Unis en matière d'innovation technologique par 43% des Européens. Seuls 17% la considèrent en avance, 28% jugeant qu'elle se situe au même niveau. La tendance par rapport à 2006 est ici similaire à celle constatée sur les appréciations concernant la recherche scientifique, à savoir une très grande stabilité des opinions.

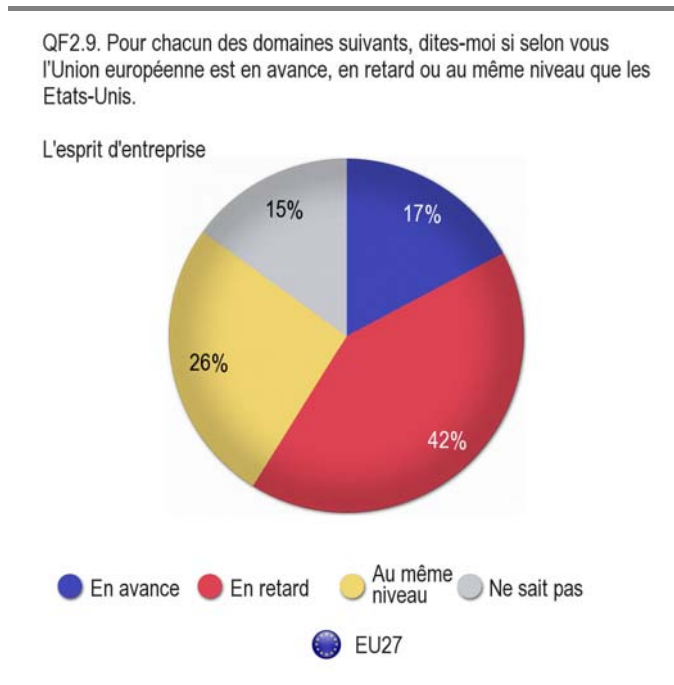
L'opinion d'un retard européen quant à l'innovation technologique est largement partagée dans 26 des 27 pays de l'Union. Seule l'Allemagne fait exception pour cet indicateur, avec des opinions beaucoup plus partagées, 31% des Allemands considérant en effet l'Union en avance contre 29% en retard. Cela tient sans doute à la vision positive qu'ont les Allemands du niveau d'innovation de leur industrie.



Comme pour la recherche scientifique, le sentiment d'un retard européen en matière d'innovation est dominant dans toutes les catégories sociales qui composent la population de l'Union.

5.2.3. L'esprit d'entreprise

Sans surprise sur cet item emblématique des valeurs américaines, l'Union est perçue comme en retard par 42% des personnes interrogées. 26% des Européens jugent l'Union au même niveau que les Etats-Unis en la matière, 17% la considérant même en avance.







Le sentiment d'un retard européen est dominant dans la quasi-totalité des 27 Etats membres, à l'exception de Chypre où les opinions sont très partagées (24% retard, 24% avance et 32% au même niveau). Il est le plus marqué en Italie (55%), en Hongrie (49%), en République Tchèque (47%) et en Irlande (46%).

L'analyse sociodémographique révèle assez peu de différences sur cette question. On note toutefois que plus de la moitié des cadres directeurs estiment que l'Union est en retard par rapport aux Etats-Unis (52%), pour 39% des ouvriers et 41% des chômeurs. Le niveau de connaissance objective sur l'Union a également une forte influence sur les résultats : alors que 39% de ceux qui ont une mauvaise connaissance de l'Union jugent que les Vingt-sept sont en retard sur les Etats-Unis en ce qui concerne l'esprit d'entreprise, cette opinion est partagée par 49% de ceux qui ont une bonne connaissance de l'Union. Il faut cependant souligner que cette forte divergence résulte principalement du taux de sans-réponses, nettement plus élevé chez les répondants ayant une mauvaise connaissance objective de l'Union (33%, pour 9% seulement chez ceux qui ont une bonne connaissance).

Malgré ces clivages, l'opinion selon laquelle l'Union est en retard sur les Etats-Unis en ce qui concerne l'esprit d'entreprise est majoritaire dans l'ensemble des catégories d'interviewés.

QF2.9 Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.

L'esprit d'entreprise		En avance	Au même niveau	En retard	NSP
UE27		17%	26%	42%	15%
Sexe					
	Homme	18%	26%	44%	12%
	Femme	16%	26%	39%	19%
Age					
	15-24	16%	30%	38%	16%
	25-39	17%	26%	44%	13%
	40-54	17%	26%	44%	13%
	55 +	16%	24%	40%	20%
Age de fin d'études					
	15-	17%	24%	38%	21%
	16-19	17%	27%	41%	15%
	20+	16%	25%	48%	11%
	Tjs étudiant	17%	30%	38%	15%
Echelle d'occupation du répondant					
	Indépendants	17%	25%	47%	11%
	Cadres directeurs	14%	25%	52%	9%
	Autres employés	16%	27%	46%	11%
	Ouvriers	19%	27%	39%	15%
	Femmes-hommes au foyer	15%	25%	43%	17%
	Chômeurs	17%	25%	41%	17%
	Retraités	16%	24%	39%	21%
	Etudiants	17%	30%	38%	15%
Difficulté à payer ses factures					
La plupart du temps		15%	22%	42%	21%
De temps en temps		15%	27%	42%	16%
Pratiquement jamais		18%	26%	42%	14%
Auto-positionnement sur l'escalier social					
Bas (1-4)		15%	23%	41%	21%
Moyen (5-6)		17%	27%	41%	15%
Haut (7-10)		19%	27%	45%	9%
Confiance UE					
Plutôt confiance		18%	28%	42%	12%
Plutôt pas confiance		16%	25%	45%	14%
Connaissance objective de l'UE					
Mauvaise		12%	22%	33%	33%
Moyenne		18%	28%	41%	13%
Bonne		17%	25%	49%	9%

En conclusion, l'Union est vue par ses citoyens comme un espace socialement plus protecteur et écologiquement plus avancé que les Etats-Unis. Mais, selon eux, elle n'a pas encore rattrapé les Etats-Unis sur les enjeux d'avenir importants que sont la recherche, l'innovation et l'esprit d'entreprise. Ces représentations ont évolué depuis automne 2006, probablement sous l'effet de l'élection de Barack Obama. La mise en lumière des insuffisances du système de santé américain et de la nécessité d'une réforme menée par le président des Etats-Unis a renforcé le sentiment d'une avance de l'Union dans ce domaine. En revanche, la volonté affichée du président américain de donner, après les années Bush, la priorité aux enjeux sociaux et écologiques, fait que le sentiment d'une avance européenne en la matière régresse, sans pour autant être remis en cause. Enfin, en ce qui concerne les enjeux de recherche et d'innovation, l'Union n'est, pas parvenue à combler son retard depuis 2006.

II. LES EUROPEENS, L'UNION EUROPEENNE ET LA CRISE

Le 15 septembre 2008, la banque d'affaire américaine Lehman Brothers annonçait sa faillite, entraînant dans sa chute le système bancaire international. Cet événement, résultant de tensions accumulées depuis plusieurs mois sur les marchés financiers, était la première manifestation d'ampleur de la crise économique et financière qui secoue l'économie mondiale depuis l'automne 2008. Dans un contexte de gel du crédit et de fragilisation des institutions bancaires, la crise financière s'est ensuite rapidement étendue à l'Europe avec les graves conséquences sur la production et l'emploi que l'on connaît²⁵. Si cette date du 15 septembre 2008 a été fréquemment comparée au "jeudi noir" de 1929, l'année 2009 nous a montré que les Etats semblent avoir retenu la leçon de la crise des années 1930 et sont intervenus massivement sans attendre. A partir de l'automne 2008, les gouvernements ont injecté de l'argent public dans les établissements financiers menacés d'insolvabilité et mis sur pied de vastes plans de relance pour soutenir l'activité et l'emploi, ranimer la demande et reconstruire la confiance. L'Union européenne a mis en place le plan d'action le plus ambitieux de son histoire, environ 400 milliards d'euros – soit 3,3% du PIB – engagés sur deux ans pour stimuler l'activité économique et aider les particuliers à traverser cette crise.

Une autre leçon apprise dans la traversée de cette tourmente financière et économique concerne la nécessité de faire appel à des solutions-actions concertées dans une crise qui a clairement montré à quel point les marchés sont interconnectés. Au sein de l'Union, l'approche adoptée pour y faire face a privilégié des stratégies communes. L'Union européenne a essayé de coordonner les différentes positions nationales, tant en Europe que dans le monde, et s'est montré un acteur très actif et impliqué, aussi dans les différents sommets mondiaux organisés depuis l'éclatement des marchés financiers²⁶.

Un an après le début de la crise, les prévisions d'automne 2009 de la Commission européenne estiment que l'économie de l'UE est aujourd'hui arrivée à un tournant : la Commission européenne estime que la croissance du PIB de l'UE et de la zone euro devrait redevenir positive durant le deuxième semestre de l'année et amorcer une progression constante en 2010 et 2011²⁷. Toutefois, l'évolution du marché de l'emploi et le déficit public restent des motifs de préoccupation.

²⁵ Un an après la crise, selon les estimations d'Eurostat, 22.123 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en septembre 2009 dans l'UE27, dont 15.324 millions dans la zone euro. Comparé à septembre 2008, le chômage avait augmenté de 5.011 millions dans l'UE27 et de 3.204 millions dans la zone euro. Eurostat-Communiqué de presse, Euroindicateurs, 30 octobre 2009 :

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-30102009-AP/FR/3-30102009-AP-FR.PDF

²⁶ Entre autres, aux sommets du G20 célébrés depuis septembre 2008 : Washington (mi-novembre 2008), Londres (avril 2009) et Pittsburgh (septembre 2009).

²⁷ Commission européenne, communiqué de presse : *prévisions d'automne pour 2009-2011: l'économie européenne est sur la voie d'une relance graduelle*, 3 novembre 2009.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/09/1663&format=HTML&aged=0&language=fr&guiLanguage=en>

Où se positionnent les citoyens européens par rapport à la crise ? Cette vaste mobilisation a-t-elle eu des effets sur leur moral, leur vision du futur à moyen ou long terme ou encore leur perception de leur situation aujourd'hui ? L'Eurobaromètre Standard réalisé à l'automne 2009 (EB72) s'est attaché à connaître l'opinion des Européens après une année et demi difficile pour l'activité économique et les citoyens.

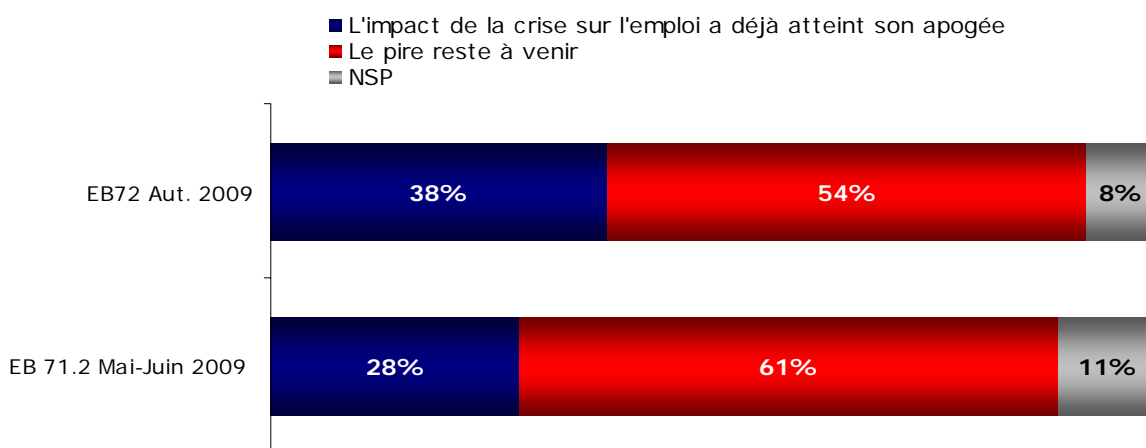
1. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGEE ?

Si l'activité semble reprendre, l'indicateur qui influence le plus l'état d'esprit et la confiance des citoyens est sans doute l'emploi. Dans ce sens, les résultats les plus récents de l'Eurobaromètre révèlent une hausse significative de l'optimisme parmi les Européens.

Même si le sentiment que le pire reste à venir est encore prédominant, si l'on compare avec la situation en mai - juin 2009, **davantage d'Européens expriment aujourd'hui l'opinion que la crise et son incidence sur l'emploi ont atteint leur apogée et que les choses devraient commencer à s'améliorer progressivement²⁸ (38 % au lieu de 28 %)**. Le pessimisme recule de 7 points (54%, pour 61% en mai - juin 2009).

Dans la lignée des perspectives de la Commission européenne²⁹, l'opinion selon laquelle le pire reste à venir est toutefois la plus répandue avec une majorité des répondants (54%) s'exprimant dans cette direction.

QC1 Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? - %UE



²⁸ QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

²⁹ Dans ses prévisions économiques de l'automne 2009, la Commission européenne estime que le taux de chômage devrait encore progresser au sein de l'Union en 2010 jusqu'à atteindre 10, 25% en 2011 : http://ec.europa.eu/economy_finance/pdf/2009/autumnforecasts/overview_en.pdf

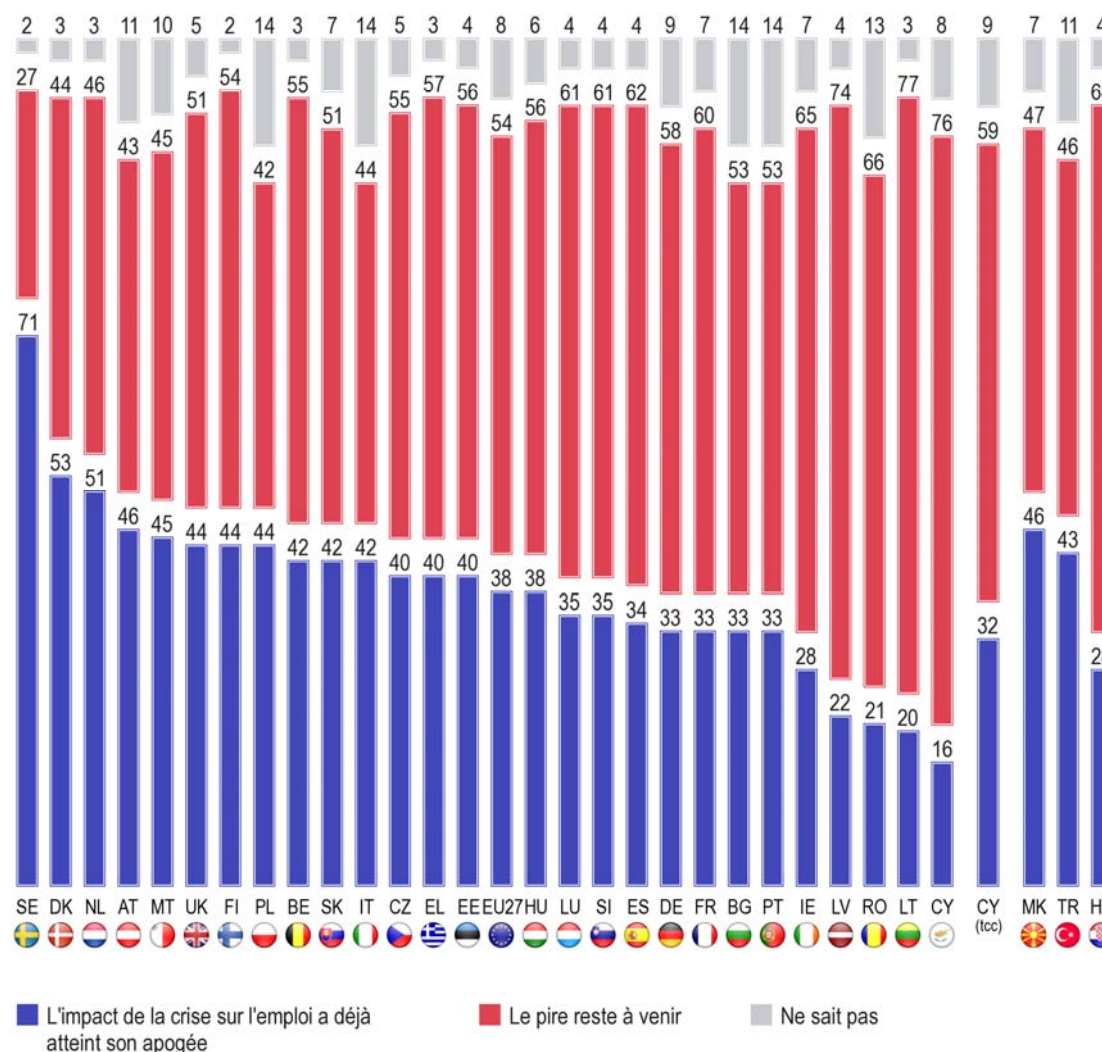
L'analyse nationale dessine un panorama plus hétérogène où les différences d'un Etat à l'autre semblent être liées à l'impact, variable, de la crise sur les économies nationales et les marchés de l'emploi respectifs. Ainsi un groupe de trois pays se différencie plus clairement de la moyenne européenne avec une vision nettement positive de la situation de l'emploi: c'est le cas des Pays Bas et du Danemark, où plus d'un répondant sur deux estime que les effets de la crise sur l'emploi ont déjà atteint leur apogée (51% et 55%), et, surtout, de la Suède, où c'est l'opinion d'une très large majorité de répondants (71%).

Les avis sont partagés en Autriche et à Malte, avec respectivement 43% et 45% d'opinions pessimistes contre 46% et 45% des répondants gagnés par l'optimisme, ainsi qu'en Pologne et Italie (les réponses plutôt négatives atteignent respectivement 42% et 44% de la population contre 44% et 42% d'opinions plus favorables).

Dans le reste de l'Union, l'opinion selon laquelle le pire reste à venir s'impose avec une ampleur qui oscille entre 51% au Royaume-Uni et en Slovaquie ou 53% au Portugal et environ trois quart de la population en Lettonie (74%), en Lituanie (77%) et à Chypre (76%).

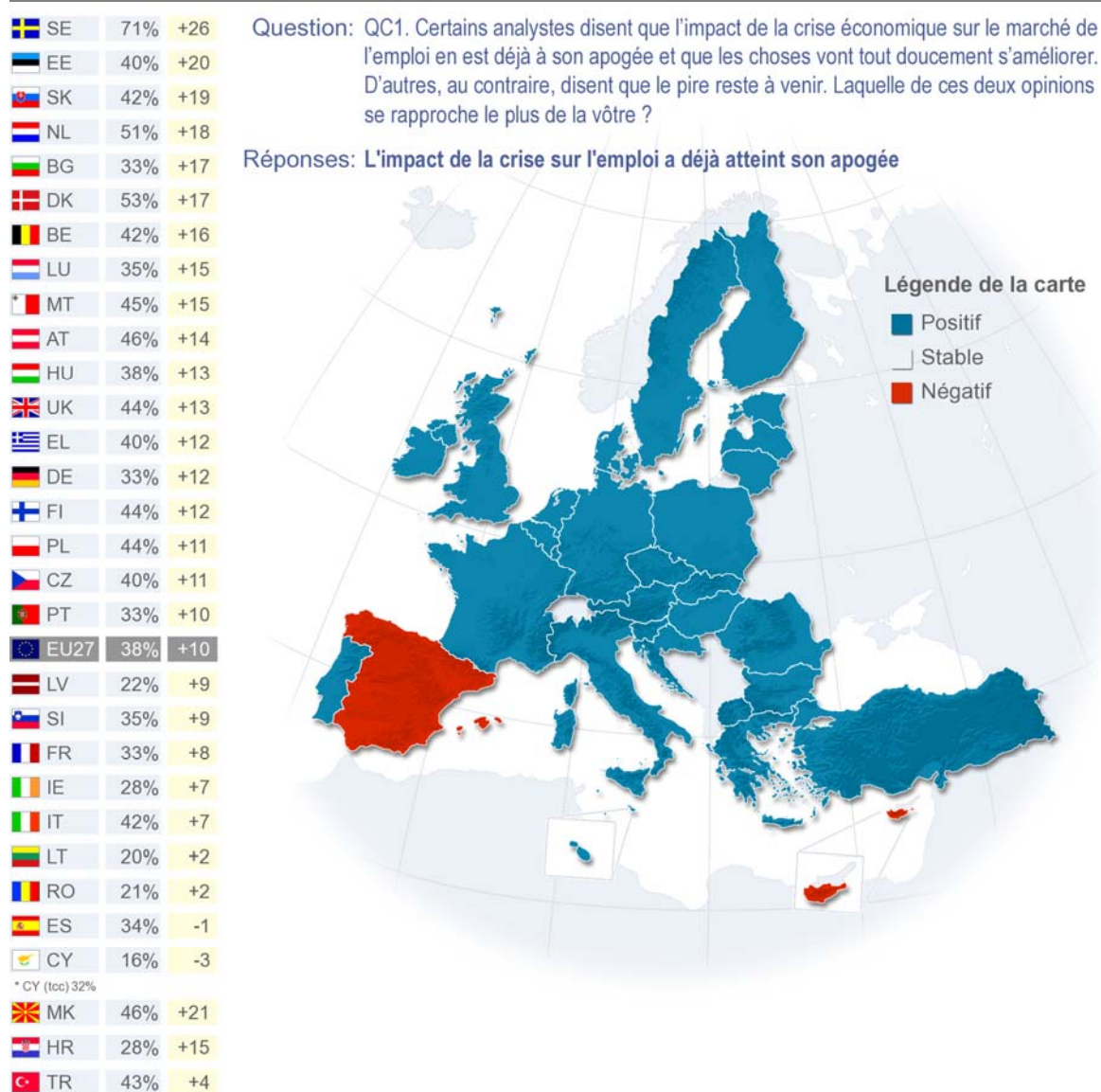
Enfin, en ce qui concerne les pays candidats, au pessimisme nettement majoritaire des Croates (68%) s'oppose une vision plus partagée de la situation en Turquie (46% d'avis négatifs comparé à 43% de réponses optimistes) ou encore dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (47% et 46% respectivement).

QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?



La reprise de confiance observée au niveau de la moyenne européenne est encore plus évidente lorsqu'on analyse les évolutions au niveau national avec les résultats de mai-juin 2009: dans vingt-cinq Etats membres le sentiment que le pire est passé progresse et enregistre des évolutions remarquables en Suède (+26 points), en Estonie (+20), en Slovaquie (+19), au Pays-Bas (+18), en Bulgarie et au Danemark (+17 points dans les deux cas), en Belgique (+16) ainsi qu'à Malte et au Luxembourg (+15 dans les deux cas).





L'optimisme se renforce même en Lettonie (+9) et, plus discrètement, en Lituanie (+2), deux Etats parmi ceux ayant une vision plus défavorable de l'évolution potentielle du marché de l'emploi. Chypre et l'Espagne échappent en revanche à cette tendance et confirment leur méfiance à l'égard de la crise et de ses effets sur l'emploi (+3 et +5 points respectivement pour l'item « le pire reste à venir »).



Certaines caractéristiques sociodémographiques du répondant, tout comme les jugements portés sur l'Union, que ce soit en termes de confiance, d'image ou d'opinion sur l'appartenance, pèsent lorsqu'il s'agit de faire le point sur la crise et l'emploi.

- Ainsi, cette évaluation est plus positive chez les hommes et les citoyens de moins de 40 ans, spécialement les plus jeunes (15-24).
- De même, les Européens ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà, les étudiants et principalement les catégories professionnelles que sont les indépendants, les employés et les cadres directeurs, se montrent relativement plus confiants à l'égard du futur.
- Enfin, l'optimisme est nettement plus important parmi les catégories de la population qui affichent des opinions favorables à l'égard de l'Union, en termes d'image, de confiance et d'appartenance de leur pays à l'Union. C'est également le cas pour les répondants qui soutiennent la monnaie unique.

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

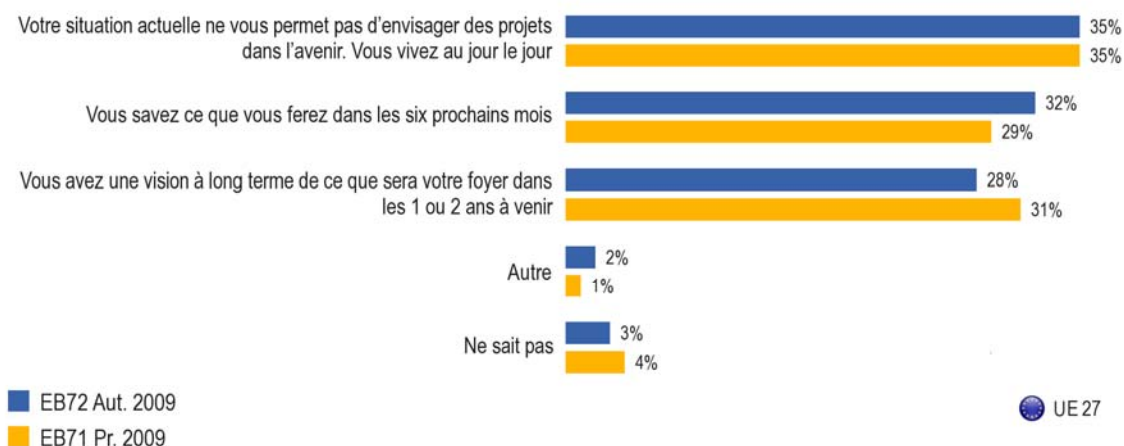
		Le pire reste à venir	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	NSP
	UE27	54%	38%	8%
Sexe				
	Homme	52%	40%	8%
	Femme	54%	37%	9%
Age				
	15-24	46%	44%	10%
	25-39	51%	42%	7%
	40-54	55%	38%	7%
	55 +	57%	34%	9%
Age de fin d'études				
	15-	62%	29%	9%
	16-19	55%	37%	8%
	20+	48%	46%	6%
	Tjs étudiant	43%	45%	12%
Echelle d'occupation du répondant				
	Indépendants	48%	43%	9%
	Cadres directeurs	46%	49%	5%
	Autres employés	47%	44%	9%
	Ouvriers	55%	37%	8%
	Femmes-hommes au foyer	56%	35%	9%
	Chômeurs	62%	32%	6%
	Retraités	59%	32%	9%
	Etudiants	43%	45%	12%
Confiance UE				
	Plutôt confiance	45%	48%	7%
	Plutôt pas confiance	64%	29%	7%
Appartenance UE				
	Bonne chose	45%	47%	8%
	Mauvaise chose	68%	26%	6%
	Ni bonne ni mauvaise	61%	30%	9%
Bénéf. app. UE				
	Bénéficié	48%	45%	7%
	Pas bénéficié	65%	28%	7%
Image de l' UE				
	Positive	44%	48%	8%
	Neutre	58%	33%	9%
	Négative	72%	23%	5%
Euro				
	Pour	48%	44%	8%
	Contre	63%	30%	7%

2. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MENAGES

Parallèlement aux signes de redressement de la confiance à l'égard de l'impact de la crise sur le marché de l'emploi, et en ce qui concerne la façon dont la crise peut redessiner les priorités du foyer, les citoyens semblent aujourd'hui avoir une marge de manœuvre légèrement plus large en termes de planification à moyen terme.

Plus spécifiquement, les difficultés persistent pour 35% des répondants affirmant que leur situation actuelle ne leur permet pas d'envisager des projets dans l'avenir et qu'ils vivent au jour le jour. Les moyens actuels autorisent une marge de manœuvre (à six mois) un peu plus importante avec 32% de la population, tandis qu'une proportion légèrement supérieure (28%) a une vision à long terme de ce que sera leur foyer dans un ou deux ans³⁰. Au niveau de la moyenne des Vingt-sept, l'opinion reste stable, même si l'on observe un gain de 3 points de pourcentage dans la capacité à prévoir à moyen terme et une perte équivalente en ce qui concerne les possibilités de s'organiser à plus long terme.

QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?



L'analyse par pays montre que les effets de la crise sur la situation des foyers est très hétérogène. Si nous retrouvons les clivages « structurels » traditionnels - pays du Nord/pays du Sud de l'Europe et "Anciens"/"Nouveaux" Etats membres - encore renforcés par la crise, les résultats laissent néanmoins la place à certaines configurations plus inattendues.

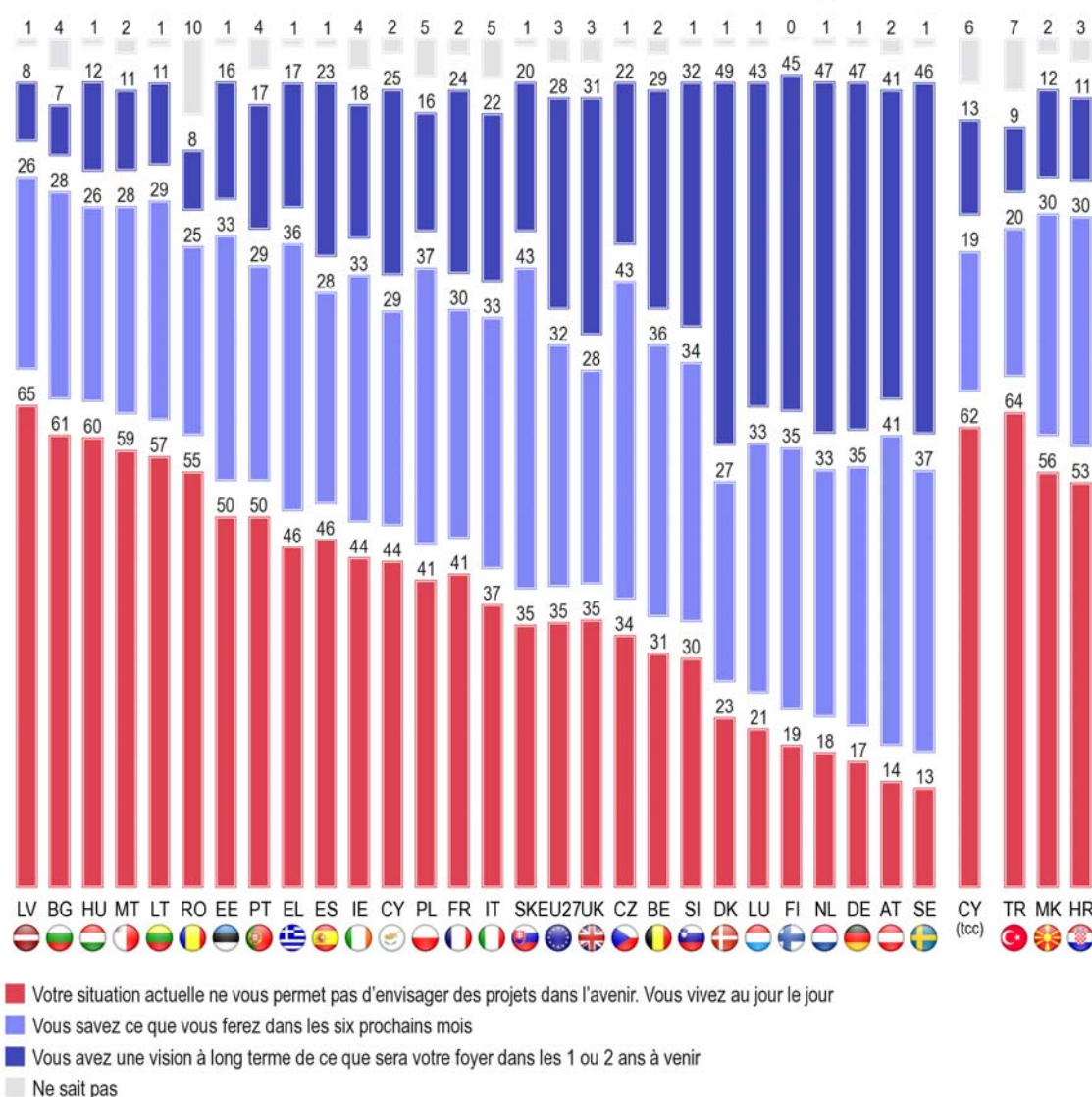
³⁰QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ? Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager des projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour ; Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois ; Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir.

Dans 13 pays de l'Union, la vie des citoyens et de leurs familles ne peut se planifier qu'au jour le jour. C'est principalement le cas des Etats devenus membres de l'Union suite aux deux derniers élargissements, comme la Lettonie (65%), la Bulgarie (61%), la Hongrie (60%) ou Malte (59%). Il s'agit également de la situation que vit une majorité de répondants dans les anciens Etats membres du Sud de l'Europe comme le Portugal (50%), la Grèce ou l'Espagne (46%) mais également en France (41%), l'un des pays dont l'économie et l'emploi auraient pourtant le mieux résisté à la crise³¹.

La capacité de prévision des foyers semble comparativement plus importante en République tchèque et en Slovaquie, pays où 43% des répondants sont capables de savoir ce qu'ils feront dans six mois. Enfin les circonstances permettent à la majorité des répondants des Etats du Nord de l'Europe et des pays Scandinaves de planifier ce que sera leur foyer à long terme : c'est en tout cas la réponse fournie par près de un répondant sur deux au Danemark (49%), en Allemagne (47%) et aux Pays-Bas (47%) ainsi qu'en Suède (46%) et Finlande (45%). Dans les trois pays candidats, une majorité des citoyens, notamment en Turquie (64%), vit « au jour le jour ».

³¹ Selon les prévisions de l'OCDE publiés en Septembre 2009, le recul du PIB français en 2009 serait de 2,1%, par rapport aux perspectives en Allemagne (-4,8), au Royaume Uni (-4,7) ou en Italie (-5,2).





QC2. Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?



D'un point de vue comparatif, depuis le printemps 2009 (EB71), la capacité de prévision à long terme des foyers s'est réduite dans 20 Etats membres, les pertes étant spécialement significatives à Malte (-12 points) mais aussi en Allemagne (-9), en Irlande (-9) ou en Belgique (-9). Dans 16 pays, mais notamment en Allemagne (+12 points), cette perte s'accompagne d'une progression de la perspective à moyen terme tandis que « la vie au jour le jour » augmente dans 19 pays de l'Union et, de façon particulièrement marquée à Malte (+14), en Bulgarie (+10 points), ou encore en Hongrie et en Irlande (+7 points dans les deux cas).

D'un point de vue sociodémographique, on observe surtout des divergences entre les chômeurs, dont les moyens ne leur permettent pas d'anticiper au-delà du présent (64%) et les cadres directeurs, dont une majorité peut prévoir quelle sera la situation de leur foyer dans 1 ou 2 ans (48%). De ce point de vue, les citoyens les plus critiques à l'égard de l'Union semblent souffrir davantage d'un point de vue personnel des aléas du contexte économique.

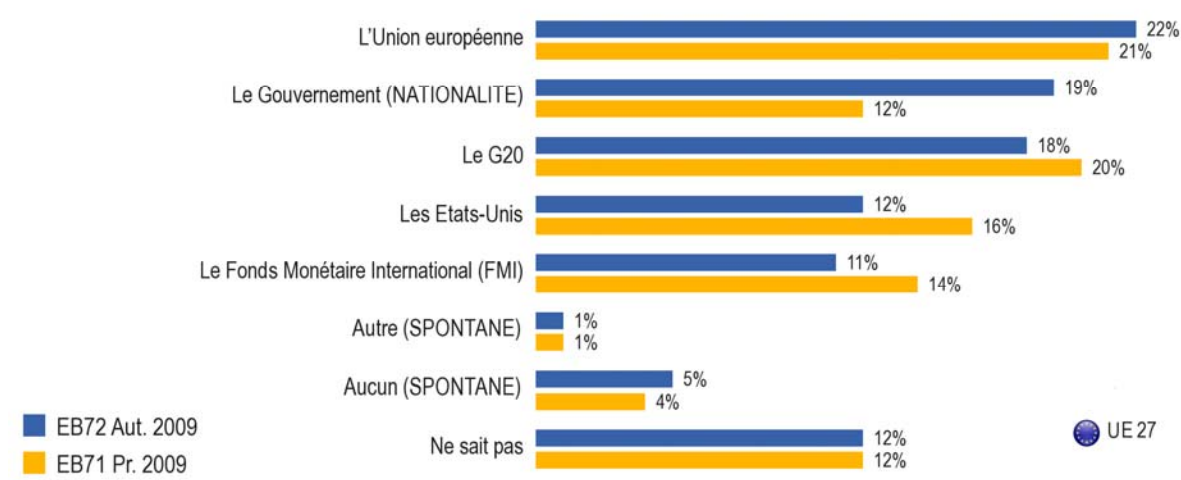
Ces différences se retrouvent logiquement selon le niveau d'éducation du répondant : ceux qui ont poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà sont plus nombreux à pouvoir prévoir quelle sera la situation de leur foyer dans 1 ou 2 ans (38%), que ceux qui ont quitté l'école plus tôt, avant 16 ans (23%).

QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?				
	Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager des projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	NSP
UE27	35%	32%	28%	3%
Sexe				
 Homme	34%	32%	29%	3%
Femme	37%	32%	26%	3%
Age				
 15-24	34%	35%	24%	4%
25-39	35%	34%	27%	3%
40-54	36%	33%	27%	2%
55 +	36%	29%	30%	3%
Age de fin d'études				
 15-	48%	26%	23%	2%
16-19	39%	33%	25%	2%
20+	23%	35%	38%	2%
Tjs étudiant	25%	38%	28%	6%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	29%	38%	30%	2%
Cadres directeurs	14%	34%	48%	2%
Autres employés	28%	37%	31%	3%
Ouvriers	36%	35%	25%	3%
Femmes-hommes au foyer	45%	29%	22%	3%
Chômeurs	64%	22%	11%	2%
Retraités	39%	28%	28%	3%
Etudiants	25%	38%	28%	6%

3. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES POUR FAIRE FACE A LA CRISE

L'Eurobaromètre a interrogé les citoyens sur le niveau d'action le plus efficace pour faire face aux conséquences de la crise³² en leur proposant une liste composée de trois niveaux supranationaux (l'Union européenne, le G20³³ et le Fonds Monétaire International) et deux acteurs nationaux (le gouvernement national et les Etats Unis). Si les réponses sont assez partagées, l'Union européenne est l'acteur le plus fréquemment choisi comme étant le plus susceptible d'agir efficacement contre la crise (22%), suivi de près par le gouvernement national (19%) et le G20 (18%). Si l'on additionne les résultats obtenus par le FMI (cité par 11% des citoyens), le G20 et l'Union européenne, environ un citoyen européen sur deux (51%) a cité une institution internationale.

QC3. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



D'un point de vue comparatif, les résultats semblent évoluer de façon logique avec le développement même de la crise et des décisions qu'elle a provoquées. Ainsi, au printemps dernier, à un moment où la priorité était encore de redonner la stabilité aux marchés financiers et d'installer les bases d'une nouvelle régulation, les citoyens faisaient plus souvent référence au G20 (20%, -2 points). A ce moment là, les yeux se tournaient également vers la nouvelle administration aux Etats Unis, qui déployait son plan de relance et multipliait les interventions pour éviter les dérapages de son marché financier (16%, -4 points). Aujourd'hui, on observe une montée en puissance des gouvernements nationaux (+7 points), à un moment où ils sont surtout attendus pour enrayer les effets de la crise sur l'économie réelle et notamment sur l'emploi.

³² QC3 D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? Noter que le répondant ne pouvait citer qu'un seul item.

³³ Le **Groupe des 20** (ou **G20**) est un forum économique qui vise à favoriser la concertation internationale, en intégrant le principe d'un dialogue élargi tenant compte du poids économique croissant pris par un certain nombre de pays. Le G20 représente les deux tiers du commerce et de la population mondiale et plus de 90 % du produit mondial brut (somme des PIB de tous les pays du monde).

L'Union européenne progresse aussi, de manière plus modérée cependant (+1) et se maintient en tête des citations.

D'un point de vue national, **l'Union européenne** est perçue comme l'acteur le plus efficace pour faire face aux effets de la crise en Grèce (44%), au Luxembourg (34%), en Pologne (34%), à Chypre (32%) ainsi qu'en Slovaquie et au Portugal (30% dans les deux cas). Au total, elle reste la première option dans 10 Etats membres.
































Le **gouvernement national** est considéré comme étant l'institution la plus efficace contre la crise à Malte (39%), en Roumanie (38%), en Bulgarie (32%) ainsi qu'en Irlande (29%) ou au Royaume Uni et en Autriche (21% dans les deux cas). Si dans ces six pays, c'est l'option la plus citée, cette institution obtient également un résultat important en Espagne où elle est mentionnée par un répondant sur quatre (25%).

En ce qui concerne le **G20**, son rôle est principalement mis en avant en République tchèque (43%) et aux Pays Bas (41%). C'est également la première option en Lettonie (31%), en Hongrie (29%), en Suède (28%), en Allemagne (26%), en Estonie (25%) ainsi qu'en France (23%) et en Slovénie (21%).

Les **Etats-Unis** sont le plus souvent cités au Danemark (26%) mais obtiennent également des niveaux d'adhésion élevés au Portugal et en Espagne, avec un répondant sur cinq (19% dans les deux cas) estimant qu'il s'agit de l'acteur le plus capable d'agir efficacement contre la crise.

Enfin, le **Fonds Monétaire International** est la première option en Finlande (23%), suivi de près par le G20 (22%).

QC3 D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION)





		L'Union européenne	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le G20	Les Etats-Unis	Le Fonds Monétaire International (FMI)	Aucun (SPONT.)	NSP
	UE27	22%	19%	18%	12%	11%	5%	12%
	BE	24%	11%	25%	12%	13%	5%	9%
	BG	26%	32%	15%	5%	6%	4%	12%
	CZ	16%	6%	43%	13%	12%	2%	8%
	DK	19%	12%	20%	26%	13%	1%	9%
	DE	24%	16%	26%	7%	10%	7%	10%
	EE	25%	15%	25%	7%	13%	3%	11%
	IE	21%	29%	8%	15%	11%	2%	14%
	EL	44%	23%	8%	8%	8%	6%	2%
	ES	26%	25%	6%	19%	11%	6%	5%
	FR	15%	19%	23%	11%	16%	6%	10%
	IT	25%	17%	11%	17%	11%	5%	13%
	CY	32%	20%	14%	8%	14%	6%	6%
	LV	19%	14%	31%	9%	8%	9%	8%
	LT	26%	14%	17%	10%	13%	3%	16%
	LU	34%	20%	20%	8%	9%	2%	5%
	HU	21%	13%	29%	13%	13%	5%	6%
	MT	22%	39%	8%	10%	11%	1%	9%
	NL	14%	16%	41%	9%	12%	1%	6%
	AT	19%	21%	14%	11%	14%	8%	11%
	PL	34%	13%	7%	9%	9%	5%	22%
	PT	30%	17%	8%	19%	5%	3%	18%
	RO	26%	38%	12%	4%	10%	2%	8%
	SI	20%	12%	21%	16%	16%	8%	4%
	SK	30%	11%	28%	7%	14%	3%	6%
	FI	20%	15%	22%	13%	23%	1%	6%
	SE	15%	25%	28%	9%	9%	2%	11%
	UK	10%	21%	16%	14%	12%	6%	21%
	CY (tcc)	29%	14%	7%	15%	18%	4%	13%
	MK	24%	22%	8%	21%	13%	5%	6%
	HR	13%	32%	8%	11%	17%	7%	10%
	TR	19%	29%	7%	11%	8%	7%	18%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

Dans les trois pays candidats, les répondants choisissent principalement les gouvernements nationaux en Croatie (32%) et en Turquie (29%), tandis que les répondants dans l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine sont relativement plus nombreux à signaler l'Union européenne comme étant le niveau d'action le plus performant face à la crise (24%).

L'examen des variables sociodémographiques montre principalement des différences en fonction de l'âge, du niveau d'études et de l'occupation du répondant. Les plus jeunes et les étudiants sont les plus convaincus de l'efficacité de l'Union européenne, de même que les plus diplômés, tandis que les cadres directeurs sont les plus nombreux à citer le G20.

En revanche, les Européens ayant arrêté leurs études à l'âge de 15 ans ou avant, les femmes et hommes au foyer, ainsi que les groupes les plus critiques à l'égard de l'Union et de l'euro, sont les plus enclins à estimer que leur gouvernement national est le plus à même de lutter efficacement contre la crise.

QC3 D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? (ROTATION)						
	L'Union européenne	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le G20	Les Etats-Unis	Le Fonds Monétaire International (FMI)	NSP
UE27	22%	19%	18%	12%	11%	12%
Sexe						
 Homme	23%	17%	21%	13%	12%	8%
Femme	22%	20%	15%	11%	11%	15%
Age						
 15-24	26%	17%	17%	14%	9%	13%
25-39	23%	19%	19%	12%	11%	9%
40-54	21%	18%	20%	11%	13%	11%
55 +	21%	20%	15%	12%	12%	14%
Age de fin d'études						
 15-	20%	23%	11%	13%	10%	16%
16-19	22%	19%	17%	12%	12%	12%
20+	22%	15%	25%	11%	13%	8%
Tjs étudiant	28%	14%	19%	14%	10%	10%
Echelle d'occupation du répondant						
 Indépendants	24%	18%	21%	11%	12%	8%
Cadres directeurs	20%	14%	28%	12%	14%	7%
Autres employés	25%	15%	20%	13%	13%	9%
Ouvriers	22%	19%	18%	13%	11%	12%
Femmes-hommes au foyer	20%	28%	11%	11%	8%	16%
Chômeurs	19%	22%	14%	13%	9%	14%
Retraités	20%	20%	15%	11%	12%	15%
Etudiants	28%	14%	19%	14%	10%	10%
Confiance UE						
Plutôt confiance	30%	16%	20%	12%	12%	7%
Plutôt pas confiance	14%	21%	17%	13%	12%	13%
Bénéf. app. UE						
Bénéficié	28%	16%	20%	12%	12%	8%
Pas bénéficié	14%	23%	16%	13%	12%	12%
Image de l' UE						
Positive	30%	16%	20%	12%	12%	7%
Neutre	17%	21%	16%	12%	11%	16%
Négative	10%	21%	16%	14%	12%	14%
Euro						
Pour	26%	16%	21%	12%	13%	8%
Contre	16%	23%	14%	13%	11%	14%

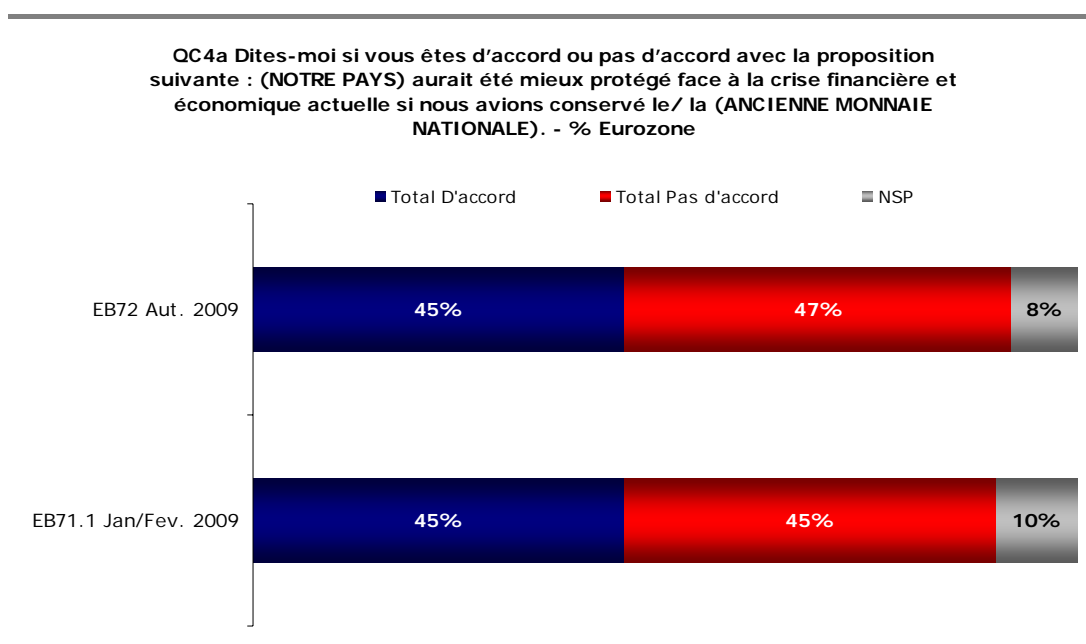
4. LE ROLE DE L'EURO DANS LA CRISE

Certains experts considèrent que sans l'euro, - créé notamment pour garantir la pérennité et le bon fonctionnement du marché intérieur - les crises actuelles, financière et économique, auraient engendré des mesures de hausse des taux d'intérêt, et des dégâts encore plus importants en terme de chômage³⁴.

Mais, quel regard portent les citoyens européens sur le rôle joué par la monnaie unique dans la tourmente économique et financière ?

4.1. L'opinion des citoyens de la zone euro : leur pays aurait-il été mieux protégé avec l'ancienne monnaie nationale ?

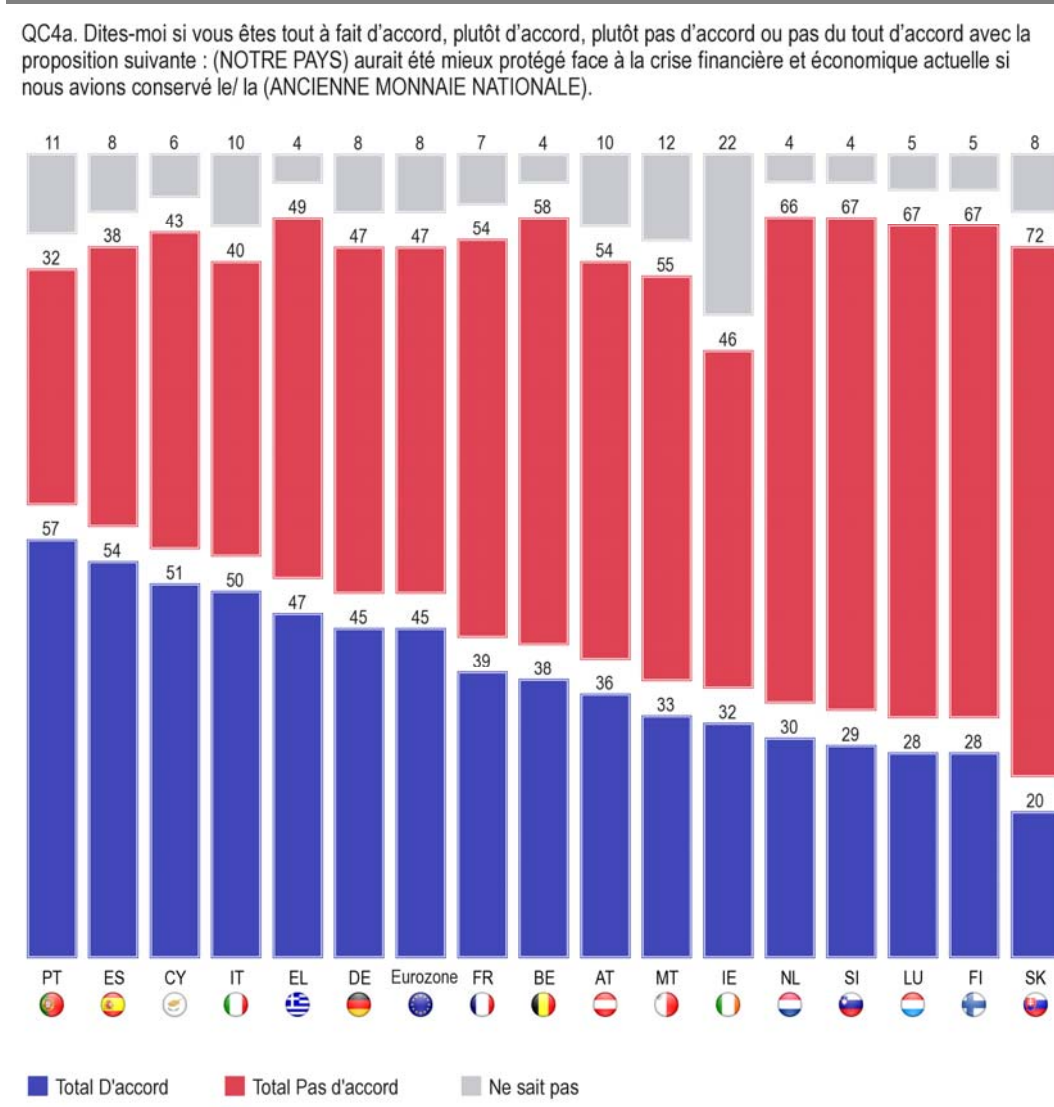
Dans la zone euro³⁵ les avis sont partagés : 45% estiment que leur pays aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si l'ancienne monnaie nationale avait été maintenue, contre 47% qui sont en désaccord avec cette affirmation. Ce dernier résultat progresse de 2 points par rapport à janvier/février 2009.



³⁴ A consulter, entre autres, le Rapport de la Commission des Affaires Economiques et Monétaires du Parlement Européen « Bilan de la première décennie de l'Union Economique et Monétaire », 28 octobre 2008 : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+REPORT+A6-2008-0420+0+DOC+PDF+V0//FR>

³⁵ QC4a Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions conservé le/ la (ANCIENNE MONNAIE NATIONALE).

Une majorité de l'opinion publique dans quatre Etats membres de la zone euro du Sud de l'UE estime que leur pays aurait été mieux protégé face à la crise si l'ancienne monnaie nationale avait été maintenue. Il s'agit du Portugal (57%), de l'Espagne (54%), de Chypre (51%) et de l'Italie (50%). En revanche, une majorité s'exprime dans le sens inverse dans les 12 autres Etats membres de la zone euro: Slovaquie (72%), Finlande (67%), Luxembourg (67%), Slovaquie (67%), Pays Bas (66%), Belgique (67%), Malte (55%), France et Autriche (54%), Grèce (49%), Allemagne (47%) et Irlande (46%).







D'un point de vue sociologique, on remarque principalement les différences suivantes :

- Le scepticisme à l'égard de la monnaie unique et la nostalgie de la monnaie nationale est partagé par la majorité des femmes (49% d'accord, contre 42%), à la différence des hommes, dont la majorité est au contraire en net désaccord avec la proposition selon laquelle leur pays aurait été mieux protégé s'ils avaient conservé leur monnaie nationale (53% de pas d'accord, contre 40%).

- Le niveau d'éducation joue, à son tour, un rôle déterminant : les répondants ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà sont majoritairement en désaccord avec la proposition, tandis que l'opinion inverse est majoritaire auprès des Européens dont la formation s'est arrêtée à 15 ans ou avant.
- Cadres directeurs, travailleurs indépendants, employés et étudiants comptent parmi les groupes qui regrettent le moins la monnaie nationale dans le contexte de crise actuel.
- Logiquement, les difficultés économiques du foyer, mesurées par la difficulté qu'il peut rencontrer pour payer ses factures en fin de mois, déterminent les opinions à l'égard du rôle joué par la monnaie unique : les citoyens ayant plus de difficultés dans ce sens se montrant majoritairement d'accord avec la proposition selon laquelle l'ancienne monnaie nationale aurait mieux protégé leur pays respectif.
- Enfin, les réponses à cette question sont en cohérence avec les opinions plus générales des citoyens à l'égard de l'Union, que ce soit en termes de confiance, d'image, ou logiquement, de soutien à l'euro.

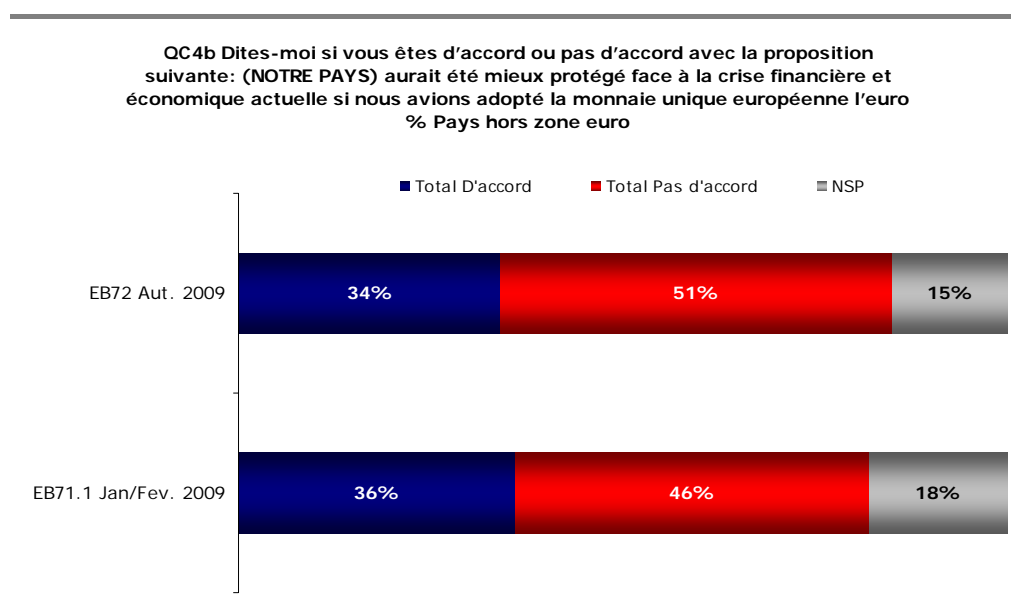
QC4a Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions conservé le/ la (ANCIENNE MONNAIE NATIONALE).

(SI 'MEMBRE DE LA ZONE EURO')

	Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
EUROZONE	45%	47%	8%
Sexe			
 Homme	40%	53%	7%
Femme	49%	42%	9%
Age			
 15-24	40%	47%	13%
25-39	43%	51%	6%
40-54	44%	49%	7%
55 +	47%	45%	8%
Age de fin d'études			
 15-	58%	32%	10%
16-19	48%	45%	7%
20+	30%	65%	5%
Tjs étudiant	31%	57%	12%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	39%	54%	7%
Cadres directeurs	25%	71%	4%
Autres employés	42%	52%	6%
Ouvriers	49%	43%	8%
Femmes-hommes au foyer	59%	31%	10%
Chômeurs	55%	36%	9%
Retraités	46%	45%	9%
Etudiants	31%	57%	12%
Difficulté à payer ses factures			
La plupart du temps	61%	32%	7%
De temps en temps	53%	38%	9%
Pratiquement jamais	38%	55%	7%
Image de l' UE			
Positive	34%	60%	6%
Neutre	51%	39%	10%
Négative	65%	28%	7%
Euro			
Pour	31%	62%	7%
Contre	76%	18%	6%

4.2. L'opinion des citoyens hors de la zone euro : leur pays aurait-il été mieux protégé avec la monnaie unique ?

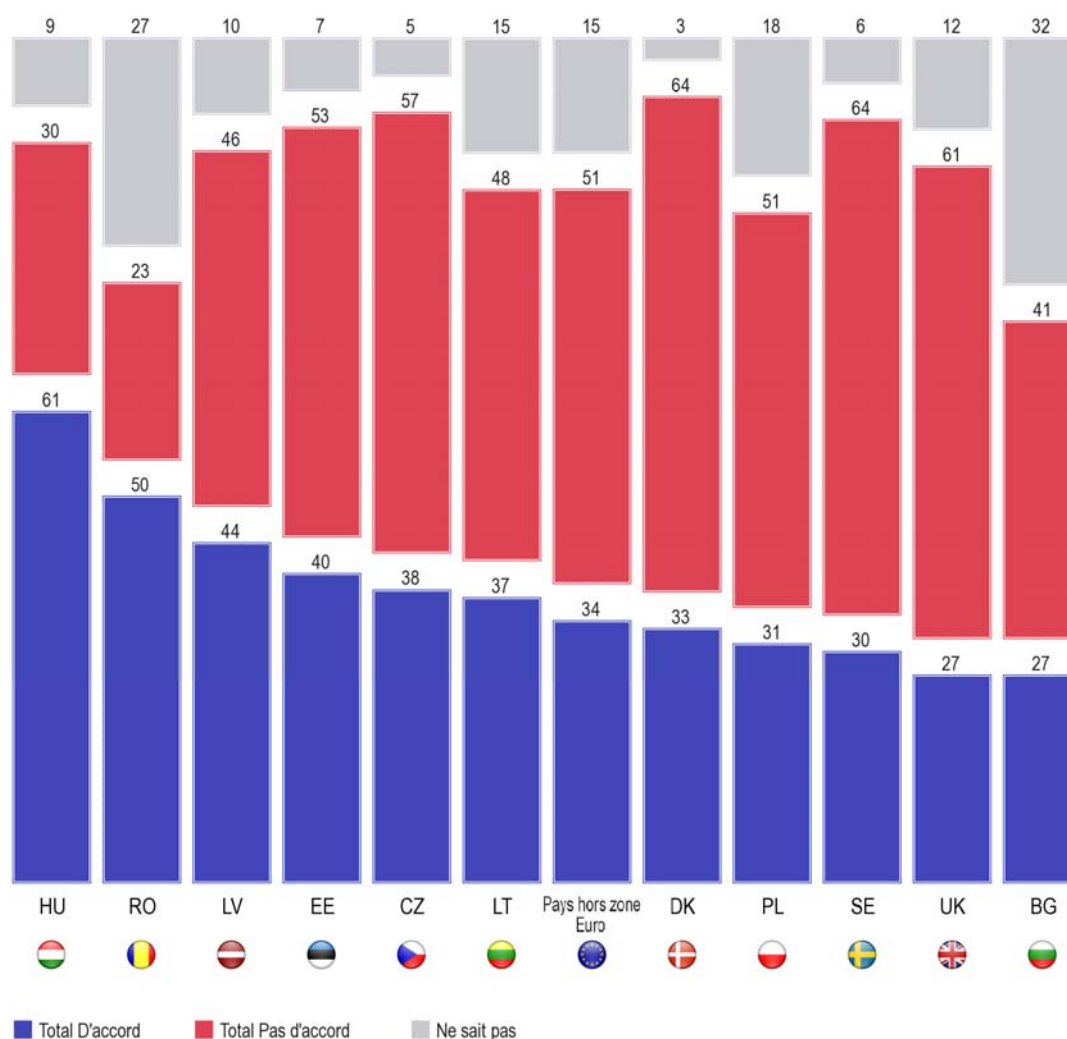
En dehors de la zone euro, la monnaie unique continue d'être regardée d'un œil plutôt critique : la moitié des répondants (51%) sont en désaccord avec la proposition selon laquelle leur pays aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle s'il avait adopté la monnaie unique européenne, l'euro, contre un tiers de la population (34%) qui estime au contraire que la monnaie unique aurait davantage soutenu l'économie nationale³⁶. Par rapport à janvier/février 2009 (EB71.1), le désaccord a progressé de 5 points, tandis que les opinions plus favorables à l'égard de l'euro reculent de 2 points.



L'analyse par pays révèle que seules la Roumanie et, surtout, la Hongrie, se distinguent de cette tendance générale, avec respectivement 50% et 61% de la population estimant que l'euro aurait pu jouer un rôle protecteur dans la situation actuelle. Parmi, les plus réticents, ou les plus attachés à leur monnaie nationale, on trouve le Danemark (64%), la Suède (64%) et le Royaume-Uni (61%).

³⁶ QC4b Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions adopté la monnaie unique européenne, l'euro.

QC4b. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions adopté la monnaie unique européenne, l'euro.







L'analyse sociodémographique montre que le sentiment que l'euro aurait joué un rôle protecteur face à la crise est plus prononcé parmi les plus jeunes, les répondants ayant étudié le plus longtemps, les cadres directeurs et les travailleurs indépendants.

Il s'agit également de la réponse la plus fréquemment choisie par les groupes de répondants affichant les opinions les plus favorables à l'Union. Il faut néanmoins signaler que même parmi ces catégories, le niveau de désaccord demeure très significatif.

QC4b Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions adopté la monnaie unique européenne, l'euro.

(SI 'ETAT MEMBRE DE L'UE27 MAIS HORS ZONE EURO')

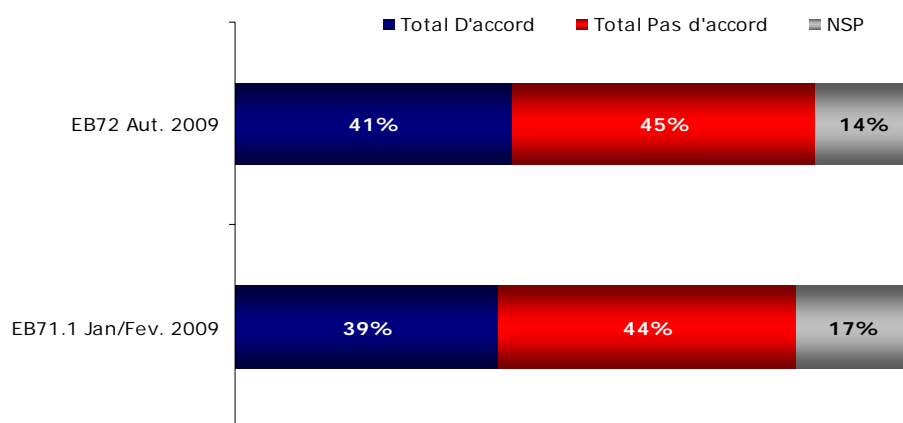
	Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
HORS ZONE EURO	34%	51%	15%
Sexe			
 Homme	37%	51%	12%
Femme	32%	51%	17%
Age			
 15-24	40%	47%	13%
25-39	37%	49%	14%
40-54	34%	54%	12%
55 +	30%	52%	18%
Age de fin d'études			
 15-	25%	54%	21%
16-19	35%	50%	15%
20+	37%	53%	10%
Tjs étudiant	42%	45%	13%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	41%	47%	12%
Cadres directeurs	41%	53%	6%
Autres employés	35%	56%	9%
Ouvriers	33%	52%	15%
Femmes-hommes au foyer	40%	36%	24%
Chômeurs	33%	50%	17%
Retraités	29%	52%	19%
Etudiants	42%	45%	13%
Confiance UE			
Plutôt confiance	47%	40%	13%
Plutôt pas confiance	24%	65%	11%
Appartenance UE			
Bonne chose	47%	40%	13%
Mauvaise chose	17%	75%	8%
Ni bonne ni mauvaise	27%	56%	17%
Bénéf. app. UE			
Bénéficié	45%	42%	13%
Pas bénéficié	22%	67%	11%
Image de l' UE			
Positive	49%	38%	13%
Neutre	30%	54%	16%
Négative	16%	74%	10%
Euro			
Pour	58%	30%	12%
Contre	14%	75%	11%

4.3. L'effet atténuateur de l'euro

- Les Européens sont partagés sur le rôle qu'a joué l'euro pour contrer les effets de la crise -

Lorsqu'on leur soumet la proposition – "L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique" – 45% des répondants expriment leur accord et 41% sont d'un avis contraire³⁷. Les opinions en accord avec cette affirmation sont en progression, timide cependant, par rapport à janvier-février 2009 (+2)³⁸.

QC5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique. - % UE































Le partage de l'opinion persiste au sein de la zone euro, seule une étroite majorité étant d'accord avec l'effet atténuateur de l'euro dans la crise (46%, contre 44% pas d'accord). En revanche, le désaccord est majoritaire dans les pays hors de la zone euro : un sur trois sont d'accord avec la proposition (33%), contre 46% qui ne pensent pas que l'euro a globalement atténué les effets négatifs de la crise.

³⁷ QC5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique.

³⁸ Eurobaromètre Spécial 308, *les Européens en 2009*.

QC5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique.





























		D'accord	Pas d'accord	Diff. D'accord-Pas d'accord	NSP
	EU27	41%	45%	-4	14%
	SK	68%	26%	+42	6%
	FI	60%	33%	+27	7%
	PT	55%	31%	+24	14%
	IE	48%	24%	+24	28%
	AT	55%	35%	+20	10%
	HU	54%	34%	+20	12%
	EL	58%	39%	+19	3%
	MT	54%	36%	+18	10%
	BE	56%	40%	+16	4%
	LU	56%	40%	+16	4%
	IT	53%	38%	+15	9%
	CY	51%	37%	+14	12%
	SI	50%	45%	+5	5%
	NL	49%	44%	+5	7%
	RO	36%	32%	+4	32%
	EE	43%	41%	+2	16%
	ES	43%	47%	-4	10%
	BG	27%	32%	-5	41%
	FR	42%	48%	-6	10%
	LT	35%	42%	-7	23%
	LV	38%	46%	-8	16%
	PL	32%	45%	-13	23%
	DE	36%	51%	-15	13%
	DK	38%	55%	-17	7%
	CZ	37%	56%	-19	7%
	SE	32%	55%	-23	13%
	UK	27%	53%	-26	20%

Les répondants sont majoritairement d'accord avec le rôle atténuateur de l'euro dans la crise dans 13 pays de la zone euro sur 16. Les différences de score positives pour l'euro sont les plus marquées en Slovaquie (+42), Finlande (+27), Portugal et Irlande (+24), Grèce (+19), Malte (+18), Belgique et Luxembourg (+16), Italie (+15) et Chypre (+14). Les majorités en accord avec la proposition sont plus minces aux Pays-Bas et en Slovénie (+5). Dans trois pays de la zone, les opinions en désaccord avec l'effet atténuateur de l'euro de la crise l'emportent: Espagne (-4), France (-6) et Allemagne (-15).

A l'inverse, c'est dans les pays ayant conservé leur monnaie nationale que le désaccord est le plus marqué : au Royaume-Uni (-26 points), en Suède (-23), en République tchèque (-19) et au Danemark (-17). Des majorités de répondants – moins nettes cependant – sont également en désaccord avec la proposition selon laquelle l'euro a atténué les effets négatifs de la crise en Pologne (-13), en Lettonie (-8), en Lituanie (-7) et en Bulgarie (-5). Enfin, les répondants de trois pays n'ayant pas encore adopté la monnaie unique européenne reconnaissent majoritairement les effets bénéfiques de l'euro pendant la crise financière et économique : ils sont partagés en Estonie (+2) et en Roumanie (+4), mais plus fermement convaincus en Hongrie (+20).

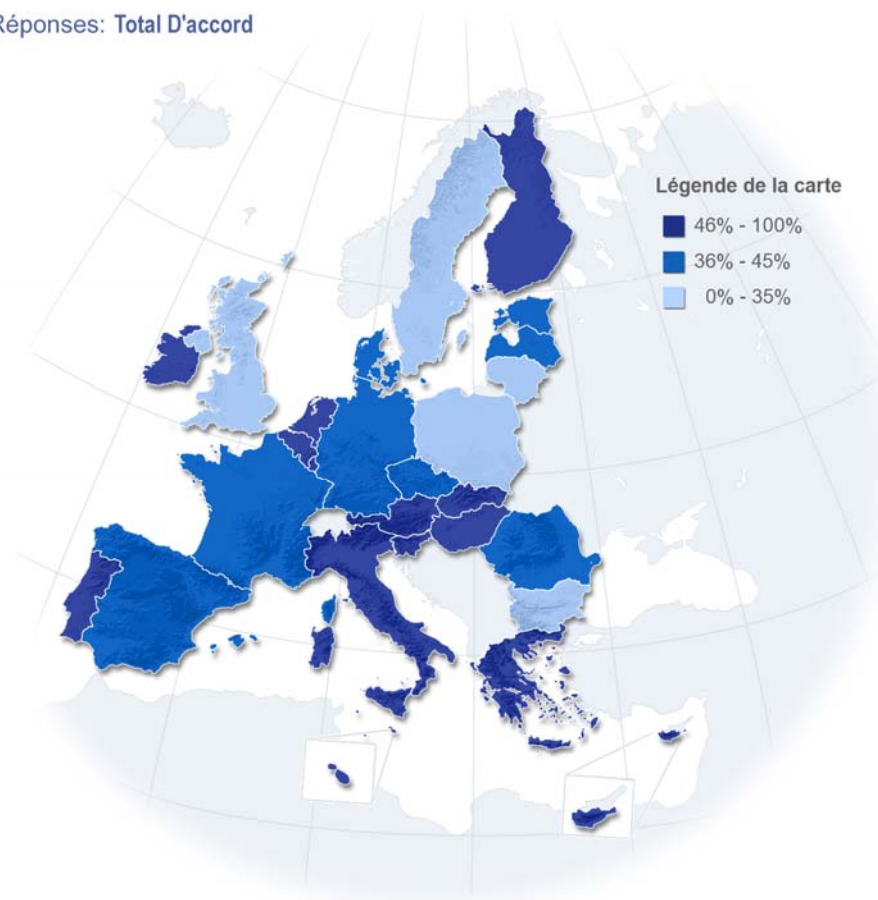
On peut constater que parmi les quatre Etats membres de la zone euro où une majorité exprimait l'idée que l'ancienne monnaie nationale aurait mieux protégé le pays face à la crise (Portugal, Espagne, Chypre, Italie)³⁹, dans trois d'entre eux (les mêmes sauf l'Espagne), une majorité estime que l'euro a globalement atténué les effets négatifs de la crise.

³⁹ Voir paragraphe 2.4.1.

	SK	68%
	FI	60%
	EL	58%
	LU	56%
	BE	56%
	AT	55%
	PT	55%
	HU	54%
	MT	54%
	IT	53%
	CY	51%
	SI	50%
	NL	49%
	IE	48%
	EE	43%
	ES	43%
	FR	42%
	EU27	41%
	DK	38%
	LV	38%
	CZ	37%
	DE	36%
	RO	36%
	LT	35%
	PL	32%
	SE	32%
	BG	27%
	UK	27%





























Question: QC5. Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique.

Réponses: Total D'accord



En termes d'évolution par rapport à janvier-février 2009, les avis sur les effets protecteurs de l'euro progressent dans 19 Etats membres de l'Union, notamment au Portugal (+12 points), en Lettonie (+9), en Autriche (+8), ou en Hongrie et en Grèce (+7 points dans les deux cas). Dans ce dernier pays, la proportion de répondants en désaccord perd d'ailleurs 9 points depuis février 2009.

QC5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique.
Total D'accord





		EB71.1 Jan/Fev. 2009	EB72 Aut. 2009	Diff.
	EU27	39%	41%	+2
	PT	43%	55%	+12
	LV	29%	38%	+9
	AT	47%	55%	+8
	EL	51%	58%	+7
	HU	47%	54%	+7
	BG	21%	27%	+6
	CZ	32%	37%	+5
	LT	30%	35%	+5
	LU	51%	56%	+5
	MT	49%	54%	+5
	RO	31%	36%	+5
	IE	44%	48%	+4
	BE	54%	56%	+2
	DE	34%	36%	+2
	EE	41%	43%	+2
	ES	41%	43%	+2
	FR	40%	42%	+2
	CY	49%	51%	+2
	SK	66%	68%	+2
	IT	53%	53%	0
	UK	27%	27%	0
	DK	39%	38%	-1
	FI	61%	60%	-1
	NL	51%	49%	-2
	SI	53%	50%	-3
	SE	35%	32%	-3
	PL	39%	32%	-7

En revanche, la perception des effets atténuateurs de l'euro est en baisse en Pologne (-7 points), en Slovaquie et en Suède (-3 points dans les deux cas). La Pologne est d'ailleurs le seul pays dans lequel l'opinion majoritaire s'est inversée depuis février 2009 : à cette période, une étroite majorité de répondants étaient d'accord avec la proposition (39% d'accord, contre 36% pas d'accord) ; c'est désormais l'opinion inverse qui domine (32% d'accord, contre 45% pas d'accord).

Des différences apparaissent en fonction du sexe, de l'âge, et du niveau d'éducation et de l'occupation du répondant :

- Les hommes, les citoyens les plus jeunes, ceux ayant poursuivi leur formation jusqu'à l'âge de 20 ans ou plus tard ainsi que les travailleurs indépendants, les cadres directeurs ou les autres employés ont globalement un regard plus favorable en ce qui concerne le rôle protecteur de l'Euro.
- De même, la confiance envers l'Union, une image favorable ou un jugement positif concernant l'appartenance du pays aux Vingt-Sept, et logiquement, à l'égard de la monnaie unique, induisent une vision plus favorable à l'égard de l'euro et de son rôle dans la gestion des effets de la crise.

QC5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique.

	Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27	41%	45%	14%
Sexe			
 Homme	45%	44%	11%
Femme	37%	46%	17%
Age			
 15-24	44%	39%	17%
25-39	43%	45%	12%
40-54	42%	47%	11%
55 +	39%	45%	16%
Age de fin d'études			
 15-	34%	49%	17%
16-19	41%	45%	14%
20+	47%	43%	10%
Tjs étudiant	45%	38%	17%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	50%	40%	10%
Cadres directeurs	49%	42%	9%
Autres employés	46%	43%	11%
Ouvriers	39%	48%	13%
Femmes-hommes au foyer	38%	47%	15%
Chômeurs	35%	50%	15%
Retraités	37%	46%	17%
Etudiants	45%	38%	17%
Bénéf. app. UE			
Bénéficié	52%	36%	12%
Pas bénéficié	27%	62%	11%
Image de l' UE			
Positive	54%	35%	11%
Neutre	33%	50%	17%
Négative	23%	66%	11%
Euro			
Pour	54%	34%	12%
Contre	21%	67%	12%

5. LES MESURES LES PLUS EFFICACES A PRENDRE PAR L'UNION EUROPEENNE

5.1. Les mesures pour lutter contre la crise

La crise présente des défis majeurs pour l'Union européenne en termes de coordination et de renforcement de la solidarité entre les différents Etats membres. En décembre 2008, l'Union a mis en œuvre un plan conçu pour limiter l'ampleur de la récession, pour stimuler la demande et la confiance, sauver et maintenir en activité des petites et des grandes entreprises, dans l'attente d'un retour de la croissance⁴⁰.

Comme en hiver 2009 (EB71.1), l'Eurobaromètre a interrogé les Européens sur l'efficacité d'un certain nombre de mesures actuellement évoquées au sein de l'Union pour lutter contre la crise⁴¹. Les réponses, en légère progression par rapport au printemps 2008, témoignent du très large soutien des citoyens aux actions visant à renforcer la coordination des politiques économiques et financières entre les différents Etats membres (73%, +2 points), le rôle de supervision par l'Union à chaque fois que l'argent public est utilisé pour secourir un établissement financier (69%, +2 points), la surveillance par l'Union des activités des groupes financiers les plus importants (68%, +1), ainsi qu'une présence plus importante à l'international dans la réglementation des services financiers (67%, +1).

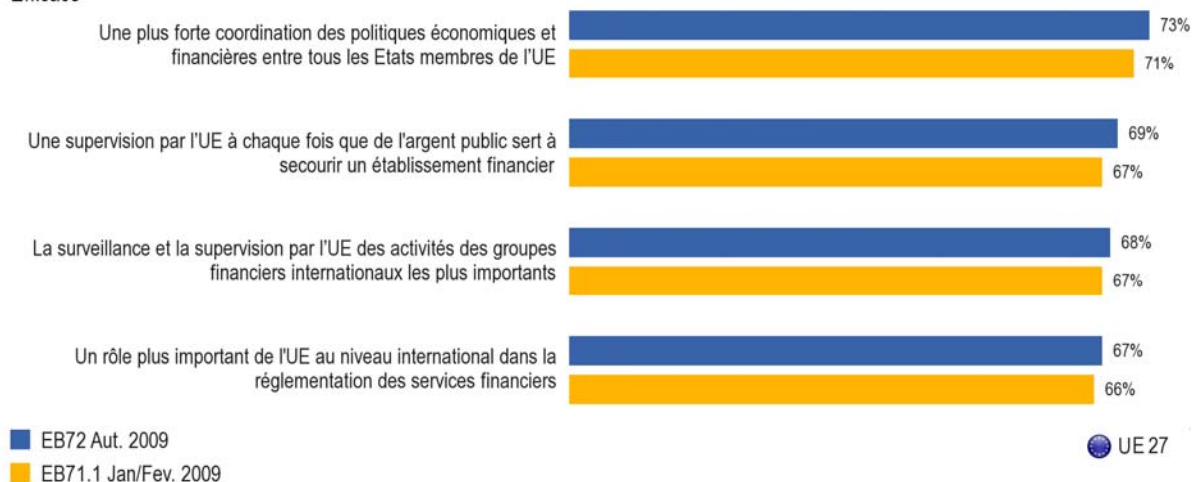
⁴⁰ Consulter entre autres, « *Un plan européen pour la relance économique* », Communication de la Commission au Conseil Européen, 26 novembre 2008 :

http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/pdf/Comm_20081126_fr.pdf

⁴¹ QC6 Certaines mesures destinées à combattre la crise économique et financière sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise : Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE ; Une supervision par l'Union à chaque fois que de l'argent public sert à secourir un établissement financier ; La surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importantes ; Un rôle plus importante de l'UE au niveau international dans la réglementation des services financiers.

QC6. Certaines mesures destinées à combattre la crise économique et financière sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise.

Efficace































L'analyse par pays révèle un certain nombre de variations, derrière ce consensus apparent : l'intensité avec les citoyens réclament **une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE** est particulièrement prononcée à Malte (76%), en Allemagne (78%), au Danemark (78%), aux Pays-Bas (79%), en Belgique (80%), en Slovénie (81%) ou en Slovaquie (83%), mais surtout à Chypre et en Grèce, avec près de neuf citoyens sur dix estimant que cette ligne constituerait une mesure efficace pour lutter contre la crise (86% dans les deux cas). La Grèce est par ailleurs le pays où la proportion de citoyens émettant un avis favorable à l'égard de chacune des mesures testées est la plus importante.

La supervision de l'argent public utilisé par l'UE pour secourir un établissement financier, s'avère un axe d'action efficace pour environ neuf répondants sur dix en Grèce et à Chypre (86% dans les deux cas), et pour huit sur dix en République tchèque et en Bulgarie (79% et 75% respectivement). Cette mesure est en revanche remise en question par quatre répondants sur dix au Danemark (42%), ainsi que par trois sur dix en Finlande (30%), au Royaume-Uni (29%), en Suède (29%) et en Hongrie (28%).

Une nouvelle fois, les répondants en Grèce et à Chypre adhèrent plus intensément que leurs concitoyens européens à l'idée que **l'Union surveille et supervise les activités des groupes financiers internationaux les plus importants** (83% et 81%). Des proportions importantes partagent cet avis en Slovaquie (80%), en Espagne (79%), au Luxembourg (77%), ainsi qu'en Slovénie et aux Pays-Bas (76% dans les deux cas). Cette mesure génère à l'inverse des réticences parmi une partie non négligeable de la population en Finlande (34%) et en Suède (30%) tout comme au Royaume-Uni (27%), en Lettonie (27%) et en Hongrie (26%).

L'implication accrue de l'Union au niveau international dans la réglementation des services financiers est, enfin considérée comme étant efficace pour lutter contre la crise par environ huit répondants sur dix en Grèce (81%), au Luxembourg (80%), en Espagne (79%), à Chypre (79%), en Slovaquie (77%), en Slovénie (76%) et en Belgique (75%). Elle semble être comparativement moins convaincante pour les Lettons (31%), les Danois (29%), les Finlandais (29%), les Britanniques (28%) ainsi que pour les Hongrois et les Autrichiens (26% dans les deux cas).

QC6 Certaines mesures destinées à combattre la crise économique et financière sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise.

		Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE		Une supervision par l'UE à chaque fois que de l'argent public sert à secourir un établissement financier		La surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants		Un rôle plus important de l'UE au niveau international dans la réglementation des services financiers	
		Efficace	Pas efficace	Efficace	Pas efficace	Efficace	Pas efficace	Efficace	Pas efficace
	UE27	73%	15%	69%	19%	68%	19%	67%	19%
	BE	80%	15%	74%	21%	74%	19%	75%	18%
	BG	75%	6%	75%	6%	74%	7%	70%	9%
	CZ	77%	16%	79%	15%	74%	18%	69%	20%
	DK	78%	16%	49%	42%	65%	29%	61%	29%
	DE	78%	15%	71%	23%	67%	26%	68%	23%
	EE	62%	19%	53%	27%	58%	21%	57%	23%
	IE	64%	9%	65%	9%	64%	11%	65%	10%
	EL	86%	11%	86%	12%	83%	14%	81%	15%
	ES	81%	9%	81%	9%	79%	12%	79%	11%
	FR	76%	11%	72%	15%	72%	14%	73%	14%
	IT	74%	17%	72%	18%	74%	16%	71%	16%
	CY	86%	5%	86%	5%	81%	8%	79%	8%
	LV	64%	21%	65%	21%	57%	27%	51%	31%
	LT	66%	16%	66%	18%	60%	20%	57%	23%
	LU	75%	14%	75%	13%	77%	12%	80%	9%
	HU	69%	23%	64%	28%	66%	26%	65%	26%
	MT	76%	2%	70%	4%	69%	4%	69%	6%
	NL	79%	15%	69%	26%	76%	17%	74%	18%
	AT	68%	25%	68%	25%	64%	28%	66%	26%
	PL	69%	11%	63%	17%	62%	18%	61%	17%
	PT	64%	19%	67%	20%	69%	17%	67%	16%
	RO	66%	11%	67%	10%	64%	12%	62%	11%
	SI	81%	12%	77%	16%	76%	17%	76%	16%
	SK	83%	10%	81%	12%	80%	13%	77%	13%
	FI	65%	24%	59%	30%	55%	34%	59%	29%
	SE	70%	22%	60%	29%	61%	30%	64%	24%
	UK	59%	22%	53%	29%	55%	27%	53%	28%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

5.2. Les mesures pour améliorer les performances de l'économie européenne

Les mesures et les actions mises en place par l'Union pour sortir de la crise visent à renforcer la compétitivité de l'Union sur le long terme, en misant notamment sur une économie plus performante et durable.

L'Eurobaromètre a interrogé les répondants sur les priorités pour améliorer la performance de l'économie européenne⁴². La technique du "split ballot" a été utilisée afin de mesurer l'impact que l'introduction de nouveaux items et de formulations légèrement différentes pourrait avoir sur la hiérarchie des priorités établie par les citoyens comparativement à la dernière fois que la question avait été posée⁴³.

La première moitié de l'échantillon, sélectionnée de manière aléatoire, le Split B, a été soumise à la même liste que celle qui avait été administrée au printemps 2006.

La liste soumise à l'autre moitié des répondants, le Split A, était plus longue, avec deux nouveaux items, et un item qui avait été modifié.

Les deux mesures additionnelles introduites dans cette liste d'items sont :

- faciliter l'accès des entreprises au crédit ;
- investir dans le développement de produits ou de services respectueux de l'environnement.

Par ailleurs, l'item sur la durée du travail était libellé « Augmenter la durée du travail », tandis que l'item soumis au Split B était exactement le même que celui posé au printemps 2006: « Augmenter la durée légale du travail ».

Split B

Le Split B permet ainsi d'étudier l'évolution des opinions sur cette question, inchangée par rapport à il y a deux ans, tandis que le Split A permet également de mesurer l'incidence de nouveaux items, et d'une modification d'un troisième item, sur la hiérarchie établie par les répondants.

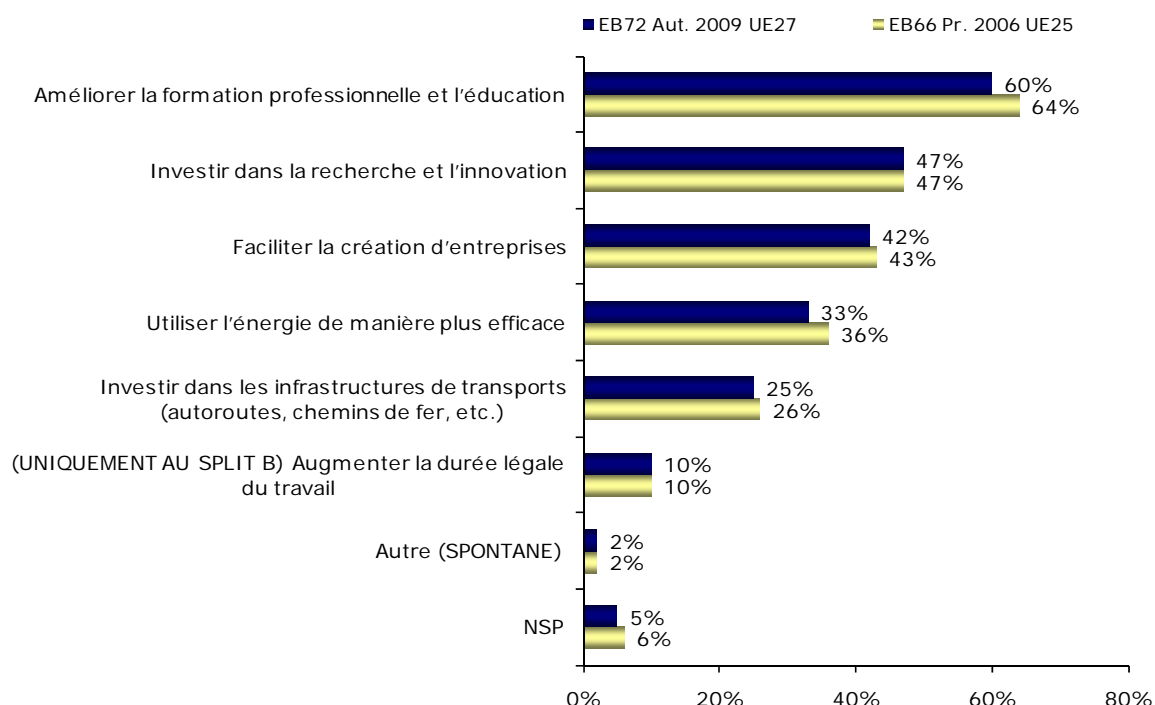
Nous allons procéder d'abord à l'analyse des résultats du Split B, ce qui nous permettra de voir la situation aujourd'hui, et la manière dont les choses ont évolué depuis le printemps 2006. La hiérarchie des priorités n'a pas changé et les pourcentages de mentions restent stables ou reculent timidement dans tous les cas. Pour les Européens, la performance de l'économie européenne passe en premier par l'investissement dans l'éducation et la formation (60%, -4 points). A quelques points de distance, les citoyens soulignent aussi l'importance de l'investissement en innovation (47% des mentions), suivi par « faciliter la création d'entreprises », axe cité par 42% des répondants (-1 point par rapport à 2006).

⁴² QC7 Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité pour améliorer la performance de l'économie européenne ?

⁴³ Automne 2007, EB66

Un tiers des répondants mentionne une utilisation efficace de l'énergie (33%, -3 points) tandis qu'un quart signalent également l'investissement dans les infrastructures de transport). Un Européen sur dix pointe enfin la prolongation de la durée légale du travail.

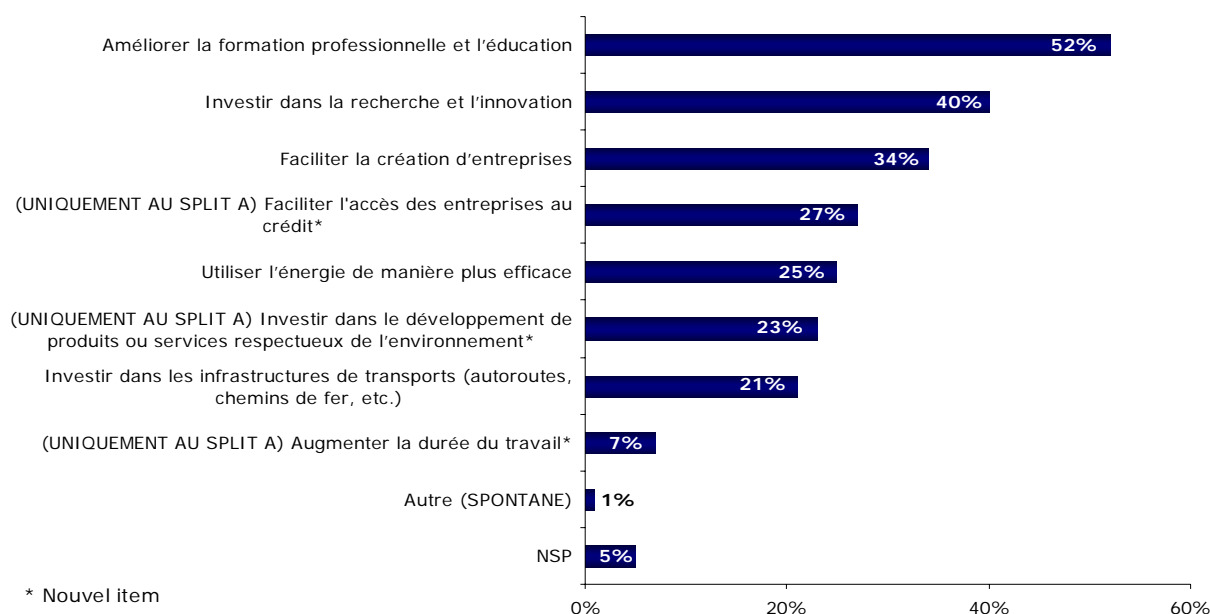
QC7.2 (SI SPLIT B) Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité pour améliorer la performance de l'économie européenne ? (MAX. 3 REPONSES)



Split A

L'analyse des réponses données par le split A (avec deux items supplémentaires et l'item sur la durée du travail modifié) montre que la hiérarchie des priorités reste fondamentalement la même, bien que les modifications introduites dans la liste d'items, et notamment les deux items supplémentaires, tirent vers le bas les taux de citation des items communs aux deux splits.

QC7.1 (SI SPLIT A) Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité pour améliorer la performance de l'économie européenne ? (MAX. 3 REPONSES)



Ainsi, un peu plus de la moitié des répondants (52%) considèrent qu'il est urgent d'améliorer la formation et l'éducation afin de rendre l'économie européenne plus performante. Pour 40% des répondants à cette question, l'amélioration des performances économiques de l'Union passe également par l'investissement dans la recherche et le développement tandis qu'un tiers (34%) considère qu'il faudrait faciliter la création d'entreprises.





























Parmi les nouveaux items, « faciliter l'accès des entreprises au crédit » obtient 27% des mentions, un niveau de réponse comparable aux citations concernant l'utilisation plus efficace de l'énergie (25%).

Un peu en recul par rapport à ce niveau, 23% des répondants citent l'investissement dans le développement de produits et services respectueux de l'environnement, tandis que 21% mentionnent l'investissement dans des infrastructures de transports.

Enfin, 7% mentionnent l'augmentation de la durée du travail, lorsqu'on ne précise pas qu'il s'agit de la durée « légale » comme c'est le cas pour le split B.

La liste présentée aux répondants du split A étant plus détaillée, et incluant certaines problématiques importantes auxquelles les entreprises et le tissu économique en général sont confrontés actuellement, c'est celle-ci que nous allons utiliser pour procéder à l'analyse nationale des résultats.

QC7.1 Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité pour améliorer la performance de l'économie européenne ? (MAX. 3 REponses) SPLIT A

		Améliorer la formation professionnelle et l'éducation	Investir dans la recherche et l'innovation	Faciliter la création d'entreprises	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) Faciliter l'accès des entreprises au crédit	Utiliser l'énergie de manière plus efficace	Investir dans les infrastructures de transports (autoroutes, chemins de fer, etc.)	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) Investir dans le développement de produits ou services respectueux de l'environnement	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) Augmenter la durée du travail	NSP
	UE27	52%	40%	34%	27%	25%	21%	23%	7%	5%
	BE	48%	41%	39%	23%	35%	17%	19%	7%	2%
	BG	39%	29%	25%	35%	46%	30%	32%	11%	6%
	CZ	38%	44%	29%	20%	36%	31%	24%	4%	4%
	DK	70%	57%	32%	25%	44%	14%	23%	5%	3%
	DE	65%	56%	28%	28%	23%	13%	36%	3%	3%
	EE	58%	34%	44%	16%	32%	17%	22%	4%	4%
	IE	60%	39%	35%	38%	31%	23%	13%	18%	5%
	EL	59%	34%	54%	10%	31%	29%	12%	8%	1%
	ES	48%	33%	41%	35%	14%	16%	18%	4%	5%
	FR	59%	39%	50%	23%	27%	17%	26%	13%	1%
	IT	40%	43%	35%	33%	17%	17%	14%	7%	7%
	CY	78%	37%	30%	14%	28%	21%	44%	5%	2%
	LV	42%	26%	62%	29%	17%	20%	17%	4%	3%
	LT	41%	29%	44%	33%	31%	9%	18%	4%	8%
	LU	70%	40%	32%	17%	28%	10%	24%	11%	1%
	HU	44%	33%	31%	24%	45%	22%	26%	2%	3%
	MT	47%	27%	34%	9%	47%	16%	26%	8%	10%
	NL	69%	47%	18%	21%	26%	37%	33%	8%	2%
	AT	58%	39%	35%	28%	34%	19%	33%	10%	2%
	PL	32%	27%	41%	29%	20%	28%	16%	4%	10%
	PT	59%	33%	36%	22%	19%	8%	12%	10%	7%
	RO	53%	31%	43%	24%	18%	31%	11%	11%	9%
	SI	38%	48%	30%	29%	26%	21%	36%	3%	2%
	SK	35%	35%	27%	23%	37%	44%	27%	1%	2%
	FI	60%	47%	34%	19%	44%	12%	36%	7%	2%
	SE	55%	48%	47%	19%	23%	31%	21%	5%	3%
	UK	54%	33%	15%	22%	35%	25%	19%	7%	9%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

Les principaux enseignements de l'analyse des résultats par pays sont les suivants :

Les répondants pour qui **la formation professionnelle et l'éducation** sont la première priorité afin d'améliorer la performance de l'économie européenne se trouvent à Chypre, au Danemark au Luxembourg, en Allemagne et aux Pays Bas.

L'investissement dans la recherche et l'innovation atteint en général un niveau de réponse plus important dans les pays du Nord de l'Europe comme le Danemark, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Finlande et la Suède ainsi qu'en Slovaquie.

La création d'entreprise est davantage mise en avant en Lettonie, en Espagne, en Lituanie et en Grèce.

Les Espagnols ainsi que les Irlandais citent plus que la moyenne un accès plus facile **des entreprises au crédit**.

En ce qui concerne **l'utilisation plus efficace de l'énergie** comme moyen pour améliorer la performance de l'économie européenne, il s'agit d'un axe primordial pour les répondants Maltais et Hongrois, ainsi que pour les répondants en Finlande ou au Danemark.

Les répondants à Chypre accordent comparativement plus d'importance que leurs concitoyens européens aux **investissements dans le développement des produits et services respectueux de l'environnement**, tandis que les Slovaques et les Néerlandais pointent plus souvent du doigt que les autres répondants **le développement des infrastructures du transport** ;

Enfin, les Irlandais citent plus fréquemment **l'augmentation de la durée du travail**. A noter à ce propos, que ce sont les Bulgares qui en font de même lorsqu'on spécifie qu'il s'agit de la durée « légale » dans le split B.

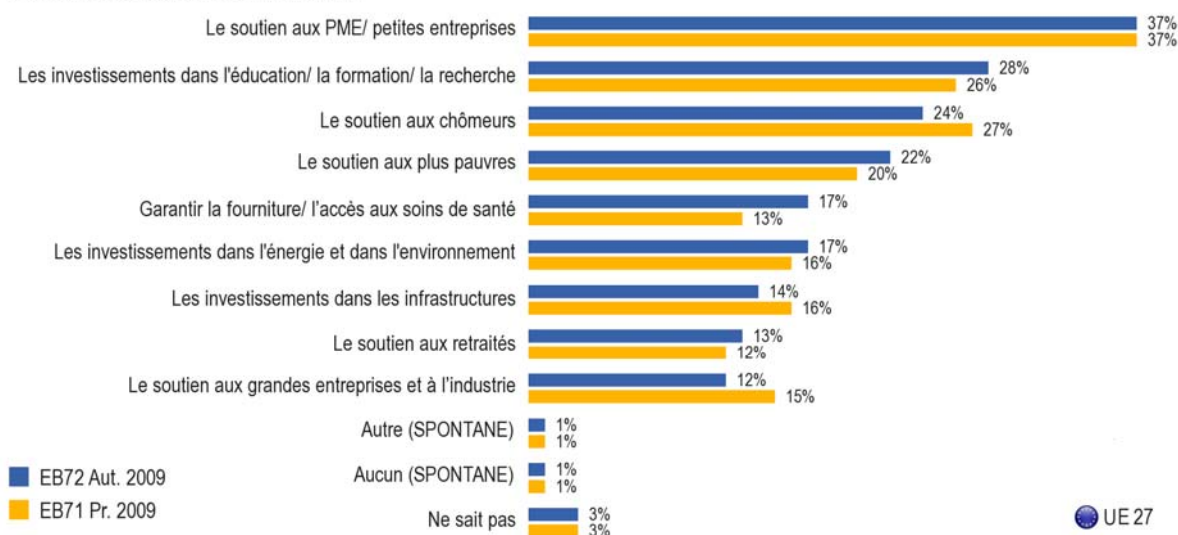
5.3. Les mesures pour aider les citoyens européens à surmonter la crise

Le principe fondamental inspirant le plan de relance conjoint adopté par l'Union pour lutter contre la crise est, d'après le Président de la Commission européenne⁴⁴, la solidarité et la justice sociale, afin d'aider en priorité les citoyens qui se trouvent dans le plus grand besoin et d'œuvrer en faveur de la protection de l'emploi et du soutien aux PME.

Interrogés sur les meilleurs moyens d'aider les citoyens à surmonter les difficultés liées à la crise économique et financière⁴⁵, les Européens donnent avant tout la priorité au soutien aux petites et moyennes entreprises, largement affectées par les difficultés de certains secteurs d'activité ainsi que par la pénurie du crédit (37%). Dans la lignée des objectifs cités précédemment pour améliorer la compétitivité de l'économie, les répondants placent en deuxième position les actions liées au développement d'une économie de la connaissance (éducation, innovation et recherche) avec 28% des réponses.

Entre un quart et un cinquième des répondants font référence aux mesures solidaires d'aide aux chômeurs et aux plus pauvres (respectivement 24% et 22% de citations) tandis que, en dessous de ce niveau de réponse, les citoyens de l'Union mentionnent l'accès aux soins de santé (17%), les investissements dans l'énergie et l'environnement (17%) ou dans les infrastructures (14%). Enfin, un peu plus d'un citoyen sur dix accorde la priorité aux mesures en faveur des retraités (13%) et au soutien des grandes entreprises et de l'industrie (12%).

QC8. Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise économique et financière ?

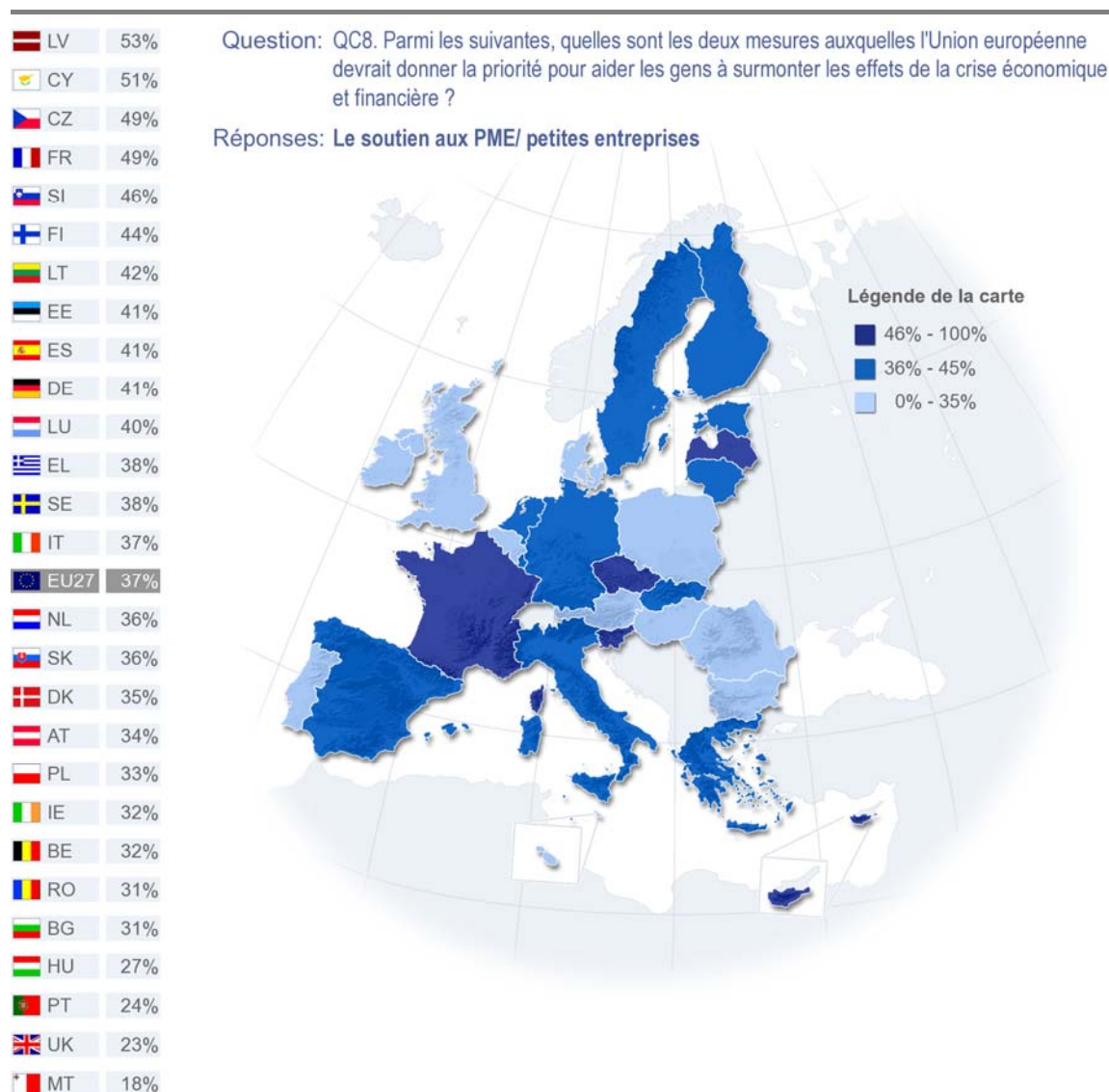


⁴⁴ Voir l'introduction de José Manuel Durao Barroso au « plan européen pour la relance économique », 26 novembre 2008 <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2008:0800:FIN:FR:PDF> :

⁴⁵ QC8 Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise économique et financière ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

L'analyse des résultats au niveau national nous offre des éléments d'information complémentaire intéressants :

Le soutien aux petites et moyennes entreprises est la première réponse dans 17 Etats membres sur 27. Cet item est cité par environ un interviewé sur deux en Lettonie (53%), à Chypre (51%), ainsi qu'en France et en République tchèque (49% dans les deux cas) et en Slovaquie (46%). On retrouve, en revanche, les scores les plus faibles à Malte (18%), au Royaume Uni (23%) et au Portugal (24%).



De leur côté, **les investissements dans l'économie de la connaissance** - l'éducation, la formation et la recherche - sont mentionnés principalement dans les pays du Nord de l'Europe, notamment en Suède (56%), au Danemark (51%) et aux Pays-Bas (50%), ainsi qu'en Irlande (47%) et en Allemagne (45%). C'est la première réponse citée dans ces six pays, ainsi qu'au Royaume Uni, avec un score nettement plus modeste (28%).





























L'Espagne, Malte et la Grèce réclament plus énergiquement que les autres que la priorité soit donnée **aux mesures de soutien aux chômeurs** avec des taux de réponses de 39%, 36% et 35% respectivement tandis que **l'aide aux plus pauvres** est davantage sollicitée par les répondants en France (32%), au Portugal (31%) et en Pologne (30%).

Garantir l'accès aux soins de santé est considéré comme prioritaire pour l'Union afin d'aider les gens à surmonter les effets de la crise, surtout en Finlande (29%) et en Belgique (25%), tandis que les répondants au Portugal (20%) et au Royaume Uni (18%) sont plus nombreux que la moyenne des Européens à mentionner **l'aide aux retraités**.

En cohérence avec leurs réponses lorsqu'ils s'exprimaient sur les priorités pour relancer durablement l'économie européenne et améliorer sa compétitivité, c'est au Danemark que les citoyens estiment le plus fréquemment que l'action de l'Union pour protéger les gens face aux effets négatifs de la crise passe par **un investissement en énergie et environnement** (33%). Notons que les répondants à Malte sont également nombreux à opter pour cette priorité (26%) ;

Les investissements en infrastructures sont principalement prioritaires en Grèce et en Roumanie (29% dans les deux cas) ; enfin c'est également en Roumanie et en Lettonie que **le soutien à l'industrie et aux grandes entreprises** devient davantage prioritaire du point de vue de la protection des citoyens face à la crise (22% et 24% respectivement).





QC8 Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise économique et financière ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

		Le soutien aux PME/ petites entreprises	Les investissements dans l'éducation/ la formation/ la recherche	Le soutien aux chômeurs	Le soutien aux plus pauvres	Les investissements dans l'énergie et dans l'environnement	Garantir la fourniture/ l'accès aux soins de santé	Les investissements dans les infrastructures	Le soutien aux retraités	Le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie	NSP
	UE27	37%	28%	24%	22%	17%	17%	14%	13%	12%	3%
	BE	32%	29%	16%	24%	19%	25%	11%	17%	12%	2%
	BG	31%	23%	34%	22%	19%	17%	16%	16%	12%	3%
	CZ	49%	23%	26%	15%	10%	19%	15%	15%	17%	0%
	DK	35%	51%	16%	16%	33%	16%	13%	6%	10%	1%
	DE	41%	45%	17%	21%	19%	23%	11%	10%	5%	1%
	EE	41%	31%	31%	19%	9%	22%	8%	9%	10%	3%
	IE	32%	47%	24%	12%	14%	15%	18%	8%	16%	4%
	EL	38%	21%	35%	23%	18%	8%	29%	10%	9%	1%
	ES	41%	24%	39%	15%	14%	7%	17%	8%	17%	2%
	FR	49%	25%	20%	32%	15%	19%	5%	14%	11%	2%
	IT	37%	21%	24%	17%	21%	11%	19%	11%	17%	2%
	CY	51%	33%	30%	22%	20%	13%	16%	8%	4%	0%
	LV	53%	21%	22%	14%	5%	20%	12%	12%	24%	2%
	LT	42%	16%	26%	20%	17%	19%	11%	13%	15%	5%
	LU	40%	37%	20%	23%	13%	14%	16%	4%	15%	1%
	HU	27%	17%	31%	28%	18%	23%	13%	17%	14%	1%
	MT	18%	33%	36%	19%	26%	13%	9%	10%	18%	4%
	NL	36%	50%	20%	20%	10%	21%	16%	5%	12%	1%
	AT	34%	25%	18%	23%	23%	23%	18%	16%	9%	1%
	PL	33%	14%	27%	30%	10%	16%	11%	17%	11%	5%
	PT	24%	20%	25%	31%	12%	17%	12%	20%	9%	4%
	RO	31%	26%	18%	19%	12%	14%	29%	14%	22%	3%
	SI	46%	26%	21%	27%	14%	17%	7%	12%	17%	0%
	SK	36%	22%	30%	22%	16%	18%	15%	12%	16%	1%
	FI	44%	19%	33%	23%	17%	29%	9%	8%	13%	0%
	SE	38%	56%	19%	14%	21%	13%	19%	5%	10%	1%
	UK	23%	28%	25%	19%	18%	19%	12%	18%	7%	8%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

D'un point de vue sociodémographique il est intéressant de s'arrêter sur les réponses données par les différentes catégories professionnelles. Ainsi, si chômeurs, indépendants et cadres directeurs s'inscrivent dans la lignée en ce qui concerne le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie (respectivement avec 12%, 13% et 10% des citations), leurs réponses sont différentes lorsqu'on touche au soutien aux PME ou aux chômeurs : 44% des cadres directeurs et surtout 50% des travailleurs indépendants mentionnent l'aide aux petites et moyennes entreprises, comparés à 39% des ouvriers ou 30% des chômeurs. En revanche, le soutien aux chômeurs est cité par 41% des personnes qui se retrouvent dans cette situation pour 25% parmi les ouvriers, 22% chez les employés et 17% dans la catégorie des cadres directeurs et des indépendants.

QC8 Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise économique et financière ?
(ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

		Le soutien aux PME/ petites entreprises	Les investissements dans l'éducation/ la formation/ la recherche	Le soutien aux chômeurs	Le soutien aux plus pauvres	Les investissements dans l'énergie et dans l'environnement	Garantir la fourniture/ l'accès aux soins de santé	Les investissements dans les infrastructures	Le soutien aux retraités	Le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie	NSP
	UE27	37%	28%	24%	22%	17%	17%	14%	13%	12%	3%
	Sexe										
	Homme	38%	30%	24%	20%	18%	15%	16%	11%	12%	2%
	Femme	35%	27%	25%	23%	15%	19%	12%	14%	11%	3%
	Age										
	15-24	29%	33%	30%	23%	19%	14%	12%	7%	14%	4%
	25-39	41%	28%	27%	22%	15%	16%	15%	8%	14%	2%
	40-54	41%	29%	23%	21%	17%	17%	15%	9%	11%	2%
	55 +	34%	26%	20%	20%	17%	18%	13%	21%	10%	4%
	Age de fin d'études										
	15-	32%	20%	27%	24%	14%	18%	12%	23%	10%	4%
	16-19	37%	27%	24%	22%	16%	17%	15%	13%	12%	3%
	20+	43%	37%	20%	19%	19%	17%	15%	6%	11%	1%
	Tjs étudiant	32%	35%	27%	23%	21%	14%	13%	6%	13%	3%
	Composition du ménage										
	1	34%	26%	22%	23%	16%	18%	13%	18%	10%	4%
	2	36%	30%	22%	21%	17%	18%	14%	15%	10%	3%
	3	39%	28%	26%	21%	18%	16%	15%	10%	15%	3%
	4+	38%	30%	27%	22%	15%	16%	14%	8%	12%	3%
	Echelle d'occupation du répondant										
	Indépendants	50%	28%	17%	17%	19%	13%	20%	7%	13%	2%
	Cadres directeurs	44%	41%	17%	16%	21%	19%	18%	4%	10%	1%
	Autres employés	38%	31%	22%	18%	19%	16%	17%	8%	14%	2%
	Ouvriers	39%	27%	25%	23%	16%	18%	13%	11%	13%	3%
	Femmes-hommes au foyer	35%	24%	29%	25%	13%	18%	14%	12%	13%	3%
	Chômeurs	30%	23%	41%	28%	11%	13%	10%	12%	12%	4%
	Retraités	32%	25%	20%	22%	16%	20%	12%	24%	9%	4%
	Etudiants	32%	35%	27%	23%	21%	14%	13%	6%	13%	3%
	Difficultés à payer ses factures										
	La plupart du temps	31%	20%	35%	31%	10%	15%	10%	18%	12%	4%
	De temps en temps	35%	21%	28%	24%	16%	16%	14%	14%	13%	3%
	Pratiquement jamais	39%	33%	20%	19%	18%	18%	15%	12%	11%	3%
	Confiance UE										
	Plutôt confiance	39%	30%	24%	20%	18%	15%	16%	10%	14%	2%
	Plutôt pas confiance	36%	27%	24%	22%	15%	19%	13%	15%	10%	3%
	Image de l' UE										
	Positive	39%	32%	22%	19%	20%	15%	17%	10%	13%	2%
	Neutre	35%	26%	26%	23%	15%	19%	12%	14%	11%	3%
	Négative	35%	24%	26%	24%	12%	20%	11%	19%	9%	3%
	Euro										
	Pour	40%	32%	22%	20%	18%	17%	16%	9%	13%	2%
	Contre	34%	23%	27%	23%	15%	17%	12%	18%	11%	4%

6. REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER ?

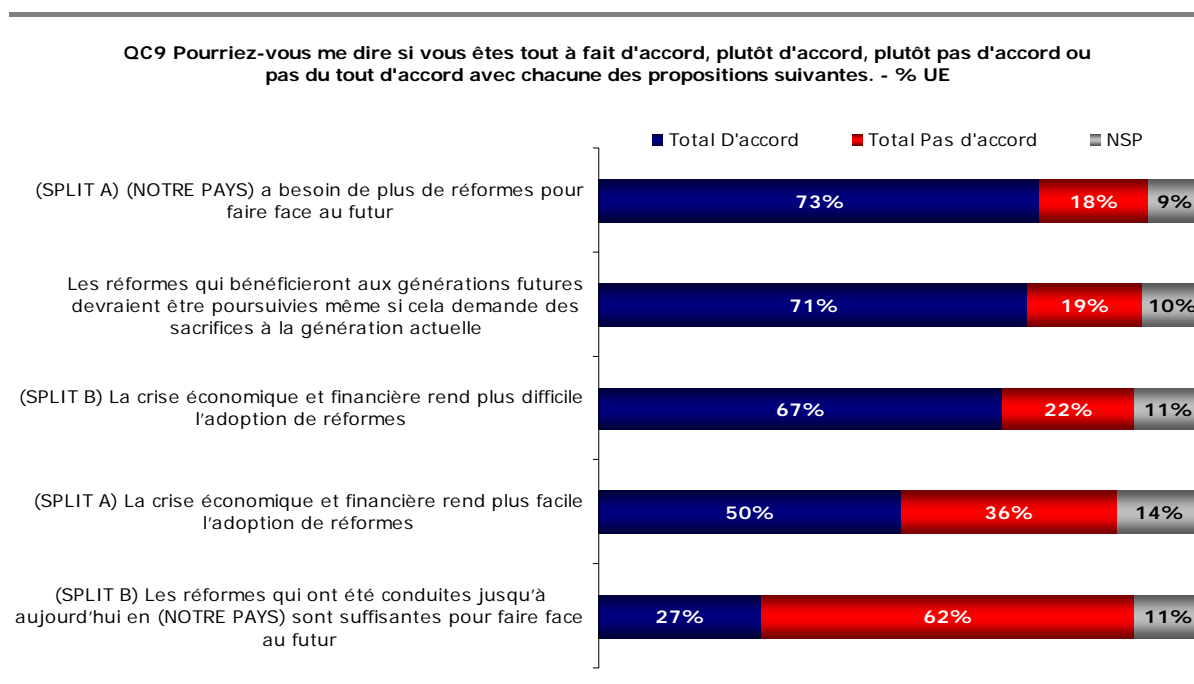
Face à la crise, l'Union européenne, les Etats Unis et l'ensemble des gouvernements nationaux ont pris des mesures sans précédent pour restaurer la stabilité des marchés financiers et rétablir la circulation du crédit. Rapidement ils se sont rendu compte que ces mesures devaient s'accompagner de réformes afin d'empêcher de nouvelles crises et de rétablir la confiance dans le secteur bancaire.

Au niveau de l'Union, des engagements⁴⁶ ont été pris afin de renforcer la réglementation et les systèmes de surveillance des risques, encourager les comportements éthiques et sanctionner les abus.

Comment se positionnent les citoyens face aux évolutions qui agitent le monde depuis la fin 2008 ? Ressentent-ils ce besoin de réforme sur le moyen et le long terme ou, au contraire, estiment-ils que les réformes déjà accomplies sont suffisantes pour faire face au futur ? Pensent-ils que le contexte facilite l'entente des différents acteurs impliqués ou qu'il rend, au contraire, difficile le dialogue et la prise de décision ?

Une nouvelle fois, la technique du Split Ballot a été utilisée. Une moitié de l'échantillon a été exposée à des affirmations insistant sur le besoin de poursuivre les réformes et présentant le contexte comme étant favorable à la poursuite de celles-ci (Split A). L'autre moitié des personnes interrogées s'est en revanche prononcée sur des affirmations présentant une vision plus conservatrice des réformes (« les réformes conduites jusqu'à aujourd'hui sont suffisantes pour faire face au futur ») et ayant un regard plus négatif sur la crise économique et financière comme catalyseur de ce mouvement. Les deux sous échantillons ont enfin répondu au même item associant le besoin de réformes à la solidarité intergénérationnelle : les réformes dont bénéficieront les générations futures devraient être poursuivies même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle.

⁴⁶ Pour plus de renseignements : http://ec.europa.eu/financial-crisis/documentation/index_fr.htm



D'une manière générale, le principal enseignement est que les Européens ressentent clairement le besoin de réformes.⁴⁷

Les Européens semblent d'ailleurs disposés à faire des sacrifices pour y parvenir : **sept Européens sur dix (71%) estiment ainsi que les réformes dont bénéficieront les générations futures devraient être poursuivies même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle.**

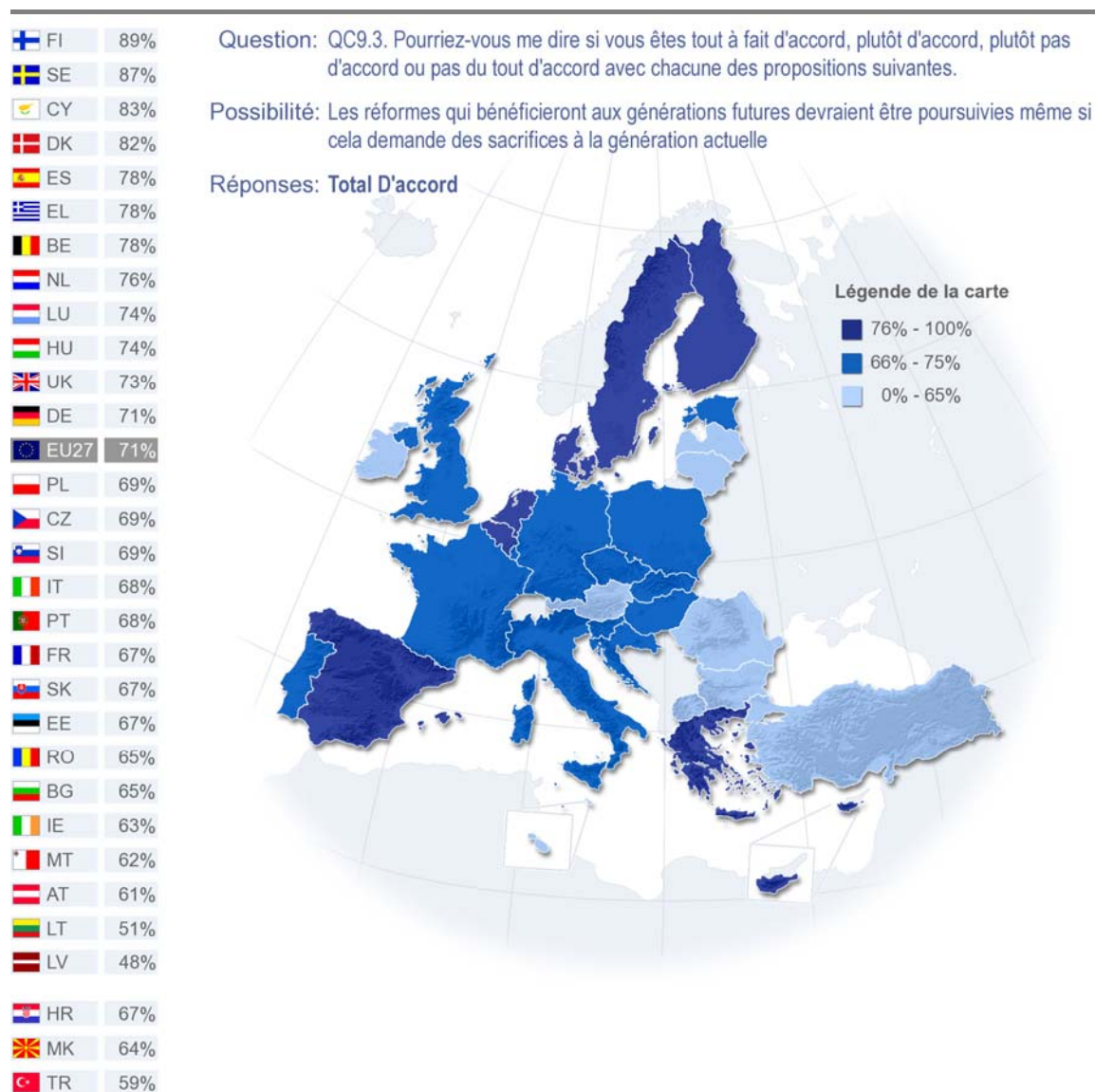
La disposition à un certain niveau de sacrifice intergénérationnel afin d'assurer un contexte économique stable aux générations futures est cohérente avec le sentiment que **les divers pays ont encore besoin de cet élan de réforme pour faire face au futur : c'est en tout cas l'avis de plus de sept Européens sur dix (73%).**

Il s'agit en outre d'un ressenti sans faille, qui n'est pas fragilisé par un changement de formulation, comme le montre clairement le niveau d'opposition obtenu dans le Split B avec **62% des citoyens se disant en désaccord avec l'idée selon laquelle les réformes qui ont été conduites jusqu'à aujourd'hui dans leur pays respectif sont suffisantes pour faire face au futur.**

Si le besoin de réformes n'est pas mis en cause, les jugements sur le rôle joué par la crise dans l'amorce du mouvement sont, en revanche, source de contradiction : **si le niveau d'accord avec la vision la plus "optimiste" de la crise, celle qui la perçoit plutôt comme une opportunité pour faciliter l'adoption des réformes, est de 50%, l'accord avec l'affirmation illustrant une vision plus pessimiste de la crise atteint 67%.**

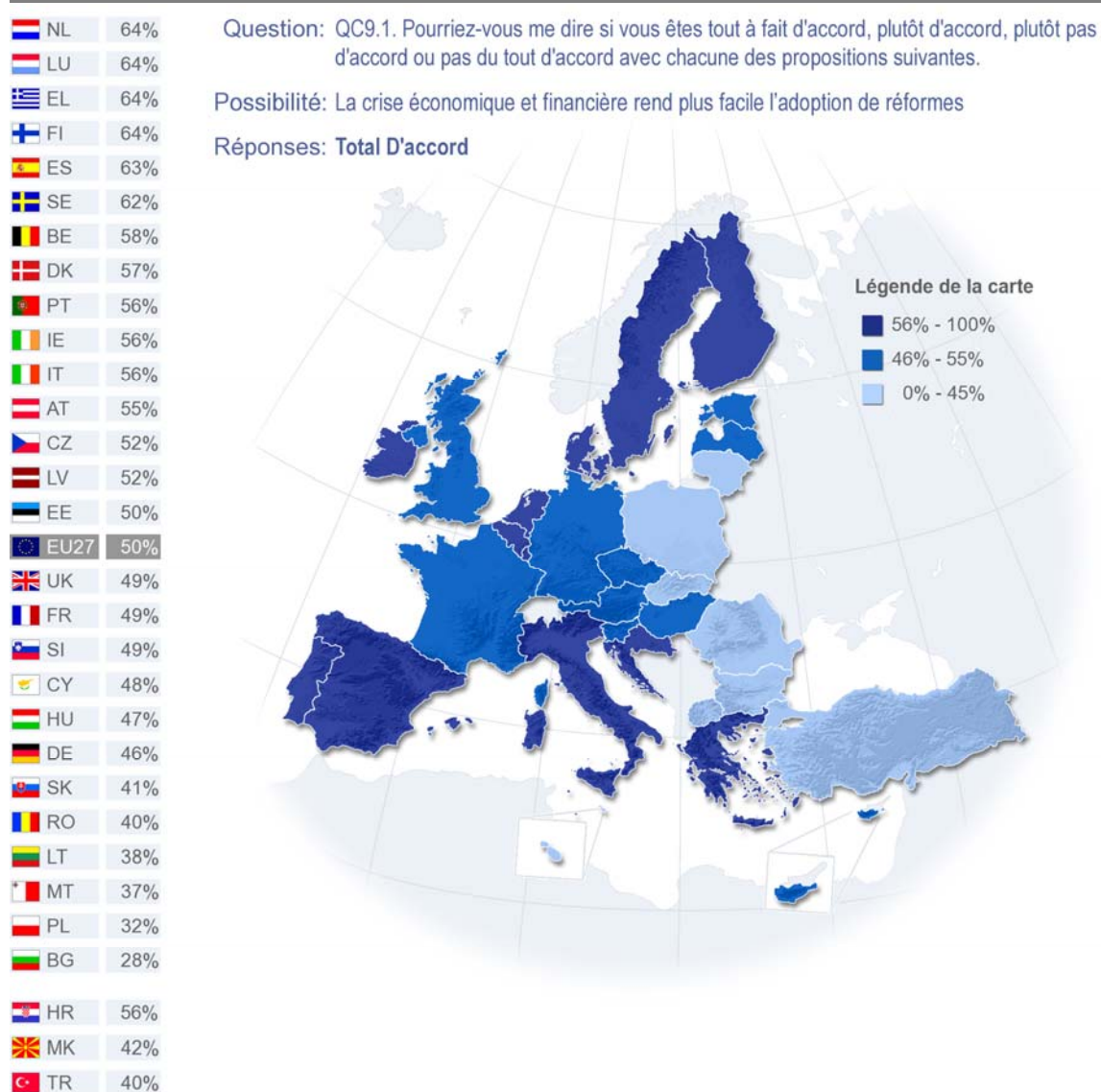
⁴⁷ QC9 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

L'analyse nationale nous montre l'ampleur de cette **solidarité intergénérationnelle**, avec des niveaux d'accord qui dépassent la moyenne européenne et atteignent des pics de 89% et 87% en Finlande et en Suède et des résultats supérieurs à 80% à Chypre (83%) ou au Danemark (82%).


































En ce qui concerne **la demande de réformes**, les résultats du Split A montrent qu'elle est particulièrement intense en Espagne (89%), en Finlande (89%), en Grèce (88%) ou à Chypre (86%). De même, l'analyse du Split B révèle que lorsque la proposition est inversée (les réformes qui ont été menées jusqu'à présent sont *suffisantes* pour faire face au futur), on relève de forts taux d'opposition en Lettonie (huit répondants sur dix), en France, en Bulgarie, en Allemagne et en Espagne (environ sept répondants sur dix). Le besoin de réformes est prégnant, indépendamment de la manière dont la proposition est formulée.

L'analyse de l'aspect le plus controversé ou, en tout cas, celui qui semble poser plus de difficultés aux répondants, c'est-à-dire le fait de savoir si **la crise est une opportunité ou un obstacle pour les réformes**, révèle des différences importantes entre les pays : en ce qui concerne la vision la plus optimiste, l'adhésion est particulièrement forte en Grèce, au Luxembourg, aux Pays-Bas et en Finlande (tous avec un résultat de 64%), ainsi qu'en Espagne (63%) et en Suède (62%); le niveau d'accord sur le deuxième scénario, celui où la crise est surtout un obstacle rendant plus difficile l'adoption de réformes, atteint son score le plus élevé en Hongrie (83%), en Lituanie (76%), en Pologne (75%), en Suède (75%), ainsi que, une nouvelle fois, en Grèce (76%).



(SPLIT A)

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des résultats nationaux :

QC9 Dans la liste de mesures suivante, à laquelle faudrait-il donner la priorité dans le processus de réforme du système financier dans l'Union européenne ? - % Total d'accord						
		SPLIT A (NOTRE PAYS) a besoin de plus de réformes pour faire face au futur	Les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle	SPLIT B La crise économique et financière rend plus difficile l'adoption de réformes	SPLIT A La crise économique et financière rend plus facile l'adoption de réformes	SPLIT B Les réformes qui ont été conduites jusqu'à aujourd'hui en (NOTRE PAYS) sont suffisantes pour faire face au futur
	EU27	73%	71%	67%	50%	27%
	BE	81%	78%	71%	58%	31%
	BG	83%	65%	73%	28%	18%
	CZ	65%	69%	71%	52%	31%
	DK	57%	82%	72%	57%	29%
	DE	70%	71%	66%	46%	21%
	EE	73%	67%	68%	50%	35%
	IE	72%	63%	61%	56%	26%
	EL	88%	78%	76%	64%	32%
	ES	89%	78%	63%	63%	24%
	FR	57%	67%	62%	49%	17%
	IT	75%	68%	66%	56%	27%
	CY	86%	83%	70%	48%	24%
	LV	80%	48%	73%	52%	18%
	LT	62%	51%	76%	38%	34%
	LU	63%	74%	67%	64%	35%
	HU	65%	74%	83%	47%	27%
	MT	72%	62%	69%	37%	15%
	NL	71%	76%	65%	64%	29%
	AT	67%	61%	65%	55%	40%
	PL	74%	69%	75%	32%	29%
	PT	76%	68%	63%	56%	33%
	RO	71%	65%	66%	40%	32%
	SI	70%	69%	64%	49%	27%
	SK	68%	67%	74%	41%	38%
	FI	89%	89%	71%	64%	34%
	SE	68%	87%	75%	62%	26%
	UK	81%	73%	68%	49%	36%
	HR	76%	67%	70%	56%	29%
	TR	55%	59%	50%	40%	21%
	MK	71%	64%	72%	42%	41%





* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

L'analyse sociodémographique révèle certaines variations selon les caractéristiques de l'interviewé. On note par exemple que les hommes (76%), les jeunes actifs (répondants âgés de 25 à 39 ans, 78%), ceux qui ont poursuivi leurs études le plus longtemps (77%), les cadres directeurs (79%) et les répondants qui sont confiants dans l'Union européenne (80%) sont un peu plus nombreux à estimer que leur pays a besoin de réformes pour faire face au futur, comparativement aux femmes (72%), aux plus jeunes mais aussi aux plus âgés des répondants (72% dans les deux cas), à ceux qui ont quitté l'école le plus tôt (69%), aux ouvriers (72%) et aux répondants qui n'ont pas confiance dans l'Union européenne (69%).

Reste que dans l'ensemble des catégories, une large majorité se prononce en faveur de davantage de réformes dans son pays pour faire face au futur.

On note également des différences assez nettes selon le niveau d'éducation en ce qui concerne **la perception du rôle de la crise pour faciliter l'adoption de réformes** : 57% des répondants ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà estiment que la crise économique et financière rend plus facile l'adoption de réformes, pour 42% de ceux ayant arrêté l'école avant 16 ans. L'attitude à l'égard de la monnaie unique est également un facteur discriminant : 57% de ceux qui soutiennent l'euro pensent que la crise facilite l'adoption de réformes, pour seulement 42% de ceux qui sont contre la monnaie unique.

QC9 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. - %
Total d'accord

	SPLIT A (NOTRE PAYS) a besoin de plus de réformes pour faire face au futur	Les réformes qui bénéficieraient aux générations futures devraient être poursuivies même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle	SPLIT B La crise économique et financière rend plus difficile l'adoption de réformes	SPLIT A La crise économique et financière rend plus facile l'adoption de réformes	SPLIT B Les réformes qui ont été conduites jusqu'à aujourd'hui en (NOTRE PAYS) sont suffisantes pour faire face au futur
UE27	73%	71%	67%	50%	27%
Sexe					
 Homme	76%	74%	68%	52%	28%
Femme	72%	69%	66%	49%	26%
Age					
 15-24	72%	68%	65%	48%	28%
25-39	78%	72%	67%	55%	27%
40-54	73%	72%	69%	51%	28%
55 +	72%	71%	67%	47%	25%
Age de fin d'études					
 15-	69%	66%	65%	42%	25%
16-19	75%	70%	68%	50%	29%
20+	77%	79%	69%	57%	25%
Tjs étudiant	71%	70%	67%	53%	25%
Echelle d'occupation du répondant					
 Indépendants	76%	76%	72%	57%	28%
Cadres directeurs	79%	80%	65%	59%	26%
Autres employés	77%	74%	69%	58%	27%
Ouvriers	72%	70%	68%	50%	29%
Femmes- hommes au foyer	72%	67%	65%	48%	26%
Chômeurs	76%	65%	65%	43%	27%
Retraités	71%	70%	67%	43%	26%
Etudiants	71%	70%	67%	53%	25%
Difficulté à payer ses factures					
La plupart du temps	73%	63%	66%	46%	25%
De temps en temps	72%	65%	67%	48%	27%
Pratiquement jamais	75%	76%	68%	53%	27%
Confiance UE					
Plutôt confiance	80%	79%	70%	57%	30%
Plutôt pas confiance	69%	66%	67%	47%	24%
Euro					
Pour	78%	78%	70%	57%	29%
Contre	68%	64%	66%	42%	24%

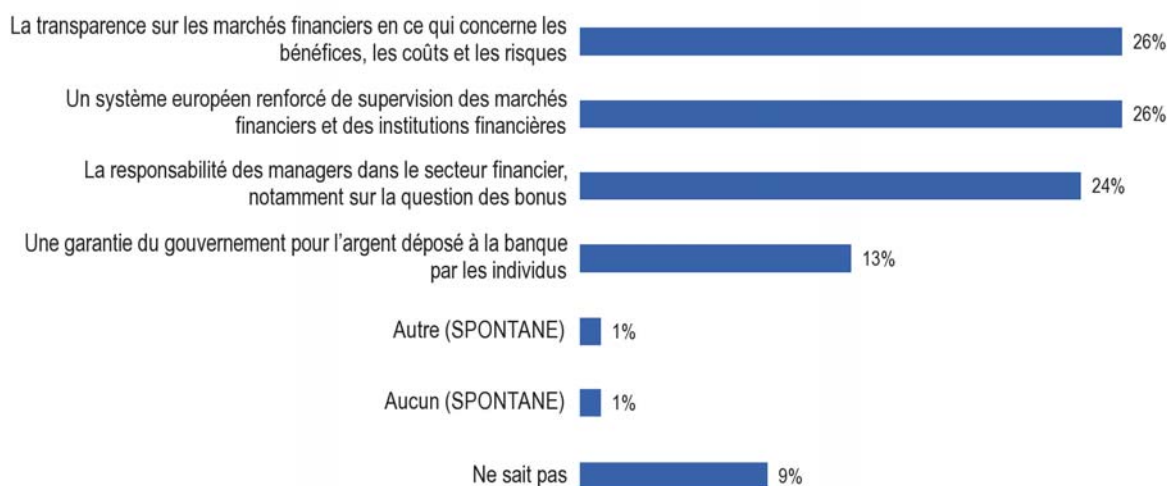
7. LES MESURES A PRENDRE EN PRIORITE DANS LE PROCESSUS DE REFORME

Les répondants ont été interrogés sur ce que devaient être, à leurs yeux, les priorités dans le processus de réforme du système financier dans l'Union européenne⁴⁸. A cet égard, les opinions des Européens se révèlent diversifiées, reflétant les multiples facettes de la crise et l'envergure du débat sur les solutions politiques appropriées. **26% des Européens citent**, en général, **la transparence en ce qui concerne les bénéfices, les coûts et les risques** comme mesure prioritaire dans la poursuite des réformes du système dans l'Union européenne ; dans cette direction, **la même proportion signale comme essentiel un système européen renforcé de supervision des marchés et des institutions financières**.

Un peu en retrait, **24% des répondants estiment que le mouvement de réforme du système économique et financier au sein de l'Union passe avant tout par l'encadrement accru de la responsabilité des managers dans le secteur financier et notamment sur la question polémique des bonus**.

Enfin, **13% des citoyens pensent qu'il faut développer en priorité les garanties des gouvernements en ce qui concerne l'argent déposé à la banque par les citoyens**.

QC10. Dans la liste de mesures suivante, à laquelle faudrait-il donner la priorité dans le processus de réforme du système financier dans l'Union européenne ?

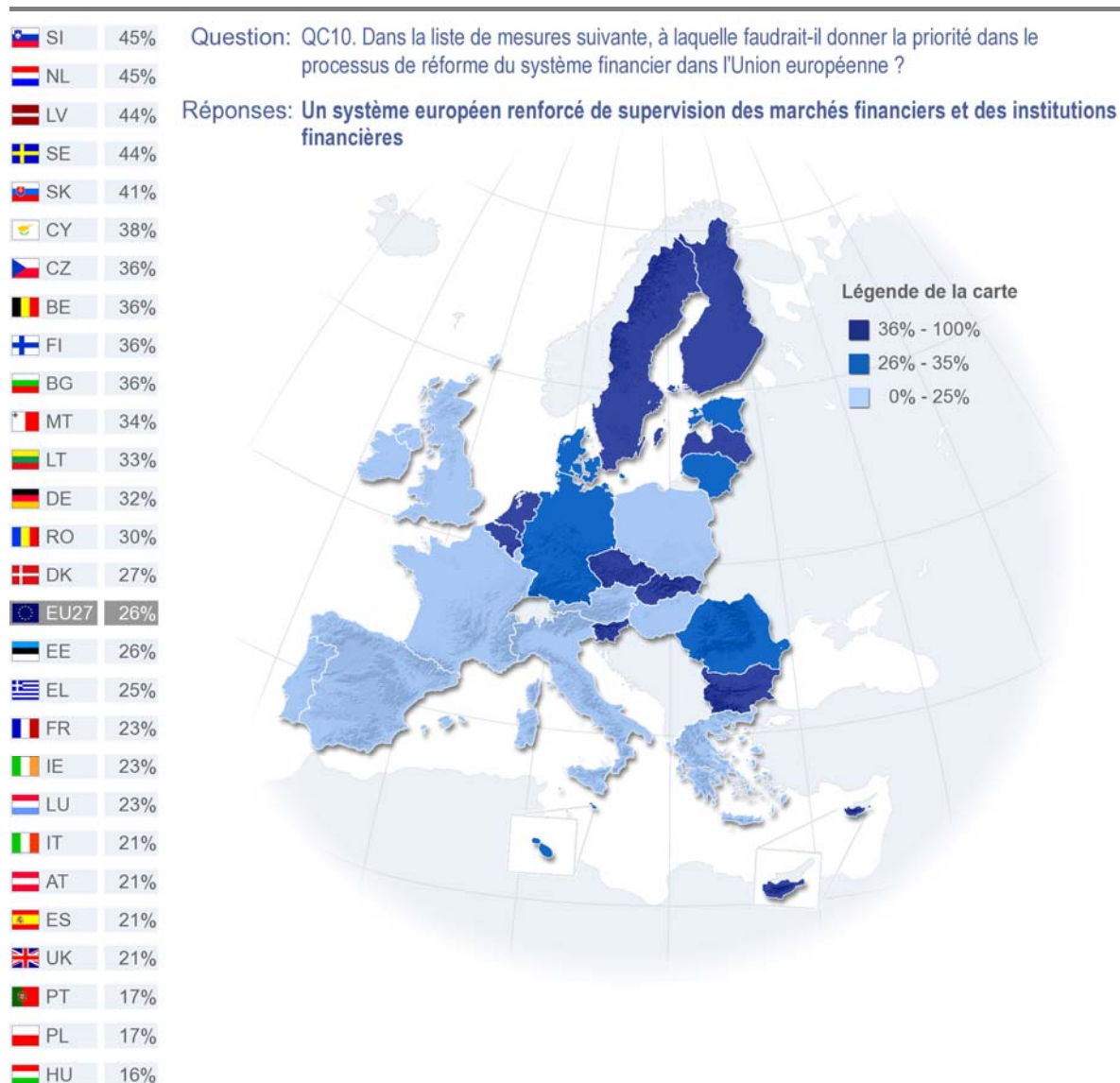


UE 27

⁴⁸ QC10 Dans la liste de mesures suivante, à laquelle faudrait-il donner la priorité dans le processus de réforme du système financier dans l'Union européenne.

D'un point de vue national, la demande d'un **système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières** s'impose clairement en Slovénie (45%), aux Pays-Bas (45%) et en Lettonie (44%) ainsi qu'en Suède (44%) et en Slovaquie (41%).

Il s'agit, en revanche, d'une démarche moins urgente pour les personnes interrogées en Espagne (21%), au Royaume Uni (21%), au Portugal (17%), en Pologne (17%) et en Hongrie (16%).































La transparence sur les marchés en ce qui concerne les bénéfices, les coûts et les risques, est réclamée en priorité par les citoyens en Grèce (39%), ainsi qu'en France (37%), en Estonie (34%), en Bulgarie (32%) ou en Italie (29%).

C'est par contre en Hongrie que **la demande de réformes pour encadrer la responsabilité des managers dans le secteur financier et notamment la question des bonus** semble la plus urgente, avec un citoyen sur deux la considérant comme prioritaire au sein de l'Union. Il s'agit également de la mesure la plus urgente en Irlande (38%) et en Pologne (32%) ainsi qu'au Royaume Uni (31%).

Enfin, **les garanties des gouvernements pour l'argent déposé à la banque par les épargnants** sont l'axe de réforme prioritaire en Autriche (où elles sont citées par 28% des répondants) et obtiennent l'adhésion d'un répondant sur cinq au Luxembourg (21%).

QC10 Dans la liste de mesures suivante, à laquelle faudrait-il donner la priorité dans le processus de réforme du système financier dans l'Union européenne ?

		La transparence sur les marchés financiers en ce qui concerne les bénéfices, les coûts et les risques	Un système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières	La responsabilité des managers dans le secteur financier, notamment sur la question des bonus	Une garantie du gouvernement pour l'argent déposé à la banque par les individus	NSP
	UE27	26%	26%	24%	13%	9%
	BE	21%	36%	21%	12%	5%
	BG	32%	36%	9%	10%	12%
	CZ	16%	36%	25%	18%	4%
	DK	29%	27%	27%	11%	5%
	DE	25%	32%	27%	9%	5%
	EE	34%	26%	7%	18%	14%
	IE	18%	23%	38%	8%	12%
	EL	39%	25%	20%	13%	2%
	ES	29%	21%	24%	15%	7%
	FR	37%	23%	14%	16%	9%
	IT	29%	21%	21%	17%	9%
	CY	18%	38%	11%	20%	13%
	LV	27%	44%	3%	10%	13%
	LT	31%	33%	11%	8%	15%
	LU	22%	23%	27%	21%	6%
	HU	17%	16%	50%	12%	4%
	MT	31%	34%	7%	13%	15%
	NL	22%	45%	26%	1%	5%
	AT	22%	21%	22%	28%	4%
	PL	21%	17%	32%	12%	16%
	PT	25%	17%	27%	15%	15%
	RO	20%	30%	9%	13%	26%
	SI	11%	45%	27%	9%	3%
	SK	18%	41%	19%	15%	5%
	FI	26%	36%	28%	6%	3%
	SE	18%	44%	20%	7%	11%
	UK	19%	21%	31%	13%	14%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

En conclusion, l'Eurobaromètre met en avant une opinion publique légèrement moins inquiète à l'égard des effets de la crise sur l'emploi par rapport au printemps dernier. Même si le sentiment que le pire reste à venir est encore prédominant, les **Européens sont beaucoup plus nombreux à l'automne 2009 qu'au printemps à exprimer l'opinion que la crise a atteint son apogée.**

Les résultats montrent également que, le G20 et le FMI ayant donné une impulsion à la reprise économique, c'est aux **gouvernements nationaux et à l'Union européenne de prendre à bras-le-corps la lutte contre la crise.** Enfin, même si un consensus clair ne peut se dégager sur la stratégie de réforme du système financier dans l'Union européenne, les réponses des citoyens suggèrent une adhésion à un système européen renforcé de contrôle, ainsi que la volonté de voir les marchés financiers fonctionner de façon plus transparente et de responsabiliser davantage leurs dirigeants.

III. LES VALEURS DES EUROPEENS

Cette enquête Eurobaromètre Standard permet de dresser un état des lieux sur la question des valeurs. Plusieurs enseignements principaux se dégagent de cette analyse :

- La crise n'a pas atteint la confiance que porte l'opinion européenne à l'économie de marché. Les Européens continuent d'approuver largement les principes de l'économie de marché, et notamment l'entreprise, la concurrence, et la compétitivité : ces trois termes évoquent des sentiments positifs à plus de trois Européens sur quatre, ces proportions étant même en hausse de plusieurs points par rapport à l'enquête réalisée au printemps 2007, avant le démarrage de la dernière crise financière et économique⁴⁹.
- La crise financière et économique n'a pas non plus rendu les Européens plus critiques à l'égard de la mondialisation. Si cette dernière suscite toujours des représentations ambivalentes, si les clivages sociaux et nationaux sont importants sur le sujet, il n'en demeure pas moins que les citations positives sur le mot "mondialisation" sont en hausse de 6 points par rapport à l'enquête réalisée avant la crise.
- L'opinion européenne ne souhaite pas pour autant un libéralisme sans règles. Elle regarde positivement l'Etat-Providence et aspire à plus de solidarité, valeur qui arrive en tête des priorités des Européens pour l'avenir. Il y a donc une réelle aspiration à une économie de marché sociale.
- La crise économique et financière n'a pas non plus relégué au second plan les enjeux écologiques. Au contraire même, les préoccupations environnementales se renforcent dans l'opinion européenne, dans un contexte global où l'on a bien entendu beaucoup parler de la lutte contre le réchauffement climatique. C'est, après la solidarité, le deuxième domaine d'attente des Européens. Et une majorité d'entre eux se dit aujourd'hui prête à privilégier la préservation de l'environnement sur la croissance économique.
- Les Européens restent très attachés au développement technologique et à l'innovation, peut-être parce qu'ils y voient un moyen de relancer la croissance et de sortir de la crise.
- Pour les Européens, l'Union européenne incarne les valeurs du libéralisme politique (démocratie, Droits de l'Homme, paix, et Etat de Droit), qui sont aussi les valeurs auxquelles ils sont principalement attachés. Ce socle de valeurs est consensuel en Europe et partagé par tous les pays, et toutes les catégories sociales.
- En revanche, l'Union européenne peine plus à incarner des enjeux sociaux comme la solidarité et l'égalité, qui sont pourtant aujourd'hui au cœur des demandes sociales des Européens, au côté de l'environnement.

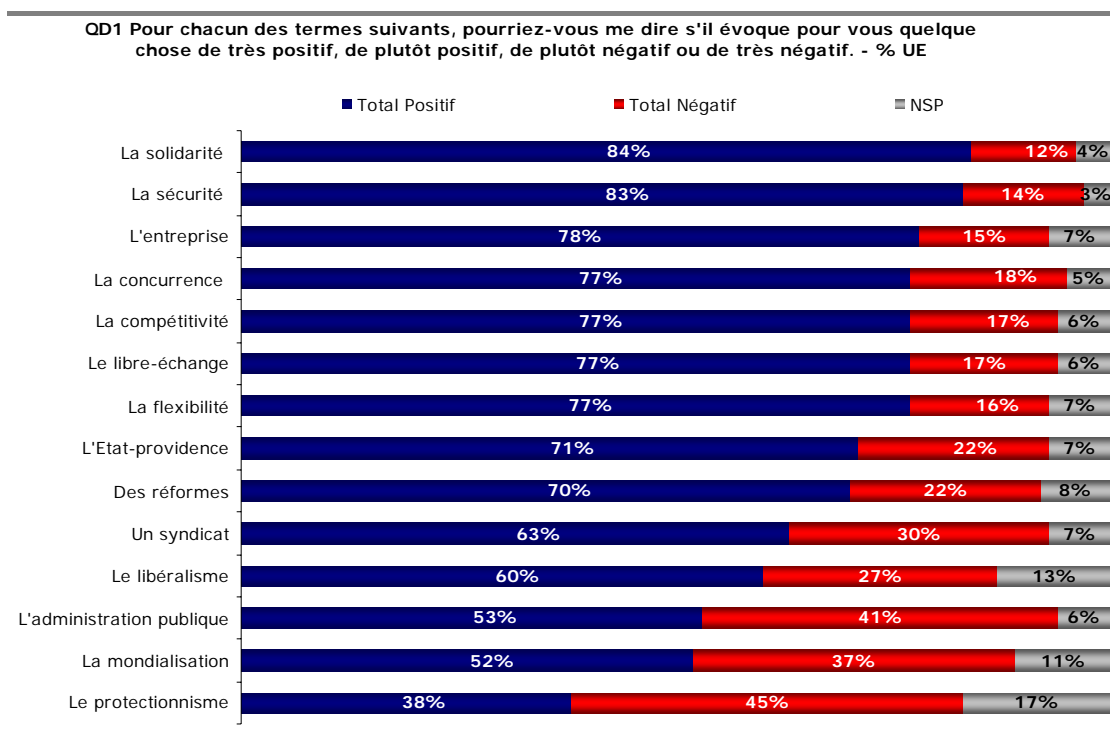
⁴⁹ Eurobaromètre 67, Printemps 2007.

1. LES CONCEPTS POLITIQUES ET ECONOMIQUES

- La crise n'a pas ébranlé la confiance de l'opinion européenne dans les principes de l'économie de marché -

Dans cette enquête, une série de concepts politiques et économiques était testée et les répondants devaient les juger comme étant « positif » ou « négatif »⁵⁰. La même question avait été posée au printemps 2007 (EB67), permettant d'intéressantes comparaisons. L'enseignement principal est que, si la solidarité et la sécurité arrivent en tête des concepts jugés comme les plus positifs, tous ceux liés à l'économie de marché (concurrence, compétitivité, flexibilité, entreprise, libre-échange) sont également perçus positivement par une très large majorité d'Européens, et avec des scores en progression par rapport au printemps 2007. La crise financière et économique n'a donc en rien ébranlé la confiance de l'opinion publique européenne dans l'économie de marché et ses principes. Elle n'a pas non plus renforcé les tendances protectionnistes : au contraire même, la proportion de répondants trouvant le mot "protectionnisme" positif régresse par rapport au printemps 2007. Enfin, elle ne suscite pas de jugements plus sévères sur la mondialisation puisque la proportion d'Européens jugeant ce terme positif est en hausse de 6 points.

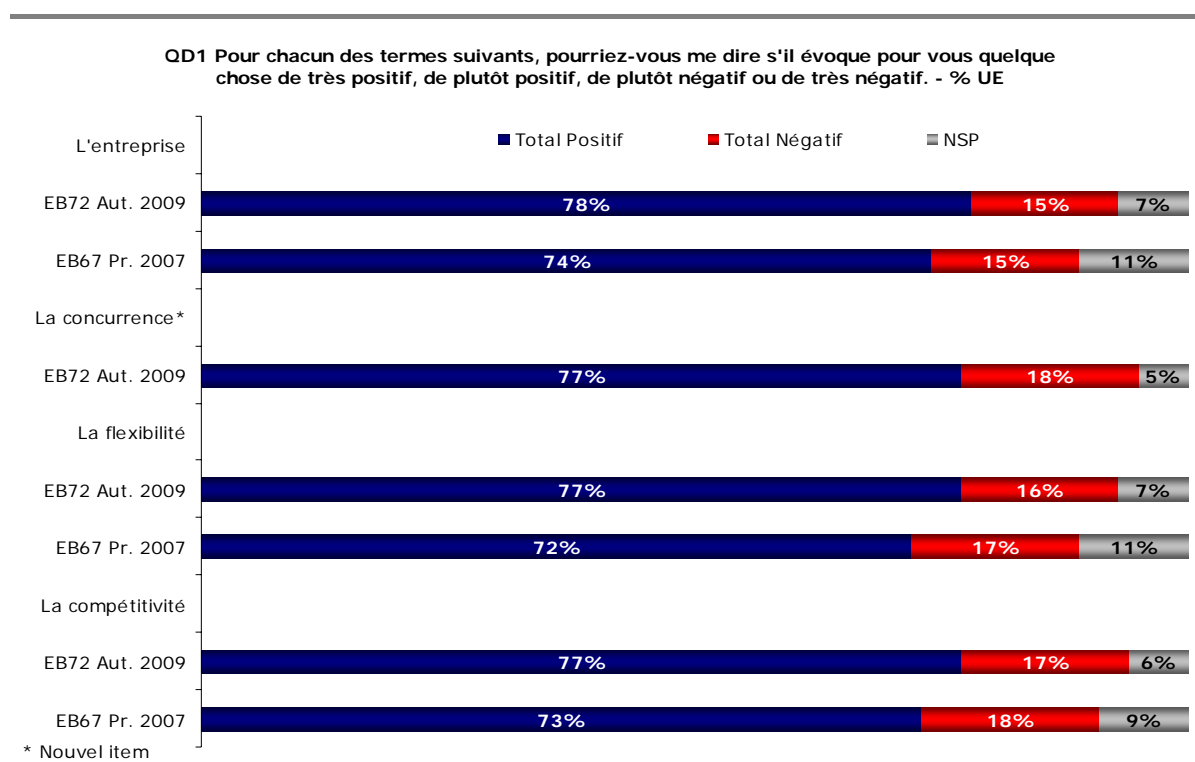
Il y a donc un large consensus approuvateur des principes de l'économie de marché en Europe, mais d'une économie de marché régulée, comme en témoigne les scores favorables également recueillis par les mots "solidarité", "Etat-Providence", et à un degré moindre, "syndicat".



⁵⁰ QD1 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif ?

1.1. Les principes de l'économie de marché

- Les concepts de l'économie de marché font très largement consensus -



Les principaux concepts de l'économie de marché sont jugés positifs par plus de trois quarts des Européens, avec pour chacun des pourcentages en progression par rapport au printemps 2007. Ainsi :

- 78% des Européens jugent positif le terme "**entreprise**", dont 19% « très positif » et 59% « plutôt » positif. 15% le jugent à l'inverse négatif, dont 2% « très » négatif et 13% « plutôt » négatif. 7% des répondants sont sans opinion. La proportion d'Européens jugeant le mot "entreprise" positif est en hausse de 4 points par rapport au printemps 2007.
- 77% des Européens voient dans le mot "**compétitivité**" un terme positif, avec 20% de « très » positif et 57% de « plutôt » positif. Pour 17% des répondants, à l'inverse, le terme évoque quelque chose de négatif, avec 14% de « plutôt » négatif et 3% de « très » négatif. 6% sont sans opinion. Les jugements positifs sur le terme "compétitivité" progressent de 4 points par rapport au printemps 2007.

- 23% des Européens jugent le terme "**flexibilité**" « très » positif et 54% « plutôt » positif, soit un total de 77% de citations positives. 13% le voient en revanche comme « plutôt » négatif et 3% comme « très » négatif, soit un total de 16% de citations négatives. 7% n'expriment pas d'opinion. Les citations positives sur le terme "flexibilité" sont en progression de 5 points par rapport à la vague de l'Eurobaromètre du printemps 2007.
- 77% des Européens attribuent également une connotation positive au terme "**concurrence**", avec 19% de « très » positif et 58% de « plutôt » positif. Le terme est négatif pour 18% des répondants (3% « très » négatif et 15% « plutôt » négatif). 5% sont sans opinion sur le mot. Ce terme n'avait pas été testé au printemps 2007.

Il y a un très large consensus européen sur ces principes de l'économie de marché. Il est à noter que dans tous les pays de l'Union européenne, sans exception, ces quatre mots recueillent une très large majorité de citations positives.

Le taux de citations positives sur le mot "**entreprise**" oscille ainsi entre 66% au Royaume-Uni et 96% en Finlande et en Suède. Celui sur "**compétitivité**" varie entre 69% en France et 91% en Finlande. Les citations positives sur le mot "**concurrence**" vont de 68% en Italie à 89% en Suède. Enfin, on relève une particularité française sur le terme de "**flexibilité**", avec « seulement » 57% de citations positives, le plus haut score sur ce terme étant atteint encore une fois en Suède (95%).

Du côté des pays candidats, on observe des taux de citations positives comparables, pour ces quatre termes, à la moyenne européenne dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et en Croatie. Les citations positives sont en revanche inférieures de 10 à 15 points à la moyenne européenne en Turquie, bien moins en raison de citations négatives plus fortes que d'un taux plus élevé de sans opinion.




La Communauté chypriote turque se distingue, ses répondants étant les moins nombreux des pays et territoires couverts par l'enquête à juger positivement les termes "compétitivité" (61%), "concurrence" (59%), et "flexibilité" (57%, à égalité avec la France).

Ce consensus est également un consensus social. Ces quatre concepts de l'économie de marché recueillent une large majorité de citations positives dans toutes les catégories sociales. Ils sont toutefois encore plus massivement appréciés des couches les plus diplômées, les plus aisées et les mieux situées dans la stratification sociale. Les jugements positifs sont également encore plus forts chez ceux qui font confiance à l'Union européenne et sont favorables à la monnaie unique.




Ainsi, le terme "**entreprise**" est jugé positivement par 71% des personnes peu diplômées, 70% de celles avouant connaître des difficultés financières et 72% de celles se situant en bas de l'échelle sociale pour 85% de celles ayant terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou au-delà, 81% de celles sans difficultés financières et 85% de celles se situant en haut de l'échelle sociale. 86% de ceux qui font confiance à l'Union et 84% de ceux qui sont favorables à l'euro sont positifs sur le terme, pour respectivement 71% et 70% de ceux qui ne font pas confiance à l'Union et sont opposés à l'euro. Le tableau qui suit présente les écarts entre catégories sur l'exemple du terme "entreprise".

En revanche, on note finalement assez peu de différences selon le positionnement sur l'échiquier politique.

QD1.1 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.

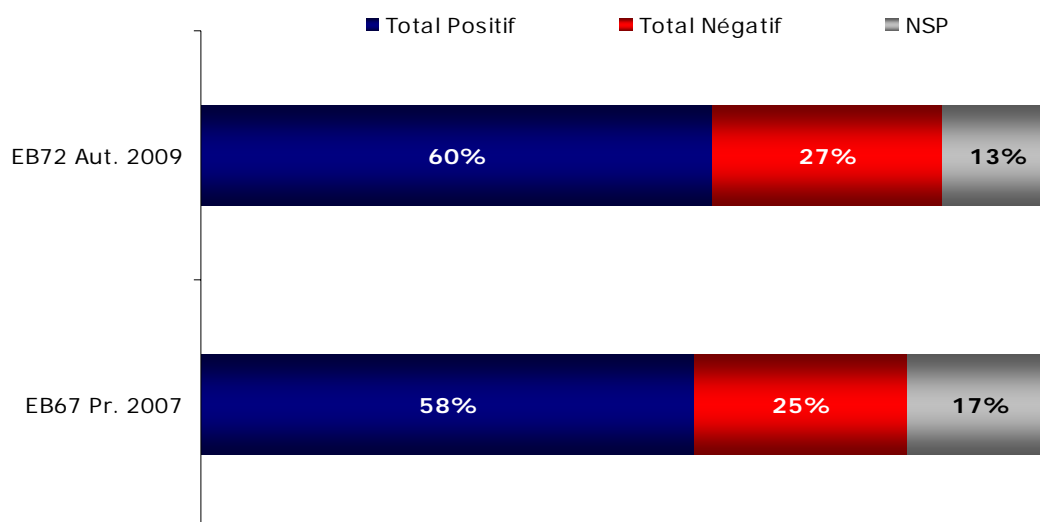
L'entreprise		Total Positif	Total Négatif	NSP
UE27		78%	15%	7%
Sexe				
	Homme	80%	15%	5%
	Femme	76%	16%	8%
Age de fin d'études				
	15-	71%	19%	10%
	16-19	78%	16%	6%
	20+	85%	11%	4%
	Tjs étudiant	81%	14%	5%
Echelle d'occupation du répondant				
	Indépendants	84%	12%	4%
	Cadres directeurs	84%	12%	4%
	Autres employés	80%	15%	5%
	Ouvriers	78%	16%	6%
	Femmes-hommes au foyer	74%	18%	8%
	Chômeurs	74%	19%	7%
	Retraités	76%	15%	9%
	Etudiants	81%	14%	5%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche		79%	16%	5%
(5-6) Centre		79%	15%	6%
(7-10) Droite		81%	15%	4%
Difficulté à payer ses factures				
La plupart du temps		70%	21%	9%
De temps en temps		75%	19%	6%
Pratiquement jamais		81%	13%	6%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)		72%	20%	8%
Moyen (5-6)		79%	15%	6%
Haut (7-10)		85%	11%	4%
Confiance UE				
Plutôt confiance		86%	10%	4%
Plutôt pas confiance		71%	22%	7%
Euro				
Pour		84%	12%	4%
Contre		70%	22%	8%

Ces écarts se retrouvent de manière similaire sur trois autres concepts de l'économie de marché, "flexibilité", "concurrence" et "compétitivité". Le terme "concurrence" suscite ainsi plus d'évocations positives auprès des répondants les plus diplômés (84%), des cadres directeurs (86%), des répondants n'ayant quasiment jamais de problèmes pour payer leurs factures (80%), et de ceux qui se placent en haut de l'échelle sociale (83%), qu'auprès de ceux qui ont quitté l'école avant 16 ans (72%), des chômeurs (71%), des répondants qui rencontrent fréquemment des problèmes pour payer leurs factures (66%), et de ceux qui se placent en bas de l'escalier social (71%). Les attitudes à l'égard de l'Union créent également certaines variations : à titre d'exemple, on note que 84% de ceux qui ont une image positive de l'Union européenne jugent le terme "concurrence" positivement, pour 65% de ceux qui ont une image négative de l'Union. Malgré ces variations, le mot "concurrence" suscite des évocations positives chez une nette majorité de répondants dans toutes les catégories d'interviewés.

QD1.12 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.			
La concurrence			
	Total Positif	Total Négatif	NSP
UE27	77%	18%	5%
Sexe			
 Homme	79%	17%	4%
Femme	74%	19%	7%
Age de fin d'études			
 15-	72%	20%	8%
16-19	77%	18%	5%
20+	84%	14%	2%
Tjs étudiant	74%	22%	4%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	82%	15%	3%
Cadres directeurs	86%	12%	2%
Autres employés	78%	18%	4%
Ouvriers	75%	20%	5%
Femmes-hommes au foyer	72%	20%	8%
Chômeurs	71%	23%	6%
Retraités	76%	17%	7%
Etudiants	74%	22%	4%
Difficulté à payer ses factures			
La plupart du temps	66%	25%	9%
De temps en temps	73%	21%	6%
Pratiquement jamais	80%	16%	4%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	71%	22%	7%
Moyen (5-6)	77%	18%	5%
Haut (7-10)	83%	14%	3%
Image de l' UE			
Positive	84%	13%	3%
Neutre	73%	20%	7%
Négative	65%	29%	6%

Si le terme "**libéralisme**" connaît lui aussi une évolution des citations positives à la hausse, l'adhésion au terme est toutefois moins forte que pour les quatre mots que nous venons d'évoquer.

OD1.7 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif. - Le libéralisme - % UE



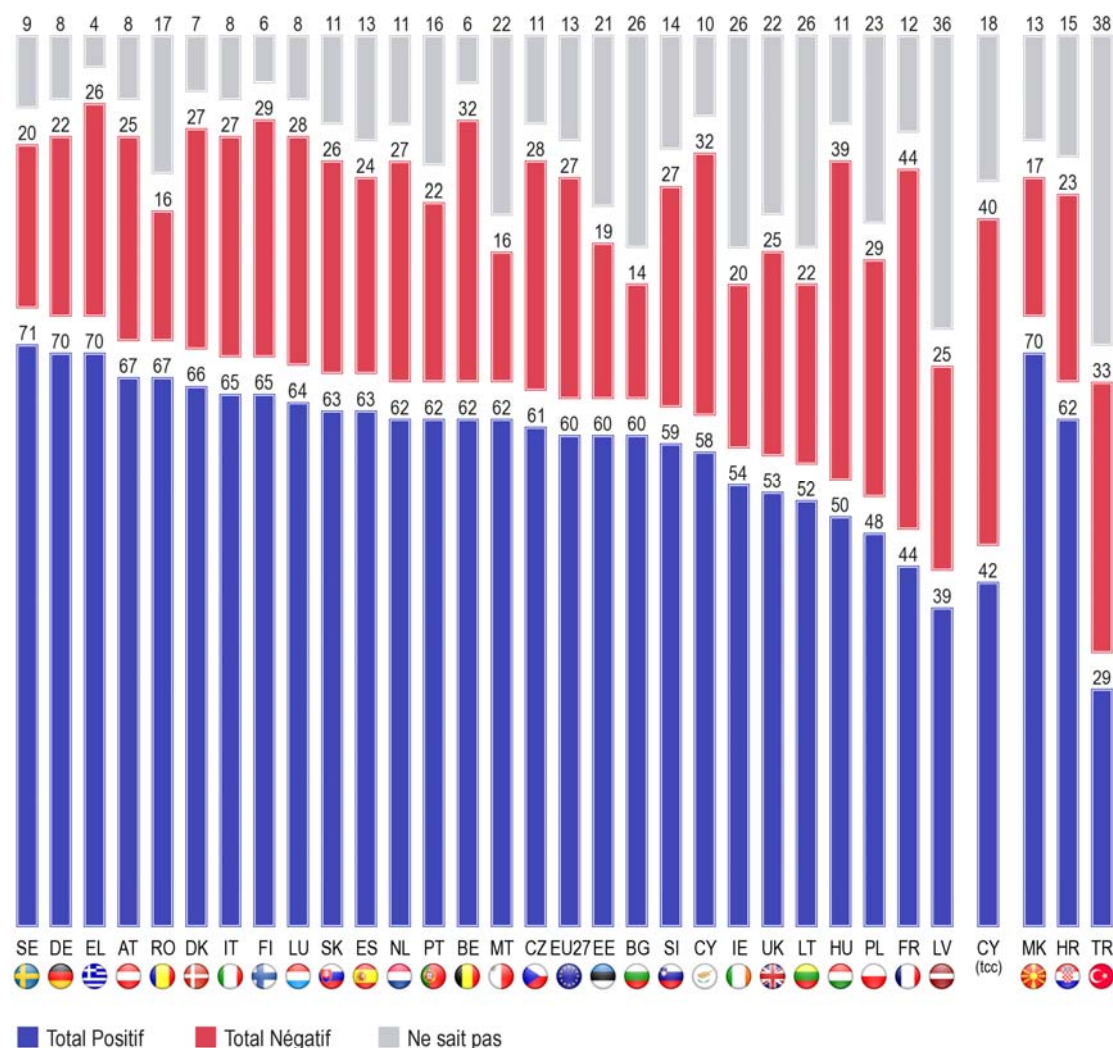
60% des Européens jugent ainsi le terme positif (11% « très » positif et 49% « plutôt » positif) alors que 27% le considèrent négativement (22% « plutôt » négativement et 5% « très » négativement). 13% des Européens interrogés ne se prononcent pas sur le mot. Les citations positives sur le mot "libéralisme" progressent de 2 points par rapport au printemps 2007.

Le terme de libéralisme est largement connoté positivement dans 24 des 27 pays de l'Union, avec les meilleurs résultats en Suède (71%), Allemagne et Grèce (70%), Roumanie et Autriche (67%). L'opinion est partagée en France (44% contre 44%), seul "grand pays" où le terme suscite une réelle contestation. Les citations négatives sur le terme progressent même de 10 points en France par rapport au printemps 2007. La Lituanie se distingue enfin par un très fort taux de sans réponse (36%), qui fait que les citations positives sur le terme sont largement en dessous de la moyenne européenne (39%).

L'opinion est partagée par les répondants de la Communauté chypriote turque (42% de citations positives contre 40%).

QD1.7. Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.

Le libéralisme





Même si le terme suscite une majorité absolue ou relative de citations positives dans toutes les catégories, on constate toutefois d'importants écarts selon la situation sociale des répondants. Plus on progresse dans l'échelle sociale, plus le mot "libéralisme" est positivement perçu. A titre d'exemple, 49% des personnes qui se situent au bas de l'échelle sociale jugent le mot positif, pour 69% de celles qui se classent en haut. Comme escompté, les convictions politiques ont également une influence sur la perception qu'ont les répondants du terme "libéralisme". Ainsi, 64% des personnes se situant à droite sur l'échiquier politique lui confèrent une connotation positive pour 57% de celles qui se situent à gauche.

L'âge et le niveau d'études jouent aussi un rôle : le libéralisme est jugé plus positivement par les jeunes (63% chez les 15-24 ans) et les personnes ayant effectué des études plus longues (66%) que par les plus âgés (56% chez les 55 ans et plus) ou celles ayant arrêté leur scolarité avant l'âge de 16 ans (52%).

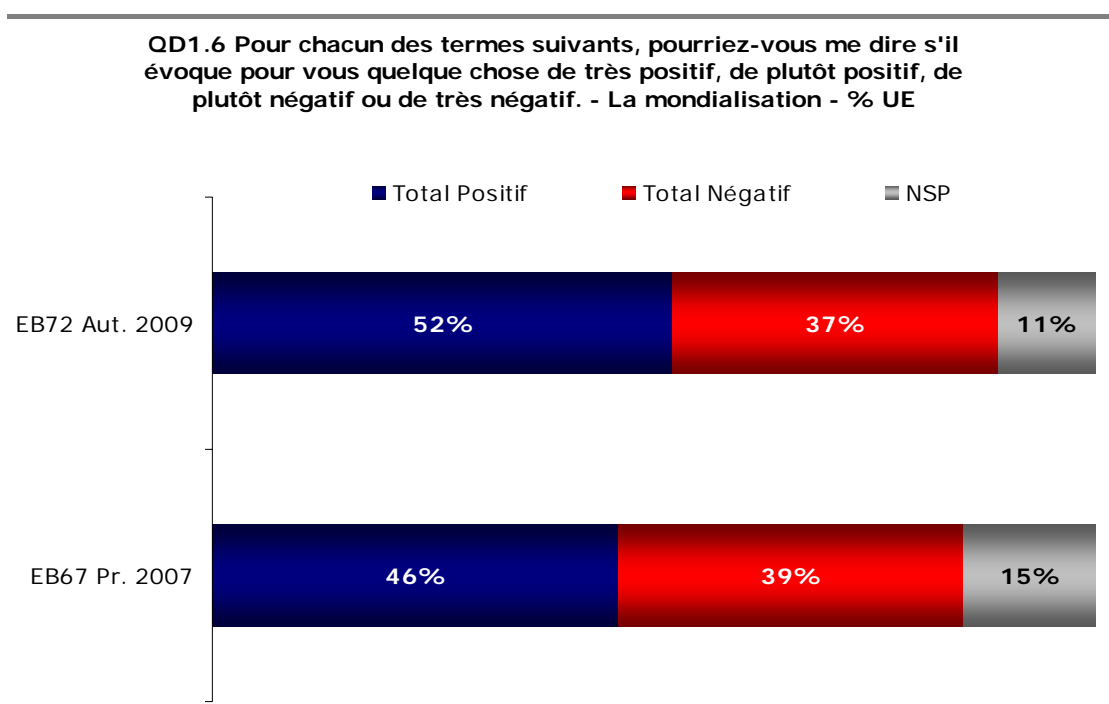
Enfin, on est d'autant plus positif à l'égard du terme qu'on a confiance dans l'Union (70% pour 51% de ceux qui n'ont pas confiance).

QD1.7 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.

Le libéralisme

	Total Positif	Total Négatif	NSP
UE27	60%	27%	13%
Age			
 15-24	63%	23%	14%
25-39	62%	28%	10%
40-54	60%	29%	11%
55 +	56%	27%	17%
Age de fin d'études			
 15-	52%	28%	20%
16-19	59%	28%	13%
20+	66%	27%	7%
Tjs étudiant	66%	21%	13%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	57%	34%	9%
(5-6) Centre	62%	26%	12%
(7-10) Droite	64%	26%	10%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	49%	32%	19%
Moyen (5-6)	61%	27%	12%
Haut (7-10)	69%	23%	8%
Confiance UE			
Plutôt confiance	70%	21%	9%
Plutôt pas confiance	51%	36%	13%

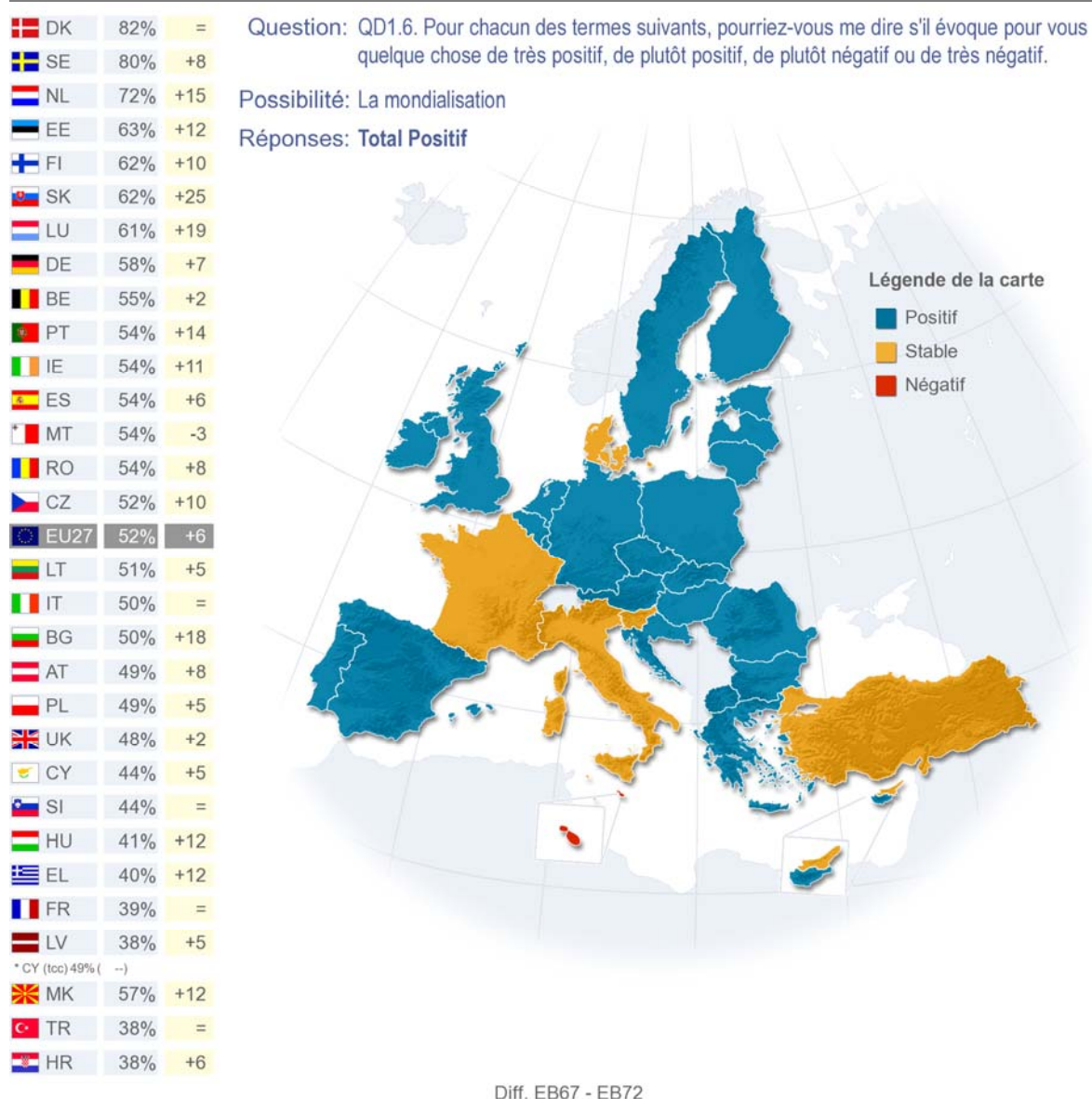
Enfin, le terme de **mondialisation** suscite des opinions un peu plus partagées, même si les citations positives l'emportent nettement et connaissent la plus forte progression de citations positives de tous les mots testés dans cette question.



Le terme de mondialisation évoque quelque chose de positif pour 52% des Européens (de « très » positif pour 8% et de « plutôt » positif pour 44%). A l'inverse, il revêt une connotation négative pour 37% des répondants (« très » négative pour 9% et « plutôt » négative pour 28%). 11% des personnes interrogées n'expriment pas d'opinion. Les citations positives sur le terme "mondialisation" sont en progrès de 6 points par rapport au printemps 2007. On passe ainsi en deux ans d'un rapport de 46%/39% (différence de 7 points) à un rapport de 52%/37% (différence de 15 points).

Les disparités nationales sont importantes sur cette question. En Grèce (58%), en Hongrie (52%), en France (51%), en Slovénie (49%) et en Lettonie (46%), les citations négatives l'emportent. Les opinions sont particulièrement divisées à Chypre (44% de citations positives contre 43%) et en Autriche (49% contre 45%). C'est au Danemark (82%) et en Suède (80%) que ce terme est jugé le plus favorablement.

Ce qu'il est important de constater, c'est que les citations positives sur la mondialisation sont en progression dans tous les pays de l'Union, aux seules exceptions de la France, de la Slovénie, de l'Italie et du Danemark où elles restent stables par rapport au printemps 2007, et de Malte, où elles chutent de 3 points, à 54%. Même si, on l'a vu, les représentations négatives dominent en Hongrie et en Grèce, la vision positive du terme de mondialisation progresse de 12 points dans ces deux pays. On observe également d'importantes hausses des citations positives en Slovaquie (+25 points), en Bulgarie (+18 points), aux Pays-Bas (+15 points), au Portugal (+14 points), en Estonie (+12 points) et en République tchèque (+10 points).



Les clivages sociodémographiques sont également prégnants sur l'appréciation de la **mondialisation**. Les répondants sont d'autant plus positifs à l'égard du terme qu'ils sont jeunes, diplômés et qu'ils occupent une position élevée sur l'échelle sociale, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

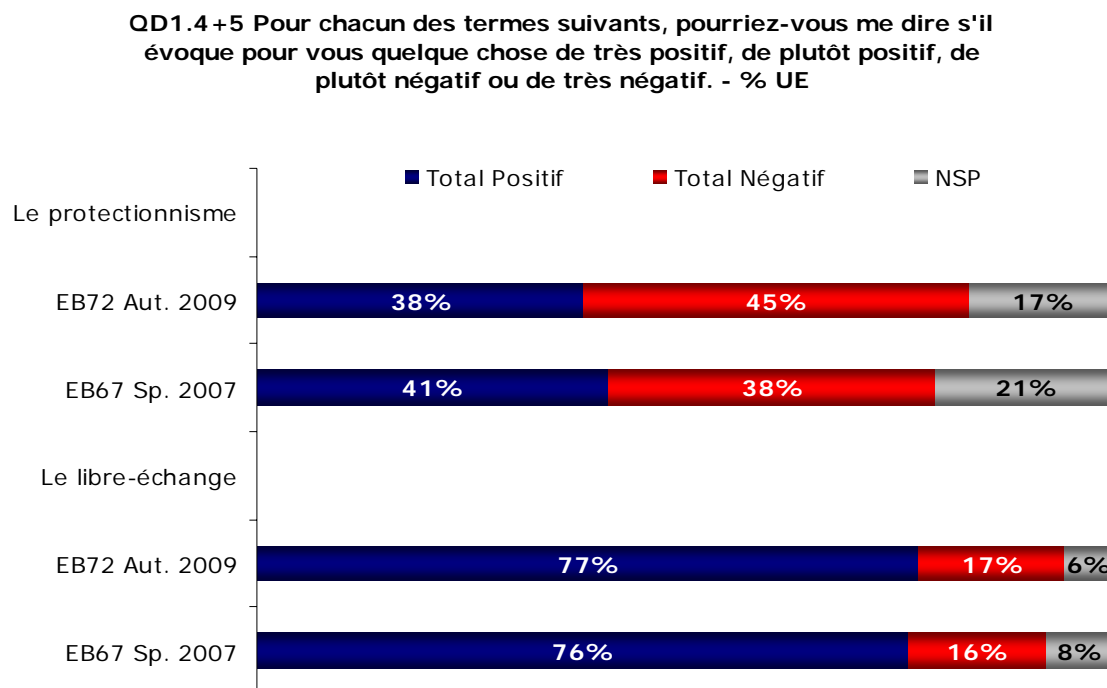
Pour une analyse détaillée des opinions à l'égard de la mondialisation, selon les différents Etats membres et les critères sociodémographiques, nous vous renvoyons à la lecture de la partie de ce rapport consacrée plus spécifiquement à la mondialisation⁵¹.

⁵¹ Rapport : L'Union européenne et la mondialisation.

1.2. Libre-échange et protectionnisme

- L'opinion européenne largement favorable au libre-échange -

L'opinion européenne privilégie très largement le libre-échange au protectionnisme et la crise n'a pas pour effet de renforcer les tendances protectionnistes.



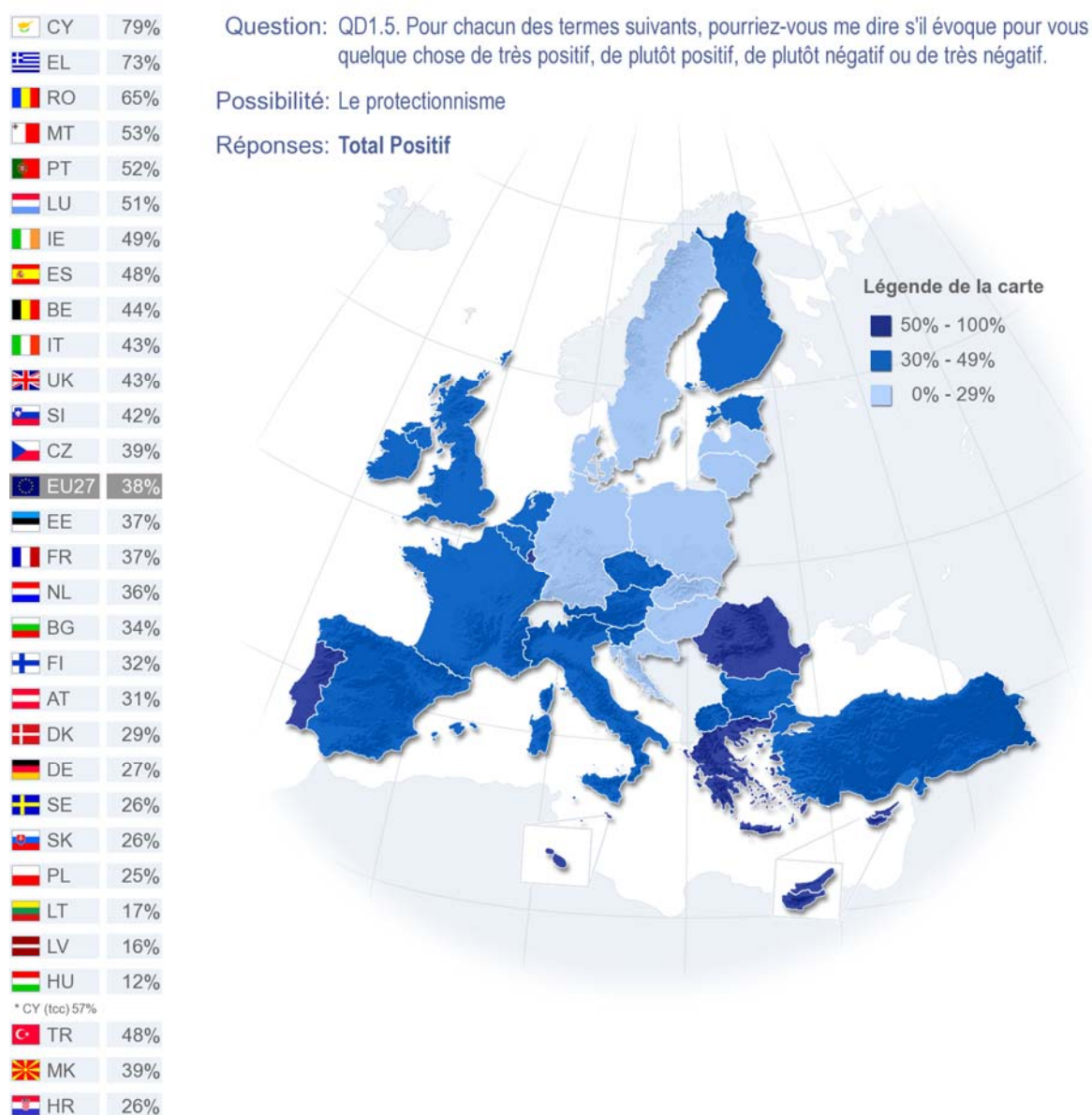
77% des Européens jugent ainsi positivement le terme de **libre-échange** (21% « très » positivement et 56% « plutôt » positivement), seuls 17% le connotant négativement (3% « très » négativement et 14% « plutôt » négativement) et 6% n'exprimant pas d'opinion. Les citations positives sont en hausse d'un point par rapport au printemps 2007.

Par comparaison, le terme de **protectionnisme** n'est jugé positivement que par 38% des Européens (dont 7% de « très » positif et 31% de « plutôt » positif). A l'inverse, 45% des répondants le voient plutôt négativement (13% « très » et 32% « plutôt »). 17% n'expriment pas d'opinion. Les citations positives sur le terme régressent de 3 points par rapport au printemps 2007, alors que les citations négatives progressent dans le même temps de 7 points, les sans opinion reculant de 4 points.

Du coup, le rapport s'inverse : alors qu'au printemps 2007 une très courte majorité d'Européens jugeait positif le terme de protectionnisme (41% contre 38%), les avis négatifs l'emportent désormais assez nettement.

Le terme de **libre-échange** suscite une large majorité de citations positives dans tous les pays de l'Union, avec un pic en Allemagne (87%) et un plancher au Portugal (63%). On relèvera qu'alors que le mot libéralisme divisait l'opinion française en deux, le terme de libre-échange suscite, en revanche, 70% de citations positives en France.



Les différences nationales sont plus remarquables sur le terme de **protectionnisme**. Dans huit pays de l'Union, une majorité de l'opinion juge positivement le terme. Il s'agit essentiellement des pays méditerranéens : Grèce (73% contre 25%), Chypre (79% contre 15%), Malte (53% contre 19%), Portugal (52% contre 29%), Espagne (48% contre 40%) auxquels s'ajoutent la Roumanie (65% contre 21%), le Luxembourg (51% contre 41%) et l'Irlande (49% contre 27%). Les opinions sont très partagées en Italie (43% contre 47%) et en Slovénie (42% contre 42%). Le terme de protectionnisme est le plus nettement rejeté en Hongrie (78%) et en Slovaquie (69%).



L'analyse sociodémographique des résultats révèle que le terme de **libre-échange** bénéficie de citations positives dans toutes les catégories sociales, mais plus encore, comme décrits précédemment pour les autres concepts de l'économie de marché, au sein des catégories les plus diplômées, les plus aisées, et les plus favorables à l'intégration européenne.

Des différences existent également à propos du **protectionnisme** : on note un effet d'âge sur cet item, avec des jeunes générations plus enclines à juger le terme de protectionnisme positivement (43% chez les 15-24 ans) que celles plus âgées (34% chez les 55 ans et plus). Le terme est également moins apprécié des personnes ayant continué leurs études jusqu'à 20 ans ou au delà (57% le jugent négativement) que de celles ayant plus rapidement interrompu leurs études (38%).

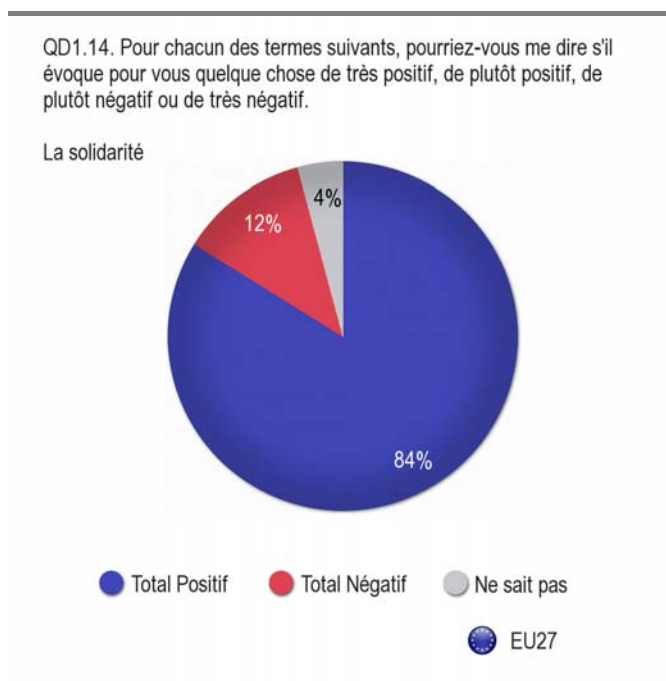
En revanche, la situation sociale et économique joue peu : le terme est ainsi jugé positivement de manière identique par ceux qui avouent éprouver des difficultés financières (38%) et ceux qui n'en ont pas (37%). Assez curieusement également, les attitudes à l'égard de l'Union européenne influencent peu les opinions sur le protectionnisme. Le terme "protectionnisme" est ainsi perçu de manière comparable chez ceux qui sont favorables à l'euro (47% d'évocations négatives, contre 40% de positives) que chez ceux qui y sont opposés (44% contre 37%). Symétriquement, le rapport entre citations négatives et positives est assez proche entre les interviewés qui jugent que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'Union (47% d'évocations négatives, contre 40% de positives), et ceux qui estiment au contraire qu'il n'en n'a pas bénéficié (47%, contre 36%).

QD1.5 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.			
Le protectionnisme			
	Total Positif	Total Négatif	NSP
UE27	38%	45%	17%
Age			
 15-24	43%	38%	19%
25-39	41%	46%	13%
40-54	38%	48%	14%
55 +	34%	46%	20%
Age de fin d'études			
 15-	38%	38%	24%
16-19	41%	43%	16%
20+	33%	57%	10%
Tjs étudiant	42%	40%	18%
Difficulté à payer ses factures			
La plupart du temps	38%	41%	21%
De temps en temps	41%	42%	17%
Pratiquement jamais	37%	48%	15%
Bénéf. app. UE			
Bénéficié	40%	47%	13%
Pas bénéficié	36%	47%	17%
Euro			
Pour	40%	47%	13%
Contre	37%	44%	19%

1.3. Etat, solidarité et syndicat

- L'opinion européenne veut concilier économie de marché et solidarité -

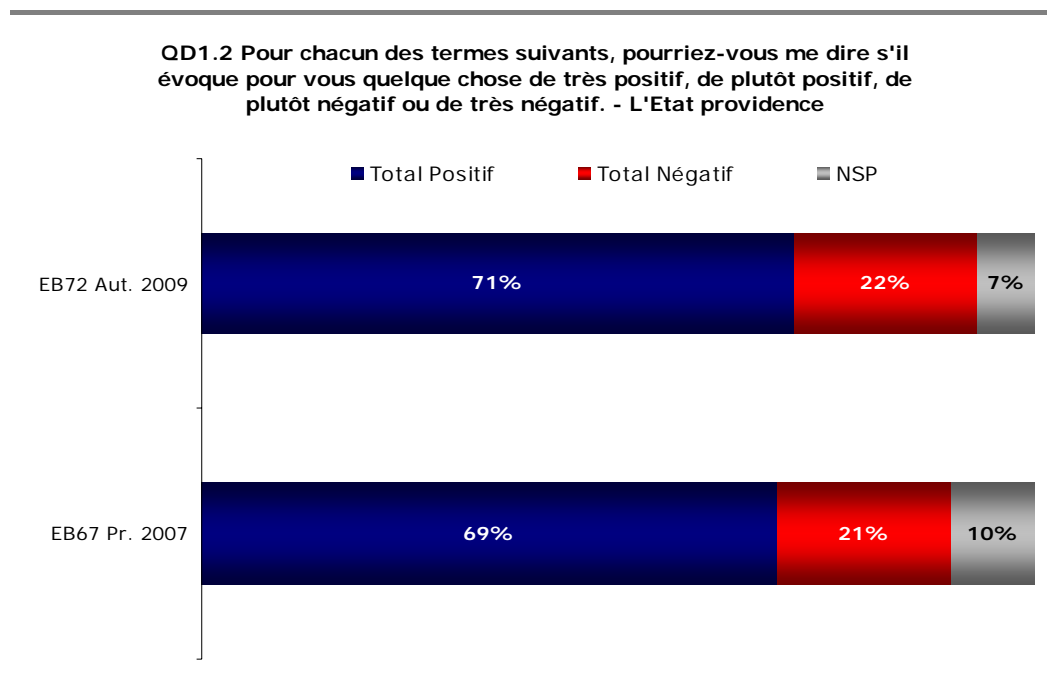
Si les Européens plébiscitent largement les valeurs de l'économie de marché, ils placent à des niveaux équivalents les mots de "solidarité" et d' "Etat-Providence", témoignant ainsi d'une volonté de prise en compte des enjeux sociaux. L'opinion publique européenne semble approuver clairement l'économie de marché et ses principes, mais les répondants souhaitent cependant une économie de marché qui ne soit pas un simple « laissez faire » mais bien plus une économie régulée et protectrice.



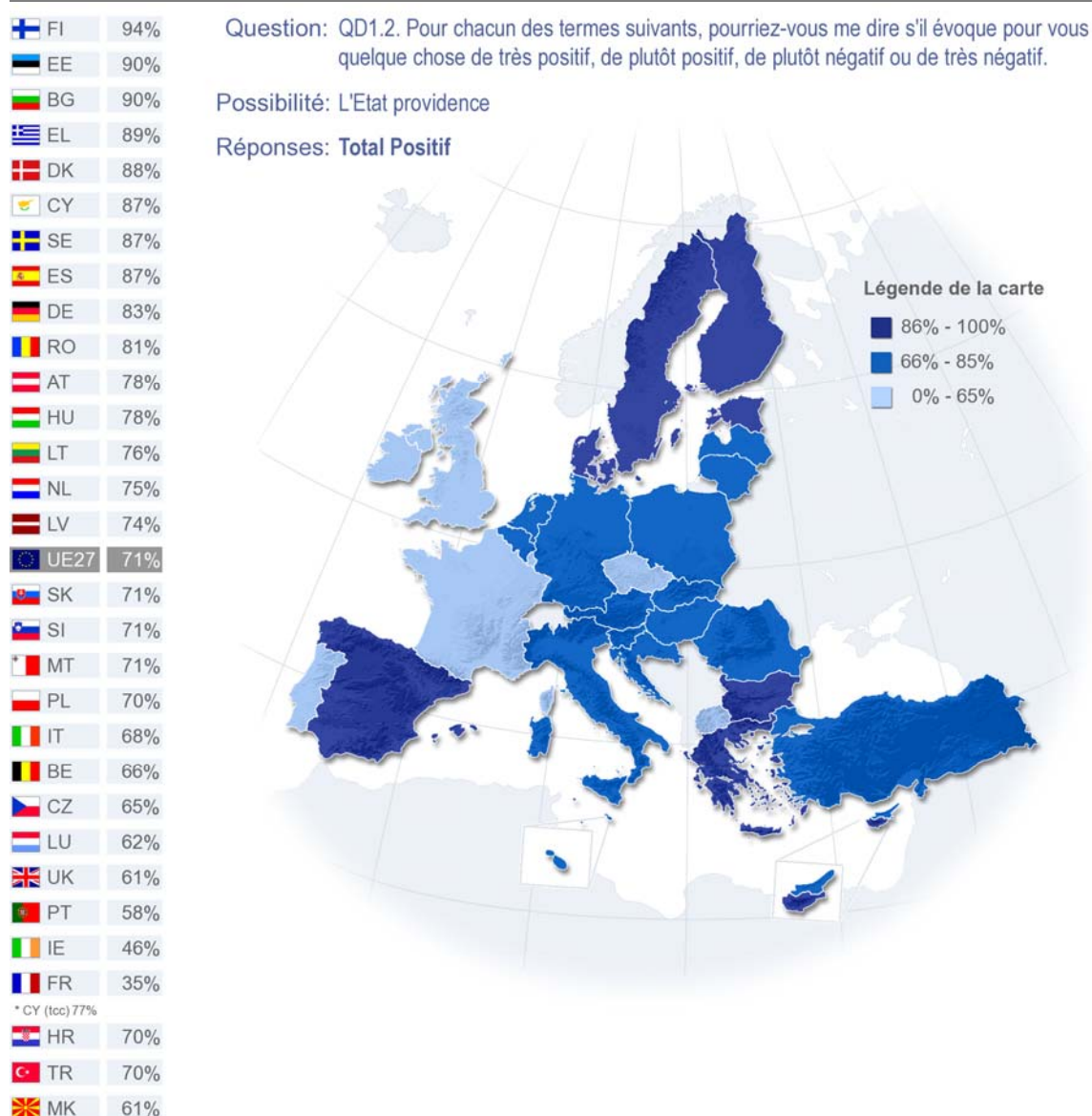
84% des Européens jugent positivement le terme de "**solidarité**", plus d'un tiers (36%) le considérant comme « très » positif et 48% comme « plutôt » positif. Le terme évoque quelque chose de négatif pour 12% des répondants (2% « très » et 10% « plutôt »). 4% n'ont pas d'opinion. Ce terme n'avait pas été testé au printemps 2007. De tous les termes testés dans cette enquête, la solidarité est celui qui suscite le plus fort taux de citations positives. C'est un mot jugé très largement positif dans tous les pays de l'Union européenne, les personnes interrogées au Royaume-Uni étant les moins enthousiastes (64%). C'est un mot qui rassemble également un très large consensus au sein de toutes les catégories sociales.

Pour 71% des Européens, le terme d' "**Etat-Providence**" évoque quelque chose de positif (de « très » positif pour 22% et de « plutôt » positif pour 49%). Il est connoté négativement pour 22% des répondants (« très » pour 4% et « plutôt » pour 18%). 7% n'expriment pas d'opinion. Les citations positives sont en hausse de 2 points par rapport au printemps 2007. Notons cependant que derrière cette évolution modérée au niveau européen, on retrouve de très fortes variations par pays.

Ainsi, les évocations positives progressent fortement en Bulgarie (+17 points, à 90%), au Portugal (+13 points, 58%), en Grèce (+10 points, 89%) et en Allemagne (+10 points, 83%). A contrario, elles chutent assez nettement en Lettonie (-11 points, 74%) et en Irlande (-10 points, 46%).



Le terme suscite une majorité absolue de citations positives dans tous les pays de l'Union, à l'exception de l'Irlande (46% contre 42%) et, plus curieusement, de la France (35% contre 37% avec un fort taux de sans opinion à 28%). Il est plébiscité dans les pays nordiques (94% en Finlande, 88% au Danemark, 87% en Suède) et en Grèce (89%).



L'analyse sociodémographique montre que l'appréciation positive du terme est largement partagée par toutes les catégories qui composent la population européenne. Mais il est intéressant de constater que le terme d'Etat-Providence est positivement perçu avec encore plus d'intensité au sein des catégories sociales aisées et supérieures qu'au sein des couches plus modestes.

En d'autres termes, ceux qui auraient le plus besoin de l'Etat-Providence sont un peu moins nombreux que les autres à juger positivement le terme. Cela s'explique sans doute en partie par une moins bonne compréhension du concept, comme en atteste un taux de sans réponse, un peu supérieur à la moyenne au sein des catégories plus modestes.



Ainsi, le terme est jugé positivement par 67% des chômeurs pour 71% des cadres directeurs. Il est perçu de manière positive par 62% de ceux qui disent avoir des difficultés financières pour 73% de ceux qui n'en ont pas, et par 64% des personnes

s'auto positionnant dans le bas de l'échelle sociale pour 75% de ceux qui se situent en haut. Les opinions à l'égard de l'Etat-Providence ne dépendent donc pas des besoins que l'on pourrait avoir à son égard. Elles sont bien plus fondées sur les valeurs que représente cette notion.

Le niveau d'études n'influence qu'assez peu l'appréciation personnelle de ce terme.

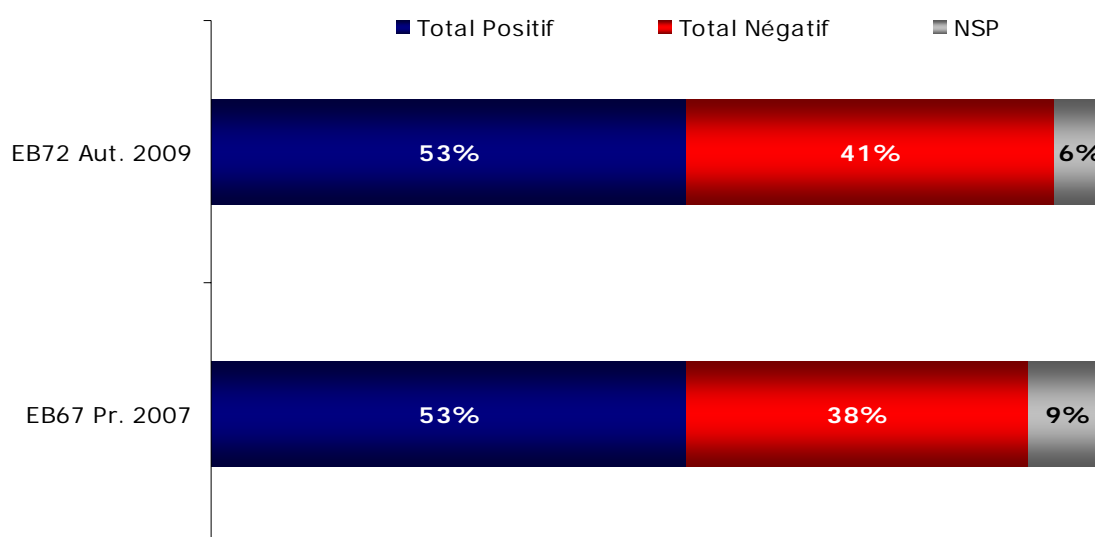
QD1.2 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.

L'Etat providence

		Total Positif	Total Négatif	NSP
UE27		71%	22%	7%
Age de fin d'études				
	15-	69%	21%	10%
	16-19	69%	24%	7%
	20+	74%	21%	5%
	Tjs étudiant	74%	17%	9%
Echelle d'occupation du répondant				
	Indépendants	75%	21%	4%
	Cadres directeurs	71%	25%	4%
	Autres employés	72%	23%	5%
	Ouvriers	68%	24%	8%
	Femmes-hommes au foyer	71%	21%	8%
	Chômeurs	67%	25%	8%
	Retraités	70%	21%	9%
	Etudiants	74%	17%	9%
Difficulté à payer ses factures				
	La plupart du temps	62%	26%	12%
	De temps en temps	69%	23%	8%
	Pratiquement jamais	73%	21%	6%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
	Bas (1-4)	64%	25%	11%
	Moyen (5-6)	72%	21%	7%
	Haut (7-10)	75%	21%	4%

Si le terme d'Etat-Providence fait positivement consensus, celui d'**administration publique** suscite des réactions plus contrastées. 53% des Européens le considèrent de manière positive (8% de manière « très » positive et 45% de manière « plutôt » positive) alors que 41% le jugent en revanche négativement (8% « très » négativement et 33% « plutôt » négativement). 6% des répondants n'expriment pas d'opinion. Ce rapport entre citations positives et négatives est stable par rapport au printemps 2007.

QD1.10 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif. - L'administration publique - % UE

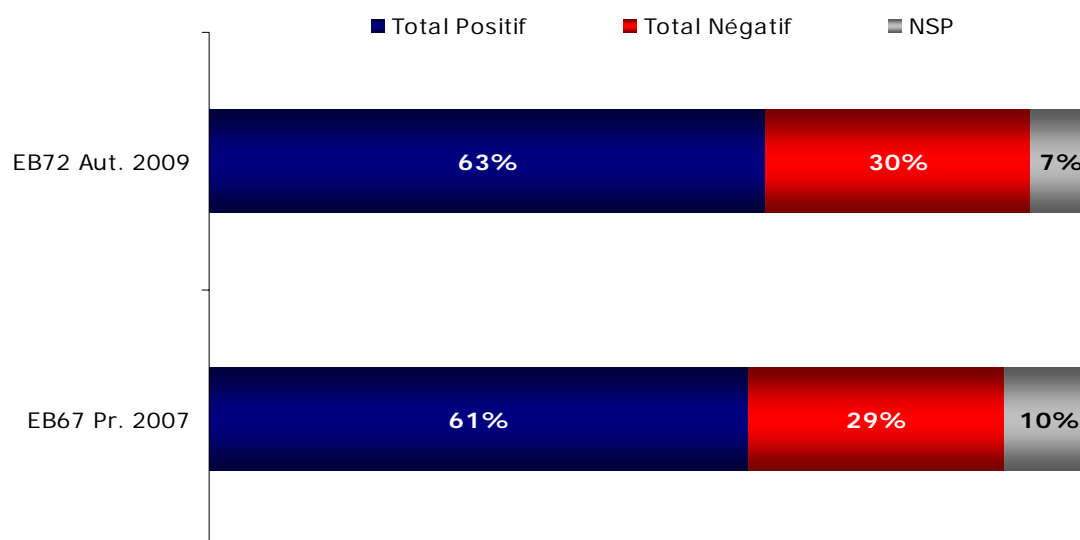


Dans quatre pays de l'Union, le mot suscite une majorité de citations négatives : en Lettonie (66%), en Italie (55%), en Slovénie (55%) et en Bulgarie (50%). Les opinions sont très partagées en Belgique (49% de positif contre 47%), en Hongrie (48% contre 48%), en Royaume-Uni (46% contre 42%) et en Pologne (44% contre 47%). Le terme est le plus largement apprécié en Estonie (77%), à Chypre (76%), au Luxembourg (73%) et en Finlande (72%).

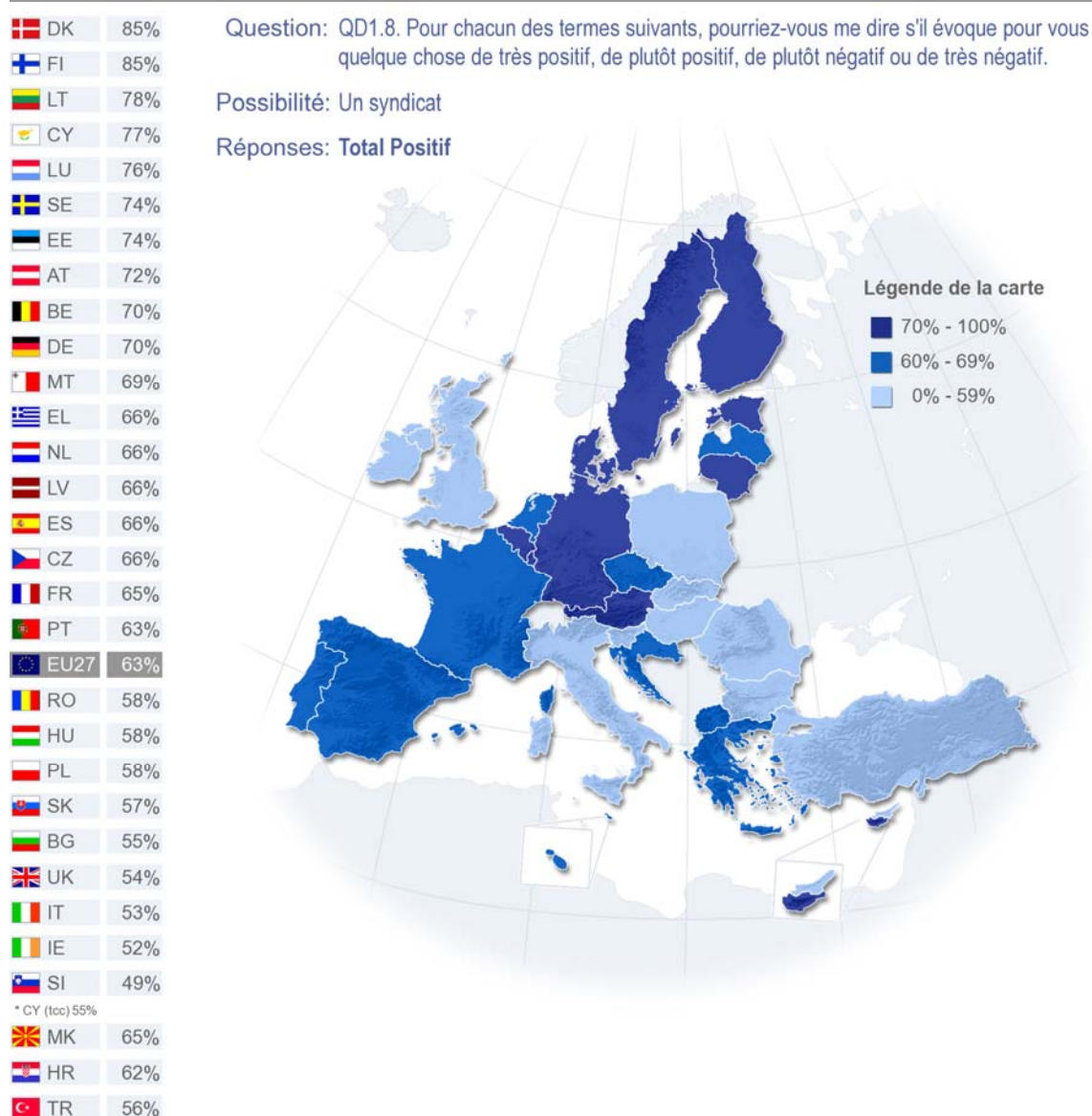
Comme pour le terme "Etat-Providence", on constate une appréciation plus marquée de l'expression "administration publique" au sein des couches aisées et diplômées que des couches modestes. Ainsi, et à titre d'exemple, 58% de ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale regardent positivement ce terme, pour 48% de ceux qui se positionnent dans le bas de cette échelle. C'est également le cas de 56% de ceux qui n'ont pas de difficultés financières pour 44% de ceux qui en avouent.

Enfin, et toujours en ce qui concerne les enjeux sociaux, cette enquête testait aussi le mot "syndicat". Le sondage montre qu'il évoque quelque chose de positif pour 63% des Européens (de « très » positif pour 13% et de « plutôt » positif pour 50%). Il est négatif pour 30% de l'opinion européenne (« très » pour 7% et « plutôt » pour 23%). 7% des personnes interrogées sont sans opinion. Les citations positives sur le mot de syndicat progressent de 2 points par rapport au printemps 2007.

QD1.8 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif. - Un syndicat - % UE



S'il y a des nuances par pays, il n'en demeure pas moins que le mot de syndicat suscite des représentations majoritairement positives dans tous les pays de l'Union européenne. Ces représentations positives s'échelonnent de 49% en Slovaquie et 52% en Irlande à 85% en Finlande et au Danemark.



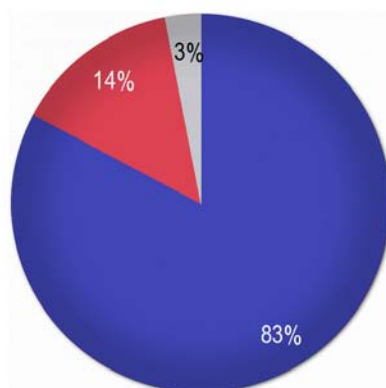
67% des cadres directeurs, 66% des ouvriers et 60% des chômeurs et retraités jugent positivement le terme. C'est le cas de 68% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà, pour 57% de celles ayant quitté l'école avant 16 ans. On retrouve là une tendance similaire à celle décrite sur les termes d' "Etat-Providence" ou d' "administration publique", à savoir que les catégories supérieures sont plus nombreuses que les catégories populaires ou modestes à considérer ces termes positivement.

1.4. Sécurité et Réformes

Les termes de "sécurité" et "réformes" étaient également testés dans cette enquête. Ils suscitent une large approbation au sein de l'opinion européenne.

QD1.13. Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.

La sécurité



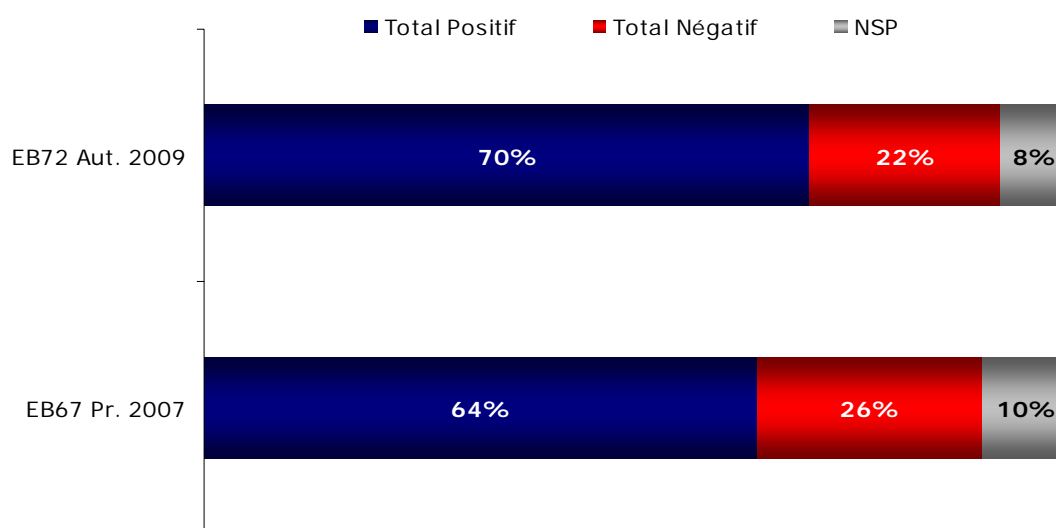
● Total Positif ● Total Négatif ● Ne sait pas

EU27

83% des Européens apprécient positivement le terme de **sécurité**, dont 38% « très » positivement et 45% « plutôt » positivement. Le terme évoque quelque chose de négatif pour 14% des répondants (« très » négatif pour 3% et « plutôt » négatif pour 11%). 3% seulement n'expriment pas d'opinion. La sécurité arrive donc en deuxième position, juste derrière la solidarité, dans les termes recueillant le plus de citations positives auprès de l'opinion européenne. Cet item n'était pas testé en 2007.

La sécurité est une valeur partagée très largement dans tous les pays de l'Union européenne, et par toutes les catégories sociales.

QD1.9 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif. - Des réformes - % UE



Les Européens restent attachés aux **réformes**. Testé au pluriel, ce dernier mot suscite en effet 70% de jugements positifs (16% de « très » positifs et 54% de « plutôt » positifs). 22% des Européens déclarent que « les réformes » évoquent quelque chose de négatif pour eux (de « très » négatif pour 4% et de « plutôt » négatif pour 18%). 8% sont sans opinion. Les citations favorables sur le terme « des réformes » sont en hausse de 6 points par rapport au printemps 2007.

A la seule exception de la Lettonie où l'opinion est partagée (48% jugent le terme positivement contre 46%), le terme suscite une appréciation positive dans tous les Etats membres, et particulièrement en Finlande (94%), en Espagne (87%), à Chypre (86%) et en Grèce (83%).

Si le mot bénéficie d'une appréciation majoritairement positive au sein de toutes les catégories sociales, on note cependant qu'il est beaucoup mieux jugé au sein des catégories supérieures que des catégories modestes. Pour une analyse détaillée des opinions à l'égard des réformes, le lecteur est invité à se rendre dans la partie de ce rapport consacrée plus spécifiquement à la crise⁵².

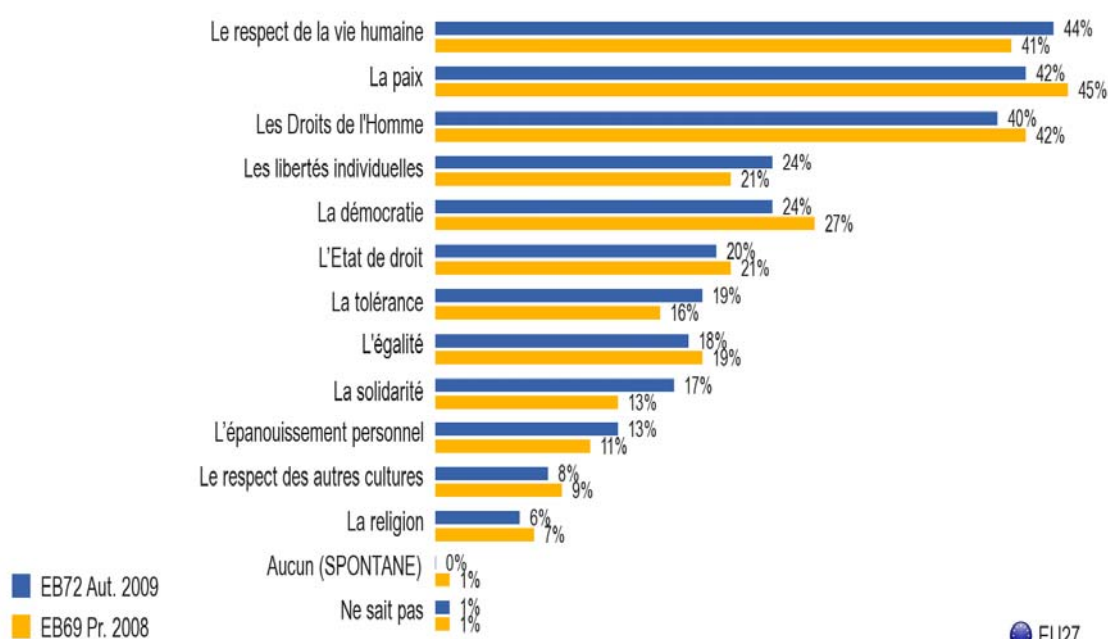
⁵² Rapport : Les Européens, l'Union européenne et la crise. Chapitre 2.6 : Réformer le système économique et financier.

2. LES VALEURS PARTAGEES PAR LES EUROPEENS ET CELLES QUI REPRESENTENT LE MIEUX L'UNION EUROPEENNE

2.1. Les valeurs des Européens

- Le respect de la vie humaine, la paix et les Droits de l'Homme en tête des valeurs des Européens-

QD7. Dans la liste suivante, quelles sont les trois valeurs qui comptent le plus pour vous ?



Appelés à citer les trois valeurs qui comptent le plus pour eux, les Européens placent en tête le respect de la vie humaine (44%), la paix (42%) et les Droits de l'Homme (40%)⁵³. Ce triptyque devance assez largement les autres valeurs, la démocratie (24% de citations), les libertés individuelles (24%), l'Etat de droit (20%), la tolérance (19%), l'égalité (18%), la solidarité (17%), l'épanouissement personnel (13%), le respect des autres cultures (8%) et la religion (6%).

Cette hiérarchie des valeurs des Européens est solide et relativement constante dans le temps. On observe toutefois quelques évolutions. Les citations sur le respect de la vie humaine sont en hausse de 3 points par rapport au printemps 2008 alors que dans le même temps celles sur les Droits de l'Homme diminuent de 2 points. Ce mouvement fait que le respect de la vie humaine arrive cette fois en tête de la hiérarchie des valeurs, alors que c'était les Droits de l'Homme au printemps 2008.

⁵³ QD7 Dans la liste suivante, quelles sont les trois valeurs qui comptent le plus pour vous ? (MAX. 3 REPONSES)

Les citations sur la démocratie et la paix reculent de 3 points alors que celles sur la solidarité et la tolérance progressent respectivement de 4 et 3 points. Si ces évolutions ne bouleversent pas le fondement des valeurs des Européens, il y a toutefois une légère tendance à la montée des valeurs liées à l'individu (respect de la vie humaine, solidarité, tolérance) et à une légère perte de terrain des valeurs universelles plus abstraites (Droits de l'Homme, paix).

Il n'y a pas, sur cette question, de disparités nationales fortes, signe que c'est un socle commun aux Européens. Le triptyque **respect de la vie humaine, paix et Droits de l'Homme** arrive en tête dans 26 pays de l'Union sur 27, seule la place de chacune de ces trois valeurs dans le trio pouvant varier. Les répondants en Autriche se singularisent, en plaçant les **libertés individuelles** en tête (52%).

Le respect de la vie humaine est particulièrement cité des répondants irlandais (60%) et chypriotes (54%, au deuxième rang cependant derrière les Droits de l'Homme, 65%). Au final, cet item est la première valeur pour les personnes interrogées dans onze Etats membres : cet item arrive en tête en Irlande (60%), en Hongrie (53%), au Royaume-Uni (51%), en Bulgarie (49%), en France (48%), au Portugal (46%), en Espagne et aux Pays-Bas (45% dans les deux cas), en Belgique (43%), en République tchèque (41%, à égalité avec les Droits de l'Homme), et en Italie (41%).

La paix arrive en tête de la hiérarchie en Allemagne (61%) et en Slovénie (58%). Dans 9 Etats membres sur 27, c'est la valeur qui arrive en tête : en plus de l'Allemagne et de la Slovénie, la paix est la valeur la plus importante pour les répondants en Finlande et au Luxembourg (54% dans les deux cas), en Estonie et en Grèce (51% chacun), en Lettonie (47%, à égalité avec les Droits de l'Homme), à Malte et au Danemark (45% dans les deux cas).

Les Droits de l'Homme sont plus choisis à Chypre (65%) et en Suède (60%), mais sont également la valeur la plus importante dans six autres Etats membres : la Lituanie (55%), la Lettonie (47%, à égalité avec la paix), la Pologne (45%), la Roumanie (44%), la Slovaquie (42%) et la République tchèque (41%, à égalité avec le respect pour la vie humaine).

On relève d'autres particularités nationales :
































Les libertés individuelles, plébiscitées par les répondants en Autriche (52%), sont également particulièrement importantes pour les Bulgares, qui les placent au deuxième rang de leur hiérarchie des valeurs, avec 41% de citations.

La démocratie est une valeur particulièrement prisée des répondants des pays scandinaves, la Suède (47%), et le Danemark (40%) ;

L'Etat de droit obtient les meilleurs scores en Slovénie et en Italie (33% dans les deux cas).

La tolérance est davantage citée par les interviewés en Belgique et en France (28% dans les deux cas) que par l'ensemble des Européens.

QD7 Dans la liste suivante, quelles sont les trois valeurs qui comptent le plus pour vous ? (MAX. 3 REPONSES)

		Le respect de la vie humaine	La paix	Les Droits de l'Homme	Les libertés individuelles	La démocratie	L'Etat de droit	La tolérance	L'égalité	La solidarité	L'épanouissement personnel	Le respect des autres cultures	La religion	NSP
	EU 27	44 %	42 %	40 %	24 %	24 %	20 %	19 %	18 %	17 %	13 %	8 %	6 %	1 %
	BE	43 %	41 %	36 %	23 %	26 %	12 %	28 %	19 %	22 %	18 %	8 %	4 %	0 %
	BG	49 %	30 %	40 %	41 %	15 %	27 %	14 %	12 %	20 %	18 %	3 %	8 %	1 %
	CZ	41 %	40 %	41 %	39 %	26 %	22 %	19 %	11 %	16 %	17 %	2 %	2 %	0 %
	DK	37 %	45 %	40 %	26 %	40 %	25 %	21 %	29 %	17 %	2 %	13 %	3 %	0 %
	DE	38 %	61 %	39 %	25 %	31 %	17 %	23 %	8 %	17 %	12 %	10 %	4 %	0 %
	EE	50 %	51 %	37 %	16 %	16 %	25 %	23 %	14 %	15 %	18 %	12 %	2 %	1 %
	IE	60 %	36 %	27 %	28 %	20 %	21 %	14 %	20 %	13 %	24 %	8 %	9 %	2 %
	EL	46 %	51 %	39 %	23 %	33 %	27 %	1 %	18 %	12 %	9 %	5 %	13 %	0 %
	ES	45 %	31 %	44 %	14 %	25 %	16 %	17 %	24 %	26 %	10 %	9 %	2 %	0 %
	FR	48 %	47 %	43 %	25 %	20 %	7 %	28 %	23 %	24 %	14 %	10 %	4 %	0 %
	IT	41 %	29 %	40 %	22 %	28 %	33 %	11 %	17 %	14 %	14 %	4 %	5 %	1 %
	CY	54 %	45 %	65 %	20 %	28 %	19 %	2 %	16 %	19 %	3 %	9 %	18 %	0 %
	LV	43 %	47 %	47 %	31 %	13 %	12 %	14 %	17 %	15 %	16 %	12 %	5 %	0 %
	LT	41 %	30 %	55 %	34 %	20 %	25 %	16 %	14 %	12 %	9 %	6 %	8 %	1 %
	LU	43 %	54 %	41 %	18 %	24 %	15 %	21 %	17 %	22 %	7 %	13 %	4 %	1 %
	HU	53 %	51 %	32 %	28 %	23 %	12 %	12 %	19 %	18 %	23 %	3 %	6 %	0 %
	MT	42 %	45 %	39 %	18 %	26 %	12 %	12 %	16 %	24 %	15 %	7 %	21 %	1 %
	NL	45 %	42 %	29 %	27 %	28 %	9 %	23 %	18 %	24 %	20 %	15 %	9 %	0 %
	AT	40 %	48 %	34 %	52 %	28 %	11 %	16 %	20 %	12 %	13 %	3 %	6 %	0 %
	PL	42 %	38 %	45 %	15 %	14 %	16 %	18 %	18 %	14 %	9 %	6 %	13 %	4 %
	PT	46 %	42 %	38 %	17 %	20 %	11 %	11 %	24 %	24 %	11 %	5 %	3 %	2 %
	RO	41 %	35 %	44 %	19 %	21 %	19 %	8 %	18 %	19 %	26 %	2 %	18 %	3 %
	SI	41 %	58 %	42 %	25 %	12 %	33 %	20 %	18 %	19 %	10 %	4 %	2 %	0 %
	SK	35 %	39 %	42 %	27 %	22 %	22 %	22 %	14 %	15 %	19 %	4 %	17 %	0 %
	FI	45 %	54 %	42 %	24 %	15 %	23 %	19 %	27 %	15 %	10 %	4 %	12 %	0 %
	SE	37 %	52 %	60 %	16 %	47 %	14 %	14 %	21 %	16 %	7 %	8 %	1 %	0 %
	UK	51 %	32 %	33 %	28 %	18 %	31 %	21 %	22 %	6 %	9 %	14 %	7 %	2 %
	CY (tcc)	38 %	22 %	44 %	37 %	29 %	44 %	11 %	28 %	11 %	10 %	4 %	8 %	2 %
	MK	37 %	47 %	42 %	17 %	25 %	35 %	9 %	22 %	16 %	6 %	4 %	6 %	2 %
	HR	45 %	42 %	50 %	22 %	17 %	35 %	12 %	20 %	21 %	6 %	3 %	7 %	1 %
	TR	43 %	31 %	38 %	18 %	28 %	14 %	17 %	29 %	14 %	2 %	3 %	25 %	2 %

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

Le trio de tête **respect de la vie humaine, paix et Droits de l'Homme** fait également consensus quels que soient les caractéristiques sociologiques des individus. On relèvera toutefois un effet de génération, la jeune génération étant plus sensible aux Droits de l'Homme, alors que l'ancienne est plus attachée à la paix. 47% des 15-24 ans citent les Droits de l'Homme comme valeur qui compte pour eux pour 36% des 55 ans et plus. A l'inverse, 47% des 55 ans et plus citent la paix pour 37% des 15-24 ans.

Les plus âgés des répondants sont également plus nombreux à citer le respect de la vie humaine (47%) que les 15-24 ans (37%). Les 15-24 ans choisissent enfin sensiblement plus que la moyenne l'égalité (26%) comme valeur importante. On notera également pour cette question des valeurs que les appartenances politiques jouent peu (même si les sympathisants de gauche citent plus la solidarité que ceux de droite) et que les sympathisants de droite et de gauche se retrouvent finalement sur un socle commun.

2.2. Les valeurs incarnées par l'Union européenne

- Démocratie, paix et Droits de l'Homme sont les valeurs qui incarnent le mieux l'UE -

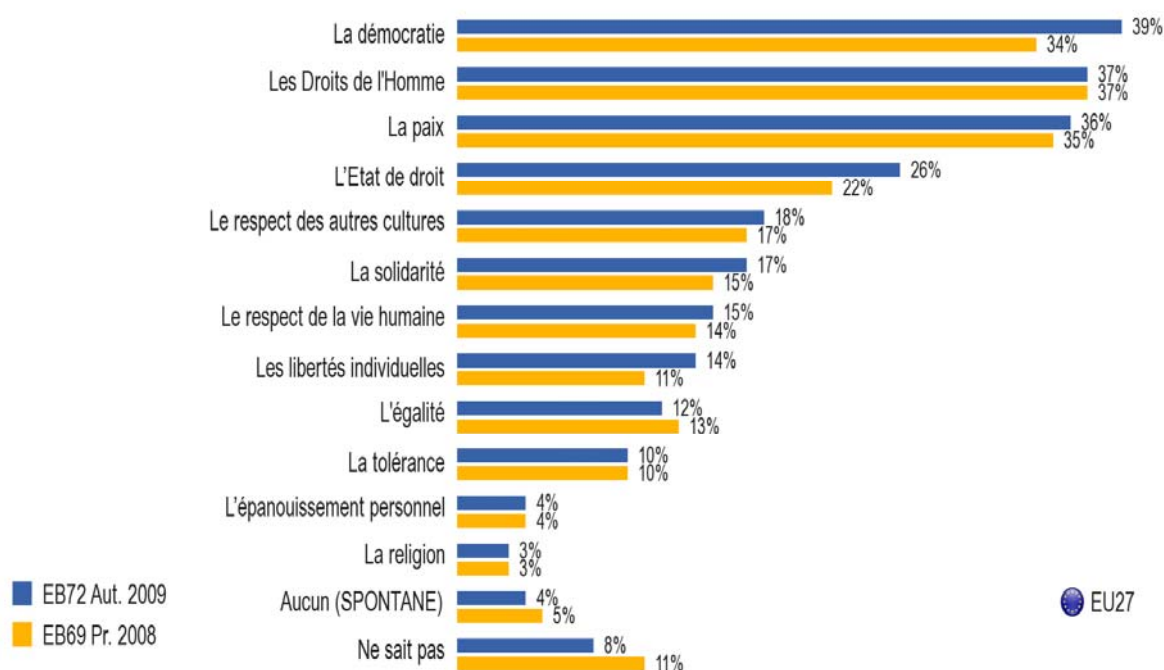
Après avoir demandé aux Européens de hiérarchiser leurs propres valeurs, il est intéressant de mettre en miroir la hiérarchie dégagée avec les valeurs qu'incarne l'Union européenne à leurs yeux⁵⁴. De manière générale, on observe une cohérence entre les deux hiérarchies. Certes le respect de la vie humaine qui arrivait en tête des citations des Européens dans les valeurs qui comptent le plus n'est pas une valeur fortement incarnée par l'Union, puisque seuls 15% des répondants l'en créditent. Cela s'explique sans doute par le fait que le respect de la vie humaine est davantage perçu comme une valeur relevant des comportements individuels que devant être portée par une collectivité politique.

Mais cette exception faite, on retrouve dans les valeurs incarnées par l'Union celles qui comptent le plus pour les Européens : la démocratie, la paix et les Droits de l'Homme. Ainsi, avec 39% de citations, la démocratie arrive en tête des valeurs citées par les Européens comme représentant le mieux l'Union européenne. Elle précède d'une courte tête les Droits de l'Homme (37%) et la paix (36%).

Ce triptyque devance très nettement toutes les autres valeurs. Viennent ainsi ensuite l'Etat de droit (26%), le respect des autres cultures (18%), la solidarité (17%), le respect de la vie humaine (15%), les libertés individuelles (14%), l'égalité (12%), la tolérance (10%), l'épanouissement personnel (4%) et la religion (3%).

⁵⁴ QD8 Quelles sont les trois valeurs qui représentent le mieux l'Union Européenne parmi les suivantes ?

QD8. Quelles sont les trois valeurs qui représentent le mieux l'Union européenne, parmi les suivantes ?


































Le triptyque central des valeurs incarnées par l'Union reste le même qu'au printemps 2008. On note toutefois des évolutions intéressantes en son sein. Les citations sur la démocratie progressent ainsi de 5 points, sans doute sous l'effet des élections européennes qui ont eu lieu entre temps. Celles sur la paix sont en hausse d'un point et celles sur les Droits de l'Homme restent stables. Ces mouvements font que la démocratie, qui arrivait en seconde position au printemps 2008, est désormais en tête de la hiérarchie. On constate enfin une progression des citations de l'Etat de Droit (+4 points) et de la solidarité (+2 points), alors que la stabilité prévaut pour les autres items.

Ce trio de tête est le même dans tous les pays de l'Union, avec toutefois évidemment des hiérarchies différentes entre les trois valeurs selon les pays. La démocratie est sensiblement plus citée que la moyenne européenne au Danemark (55%), en Slovaquie (52%), en Allemagne (49%) et en Espagne (48%). Les opinions chypriotes (55%), lituaniennes (48%), roumaines (48%) et danoises (47%) sont plus sensibles que la moyenne à l'incarnation des Droits de l'Homme par l'Union. En Allemagne (54%), en Suède (54%), en Grèce (53%), en Slovénie (49%), au Luxembourg (48%) et en France (46%), l'Union incarne d'abord la paix. Enfin, on note un attachement particulier à l'incarnation de l'Etat de droit par l'Union aux Pays-Bas (44%) et en Bulgarie (43%).

Du côté des pays candidats, l'Union incarne d'abord l'Etat de droit (40%) devant la démocratie (35%) et les Droits de l'Homme (31%) pour les Croates. L'opinion turque place en tête les Droits de l'Homme (38%), devant le respect de la vie humaine (29%) et la démocratie (28%). Dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine enfin, la paix (38%), les Droits de l'Homme (37%) et la démocratie (35%) arrivent en tête.

En dépit de différences d'intensité mineures entre les différentes catégories sociales, l'information principale demeure que ce triptyque de valeurs **démocratie-Droits de l'Homme-paix** incarné par l'Union est largement partagé au sein de toutes les couches de la population européenne. En résumé, l'Union incarne les valeurs démocratiques et humanistes considérées par les Européens comme celles qui comptent le plus à leurs yeux.

QD8 Quelles sont les trois valeurs qui représentent le mieux l'Union européenne, parmi les suivantes ? (MAX. 3 REPONSES)															
		La démocratie	Les Droits de l'Homme	La paix	L'Etat de droit	Le respect des autres cultures	La solidarité	Le respect de la vie humaine	Les libertés individuelles	L'égalité	La tolérance	L'épanouissement personnel	La religion	Aucun (SPONT.)	NSP
	UE27	39%	37%	36%	26%	18%	17%	15%	14%	12%	10%	4%	3%	4%	8%
	BE	41%	44%	40%	20%	15%	21%	16%	11%	14%	13%	3%	2%	5%	4%
	BG	44%	43%	26%	43%	8%	20%	29%	18%	6%	13%	6%	2%	1%	6%
	CZ	45%	34%	41%	28%	24%	23%	11%	19%	8%	7%	4%	2%	2%	3%
	DK	55%	47%	38%	29%	19%	23%	10%	9%	20%	6%	5%	3%	2%	4%
	DE	49%	37%	54%	28%	22%	20%	9%	10%	8%	8%	4%	4%	3%	4%
	EE	40%	40%	39%	26%	21%	25%	18%	9%	8%	10%	5%	5%	1%	7%
	IE	38%	31%	24%	35%	15%	20%	29%	20%	19%	10%	7%	2%	1%	9%
	EL	38%	34%	53%	18%	12%	17%	22%	24%	13%	9%	10%	2%	3%	1%
	ES	48%	37%	28%	29%	15%	15%	19%	13%	15%	12%	2%	1%	3%	5%
	FR	36%	43%	46%	19%	26%	16%	12%	13%	9%	12%	2%	2%	4%	7%
	IT	34%	33%	27%	28%	16%	16%	24%	20%	16%	11%	5%	4%	4%	4%
	CY	31%	55%	28%	19%	32%	32%	22%	20%	23%	8%	2%	5%	3%	3%
	LV	30%	40%	32%	30%	16%	18%	12%	21%	9%	7%	9%	2%	4%	5%
	LT	37%	48%	29%	20%	18%	19%	18%	22%	11%	9%	4%	3%	1%	9%
	LU	43%	43%	48%	24%	22%	18%	19%	14%	13%	13%	2%	3%	2%	1%
	HU	41%	37%	38%	21%	18%	17%	16%	21%	12%	9%	8%	3%	6%	2%
	MT	36%	37%	35%	34%	20%	20%	25%	15%	16%	7%	3%	4%	1%	7%
	NL	44%	37%	42%	44%	18%	17%	7%	7%	13%	7%	3%	3%	2%	8%
	AT	39%	34%	42%	27%	15%	20%	15%	19%	14%	10%	10%	3%	7%	3%
	PL	35%	30%	29%	16%	14%	15%	13%	14%	9%	16%	3%	2%	2%	13%
	PT	31%	33%	34%	19%	11%	20%	25%	15%	20%	8%	4%	2%	2%	6%
	RO	38%	48%	30%	34%	7%	21%	22%	16%	14%	7%	8%	5%	1%	8%
	SI	34%	27%	49%	29%	17%	12%	13%	15%	12%	13%	4%	4%	6%	4%
	SK	52%	45%	36%	18%	15%	23%	17%	17%	11%	13%	7%	4%	1%	1%
	FI	35%	42%	42%	33%	22%	12%	12%	14%	16%	12%	4%	4%	3%	3%
	SE	47%	32%	54%	27%	20%	21%	7%	12%	9%	6%	4%	2%	3%	7%
	UK	26%	37%	17%	24%	21%	10%	12%	9%	16%	10%	5%	4%	7%	20%
	CY (tcc)	29%	49%	15%	45%	5%	11%	36%	32%	27%	8%	9%	6%	1%	4%
	MK	35%	37%	38%	34%	7%	17%	23%	16%	17%	9%	7%	4%	2%	5%
	HR	35%	31%	29%	40%	15%	13%	15%	12%	12%	11%	4%	2%	7%	9%
	TR	28%	38%	19%	18%	7%	9%	29%	22%	22%	10%	5%	5%	2%	14%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

3. LES VALEURS A PRIVILEGIER POUR LES EUROPEENS

- La solidarité et l'environnement en tête des attentes des Européens -

Lorsqu'on invite les Européens à citer les deux principaux enjeux sur lesquels il faudrait agir prioritairement pour faire face aux défis mondiaux, les Européens placent en tête l'égalité sociale et la solidarité, avec 45% de citations, devant la protection de l'environnement (37%), le progrès et l'innovation (33%), le libre-échange et l'économie de marché (32%), la diversité culturelle (16%) et les traditions (10%)⁵⁵. Cette hiérarchie des enjeux prioritaires est stable par rapport à la vague précédente de l'Eurobaromètre.

QB6. Parmi les propositions suivantes, quelles sont les deux sur lesquelles notre société devrait mettre l'accent pour faire face aux principaux défis mondiaux ?



■ EB72 Aut. 2009

■ EB71 Pr. 2009

EU27

La demande d'**égalité sociale** et de solidarité est la plus forte à Chypre (66%), en Grèce (59%), en France (57%) et au Portugal (55%). Cet item arrive également en tête dans 15 autres Etats membres : Espagne (53%), Luxembourg et Autriche (52% chacun), Finlande (51%), Belgique (50%), Bulgarie (49%), Allemagne (48%), République tchèque et Slovaquie (46% chacun), Pays-Bas (45%), Irlande (44%), Slovaquie (43%), Italie (40%), Estonie (38%) et Pologne (36%, à égalité avec le libre-échange / l'économie de marché).

La préoccupation pour **l'environnement** concerne particulièrement la Suède (66%), Chypre (63%), Malte (55%), la Grèce (54%) et le Royaume-Uni (46%). Au final, les répondants de ces cinq pays souhaitent avant tout que l'on mette l'accent sur cet aspect, afin de faire face aux principaux défis mondiaux.

⁵⁵QB6 Parmi les propositions suivantes, quelles sont les deux sur lesquelles notre société devait mettre l'accent pour faire face aux principaux défis mondiaux ?
































Le progrès et l'innovation sont plus cités en Hongrie (48%) et en Allemagne (41%), alors que les Hongrois en font même leur principale priorité.

Le souhait d'un renforcement du **libre-échange** est plus marqué en Lettonie (55%), en Lituanie (54%), en République tchèque (40%) et en Bulgarie (39%). Les deux Etats baltes mentionnés précédemment ainsi que la Pologne, avec 36% de citations (à égalité avec l'égalité sociale), en font leur principale priorité.

Enfin, les Autrichiens sont les plus nombreux à citer **les traditions** : 18%, pour 10% de l'ensemble des Européens.

Au sein des pays candidats, le renforcement de l'accès au libre-échange et à l'économie de marché (49%) arrive en tête des attentes dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, juste devant la demande d'égalité et de solidarité (47%). L'ordre est inversé en Croatie avec 56% de citations pour l'égalité et la solidarité et 41% pour la consolidation du libre-échange et de l'économie de marché. En Turquie, la demande d'égalité et de solidarité arrive en tête (38%), devant le renforcement du progrès et de l'innovation (31%).

QB6 Parmi les propositions suivantes, quelles sont les deux sur lesquelles notre société devrait mettre l'accent pour faire face aux principaux défis mondiaux ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

		L'égalité sociale et la solidarité	La protection de l'environnement	Le progrès et l'innovation	Le libre-échange/ l'économie de marché	La diversité culturelle et l'ouverture aux autres	Les traditions	NSP
	UE27	45%	37%	33%	32%	16%	10%	4%
	BE	50%	37%	37%	30%	12%	9%	2%
	BG	49%	31%	32%	39%	11%	12%	5%
	CZ	46%	31%	27%	40%	20%	15%	2%
	DK	42%	45%	37%	33%	28%	7%	2%
	DE	48%	35%	41%	39%	13%	7%	1%
	EE	38%	28%	27%	35%	25%	13%	7%
	IE	44%	36%	25%	35%	17%	11%	11%
	EL	59%	54%	24%	25%	12%	12%	1%
	ES	53%	34%	34%	23%	18%	6%	4%
	FR	57%	48%	34%	20%	16%	8%	3%
	IT	40%	28%	36%	31%	17%	14%	3%
	CY	66%	63%	18%	23%	13%	13%	1%
	LV	42%	20%	29%	55%	11%	7%	5%
	LT	45%	22%	21%	54%	11%	8%	8%
	LU	52%	47%	25%	27%	19%	8%	2%
	HU	42%	31%	48%	29%	14%	15%	2%
	MT	35%	55%	27%	34%	6%	14%	6%
	NL	45%	34%	40%	34%	22%	7%	2%
	AT	52%	39%	31%	32%	15%	18%	1%
	PL	36%	25%	30%	36%	13%	14%	8%
	PT	55%	31%	26%	20%	16%	8%	6%
	RO	35%	40%	23%	36%	13%	12%	10%
	SI	46%	35%	44%	34%	11%	8%	1%
	SK	43%	31%	33%	41%	16%	11%	2%
	FI	51%	38%	40%	25%	23%	12%	1%
	SE	52%	66%	23%	30%	21%	3%	1%
	UK	28%	46%	27%	33%	16%	12%	9%
	CY (tcc)	51%	40%	35%	35%	12%	15%	3%
	MK	47%	32%	23%	49%	12%	6%	4%
	HR	56%	22%	29%	41%	13%	10%	5%
	TR	38%	25%	31%	19%	24%	11%	9%

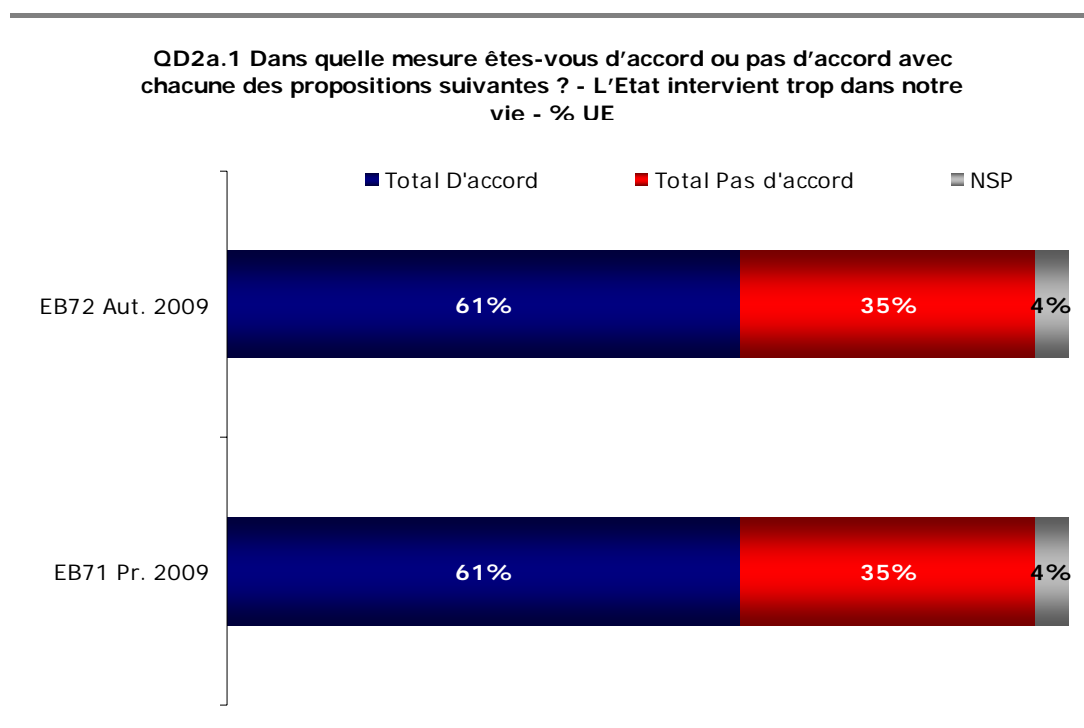
* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

L'analyse sociodémographique révèle une grande homogénéité des réponses et très peu de différences selon les appartenances des individus. Le souhait d'égalité sociale et de solidarité arrive ainsi en tête dans toutes les catégories, quels que soient le revenu ou la position sociale. Il est par exemple quasiment autant partagé par les cadres dirigeants (43%) que par les ouvriers (44%), par ceux qui ont des difficultés financières (47%) que par ceux qui n'en ont aucune (44%). La demande d'une égalité et d'une solidarité accrues est donc une demande socialement partagée en Europe.

4. LES VALEURS ECONOMIQUES ET SOCIALES DES EUROPEENS

4.1. Etat et libre concurrence

Les Européens critiquent un Etat qu'ils voient comme étant omniprésent dans leur vie et s'accordent majoritairement à dire que la libre concurrence est une condition de prospérité.



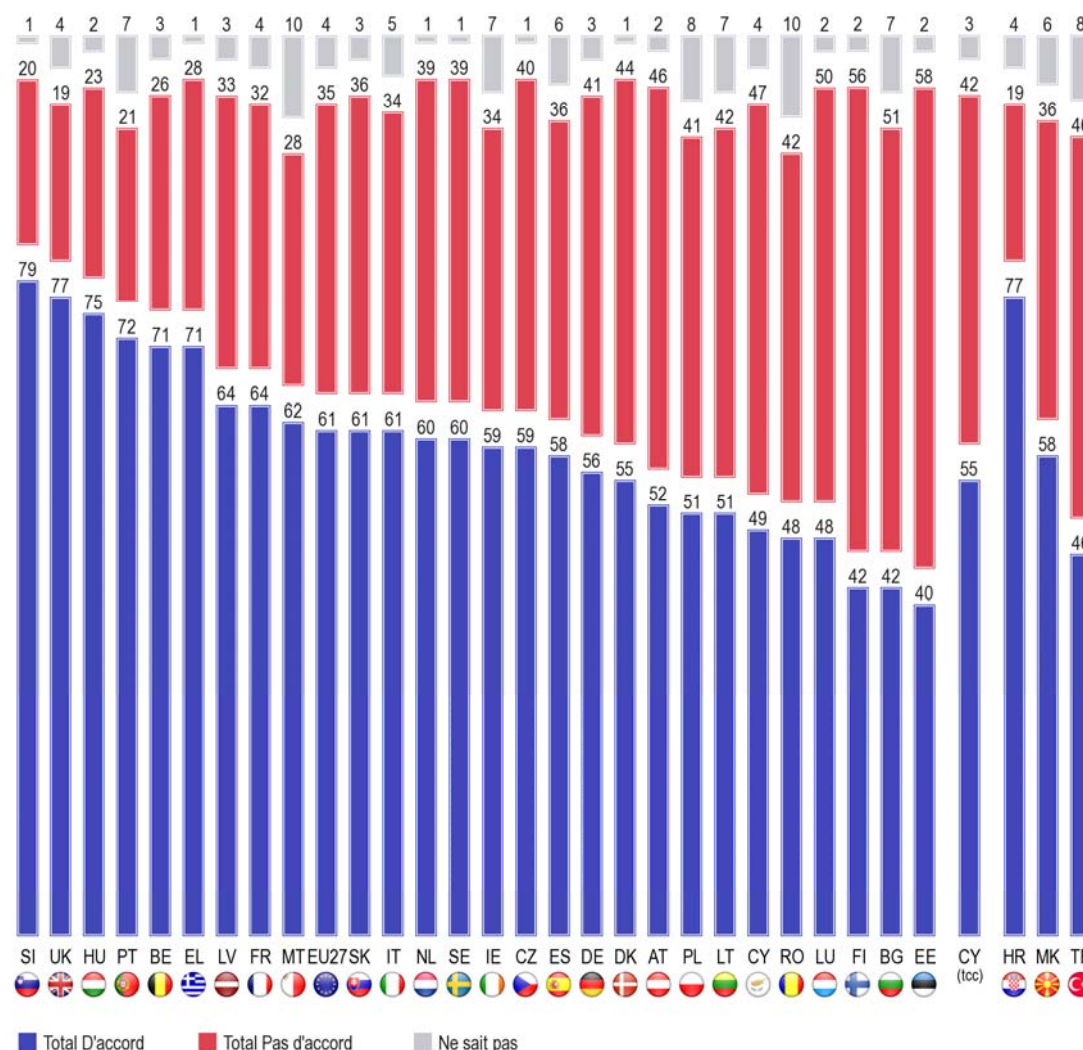
61% des Européens (dont 20% « tout à fait » et 41% « plutôt ») se disent d'accord avec l'idée selon laquelle **l'Etat intervient trop dans leur vie**. 35% se déclarent à l'inverse en désaccord avec cette proposition (6% l'étant « tout à fait » et 29% « plutôt »)⁵⁶. 4% des personnes interrogées n'expriment pas d'opinion. Sur cet item d'attitude à l'égard de l'Etat, les opinions sont strictement stables par rapport à la dernière vague de l'Eurobaromètre.

C'est au Royaume-Uni (77%) que les critiques sur l'intervention de l'Etat dans la vie des citoyens sont les plus fortes. A l'opposé, en Estonie (58%), en Finlande (56%) et en Bulgarie (51%), une majorité de la population se dit en désaccord avec cette idée. Les opinions sont partagées à Chypre (49% d'accord contre 47%) et au Luxembourg (48% contre 50%).

⁵⁶ QD2a1 Dans quelle mesure êtes vous d'accord ou pas avec la proposition suivante : l'Etat intervient trop dans notre vie ?

QD2a.1. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?





L'Etat intervient trop dans notre vie



On n'observe aucune différence importante dans ce rapport à l'Etat selon la position sociale et économique des individus. L'idée d'un Etat intervenant trop dans la vie des citoyens est partagée par toutes les catégories. On note cependant que les hommes (63%), les répondants ayant quitté l'école entre 16 et 19 ans (64%), les ouvriers (64%) et les chômeurs (65%) sont un peu plus nombreux que les femmes (59%), les répondants ayant poursuivi leurs études après 19 ans (58%), les cadres directeurs (59%) et surtout les étudiants (54%) à estimer que l'Etat intervient trop dans leur vie.

QD2a.1 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? - % UE

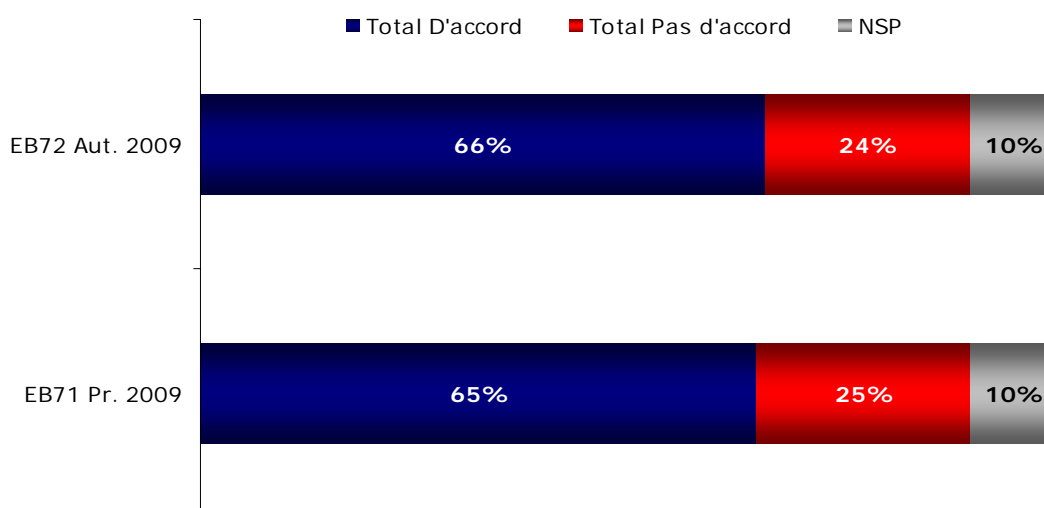
L'Etat intervient trop dans notre vie

		Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
	UE27	61%	35%	4%
Sexe				
	Homme	63%	33%	4%
	Femme	59%	36%	5%
Age				
	15-24	60%	34%	6%
	25-39	62%	35%	3%
	40-54	62%	34%	4%
	55 +	59%	36%	5%
Age de fin d'études				
	15-	62%	33%	5%
	16-19	64%	32%	4%
	20+	58%	38%	4%
	Tjs étudiant	54%	40%	6%
Echelle d'occupation du répondant				
	Indépendants	63%	34%	3%
	Cadres directeurs	59%	38%	3%
	Autres employés	62%	34%	4%
	Ouvriers	64%	32%	4%
	Femmes-hommes au foyer	60%	35%	5%
	Chômeurs	65%	30%	5%
	Retraités	59%	36%	5%
	Etudiants	54%	40%	6%

Même si la question est traitée dans la partie consacrée aux valeurs économiques et sociales des Européens, il convient de nuancer son interprétation. En effet, elle ne portait pas spécifiquement sur l'intervention de l'Etat dans l'économie, mais bien sur l'intervention de l'Etat dans la vie de chacun. Une partie des répondants a donc pu se prononcer sur d'autres enjeux que le rôle économique de l'Etat (sécurité routière, vie familiale etc.). Autrement dit, on ne peut pas tirer comme enseignement de cette question que les Européens s'opposent à une intervention de l'Etat dans l'économie et ce, encore moins quand on se souvient qu'ils étaient 71% à juger positivement le terme d'Etat-Providence.

L'acceptation de la **libre concurrence** comme moteur de la croissance économique est en revanche beaucoup plus claire.

QD2a.4 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? - La libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité - % UE



Deux tiers (66%) des Européens sont d'accord (17% "tout à fait" d'accord et 49% "plutôt" d'accord) avec l'affirmation selon laquelle la libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité. 24% sont au contraire en désaccord avec cette affirmation (4% « tout à fait » en désaccord et 20% « plutôt » en désaccord) et 10% n'expriment pas d'opinion⁵⁷.

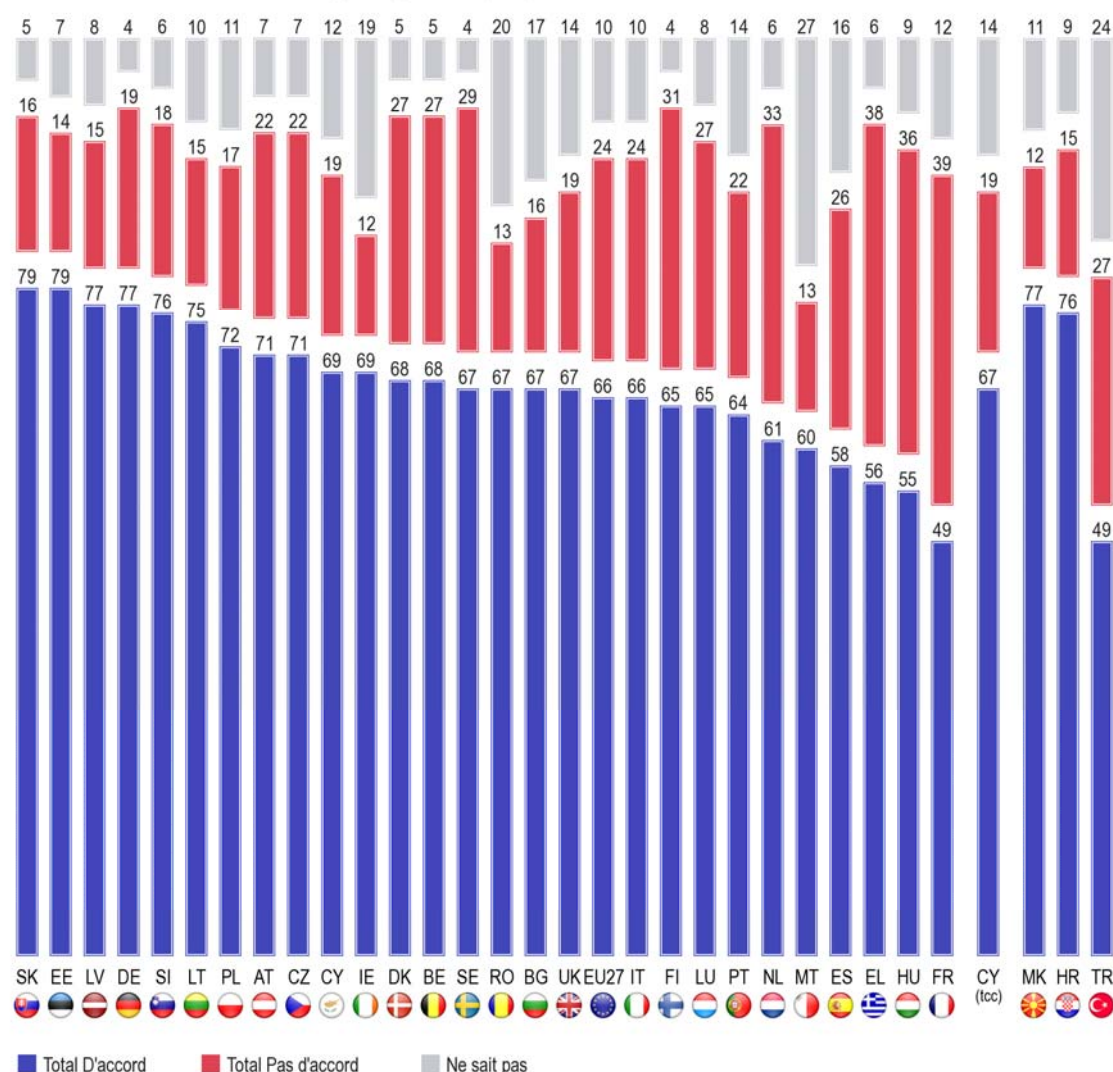
Les évolutions par rapport à la vague précédente de l'Eurobaromètre réalisée au printemps 2009 (EB71) sont mineures : la proportion de répondants en accord progresse d'un point, celle des répondants en désaccord baisse d'un point. Cette approbation de l'efficacité de la libre concurrence comme principe économique s'inscrit pleinement dans la tendance d'appréciation des valeurs de l'économie de marché décrite dans cette partie.

La libre concurrence est un principe apprécié par une majorité absolue dans 26 des 27 pays de l'Union, avec des pointes en Slovaquie (79%), en Allemagne (77%) et en Lettonie (77%). Seule la France se distingue, comme lors de la vague précédente de l'Eurobaromètre, avec un taux d'appréciation de loin inférieur à la moyenne européenne (49% d'accord, contre 39% pas d'accord).

⁵⁷ QD2a4 Dans quelle mesure êtes vous d'accord ou pas avec la proposition suivante : la libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité ?

QD2a.4. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

La libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité





La libre concurrence est un principe partagé par toutes les catégories sociales, avec encore un peu plus d'intensité lorsque l'on grimpe dans la stratification sociale. 72% des personnes se classant dans le haut de l'échelle sociale considèrent ainsi que la libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité, pour 60% de celles qui se positionnent dans le bas de cette même échelle. Symétriquement, les travailleurs indépendants (71%), les cadres (69%) et les employés (69%) sont un peu plus nombreux à considérer que la libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité que les chômeurs (60%).

Par ailleurs, la perception des avantages de la libre concurrence est plus prononcée chez les répondants qui se positionnent à droite de l'échiquier politique (72%), que chez ceux qui se placent à gauche (61%). Notons toutefois que la libre concurrence est vue positivement par une large majorité de ces derniers.

QD2a.4 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

La libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité

La libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité				
		Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27		66%	24%	10%
Sexe				
	Homme	69%	23%	8%
	Femme	63%	24%	13%
Echelle d'occupation du répondant				
	Indépendants	71%	23%	6%
	Cadres directeurs	69%	26%	5%
	Autres employés	69%	24%	7%
	Ouvriers	65%	25%	10%
	Femmes-hommes au foyer	61%	24%	15%
	Chômeurs	60%	27%	13%
	Retraités	67%	20%	13%
	Etudiants	61%	29%	10%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche		61%	31%	8%
(5-6) Centre		68%	23%	9%
(7-10) Droite		72%	20%	8%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)		60%	26%	14%
Moyen (5-6)		67%	24%	9%
Haut (7-10)		72%	22%	6%

4.2 Comment l'opinion européenne perçoit-elle le dilemme entre croissance économique et préservation de l'environnement ?

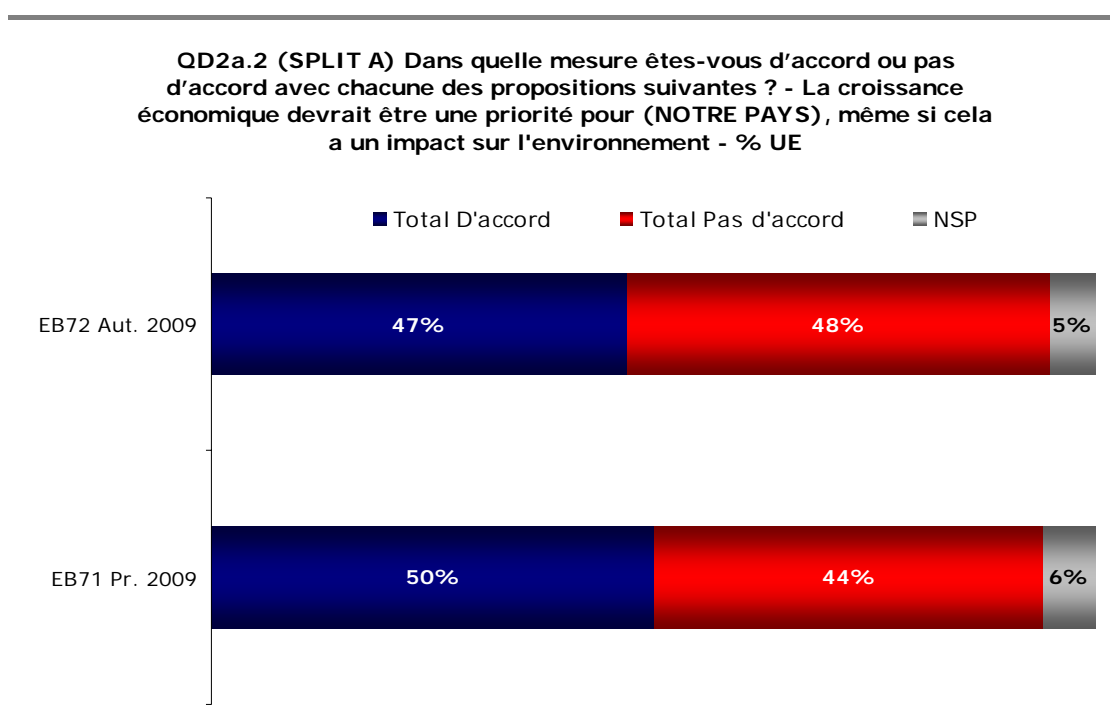
Comme l'Eurobaromètre précédent (EB71, printemps 2009), cette enquête se proposait de mesurer la manière dont les Européens appréhendent le débat entre croissance économique et préservation de l'environnement. Pour ce faire, l'échantillon a été divisé en deux parties égales afin de tester deux arguments, aux effets de causalité inversés⁵⁸. Il a ainsi été demandé au premier échantillon, le split A, de se prononcer sur la proposition « la croissance économique devrait être une priorité, même si cela a un impact sur l'environnement ». Le second échantillon, ou split B, devait lui se déterminer sur la phrase « protéger l'environnement devrait être une priorité, même si cela a un impact sur la croissance économique ».

Alors que l'environnement, on l'a vu, se classait au second rang des principales attentes des Européens, les résultats de ces questions d'arbitrage confirment clairement l'importance de cette thématique pour l'opinion européenne, importance qui se renforce même par rapport à la vague précédente de l'Eurobaromètre.

⁵⁸ Méthode dite des « splits d'échantillon » dans les sondages d'opinion.

Ainsi, lorsque la question est posée en donnant la priorité à la croissance économique, l'opinion européenne se divise en deux parties égales. Et l'on constate une progression sensible des répondants disant ne pas souhaiter que l'on privilégie la croissance économique au détriment de l'environnement. A l'inverse, lorsque la question est posée en donnant la priorité à l'environnement, sept Européens sur dix se disent d'accord, quelles que puissent en être les conséquences sur la croissance économique, proportion quasiment stable par rapport à la vague précédente.

Split A : « La croissance économique devrait être une priorité même si cela a un impact sur l'environnement »



48% des Européens refusent de donner la priorité à la croissance économique sur l'environnement, 14% se disant « tout à fait » en désaccord et 34% « plutôt » en désaccord avec cette idée. A l'opposé, 47% des répondants se disent en accord (13% « tout à fait » et 34% « plutôt ») pour donner la priorité à la croissance économique. 5% ne se prononcent pas sur cet arbitrage⁵⁹.

Le pourcentage de répondants en désaccord avec l'idée de donner la priorité à la croissance économique sur l'environnement augmente de 4 points par rapport à la vague précédente de l'Eurobaromètre du printemps 2009. Celui des répondants en accord avec cette idée régresse de 3 points dans le même temps. Du coup, le rapport se modifie assez sensiblement sur la période (de 50%/44%, +6 points à 47%/48%, -1 point), montrant le renforcement des préoccupations environnementales, ou plutôt une moindre focalisation sur la croissance économique à tout prix.

⁵⁹ QD2a2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas avec la proposition suivante : la croissance économique devrait être une priorité pour (notre pays) même si cela a un impact sur l'environnement ?

L'index, c'est-à-dire la différence entre les répondants se disant d'accord avec l'affirmation selon laquelle la croissance économique devrait être une priorité même si cela a un impact sur l'environnement et ceux qui ne sont pas d'accord, donne une vision complète, par pays, de ce qu'est l'opinion dominante.

L'étude de cet index révèle que la scission de l'opinion au niveau européen (index : -1) recouvre de profondes disparités entre les pays : dans treize Etats membres, une majorité de répondants *n'accorderaient pas* la priorité à la croissance économique dans leur pays si cela nuit à l'environnement. Les répondants sont les plus défavorables à cette idée dans les pays nordiques, aux Pays-Bas, à Chypre et en Autriche.

L'opinion inverse est par contre majoritaire dans quatorze pays, notamment tout particulièrement la Hongrie, l'Irlande et la Roumanie, qui sont prêts à faire des concessions importantes sur l'environnement pour relancer l'économie de leur pays.

La différence entre les index des deux dernières vagues de l'Eurobaromètre, permet également de mesurer les évolutions par pays depuis le printemps 2009 (EB71).

Ainsi, par rapport à la vague précédente, on constate un changement de l'opinion majoritaire dans quatre pays. Le Luxembourg (où l'index passe de -18 à +3) et la Lituanie (où l'index passe de -2 à +12) deviennent dans cette enquête des pays à majorité « pro-croissance économique ».





























A l'opposé, la Lettonie (où l'index passe de +15 à -6) et la Slovénie (où l'index passe de +9 à -9) rejoignent le groupe des pays à majorité « pro-environnement ».

Au sein du groupe des pays à majorité « pro-croissance économique », il est à noter qu'à l'exception de la Hongrie, où l'opinion se renforce (l'index passe de +35 à +44), partout ailleurs, la tendance est à l'érosion. L'index perd ainsi par exemple 17 points en Italie, 14 points en Irlande, 11 points au Royaume-Uni, 9 points en Bulgarie, 5 points en Pologne et en Roumanie.

Au sein du groupe de pays à majorité « pro-environnement », la tendance se renforce en Suède (l'index passe de -3 à -22), en France (l'index passe de -3 à -13), à Chypre (l'index passe de -29 à -37), au Danemark (l'index passe de -22 à -28) aux Pays-Bas (l'index passe de -35 à -41) et en Finlande (l'index passe de -38 à -43). A l'inverse, l'opinion majoritaire refusant de donner la priorité à la croissance sur l'environnement s'effrite sensiblement en République tchèque (l'index passe de -16 à -3) et en Grèce (l'index passe de -27 à -12).

QD2a.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

- "La croissance économique devrait être une priorité pour (NOTRE PAYS), même si cela a un impact sur l'environnement" (SI 'SPLIT A')

	PAYS	EB71 Index 'total d'accord'- 'total pas d'accord'	EB72 Index 'total d'accord'- 'total pas d'accord'	Diff.Index EB72-EB71
Majorité "pro-croissance économique"	 UE27	+6	-1	-7
	 HU	+35	+44	+9
	 IE	+43	+29	-14
	 RO	+30	+25	-5
	 SK	+21	+19	-2
	 PT	+17	+16	-1
	 PL	+19	+14	-5
	 IT	+30	+13	-17
	 LT	-2	+12	+14
	 BE	+13	+9	-4
	 UK	+17	+6	-11
	 BG	+14	+5	-9
	 ES	+4	+5	+1
	 MT	+8	+4	-4
	 LU	-18	+3	+21
Majorité "pro-environnement"	 CZ	-16	-3	+13
	 EE	-7	-5	+2
	 LV	+15	-6	-21
	 SI	+9	-9	-18
	 EL	-27	-12	+15
	 FR	-3	-13	-10
	 DE	-14	-16	-2
	 SE	-3	-22	-19
	 DK	-22	-28	-6
	 AT	-26	-31	-5
	 CY	-29	-37	-8
	 NL	-35	-41	-6
	 FI	-38	-43	-5




L'analyse des résultats selon les caractéristiques sociodémographiques et sociologiques montre que la préoccupation pour l'environnement est d'autant plus forte que le répondant occupe une position sociale et économique élevée. A l'inverse, les couches sociales les plus modestes ont plus tendance à donner la priorité à la croissance économique. L'âge joue ici également un rôle, les jeunes générations étant plus sensibles à la protection de l'environnement que les plus âgées.

Ainsi, le rapport entre l'accord et le désaccord sur le fait de donner la priorité à la croissance économique s'établit à 51%/42% chez les plus de 55 ans mais à 44%/50% chez les 15-24 ans. Il est de 54%/38% chez les personnes peu diplômées, mais de 40%/57% chez celles ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà. Il se situe à 52%/44% chez les chômeurs mais à 34%/63% chez les cadres directeurs. Il est enfin de 52%/41% chez les personnes avouant des difficultés financières mais de 45%/51% chez celles qui n'en ont pas. Ces chiffres démontrent assez nettement que la préoccupation pour l'environnement est aujourd'hui plutôt caractéristique des catégories moyennes et supérieures de la population européenne.

On note aussi une inversion de l'opinion majoritaire selon l'auto-positionnement sur l'échelle gauche-droite : alors qu'une majorité des sympathisants de droite considèrent que la croissance économique devrait être une priorité nationale même si cela affecte l'environnement (52%, contre 44%), l'opinion inverse domine chez les répondants qui se situent à gauche (42% sont d'accord avec la proposition, contre 55% qui y sont opposés).

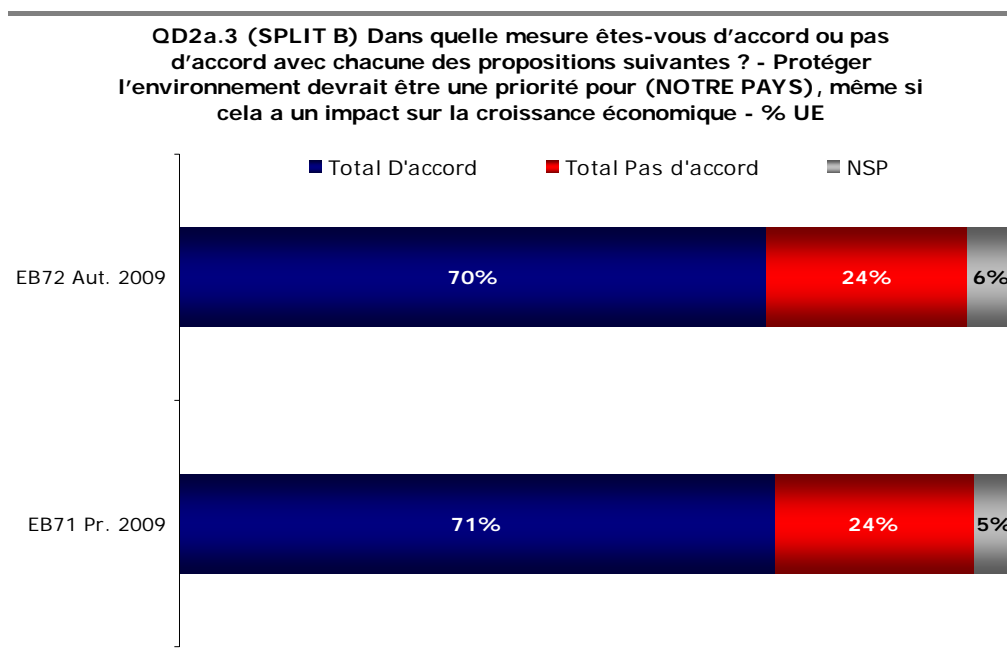
QD2a.2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ?

(SPLIT A) La croissance économique devrait être une priorité pour (NOTRE PAYS), même si cela a un impact sur l'environnement

		Total D'accord	Total Pas d'accord	NSP
UE27		47%	48%	5%
Age				
	15-24	44%	50%	6%
	25-39	47%	50%	3%
	40-54	45%	51%	4%
	55 +	51%	42%	7%
	Age de fin d'études			
	15-	54%	38%	8%
	16-19	49%	47%	4%
	20+	40%	57%	3%
	Tjs étudiant	41%	54%	5%
Echelle d'occupation du répondant				
	Indépendants	46%	51%	3%
	Cadres directeurs	34%	63%	3%
	Autres employés	46%	51%	3%
	Ouvriers	49%	46%	5%
	Femmes-hommes au foyer	50%	44%	6%
	Chômeurs	52%	44%	4%
	Retraités	51%	42%	7%
	Etudiants	41%	54%	5%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche		42%	55%	3%
(5-6) Centre		48%	48%	4%
(7-10) Droite		52%	44%	4%
Difficulté à payer ses factures				
La plupart du temps		52%	41%	7%
De temps en temps		50%	45%	5%
Pratiquement jamais		45%	51%	4%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)		50%	44%	6%
Moyen (5-6)		47%	48%	5%
Haut (7-10)		47%	50%	3%

Split B : « Protéger l'environnement devrait être une priorité, même si cela a un impact sur la croissance économique »

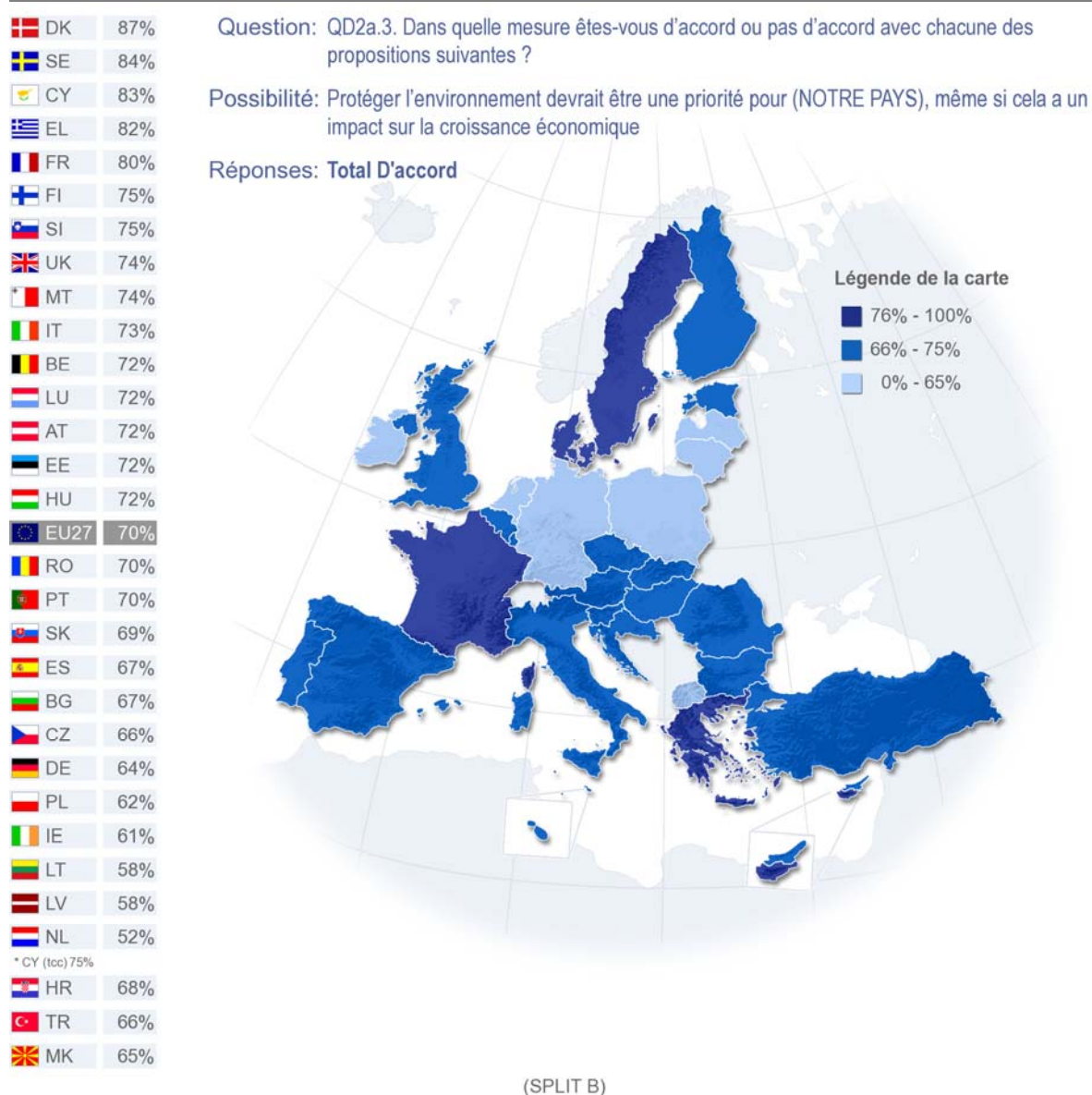
Si le fait de donner la priorité à la croissance économique sur l'environnement suscite des arbitrages très partagés au sein de l'opinion européenne, le fait de donner la priorité à l'environnement sur la croissance crée, lui, en revanche un large consensus.



70% des Européens se disent d'accord (dont 24% de « tout à fait » d'accord et 46% de « plutôt » d'accord) avec l'idée selon laquelle protéger l'environnement doit être une priorité, même si cela a un impact sur la croissance économique. 24% se montrent à l'inverse en désaccord avec cette affirmation, 4% « tout à fait » et 20% « plutôt ». 6% n'expriment pas d'opinion⁶⁰. Les évolutions par rapport à la vague du printemps 2009 de l'Eurobaromètre sont extrêmement limitées : le pourcentage de répondants étant d'accord diminue d'un point, alors que celui de répondants en désaccord reste stable, les sans opinion augmentant d'un point.

L'idée qu'il faut donner la priorité à l'environnement sur la croissance recueille un consensus majoritaire dans tous les pays de l'Union. Elle est la plus tranchée au Danemark (87%), en Suède (84%), à Chypre (83%) et en Grèce (82%). Il faut relever sur cette question le cas particulier des Pays-Bas. Alors que l'opinion néerlandaise se montrait massivement en désaccord avec l'idée de donner la priorité à la croissance sur l'environnement (70%), paradoxalement, elle est aussi celle qui se montre la moins favorable à donner la priorité à l'environnement sur la croissance, avec « seulement » 52% de citations (contre 45%), soit largement en dessous de la moyenne européenne. Sans doute y a-t-il donc au sein de l'opinion aux Pays-Bas une volonté forte de conciliation de la croissance et de l'environnement qui fait que l'on refuse, plus qu'ailleurs, de donner la priorité à l'un ou à l'autre.

⁶⁰ QD2a3 Dans quelle mesure êtes vous d'accord ou pas avec la proposition suivante : protéger l'environnement devrait être une priorité pour (notre pays) même si cela a un impact sur la croissance économique ?



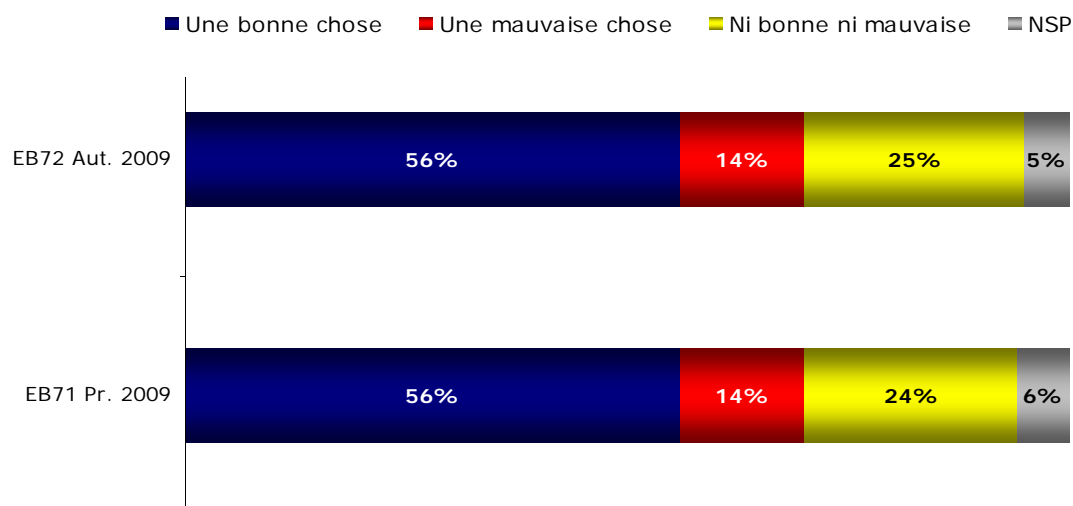
En faisant l'analyse sociodémographique des données, on retrouve sur cette question les mêmes différences d'intensité que celles analysées en détail précédemment, à savoir que les catégories les plus diplômées, les plus aisées et les mieux positionnées sur l'échelle sociale manifestent un accord sur la priorité donnée à l'environnement par rapport à la croissance économique encore plus fort que la moyenne, et que celui des classes modestes et en difficulté.

5. L'ARGENT ET LES PRIORITES FINANCIERES

- L'opinion européenne se dit prête à être moins matérialiste -
































56% des Européens considèrent qu'accorder moins d'importance à l'argent et aux biens matériels serait une bonne chose alors que 14% estiment à l'inverse que ce serait une mauvaise chose, 25% jugeant que ce ne serait « ni une bonne chose, ni une mauvaise chose », et 5% n'exprimant pas d'opinion⁶¹. Ces opinions sont strictement stables par rapport à la vague du printemps 2009.

QD3.1 Si les changements suivants sur notre mode de vie devaient avoir lieu dans un avenir proche, pensez-vous que cela serait une bonne chose, une chose mauvaise ou ni bonne ni mauvaise?-Moins d'importance accordée à l'argent et aux biens matériels - %UE



Le souhait d'un recul du matérialisme est le plus net en Irlande (69%), en Finlande (69%), en Suède (68%), en Slovénie (68%), aux Pays-Bas (67%), en Espagne (66%) et en France (66%). Il est en revanche sensiblement en dessous de la moyenne chez les Etats membres d'Europe centrale et orientale, à l'exception de la Slovénie (68%) : Lettonie (35%), Estonie (40%), Roumanie (42%), République Tchèque (43%), Slovaquie (45%), Bulgarie (46%), Lituanie (46%), Pologne (50%). Il est également bien moins marqué en Italie avec seulement 36% de citations.

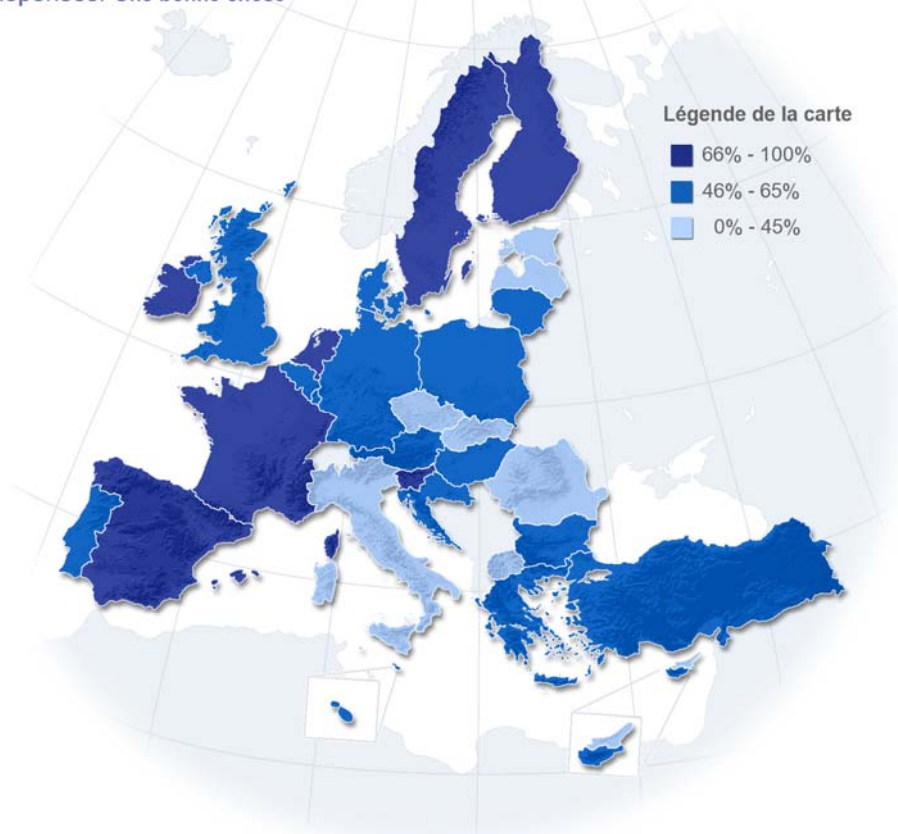
⁶¹ QD3.1 Si les changements suivants sur notre mode de vie devaient avoir lieu dans un avenir proche, pensez-vous que cela serait une bonne chose, une mauvaise chose, ou une chose ni bonne, ni mauvaise : moins d'importance accordée à l'argent et aux biens matériels ?

	IE	69%
	FI	69%
	SE	68%
	SI	68%
	NL	67%
	FR	66%
	ES	66%
	UK	65%
	EL	62%
	MT	62%
	CY	61%
	LU	60%
	DK	60%
	BE	59%
	AT	59%
	EU27	56%
	HU	56%
	DE	54%
	PL	50%
	PT	49%
	LT	46%
	BG	46%
	SK	45%
	CZ	43%
	RO	42%
	EE	40%
	IT	36%
	LV	35%
* CY (tcc) 39%		
	HR	63%
	TR	49%
	MK	43%

Question: QD3.1. Si les changements suivants sur notre mode de vie devaient avoir lieu dans un avenir proche, pensez-vous que cela serait une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise ?

Possibilité: Moins d'importance accordée à l'argent et aux biens matériels



Réponses: Une bonne chose



Une majorité de répondants dans toutes les catégories sociales estime qu'un recul du matérialisme serait une bonne chose. Cette opinion est néanmoins un peu plus largement partagée au sein des catégories diplômées et aisées. Autrement dit, ceux qui possèdent le plus de biens et d'argent sont les plus nombreux à dire qu'il faudrait leur accorder moins d'importance. Ainsi, c'est par exemple le cas de 59% de ceux qui n'éprouvent pratiquement jamais de difficultés à payer leurs factures, et de 64% de ceux qui ont poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au delà, pour 51% de ceux qui ont, la plupart du temps, du mal à payer leurs factures, et 53% de ceux qui ont quitté l'école plus tôt. On retrouve ces mêmes différences entre les cadres (63%) d'une part, les ouvriers (53%) et les chômeurs (54%) d'autre part.

QD3.1 Si les changements suivants sur notre mode de vie devaient avoir lieu dans un avenir proche, pensez-vous que cela serait une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise ?

Moins d'importance accordée à l'argent et aux biens matériels

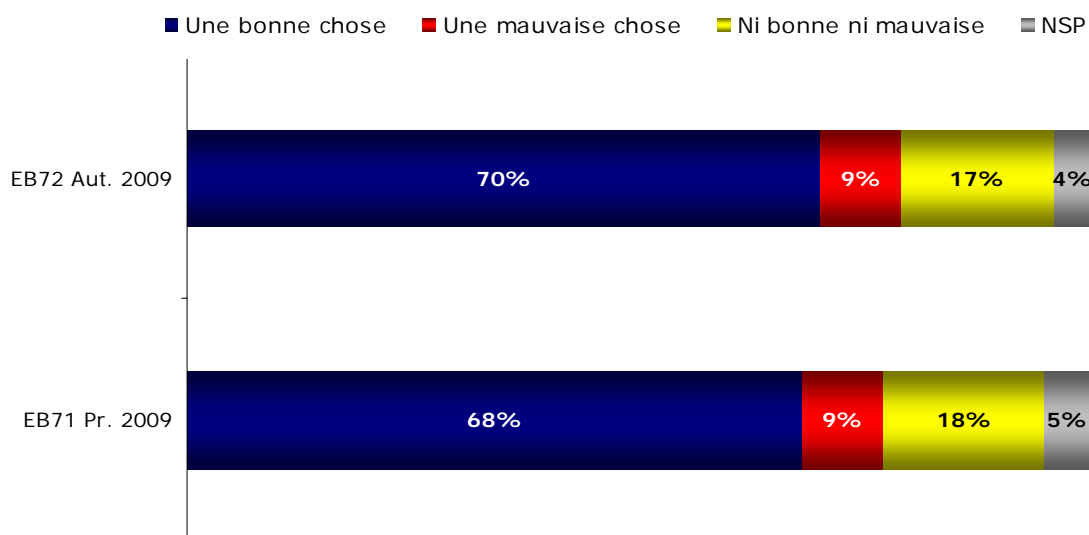
		Une bonne chose	Une mauvaise chose	Une chose ni bonne, ni mauvaise	NSP
UE27		56%	14%	25%	5%
Age de fin d'études					
	15-	53%	14%	25%	8%
	16-19	53%	15%	27%	5%
	20+	64%	12%	22%	2%
	Tjs étudiant	54%	13%	28%	5%
Echelle d'occupation du répondant					
	Indépendants	57%	13%	25%	5%
	Cadres directeurs	63%	12%	22%	3%
	Autres employés	53%	14%	29%	4%
	Ouvriers	53%	15%	27%	5%
	Femmes-hommes au foyer	55%	16%	22%	7%
	Chômeurs	54%	16%	24%	6%
	Retraités	57%	13%	24%	6%
Etudiants		54%	13%	28%	5%
Echelle Gauche-Droite					
(1-4) Gauche		60%	13%	24%	3%
(5-6) Centre		57%	14%	25%	4%
(7-10) Droite		52%	17%	26%	5%
Difficulté à payer ses factures					
La plupart du temps		51%	15%	26%	8%
De temps en temps		52%	16%	26%	6%
Pratiquement jamais		59%	13%	24%	4%

6. LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION

- L'opinion européenne plébiscite le développement technologique -

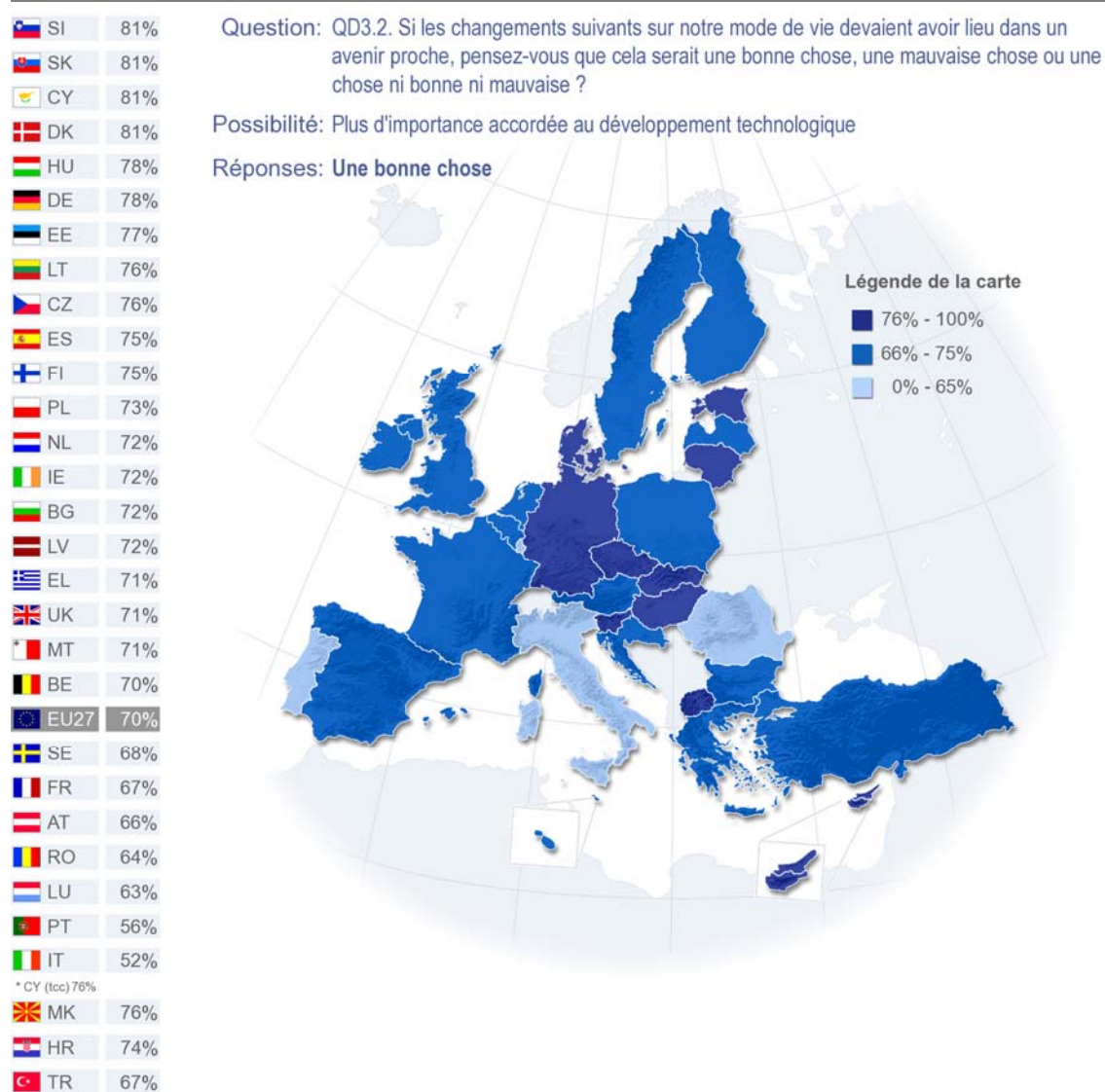
70% des Européens considèrent qu'accorder plus d'importance au développement technologique serait une bonne chose. 9% jugent à l'inverse que ce serait une mauvaise chose, 17% estimant que ce ne serait « ni une bonne chose, ni une mauvaise chose », et 4% n'exprimant pas d'opinion⁶². La proportion d'Européens considérant que ce serait une bonne chose augmente de deux points par rapport au printemps 2009.

QD3.2 Si les changements suivants sur notre mode de vie devaient avoir lieu dans un avenir proche, pensez-vous que cela serait une bonne chose, une mauvaise chose ou ni bonne ni mauvaise ? - Plus d'importance accordée au développement technologique - % UE



La nécessité de mettre l'accent sur le développement technologique est une priorité partagée dans tous les pays de l'Union. Elle culmine au Danemark, à Chypre, en Slovénie et en Slovaquie, avec 81% de citations dans ces quatre pays. En fait, seule l'Italie se distingue véritablement sur cette question puisque « seulement » 52% des Italiens considèrent qu'accorder plus d'importance au développement technologique serait une bonne chose, 15% estimant que ce serait une mauvaise chose et 25% « ni une bonne, ni une mauvaise chose ».

⁶² QD3.2 Si les changements suivants sur notre mode de vie devaient avoir lieu dans un avenir proche, pensez-vous que cela serait une bonne chose, une mauvaise chose, ou une chose ni bonne, ni mauvaise : plus d'importance accordée au développement technologique ?

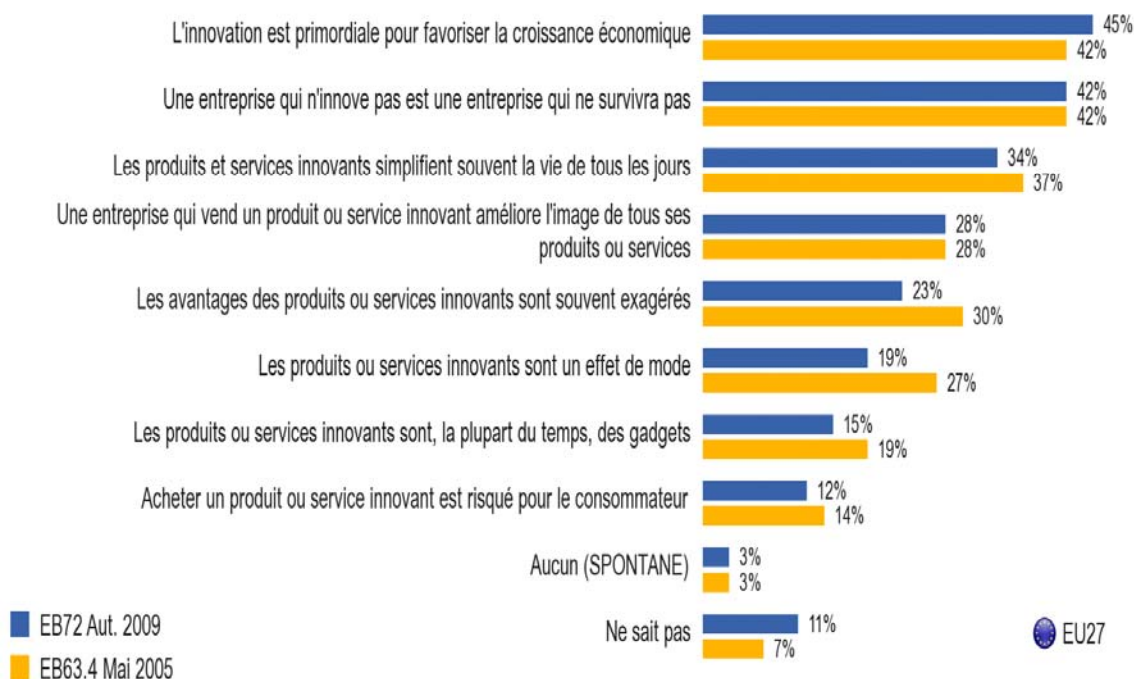


Les hommes (74%), les personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà (74%), les cadres directeurs (76%), les personnes qui se situent en haut de l'échelle sociale (74%) sont sensiblement plus nombreux que les femmes (66%), les personnes peu diplômées (64%), les chômeurs (68%) et les personnes se situant au bas de l'échelle sociale (65%) à souhaiter que l'on accorde à l'avenir plus d'importance au développement technologique.

**- L'innovation suscite plutôt des jugements positifs
chez les Européens -**

Invités à choisir parmi plusieurs phrases celles qui correspondent le mieux à ce qu'ils pensent des produits et services innovants, les Européens se positionnent nettement plus sur les items positifs que négatifs⁶³. L'innovation est ainsi vue comme une condition de la croissance économique, une nécessité vitale pour les entreprises et une simplification utile pour la vie quotidienne de chacun, bien plus que comme un gadget ou un risque pour les consommateurs.

QF1. Avec lesquelles des propositions suivantes êtes-vous d'accord ?



Ainsi, avec 45% de citations, l'argument selon lequel l'innovation est primordiale pour favoriser la croissance économique arrive en tête du choix des Européens interrogés. 42% s'accordent ensuite à dire « qu'une entreprise qui n'innove pas ne survivra pas » et 34% que « les services et produits innovants simplifient la vie de tous les jours ». 28% considèrent qu'une entreprise qui vend un produit ou service innovant améliore son image.

⁶³ QF1 Avec lesquelles des propositions suivantes êtes vous d'accord ? l'innovation est primordiale pour favoriser la croissance économique/une entreprise qui n'innove pas est une entreprise qui ne survivra pas/les produits et services innovants simplifient souvent la vie de tous les jours-/une entreprise qui vend un produit ou service innovant améliore l'image de tous ses produits ou services-/les avantages des produits ou services innovants sont souvent exagérés/ les produits ou services innovants sont un effet de mode-/les produits ou services innovants sont , la plupart du temps, des gadgets-/acheter un produit ou un service innovant est risqué pour le consommateur.

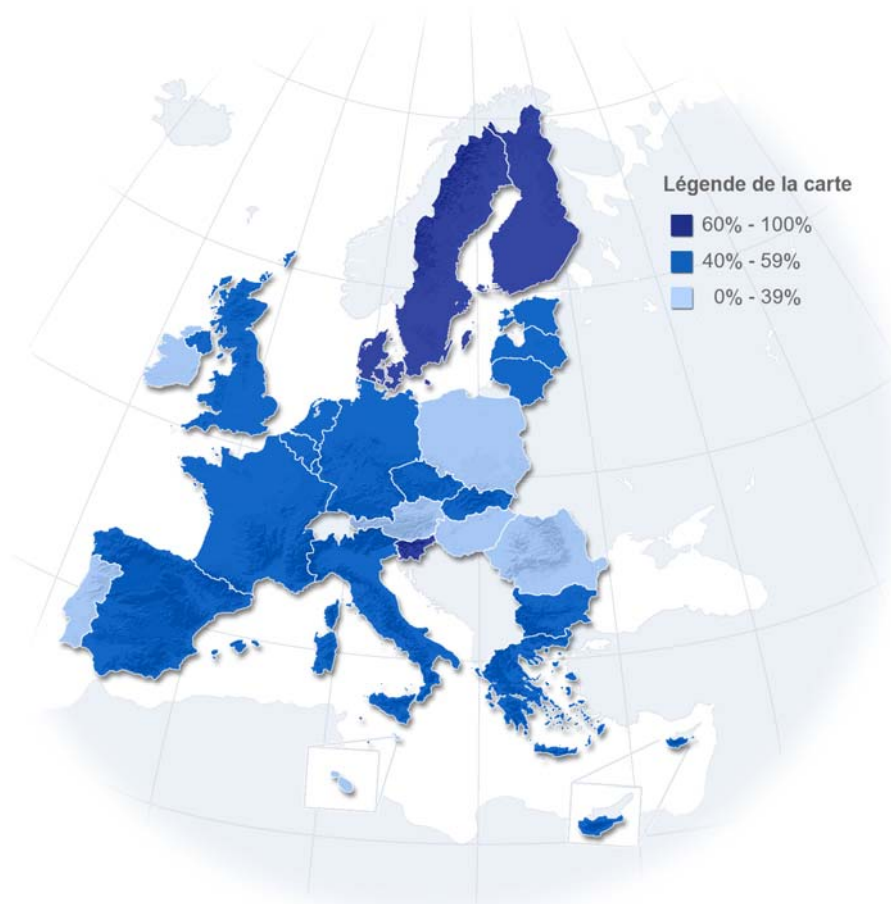
Les arguments négatifs sur l'innovation sont choisis par une proportion moindre de répondants. 19% des Européens voient dans les services et produits innovants « un effet de mode », 15% « un gadget » et 12% estiment « qu'acheter un produit innovant est risqué pour le consommateur ». 23% pensent toutefois que les avantages des produits ou services innovants sont souvent exagérés ».

Le choix de positionnement des Européens sur ces différents items montre donc clairement une représentation positive de l'innovation. Cette représentation positive semble même se consolider par rapport à la dernière fois que la question avait été posée dans l'Eurobaromètre (EB 63.4, mai 2005). En effet, le pourcentage de répondants se situant sur les items négatifs est en recul assez net par rapport à cette date. Le pourcentage de répondants sur l'item de l'innovation comme gadget baisse de 4 points, celui sur l'item de l'innovation comme effet de mode de 8 points, celui sur l'item des avantages exagérés des produits innovants de 7 points. Dans le même temps, la proportion de personnes estimant que l'innovation est primordiale pour la croissance économique progresse de 3 points.

	DK	65%
	SI	61%
	SE	60%
	FI	60%
	NL	59%
	EE	54%
	BG	53%
	FR	52%
	BE	51%
	SK	51%
	CZ	50%
	ES	49%
	LV	48%
	DE	48%
	LU	45%
	EU27	45%
	CY	45%
	IT	42%
	EL	41%
	LT	41%
	UK	40%
	AT	37%
	RO	36%
	MT	35%
	IE	34%
	HU	30%
	PL	30%
	PT	30%

Question: QF1. Avec lesquelles des propositions suivantes êtes-vous d'accord ?





Réponses: L'innovation est primordiale pour favoriser la croissance économique



On observe peu de différences nationales sur ces indicateurs, les arguments selon lesquels l'innovation est primordiale pour la croissance économique et nécessaire à la survie d'une entreprise arrivant en tête de la hiérarchie dans les 27 pays de l'Union.

C'est au Danemark (65%), en Slovénie (61%), en Finlande (60%), en Suède (60%) et aux Pays-Bas (59%) que les répondants sont les plus nombreux à considérer que l'innovation est primordiale pour la croissance. Et c'est en Finlande (64%), en France (55%), au Danemark (54%), aux Pays-Bas (52%), au Luxembourg (49%), en Hongrie (49%), ainsi qu'en Allemagne, en Slovaquie et en Suède (48%) que le fait qu'une entreprise qui n'innove pas ne puisse pas survivre est le plus cité. Se dégage ainsi de cette rapide analyse un groupe de pays, composé des pays scandinaves et des Pays-Bas et, à un degré moindre, de la France, particulièrement sensible à la nécessité économique de l'innovation.

Une analyse sociodémographique permet de mettre en valeur un certain nombre de différences selon la catégorie des répondants ; cependant, ces variations sont davantage de l'ordre de l'intensité, plutôt que d'un changement de hiérarchie dans les items pour lesquels l'accord est le plus prononcé : en effet, la proposition "L'innovation est primordiale pour favoriser la croissance économique" est celle qui récolte le plus de citations, pour l'ensemble des catégories citées, à quelques exceptions près.

QF1 Avec lesquelles des propositions suivantes êtes-vous d'accord ? (ROTATION – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)	
L'innovation est primordiale pour favoriser la croissance économique	
UE27	45%
Sexe	
 Homme	49%
Femme	41%
Age	
 15-24	44%
25-39	47%
40-54	47%
55 +	43%
Age de fin d'études	
 15-	37%
16-19	43%
20+	55%
Tjs étudiant	48%
Echelle d'occupation du répondant	
 Indépendants	51%
Cadres directeurs	61%
Autres employés	49%
Ouvriers	42%
Femmes-hommes au foyer	36%
Chômeurs	42%
Retraités	41%
Etudiants	48%
Difficultés payer factures	
La plupart du temps	36%
De temps en temps	41%
Pratiquement jamais	49%
Auto-positionnement sur l'escalier social	
Bas (1-4)	39%
Moyen (5-6)	46%
Haut (7-10)	52%

Les hommes (49%), et les actifs (répondants âgés de 25 à 54 ans, 47%) sont un peu plus nombreux à considérer que l'innovation est primordiale pour favoriser la croissance économique que les femmes (41%), et les répondants les plus jeunes (15-24 ans, 44%), et les plus âgés (55 ans et plus, 43%).

Des différences plus nettes apparaissent selon le niveau d'éducation, et l'occupation : les répondants plus diplômés (55%) et les cadres directeurs (61%) sont plus nombreux à juger que l'innovation est essentielle pour la croissance que ceux qui ont stoppé leurs études le plus tôt (37%), les chômeurs, les ouvriers (42% dans les deux cas) ou les hommes et femmes au foyer (36%).

Enfin, l'accord est plus fort chez les répondants qui ne rencontrent pratiquement jamais de problèmes pour payer leurs factures (49%), et ceux qui se positionnent en haut de l'échelle sociale (52%), par rapport à ceux qui ont la plupart du temps du mal à boucler leurs fins de mois (36%), ou qui se positionnent en bas de l'échelle sociale (39%).

IV. LES PRIORITES POUR L'AVENIR

Fredrik Reinfeldt, Premier ministre suédois, définissait le deuxième semestre de 2009, moment où la Suède assumait la Présidence de l'Union européenne, comme étant « un moment décisif » de l'histoire de l'Union : elle devait/doit gérer la crise économique et financière qui s'est abattue de plein fouet sur l'Europe en entraînant dans son sillage un effondrement de la croissance et une hausse du chômage dramatique dans certains de ses Etats membres ; elle devait/doit relever les défis du changement climatique et jouer un rôle de rassembleur auprès des différents pays du monde. La Présidence suédoise de l'Union définissait ainsi l'économie et le changement climatique, des questions qui touchent chacun des citoyens européens, comme étant les principaux défis de son mandat.

Cette gestion de la crise et de la lutte contre le changement climatique s'inscrit dans un contexte marqué par le changement et le renouvellement institutionnel : lors des élections européennes de juin 2009, les Européens ont dessiné les grandes lignes de l'Europe qu'ils souhaitent pour les cinq prochaines années. Par ailleurs, le mandat de la Commission européenne s'est terminé le 31 octobre 2009⁶⁴ et son président M. José Manuel Barroso a annoncé, le 27 novembre 2009, la répartition des portefeuilles pour la prochaine Commission. La nouvelle Commission a obtenu l'approbation du Parlement européen le 9 février et est entrée en fonction le 10 février 2010 pour un mandat allant jusqu'au 31 octobre 2014⁶⁵. Enfin, les conditions de fonctionnement et de coopération des institutions européennes sont modifiées par le Traité de Lisbonne, finalement entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009 après la ratification de l'Irlande (le 3 octobre 2009) et de la République tchèque un mois plus tard.

Cette enquête Eurobaromètre Standard s'est intéressée aux priorités de l'Union européenne pour l'avenir⁶⁶.

⁶⁴ A partir du 1^{er} novembre 2009, la Commission "Barroso I" était en "affaires courantes".

⁶⁵ <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//NONSGML+IM-PRESS+20100209IPR68680+0+DOC+PDF+V0//FR&language=FR>

⁶⁶ Le questionnaire a été bâti en prenant comme référence le document de M. Barroso : http://ec.europa.eu/commission_barroso/president/pdf/press_20090903_FR.pdf

1. LES PRINCIPALES PRIORITES DE L'UNION EUROPEENNE POUR LES ANNEES A VENIR

- Le rétablissement économique s'impose comme la principale priorité pour l'Union européenne dans les années à venir -

Les priorités fixées au plus haut niveau institutionnel de l'Union⁶⁷ semblent être en phase avec les demandes de l'opinion publique européenne qui, à côté des actions sur l'économie et l'environnement, place également au premier plan en termes de priorités le rôle que l'Union peut jouer sur la scène internationale pour promouvoir la stabilité dans le monde.

Le rétablissement économique est, de façon indiscutable, le premier défi à relever par l'Union européenne dans les années à venir. Dans l'ensemble de l'Union, près de sept citoyens sur dix (69%) considèrent que cette question doit être traitée en urgence.

La question économique et la question environnementale sont indéfectiblement liées. La liste des priorités établie par les citoyens témoigne de cette prise de conscience citoyenne en signalant ensuite, avec un pourcentage de mention similaire, « la lutte contre le changement climatique » (44%) et le « développement de la croissance d'une manière durable » (45%).

Les Européens accordent également une importance significative au rôle que l'Union européenne doit jouer comme acteur international pour contribuer à instaurer la stabilité dans le monde : 40% considèrent qu'il s'agit d'une des principales priorités qui doivent être gérées par l'Union dans les années à venir. Enfin, près de trois citoyens européens sur dix (28%) considèrent l'amélioration des droits des citoyens comme étant un sujet urgent pour l'Union.

⁶⁷ QG1 Parmi les propositions suivantes, lesquelles devraient être, selon vous, les principales priorités de l'Union européenne pour les années à venir ?



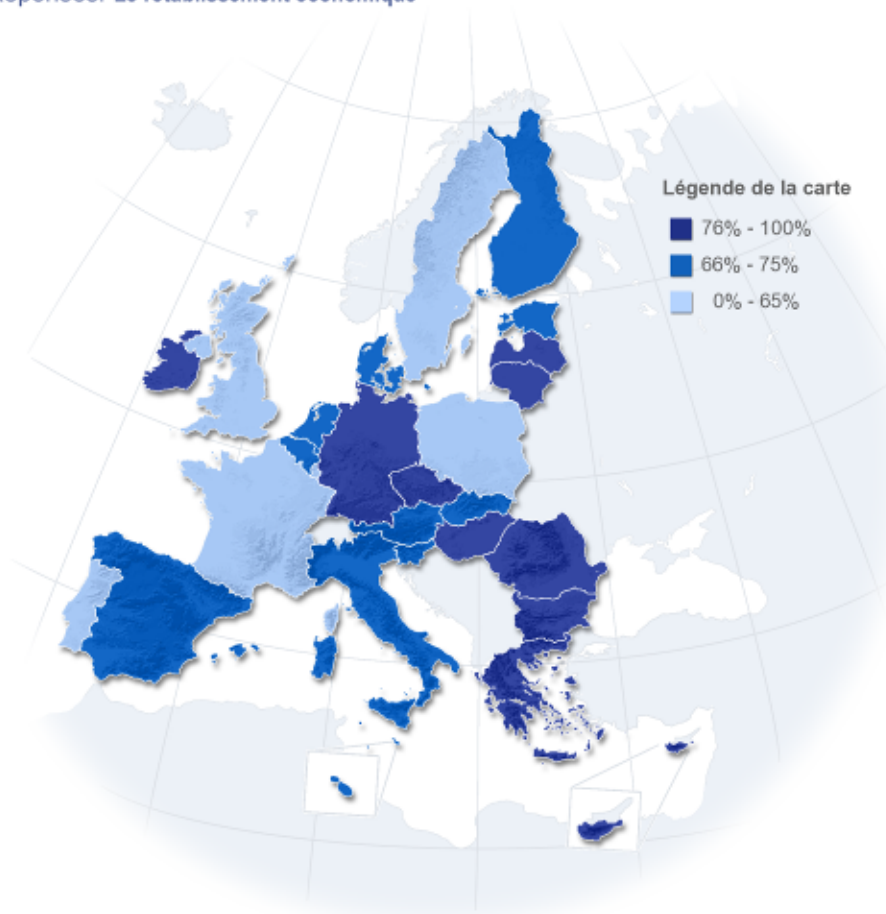
Le rétablissement économique s'impose quasiment partout en Europe comme la principale priorité dans l'agenda de l'Union, même si l'intensité avec laquelle les citoyens ressentent l'urgence d'action dans ce domaine varie légèrement d'un pays à l'autre et semble être liée à la gravité avec laquelle la crise a frappé les différentes économies nationales : elle est mentionnée par près de neuf répondants sur dix en Grèce (86%), à Chypre (86%) et en Irlande (85%), ainsi que par un peu plus de huit répondants sur dix en Lettonie (81%).

Le niveau de mention reste par ailleurs très élevé dans les deux autres Etats baltes, la Lituanie et l'Estonie (respectivement 80% et 74%), ainsi qu'en Bulgarie (80%), en République tchèque (77%), en Hongrie (78%), en Roumanie et en Allemagne (76% dans les deux cas). Dans des proportions similaires, environ les trois quarts des Slovènes (75%), des Espagnols (74%), des Néerlandais (73%), des Belges (73%) et des Slovaques (72%) citent le rétablissement économique comme chantier prioritaire pour l'Union européenne pour les années à venir.

 EL	86%
 CY	86%
 IE	85%
 LV	81%
 LT	80%
 BG	80%
 HU	78%
 CZ	77%
 RO	76%
 DE	76%
 SI	75%
 ES	74%
 EE	74%
 BE	73%
 NL	73%
 SK	72%
 EU27	69%
 MT	69%
 DK	68%
 FI	68%
 AT	67%
 IT	67%
 FR	64%
 SE	63%
 LU	63%
 PT	61%
 PL	60%
 UK	60%

Question: QG1. Parmi les propositions suivantes, lesquelles devraient être, selon vous, les principales priorités de l'Union européenne pour les années à venir ?

Réponses: Le rétablissement économique



Reflet probable d'un climat d'opinion comparativement sensiblement moins morose, le rétablissement économique est un peu moins cité à Malte (69%), en Finlande (68%), au Danemark (68%), en Autriche (67%), en Italie (67%), en France (64%), en Suède (63%, au deuxième rang des priorités derrière la lutte contre le changement climatique), au Luxembourg et au Portugal (respectivement 63% et 61%). Enfin, c'est au Royaume Uni et en Pologne que le rétablissement économique enregistre son score relativement le plus faible (60% dans les deux cas) tout en restant, aux yeux des répondants de ces deux pays, la première priorité à relever par l'Union européenne.

En ce qui concerne la lutte contre le changement climatique, il s'agit d'un domaine d'action prioritaire spécialement pour les répondants du nord de l'Europe : en Suède, l'urgence écologique arrive en tête du classement avec un pourcentage de mentions de 70%. Un résultat comparable est atteint au Danemark (67%, juste derrière le rétablissement économique cependant).

Le sujet demeure une priorité pour environ six interviewés sur dix à Chypre et en Autriche (62% dans les deux cas) ainsi qu'en Allemagne (57%), en Slovénie (57%), et en Finlande (58%). La moitié ou près de la moitié des interviewés mentionnent ce sujet comme étant prioritaire aux Pays-Bas (51%), à Malte (50%), au Luxembourg (50%), en France (49%), ainsi qu'en Belgique (48%) et en Grèce (47%).





























Il est néanmoins comparativement moins urgent pour les répondants des Etats membres ayant intégré l'Union depuis 2004 : les scores les plus faibles sont ainsi obtenus en Lettonie (15%), en Estonie (24%), en Pologne (25%) ainsi qu'en Lituanie (26%), en République tchèque (29%), en Roumanie (32%) et en Slovaquie (33%).

C'est en Estonie que le **développement d'une croissance durable** obtient son meilleur résultat, avec un pourcentage de mention de 60%. Il est également signalé comme un domaine d'action prioritaire par plus de la moitié des répondants au Danemark (56%), en Hongrie (55%), en Finlande (55%), en France (54%), en Suède (53%) et en Irlande (51%), ainsi que par un interviewé sur deux en Bulgarie (50%).

Une action européenne destinée à **contribuer à l'instauration de la stabilité dans le monde** est principalement demandée par les répondants au Danemark (61%), aux Pays-Bas (54%), en Suède (53%) ainsi que par les interviewés en Autriche (49%), en Finlande (48%), en Irlande (47%), en Estonie (47%), en République tchèque (47%) et à Malte (47%).

Finalement, **l'amélioration des droits des citoyens** est réclamée avec le plus de force à Chypre (48%) ainsi que par une proportion qui approche quatre répondants sur dix à Malte (39%) et en République tchèque (37%).

QG1 Parmi les propositions suivantes, lesquelles devraient être, selon vous, les principales priorités de l'Union européenne pour les années à venir ? (ROTATION – MAX. 3 REPONSES)





		Le rétablissement économique	Le développement de la croissance d'une manière durable	La lutte contre le changement climatique	L'aide à l'instauration de la stabilité dans le monde	L'amélioration des droits des citoyens	NSP
	UE27	69%	45%	44%	40%	28%	3%
	BE	73%	42%	48%	35%	27%	1%
	BG	80%	50%	35%	41%	29%	4%
	CZ	77%	39%	29%	47%	37%	1%
	DK	68%	56%	67%	61%	19%	1%
	DE	76%	47%	57%	44%	17%	2%
	EE	74%	60%	24%	47%	28%	3%
	IE	85%	51%	38%	47%	25%	5%
	EL	86%	38%	47%	37%	30%	1%
	ES	74%	40%	42%	33%	28%	1%
	FR	64%	54%	49%	41%	42%	2%
	IT	67%	45%	40%	32%	31%	2%
	CY	86%	21%	62%	44%	48%	0%
	LV	81%	43%	15%	41%	22%	2%
	LT	80%	32%	26%	35%	23%	5%
	LU	63%	39%	50%	46%	36%	1%
	HU	78%	55%	41%	32%	16%	1%
	MT	69%	22%	50%	47%	39%	4%
	NL	73%	48%	51%	54%	30%	1%
	AT	67%	38%	62%	49%	32%	1%
	PL	60%	43%	25%	30%	21%	7%
	PT	61%	33%	30%	43%	32%	4%
	RO	76%	36%	32%	40%	35%	7%
	SI	75%	38%	57%	39%	28%	1%
	SK	72%	49%	33%	42%	34%	1%
	FI	68%	55%	58%	48%	29%	1%
	SE	63%	53%	70%	53%	31%	1%
	UK	60%	44%	40%	45%	24%	7%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

D'un point de vue sociodémographique, les réponses restent assez stables d'une catégorie à l'autre en ce qui concerne **le rétablissement économique et le développement d'une croissance durable** : l'ensemble des catégories s'accordent ainsi pour placer le **rétablissement économique** assez largement en tête des priorités de la Commission européenne. On peut néanmoins signaler quelques différences selon l'évaluation de la situation économique nationale : les répondants qui jugent qu'elle est bonne sont un peu moins nombreux à souhaiter que le rétablissement économique soit une des principales priorités (62%, pour 72% pour ceux qui jugent la situation économique nationale mauvaise). En revanche, il est intéressant d'observer les nuances d'intensité entre les différents segments en ce qui concerne **la demande d'action contre le changement climatique**.

On observe que les variables qui produisent les clivages les plus marqués sont celles liées à l'occupation du répondant, à son niveau d'études, ainsi que les dimensions qui permettent de le situer en termes de sympathie politique et de situation sociale (difficulté à payer ses factures). L'opinion sur la situation du pays et, in fine, la confiance à l'égard de l'Union européenne, semblent également jouer un rôle. Des études prolongées, une situation socioprofessionnelle plus aisée ainsi qu'un jugement plus favorable de la situation économique ou encore une confiance plus marquée dans l'Union caractérisent les individus qui considèrent plus fréquemment que la lutte contre le changement climatique doit être prioritaire pour les institutions européennes.

QG1 Parmi les propositions suivantes, lesquelles devraient être, selon vous, les principales priorités de l'Union européenne pour les années à venir ? (ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

	Le rétablissement économique	La lutte contre le changement climatique
UE27	69%	44%
Sexe		
 Homme	70%	44%
Femme	69%	44%
Age		
 15-24	68%	45%
25-39	70%	43%
40-54	70%	46%
55 +	69%	43%
Age de fin d'études		
 15-	69%	39%
16-19	72%	43%
20+	68%	48%
Tjs étudiant	65%	49%
Echelle d'occupation du répondant		
 Indépendants	71%	43%
Cadres directeurs	68%	51%
Autres employés	71%	47%
Ouvriers	71%	44%
Femmes-hommes au foye	70%	41%
Chômeurs	71%	39%
Retraités	69%	41%
Etudiants	65%	49%
Echelle Gauche-Droite		
(1-4) Gauche	66%	50%
(5-6) Centre	71%	44%
(7-10) Droite	71%	42%
Difficultés à payer ses factures		
La plupart du temps	72%	37%
De temps en temps	70%	40%
Pratiquement jamais	69%	47%
Auto-positionnement sur l'escalier social		
Bas (1-4)	69%	39%
Moyen (5-6)	72%	45%
Haut (7-10)	67%	48%
Situation économie nationale		
Bonne	62%	50%
Mauvaise	72%	42%
Confiance UE		
Plutôt confiance	71%	47%
Plutôt pas confiance	68%	42%

Dans leurs réponses à cette première question, les Européens ont défini les axes d'action prioritaires pour l'Union européenne dans les années à venir. L'Eurobaromètre a souhaité, ensuite, mesurer les opinions des citoyens à l'égard des moyens qui, dans chaque domaine, devraient être privilégiés par l'Union afin d'atteindre ces objectifs.

Nous analyserons donc les priorités définies par la population pour :

- assurer le rétablissement économique ;
- lutter contre le changement climatique ;
- soutenir la croissance d'une manière durable ;
- aider à l'instauration de la stabilité dans le monde ;
- améliorer les droits des citoyens.

2. LES PRIORITES POUR ASSURER LE RETABLISSEMENT ECONOMIQUE

- Plus de supervision des marchés financiers, première priorité des Européens pour assurer le rétablissement économique -

Une majorité relative des Européens estime qu'assurer le rétablissement économique passe principalement par **la mise en place d'un système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières** (40%)⁶⁸. Dans cette direction, près d'un tiers des personnes interrogées (31%) estiment prioritaire de **développer davantage la coordination des politiques économiques au niveau européen**.

Mais une période de crise implique des défis importants en matière de finances publiques. Une bonne discipline budgétaire est une condition nécessaire pour un développement économique sain. Remettre de l'ordre dans des finances publiques mises à mal par la crise⁶⁹ est donc une question centrale pour les Etats membres. A ce propos, un tiers des interviewés (34%) estiment que **limiter les déficits publics dans le futur** est une condition nécessaire pour garantir le rétablissement de l'économie.

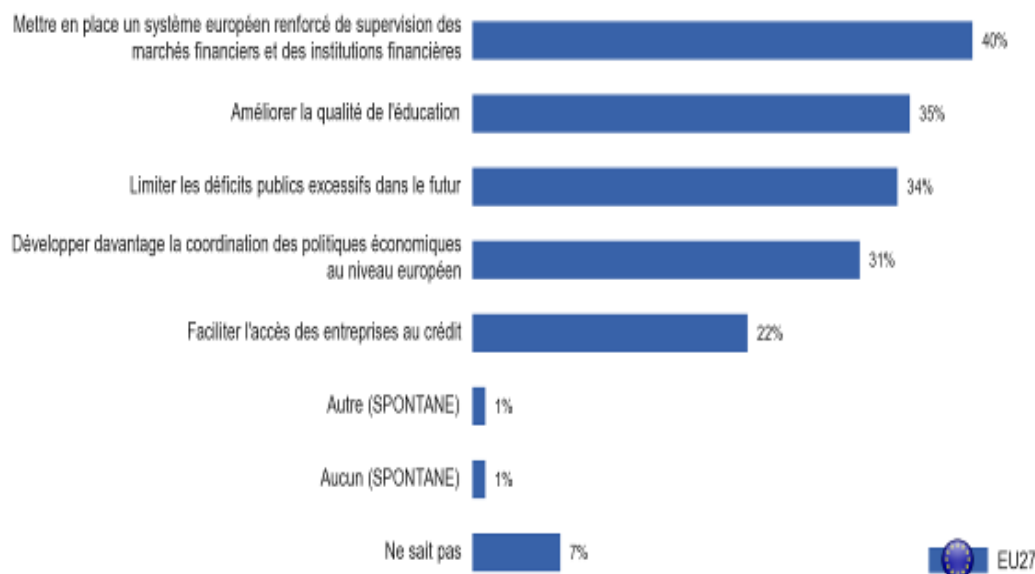
Une proportion légèrement supérieure d'Européens (35%) considèrent qu'il est prioritaire d'**améliorer la qualité de l'éducation** afin de soutenir le rétablissement économique tandis qu'un Européen sur cinq (22%) mentionne **l'accès des entreprises au crédit**.

⁶⁸ QG2 Afin d'assurer le rétablissement économique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?

⁶⁹ D'après Eurostat, en 2008, les déficits publics les plus élevés, par rapport au PIB, ont été observés en Grèce (-7,7%), en Irlande (-7,2%), en Roumanie (-5,5%), au Royaume-Uni (-5,0%), à Malte (-4,7%), en Espagne (-4,1%), en Lettonie (-4,1%), en Hongrie (-3,8%), en Pologne (-3,6%), en France (-3,4%) et en Lituanie (-3,2%) : http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-22102009-AP/FR/2-22102009-AP-FR.PDF

A titre illustrative, les prévisions de la Commission européenne, publiées le 3 novembre 2009, situent le déficit public de 2009 à - 13% en Grèce, à -12% au Royaume Uni ou encore à -11% pour l'Espagne : http://ec.europa.eu/economy_finance/thematic_articles/article16051_en.htm

QG2. Afin d'assurer le rétablissement économique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?



L'analyse par pays révèle la perception nuancée des Européens en ce qui concerne les aspects indispensables afin d'assurer la sortie de crise et la relance économique. **La mise en place d'un système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières** est mentionnée comme étant prioritaire principalement aux Pays-Bas (59%), en Slovaquie (53%), en Allemagne (50%), en Suède (50%) en Irlande (50%), ainsi qu'en Estonie et en Belgique (49%), en Autriche et en Bulgarie (48% dans les deux cas).





























Limiter les déficits publics devrait être une priorité dans l'Union européenne afin d'assurer le rétablissement économique pour plus de la moitié des interviewés en Grèce (51%), et par près d'un interviewé sur deux en France (47%). Ce sujet est également mentionné, dans une moindre proportion, par plus de quatre répondants sur dix à Malte ainsi qu'en Suède, en Hongrie, ou en République tchèque (42% dans les trois cas). En revanche, moins d'un répondant sur cinq en Bulgarie (19%) et à peine 16% en Roumanie signalent l'équilibre des finances publiques comme étant prioritaire.

D'avantage de coordination des politiques économiques au niveau européen est considérée comme un axe d'action essentiel, principalement à Chypre (52%), en Bulgarie (48%), en Finlande (46%) et en Hongrie (46%). Comparativement, cet objectif est en revanche moins prioritaire pour les répondants interrogés au Royaume-Uni (22%), à Malte, en Pologne (23% dans les deux cas), ainsi qu'en Estonie (24%) ou encore en Suède (25%) et au Danemark (25%).

La récupération économique passe davantage par un investissement éducatif principalement à Chypre (61%), au Danemark (55%), ainsi qu'en Grèce (47%) ou au Portugal (46%) par rapport à la Bulgarie (24%), la Lituanie (24%), la Slovaquie (25%) ou la Pologne (26%), où l'amélioration de la qualité de l'éducation est estimée comme étant comparativement moins essentielle du point de vue du rétablissement de l'économie.

Enfin, les répondants en Espagne (34%), en Italie (32%) et au Danemark (31%) sont comparativement plus nombreux à signaler **l'accès des entreprises au crédit** comme étant un élément essentiel afin d'assurer la sortie de crise et la bonne santé économique.

QG2 Afin d'assurer le rétablissement économique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)





		Mettre en place un système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières	Améliorer la qualité de l'éducation	Limiter les déficits publics excessifs dans le futur	Développer davantage la coordination des politiques économiques au niveau européen	Faciliter l'accès des entreprises au crédit	NSP
	UE27	40%	35%	34%	31%	22%	7%
	BE	49%	29%	40%	29%	23%	2%
	BG	48%	24%	19%	48%	22%	10%
	CZ	44%	30%	42%	35%	13%	4%
	DK	38%	55%	29%	25%	31%	4%
	DE	50%	43%	41%	28%	15%	2%
	EE	49%	35%	29%	24%	20%	9%
	IE	50%	29%	29%	38%	25%	9%
	EL	29%	47%	51%	35%	17%	2%
	ES	34%	36%	26%	29%	34%	6%
	FR	41%	30%	47%	35%	21%	5%
	IT	30%	30%	37%	31%	32%	5%
	CY	38%	61%	29%	52%	5%	4%
	LV	41%	29%	23%	38%	23%	6%
	LT	42%	24%	26%	36%	24%	8%
	LU	45%	42%	28%	32%	19%	2%
	HU	38%	29%	42%	46%	16%	2%
	MT	40%	32%	43%	23%	13%	10%
	NL	59%	38%	33%	35%	18%	3%
	AT	48%	39%	37%	39%	19%	2%
	PL	32%	26%	27%	23%	25%	12%
	PT	31%	46%	26%	31%	19%	9%
	RO	40%	33%	16%	35%	22%	15%
	SI	53%	25%	31%	31%	24%	3%
	SK	50%	26%	38%	34%	18%	3%
	FI	41%	35%	23%	46%	19%	5%
	SE	50%	34%	42%	25%	16%	7%
	UK	36%	37%	28%	22%	17%	16%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

L'analyse des réponses en fonction des caractéristiques sociodémographiques et attitudinales des interviewés nous permet de relever quelques enseignements intéressants :

- En ce qui concerne **la mise en place d'un système européen de supervision des marchés et le développement de la coordination des politiques économiques au niveau de l'Union**, il s'agit de priorités signalées principalement par les Européens ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà. Ce sont également des demandes davantage formulées par les cadres directeurs, comparativement aux autres catégories professionnelles.
- D'un point de vue idéologique et attitudinal, ces deux axes sont plus fréquemment considérés comme prioritaires par les sympathisants de gauche ainsi que par les citoyens affichant des opinions plus favorables à l'Union européenne en termes de confiance, d'image et d'évaluation de l'appartenance.
- **L'amélioration de l'éducation** est réclamée principalement par les Européens les plus jeunes (entre 15 et 24 ans), par les étudiants et ceux ayant suivi des études le plus longtemps.
- Enfin, si **une politique de dépenses publiques rigoureuse** est réclamée principalement par les cadres directeurs et les Européens se situant à droite de l'échelle idéologique, **faciliter l'accès au crédit des entreprises** s'avère plus prioritaire pour les travailleurs indépendants.

QG2 Afin d'assurer le rétablissement économique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?
(ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

	Mettre en place un système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières	Améliorer la qualité de l'éducation	Limitier les déficits publics excessifs dans le futur	Développer davantage la coordination des politiques économiques au niveau européen	Faciliter l'accès des entreprises au crédit	NSP
UE27	40%	35%	34%	31%	22%	7%
Sexe						
 Homme	41%	34%	35%	32%	24%	5%
Femme	38%	35%	34%	29%	21%	8%
Age						
 15-24	35%	42%	30%	29%	20%	8%
25-39	41%	34%	36%	33%	22%	5%
40-54	44%	32%	35%	32%	23%	6%
55 +	39%	34%	34%	29%	23%	9%
Age de fin d'études						
 15-	35%	33%	35%	26%	25%	10%
16-19	41%	32%	35%	31%	23%	6%
20+	46%	35%	35%	33%	21%	4%
Tjs étudiant	34%	45%	30%	32%	19%	8%
Echelle d'occupation du répondant						
 Indépendants	39%	33%	32%	33%	28%	5%
Cadres directeurs	47%	34%	40%	35%	22%	2%
Autres employés	44%	32%	37%	33%	22%	3%
Ouvriers	43%	33%	36%	29%	22%	7%
Femmes-hommes au foyer	35%	35%	33%	29%	26%	8%
Chômeurs	34%	33%	32%	31%	22%	9%
Retraités	39%	34%	33%	29%	21%	10%
Etudiants	34%	45%	30%	32%	19%	8%
Echelle Gauche-Droite						
(1-4) Gauche	44%	37%	35%	32%	22%	4%
(5-6) Centre	42%	36%	36%	31%	22%	6%
(7-10) Droite	39%	32%	37%	31%	24%	6%
Difficulté à payer ses factures						
La plupart du temps	35%	34%	36%	26%	24%	9%
De temps en temps	39%	32%	34%	32%	24%	7%
Pratiquement jamais	42%	36%	35%	30%	21%	6%
Confiance UE						
Plutôt confiance	43%	33%	34%	37%	23%	4%
Plutôt pas confiance	39%	36%	37%	25%	22%	7%
Appartenance UE						
Bonne chose	43%	36%	34%	35%	23%	4%
Mauvaise chose	36%	35%	38%	23%	23%	8%
Ni bonne ni mauvaise	38%	33%	35%	27%	21%	9%
Bénéf. app. UE						
Bénéficié	42%	35%	34%	35%	23%	4%
Pas bénéficié	39%	35%	37%	26%	21%	7%
Image de l' UE						
Positive	43%	35%	34%	36%	23%	4%
Neutre	38%	34%	35%	27%	21%	8%
Négative	37%	34%	37%	24%	22%	9%

3. LES PRIORITES POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- La lutte contre le changement climatique passe par des actions économiques, politiques et énergétiques -

L'Eurobaromètre le confirme : les citoyens européens ont largement pris conscience des enjeux du réchauffement climatique, et le situent parmi les trois principales priorités que l'Union européenne doit gérer dans les années à venir.

Il y a un peu près un an, l'Union européenne adoptait une série de propositions dans le domaine de l'énergie et du changement climatique, qui fixait des objectifs ambitieux pour 2020⁷⁰. Elle espère ainsi amener l'Europe sur la voie d'un avenir durable fondé sur une économie produisant peu de carbone et consommant moins d'énergie.

Pour l'opinion publique européenne, la lutte contre le changement climatique doit s'appuyer principalement sur **le développement des industries, services et technologies respectueux de l'environnement** (44%) ainsi que sur une réduction des émissions de CO2 provenant des transports et de l'électricité (36%)⁷¹.

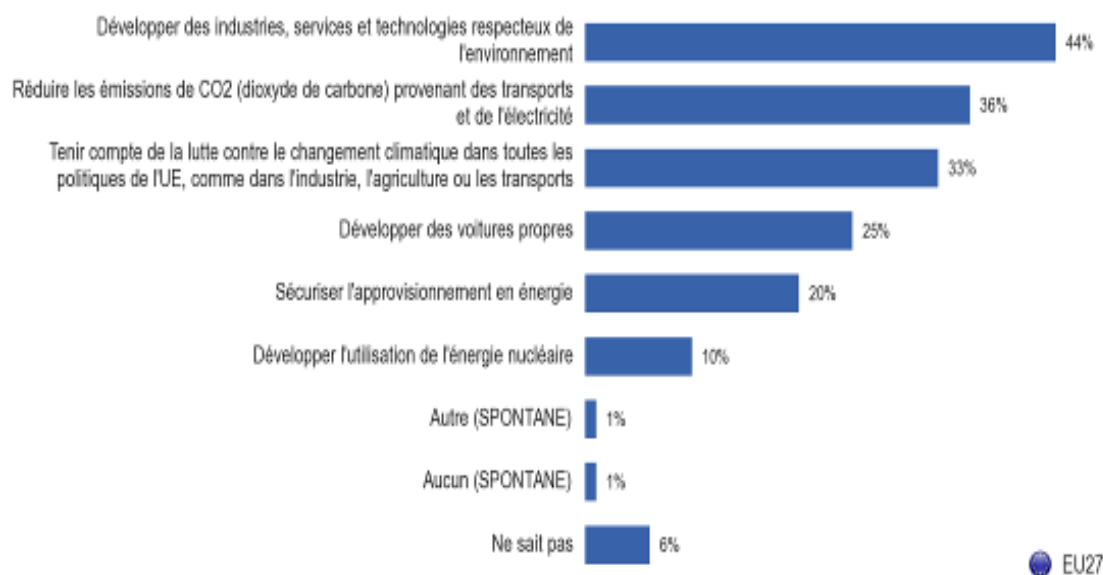
Un tiers des répondants considère indispensable d'intégrer **la prise en compte du changement climatique dans toutes les politiques de l'Union européenne**, que ce soit dans l'industrie, l'agriculture ou les transports tandis qu'un Européen sur quatre pointe, dans ce sens, **le développement des voitures propres**.

Un Européen sur cinq mentionne la **sécurisation de l'approvisionnement énergétique** et un citoyen sur dix estime qu'il faudrait prioriser le **développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire**.

⁷⁰ Ces objectifs sont les suivants : diminuer de 20 % les émissions de gaz à effet de serre (30 % en cas d'accord international); abaisser la consommation d'énergie de 20 % grâce à une meilleure efficacité énergétique; couvrir 20 % de nos besoins énergétiques grâce aux énergies renouvelables. http://ec.europa.eu/climateaction/eu_action/index_fr.htm

⁷¹ QG3 Afin de lutter contre le changement climatique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?

QG3. Afin de lutter contre le changement climatique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?































On insiste principalement sur **le développement des industries, services et technologies respectueux de l'environnement** à Chypre (62%), aux Pays-Bas (59%), en Estonie (57%), en Allemagne (56%), ainsi qu'en Lettonie ou en France (50% dans les deux cas). Cet aspect arrive en tête du classement dans 21 des 27 Etats membres.

En ce qui concerne **la réduction des émissions de CO2 provenant des transports et de l'électricité**, il s'agit d'un sujet prioritaire pour près de sept répondants sur dix à Chypre (67%), ainsi que pour six interviewés sur dix à Malte (60%). C'est également un axe d'action urgent pour environ la moitié des répondants en Grèce (46%), en Roumanie (46%), en Slovénie (45%) ainsi qu'au Danemark (45%) et en Irlande (45%). Les Slovènes (42%) et les Finlandais (42%), à l'instar des personnes interrogées en France (41%), semblent avoir une approche exigeante et sont comparativement plus nombreux à estimer prioritaire que **l'Union européenne tienne compte de la lutte contre le changement climatique dans toutes ses politiques – industrie, agriculture ou transport**.

Les répondants au Danemark sont les plus nombreux à estimer que **le développement des voitures propres** devrait être prioritaire dans l'Union européenne pour lutter contre le changement climatique (36%). Un peu plus de trois répondants sur dix partagent cette opinion en Autriche (33%), à Chypre (32%), en Estonie, en Grèce et en France (31%). A l'inverse, cette solution est moins prisée des répondants à Malte et en Pologne (19%), au Royaume-Uni (17%) et en Hongrie (16%).

Sécuriser l'approvisionnement en énergie devient une condition essentielle pour plus d'un tiers des répondants en Hongrie (34%) et une proportion légèrement inférieure en Autriche (30%), en Lituanie (29%) et en Irlande (28%). L'opinion est partagée par environ un répondant sur quatre en Slovaquie (26%), au Danemark et à Malte (26% dans les trois cas). Enfin, plus d'un répondant sur dix s'expriment en faveur du **développement de l'utilisation de l'énergie nucléaire** comme moyen de lutter contre le changement climatique au Royaume-Uni (17%), en Slovaquie (16%), en Suède (15%), en Finlande (15%), en République tchèque (14%), en Estonie (13%), en Pologne (13%), en Belgique (12%), en Lituanie (12%), en Italie (11%), aux Pays-Bas (11%) et en Hongrie (11%).

QG3 Afin de lutter contre le changement climatique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?
(ROTATION – MAX. 2 REPONSES)





		Développer des industries, services et technologies respectueux de l'environnement	Réduire les émissions de CO2 (dioxyde de carbone) provenant des transports et de l'électricité	Tenir compte de la lutte contre le changement climatique dans toutes les politiques de l'UE, comme dans l'industrie, l'agriculture ou les transports	Développer des voitures propres	Sécuriser l'approvisionnement en énergie	Développer l'utilisation de l'énergie nucléaire	NSP
	EU27	44%	36%	33%	25%	20%	10%	6%
	BE	47%	33%	33%	26%	22%	12%	2%
	BG	39%	43%	28%	29%	21%	5%	10%
	CZ	44%	38%	30%	23%	22%	14%	2%
	DK	42%	45%	32%	36%	26%	9%	2%
	DE	56%	26%	39%	27%	23%	9%	3%
	EE	57%	23%	20%	31%	19%	13%	8%
	IE	34%	45%	30%	24%	28%	8%	11%
	EL	44%	46%	38%	31%	17%	6%	1%
	ES	44%	39%	30%	27%	17%	6%	6%
	FR	50%	34%	41%	31%	15%	7%	4%
	IT	42%	38%	36%	26%	17%	11%	3%
	CY	62%	67%	24%	32%	7%	2%	2%
	LV	50%	32%	27%	22%	10%	8%	8%
	LT	40%	32%	20%	20%	29%	12%	8%
	LU	44%	42%	37%	29%	11%	7%	1%
	HU	45%	33%	38%	16%	34%	11%	2%
	MT	41%	60%	22%	19%	26%	4%	6%
	NL	59%	35%	36%	25%	16%	11%	2%
	AT	44%	33%	38%	33%	30%	7%	2%
	PL	36%	38%	22%	19%	18%	13%	11%
	PT	37%	35%	21%	23%	23%	6%	13%
	RO	33%	46%	29%	26%	12%	7%	14%
	SI	47%	45%	42%	20%	21%	7%	1%
	SK	35%	34%	36%	25%	26%	16%	4%
	FI	49%	26%	42%	23%	22%	15%	2%
	SE	47%	40%	39%	26%	13%	15%	4%
	UK	35%	37%	26%	17%	24%	17%	11%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

L'analyse des réponses en fonction des variables sociodémographiques et des attitudes des citoyens apporte des précisions intéressantes :

- Les Européens ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà, ainsi que les cadres directeurs, sont comparativement plus nombreux à considérer **le développement d'industries, de services et de technologies respectueux de l'environnement** comme un axe prioritaire de lutte contre le changement climatique. Ces deux catégories affichent également une vision plus exigeante de la lutte pour la protection de l'environnement et le développement durable, en considérant que **l'Union devrait tenir compte du changement climatique dans la planification de toutes ses politiques**. C'est également le cas des répondants qui ont confiance dans l'Union européenne.
- Les étudiants semblent quant à eux être plus sensibles que la moyenne aux arguments liés à **la réduction des émissions dans les deux secteurs dont l'activité s'avère plus nocive, les transports et l'électricité**. Ils sont, en conséquence, plus sensibles que la moyenne au **développement de voitures propres**.
- Les retraités et les personnes ayant terminé leurs études à l'âge de 15 ans ou avant, sont plus susceptibles que leurs concitoyens à citer **la sécurisation de l'approvisionnement énergétique**, tandis que les Européens se situant à droite de l'échiquier politique sont plus nombreux que les autres à considérer **le développement du nucléaire** comme étant un axe d'action prioritaire pour l'Union dans sa politique de lutte contre le changement climatique.

QG3 Afin de lutter contre le changement climatique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

	Développer des industries, services et technologies respectueux de l'environnement	Réduire les émissions de CO2 (dioxyde de carbone) provenant des transports et de l'électricité	Tenir compte de la lutte contre le changement climatique dans toutes les politiques de l'UE, comme dans l'industrie, l'agriculture ou les transports	Développer des voitures propres	Sécuriser l'approvisionnement en énergie	Développer l'utilisation de l'énergie nucléaire	NSP
UE27	44%	36%	33%	25%	20%	10%	6%
Sexe							
 Homme	45%	36%	34%	25%	19%	13%	5%
Femme	44%	36%	33%	25%	20%	8%	7%
Age							
 15-24	44%	41%	31%	27%	18%	10%	6%
25-39	44%	38%	35%	25%	19%	11%	4%
40-54	46%	36%	36%	26%	19%	10%	4%
55 +	43%	32%	31%	24%	22%	11%	8%
Age de fin d'études							
 15-	38%	32%	29%	27%	23%	9%	9%
16-19	44%	36%	33%	25%	20%	11%	6%
20+	50%	37%	38%	24%	17%	12%	2%
Tjs étudiant	47%	43%	32%	28%	15%	9%	5%
Echelle d'occupation du répondant							
 Indépendants	43%	36%	34%	24%	19%	13%	4%
Cadres directeurs	51%	35%	42%	24%	18%	12%	2%
Autres employés	48%	37%	35%	23%	19%	11%	3%
Ouvriers	44%	38%	34%	25%	20%	9%	6%
Femmes-hommes au foyer	40%	33%	31%	31%	22%	9%	7%
Chômeurs	42%	37%	30%	25%	19%	8%	7%
Retraités	42%	32%	30%	24%	23%	11%	8%
Etudiants	47%	43%	32%	28%	15%	9%	5%
Echelle Gauche-Droite							
(1-4) Gauche	49%	36%	37%	25%	19%	9%	3%
(5-6) Centre	46%	36%	33%	26%	21%	10%	4%
(7-10) Droite	41%	34%	32%	25%	21%	15%	5%
Confiance UE							
Plutôt confiance	46%	38%	37%	24%	19%	11%	3%
Plutôt pas confiance	43%	34%	31%	26%	21%	11%	6%

4. LES PRIORITES POUR SOUTENIR LA CROISSANCE D'UNE MANIERE DURABLE

- La croissance économique et les actions en faveur de l'environnement ne sont pas nécessairement contradictoires -

La crise financière et économique montre que le développement durable était aussi un aspect essentiel pour les systèmes financiers et l'économie dans son ensemble⁷². Les données de l'Eurobaromètre témoignent, en plus, de l'importance que les citoyens de l'Union accordent à l'obtention d'une croissance compatible à long terme avec la protection de l'environnement et le bien-être social. Les résultats de la présente enquête montrent que cette croissance durable semble reposer, du point de vue de l'opinion européenne, sur trois piliers principaux : la **stimulation de la recherche et de l'innovation dans l'industrie européenne** (31%), la **production de biens et services respectueux de l'environnement** (30%) et le **soutien à l'agriculture** (27%)⁷³.

Mais les citoyens parient aussi sur la **créativité et l'esprit d'initiative individuelle** : ainsi, un Européen sur quatre (25%) considère qu'**encourager les personnes à créer leur propre entreprise** est un aspect prioritaire afin de soutenir une croissance durable. Dans la même lignée, environ un cinquième des personnes interrogées souhaitent que soient **récompensées la création et les idées nouvelles** (19%).

Un citoyen sur cinq cite également **le renforcement des droits des consommateurs** (19%) et la même proportion cite **le contrôle des flux migratoires afin de répondre aux besoins de l'économie européenne**.

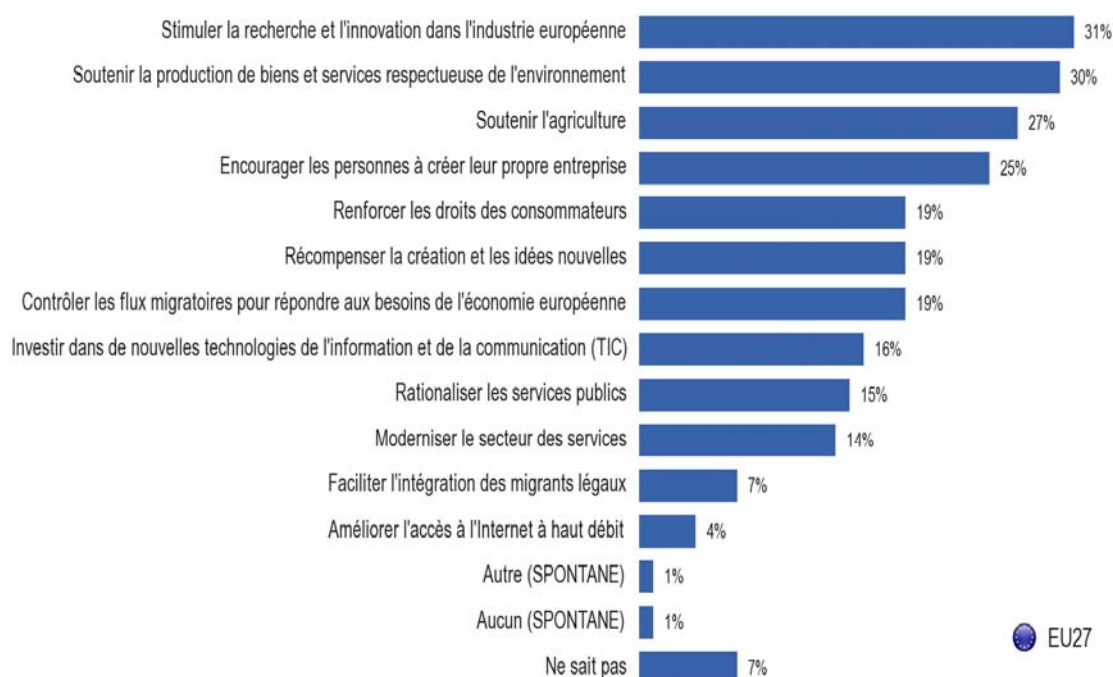
Moins fréquemment, les Européens mentionnent **l'investissement dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication** (16%), la **rationalisation des services publics** (15%) et leur **modernisation** (14%). Enfin, moins d'un citoyen sur dix considère que **faciliter l'intégration des migrants légaux** (7%) et **améliorer l'accès à Internet à haut débit** (4%), sont des aspects essentiels pour garantir la croissance économique d'une manière durable.

⁷² « Communication de la commission au parlement européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions - Rapport de situation 2009 sur la stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable » :

<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0400:FIN:FR:PDF>

⁷³ QG4 Afin de soutenir la croissance d'une manière durable, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?

QG4. Afin de soutenir la croissance d'une manière durable, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?































Les répondants des pays situés au centre et au nord de l'Europe sont comparativement plus nombreux à considérer comme essentielles **la recherche et l'innovation dans l'industrie afin de soutenir la croissance d'une manière durable**. Dans ces pays, par ailleurs, les citoyens semblent associer cet axe à la **production de biens et de services respectueuse de l'environnement**, avec des niveaux de réponse similaires. C'est en effet le cas en Suède (48% dans le premier cas et 47% dans le deuxième), aux Pays-Bas (46% de mentions dans les deux cas), au Danemark (43% et 46% respectivement) ou en Allemagne (42% dans le premier cas et 39% en ce qui concerne le deuxième item). On observe également une différence entre les Etats de la zone euro et les Etats n'ayant pas adopté la monnaie unique, les premiers étant plus nombreux à souhaiter que **la recherche et l'innovation dans l'industrie** soit prioritaire dans l'Union européenne pour soutenir la croissance d'une manière durable (34%, pour 26% des pays hors zone euro).

Le **soutien à l'agriculture** comme garantie d'une croissance durable est principalement perçu comme prioritaire dans les Etats membres issus des deux derniers élargissements, en 2004 et en 2007. Ainsi, cet aspect se retrouve en tête de classement en Roumanie (56%), en Hongrie (51%), en Estonie (48%), en République tchèque (47%) ainsi qu'en Bulgarie (46%), en Lettonie (46%) et en Slovénie (40%). Il est également mentionné par quatre interviewés sur dix en Lituanie, à Chypre et au Portugal (39% dans les deux cas), pays où cet item recueille l'adhésion d'une majorité relative de répondants.

Les répondants dans les Etats baltes semblent, quant à eux, octroyer une importance toute particulière à l'esprit d'initiative individuel et sont plus enclins que leurs concitoyens européens à penser **qu'encourager les personnes à créer leurs propres entreprises est un aspect prioritaire de la croissance durable** : cet aspect est cité par 48% des interviewés en Lituanie, où il se trouve en tête du classement, ainsi qu'en Lettonie et en Estonie avec des résultats comparables (42% et 41% des mentions respectivement). Il est également perçu comme un facteur fondamental en République tchèque (34%), en Grèce et en Irlande (32% chacun) et en Pologne (31%), pays où il est cité par plus de trois répondants sur dix.

La récompense de la création et les idées nouvelles est considérée comme essentielle principalement au Danemark (39%) et, dans une moindre mesure, en Suède (29%), en Slovénie (25%) et en Finlande (25%) tandis que c'est à Malte que l'on accorde plus d'importance au **renforcement des droits des consommateurs** (33%).






Enfin, ce sont les interviewés en Autriche et au Danemark qui accordent le plus d'importance au **contrôle des flux migratoires pour répondre aux besoins de l'économie** (30% dans les deux cas).

QG4 Afin de soutenir la croissance d'une manière durable, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ? (ROTATION – MAX. 3 REPONSES)														
		Stimuler la recherche et l'innovation dans l'industrie européenne	Soutenir la production de biens et services respectueuse de l'environnement	Soutenir l'agriculture	Encourager les personnes à créer leur propre entreprise	Contrôler les flux migratoires pour répondre aux besoins de l'économie européenne	Renforcer les droits des consommateurs	Récompenser la création et les idées nouvelles	Investir dans de nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC)	Rationaliser les services publics	Moderniser le secteur des services	Faciliter l'intégration des migrants légaux	Améliorer l'accès à l'Internet à haut débit	NSP
	EU27	31 %	30%	27%	25%	19%	19%	19%	16%	15%	14%	7%	4%	7%
	BE	31%	31%	31%	23%	27%	25%	18%	13%	11%	11%	5%	5%	3%
	BG	40%	35%	46%	23%	9%	24%	14%	18%	7%	10%	5%	3%	9%
	CZ	24%	33%	47%	34%	21%	20%	14%	14%	10%	14%	4%	4%	3%
	DK	43%	46%	9%	16%	30%	16%	39%	17%	12%	14%	18%	3%	4%
	DE	42%	39%	19%	24%	19%	24%	22%	14%	12%	12%	6%	3%	6%
	EE	32%	27%	48%	41%	7%	18%	18%	17%	7%	7%	2%	3%	8%
	IE	37%	26%	29%	32%	15%	21%	20%	14%	22%	15%	5%	9%	12%
	EL	20%	37%	33%	32%	22%	21%	22%	12%	27%	19%	7%	2%	2%
	ES	30%	29%	23%	27%	17%	17%	17%	19%	11%	12%	8%	2%	6%
	FR	38%	30%	35%	30%	19%	31%	22%	15%	12%	10%	8%	3%	4%
	IT	27%	24%	20%	22%	22%	19%	21%	20%	18%	23%	7%	5%	5%
	CY	30%	68%	39%	18%	21%	25%	7%	12%	12%	19%	4%	7%	4%
	LV	25%	23%	46%	42%	11%	10%	14%	15%	16%	9%	3%	7%	6%
	LT	30%	19%	40%	48%	9%	20%	12%	18%	5%	11%	6%	2%	5%
	LU	38%	33%	27%	30%	15%	16%	17%	15%	12%	10%	13%	2%	3%
	HU	30%	31%	51%	23%	15%	20%	20%	13%	19%	17%	4%	4%	2%
	MT	33%	16%	16%	23%	19%	33%	13%	13%	9%	17%	11%	3%	14%
	NL	46%	46%	19%	12%	22%	16%	23%	21%	14%	11%	5%	4%	4%
	AT	23%	40%	33%	26%	30%	24%	24%	11%	20%	18%	11%	7%	2%
	PL	17%	18%	29%	31%	5%	10%	17%	18%	31%	13%	5%	5%	11%
	PT	22%	27%	39%	22%	12%	19%	14%	12%	13%	22%	6%	3%	7%
	RO	32%	23%	56%	28%	8%	16%	9%	9%	11%	21%	5%	3%	12%
	SI	35%	32%	40%	28%	11%	17%	25%	16%	19%	9%	3%	3%	2%
	SK	25%	31%	34%	28%	19%	15%	21%	21%	14%	17%	4%	5%	4%
	FI	35%	31%	24%	26%	18%	10%	25%	13%	24%	12%	12%	4%	5%
	SE	48%	47%	16%	29%	8%	10%	29%	12%	11%	6%	12%	4%	8%
	UK	21%	26%	20%	19%	29%	14%	15%	16%	13%	8%	9%	4%	17%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

Certaines caractéristiques sociodémographiques et certaines opinions et attitudes à l'égard de l'Union déterminent la direction des réponses, comme le révèle l'analyse des items les plus cités :

- Les mentions de **la recherche et l'innovation** et du **soutien de la production de biens et des services respectueux de l'environnement** augmentent significativement auprès des Européens ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà, des cadres directeurs, des sympathisants de gauche et de ceux affichant des opinions positives, en termes de confiance, d'évaluation et de bilan de l'appartenance de leurs pays respectifs à l'Union européenne.
- **Soutenir l'agriculture** est davantage cité par les Européens habitant des milieux ruraux. Enfin, les sympathisants de droite sont plus nombreux à estimer qu'une croissance durable doit passer par **l'encouragement de l'esprit entrepreneurial**.

QG4 Afin de soutenir la croissance d'une manière durable, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ? (ROTATION – MAX. 3 REPONSES)					
	Stimuler la recherche et l'innovation dans l'industrie européenne	Soutenir la production de biens et services respectueuse de l'environnement	Soutenir l'agriculture	Encourager les personnes à créer leur propre entreprise	NSP
UE27	31%	30%	27%	25%	7%
Sexe					
 Homme	35%	31%	25%	25%	5%
Femme	28%	29%	29%	25%	9%
Age					
 15-24	28%	31%	23%	23%	10%
25-39	32%	29%	25%	28%	6%
40-54	33%	34%	28%	26%	5%
55 +	31%	28%	30%	24%	9%
Age de fin d'études					
 15-	23%	24%	31%	26%	10%
16-19	29%	30%	29%	26%	6%
20+	42%	36%	23%	25%	4%
Tjs étudiant	34%	32%	22%	21%	9%
Urbanisation subjective					
 Village rural	29%	28%	34%	25%	8%
Petite moyenne ville	33%	31%	26%	25%	7%
Grande ville	31%	32%	22%	26%	7%
Echelle d'occupation du répondant					
 Indépendants	30%	33%	25%	28%	4%
Cadres directeurs	47%	38%	21%	25%	3%
Autres employés	33%	32%	24%	25%	4%
Ouvriers	29%	31%	29%	26%	7%
Femmes-hommes au foyer	24%	28%	30%	29%	8%
Chômeurs	24%	26%	28%	28%	8%
Retraités	29%	27%	31%	24%	10%
Etudiants	34%	32%	22%	21%	9%
Echelle Gauche-Droite					
(1-4) Gauche	36%	37%	24%	22%	5%
(5-6) Centre	31%	31%	28%	27%	6%
(7-10) Droite	31%	26%	29%	28%	6%
Confiance UE					
Plutôt confiance	37%	33%	28%	27%	4%
Plutôt pas confiance	27%	29%	27%	25%	7%
Appartenance UE					
Bonne chose	38%	34%	24%	27%	5%
Mauvaise chose	23%	25%	31%	24%	7%
Ni bonne ni mauvaise	25%	28%	31%	24%	8%
Bénéf. app. UE					
Bénéficié	36%	33%	25%	27%	5%
Pas bénéficié	25%	28%	31%	24%	7%

5. LES PRIORITES POUR AMELIORER LES DROITS DES CITOYENS

- Les Européens souhaiteraient un meilleur dialogue avec leurs institutions pour améliorer les droits des citoyens -

Les citoyens européens disposent de droits liés à leur citoyenneté européenne et garantis par les traités : le droit de circuler et de séjourner, de travailler et d'étudier sur le territoire des autres Etats membres ; des droits civiques et politiques ainsi que certaines garanties juridiques (comme la protection consulaire par un autre Etat membre ou le droit d'adresser une plainte au Médiateur européen).

Depuis que le concept « d'Europe des citoyens » s'est officiellement imposé au concept plus ancien « d'Europe des marchands », l'Union n'a pas cessé de travailler pour développer et approfondir les droits de ses citoyens. Le traité de Lisbonne constitue un pas en avant dans la protection des droits des citoyens. Il confirme les droits existants et introduit de nouveaux droits et de nouveaux mécanismes qui permettent d'assurer l'entier respect de ces droits au sein de l'Union⁷⁴. Dans ce contexte d'entrée en vigueur du nouveau cadre normatif de l'Union, nous avons constaté que pour près d'un Européen sur trois, l'amélioration des droits des citoyens est considérée comme l'une des priorités de l'Union européenne pour les années à venir.

Interrogés sur les aspects prioritaires afin d'améliorer ce pilier de l'Union⁷⁵, les européens sont comparativement plus nombreux à signaler **le renforcement du dialogue entre les citoyens et les institutions de l'Union** (37%). Leur réponse semble aller dans le sens de ce qui est prévu dans le Traité de Lisbonne à travers la mise en œuvre du principe d'égalité démocratique des citoyens, du principe de démocratie participative (destiné à renforcer le dialogue avec la société civile) ainsi que par le principe d'initiative citoyenne, permettant aux citoyens de soumettre au Parlement européen et au Conseil de l'Union européenne une proposition législative.

Avec un niveau proche de citations, les répondants mentionnent « **faciliter la mobilité des jeunes au sein de l'Union** » (34%) comme étant un moyen prioritaire d'améliorer leur droits. Ils se projettent également à long terme et environ un tiers d'entre eux (31%) estiment qu'il faut répondre aux **défis lancés par le vieillissement de la population**⁷⁶.

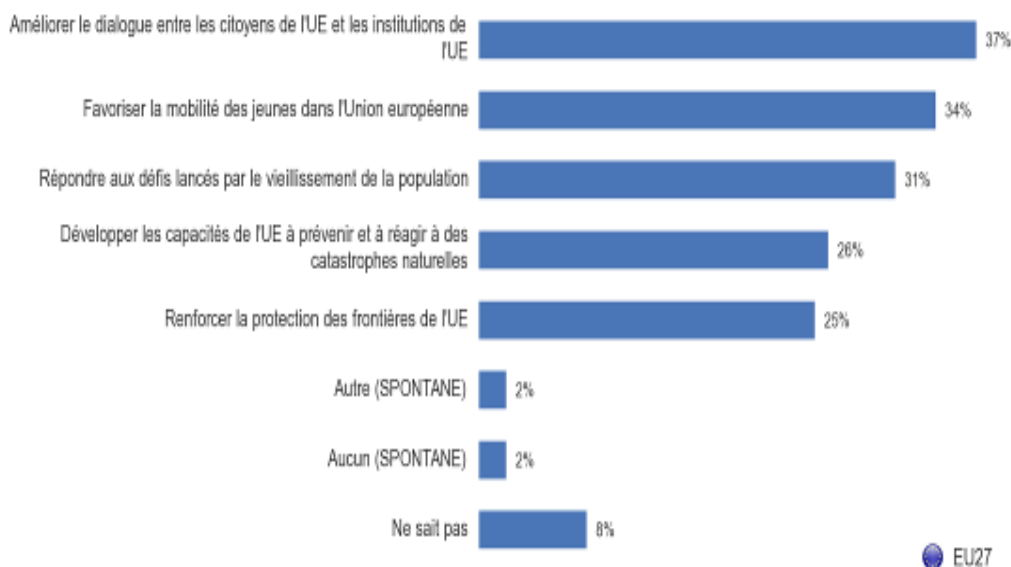
⁷⁴ http://europa.eu/lisbon_treaty/index_fr.htm

⁷⁵ QG5 Afin d'améliorer les droits des citoyens, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?

⁷⁶ Le livre vert "Face aux changements démographiques, une nouvelle solidarité entre générations" (publié en mars 2005) révèle que d'ici 2030, il devrait manquer à l'Union presque 21 millions (6,8%) de personnes en âge de travailler. A cette même date, environ deux personnes actives (âgées de 15 à 65 ans) devront s'occuper d'une personne inactive (65 ans et plus) : http://eur-lex.europa.eu/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=fr&type_doc=COMfinal&an_doc=2005&nu_doc=94

Pour un quart de la population (26%) il serait essentiel, afin d'avancer dans l'amélioration des droits des citoyens, de **développer les capacités de l'Union européenne à prévenir et à réagir à des catastrophes naturelles**. Une proportion presque identique (25%) de répondants cite le **renforcement de la protection des frontières de l'Union** comme un aspect prioritaire.

QG5. Afin d'améliorer les droits des citoyens, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?



EU27

Dans dix pays de l'Union, une majorité de l'opinion publique estime que faire progresser les droits des citoyens au sein de l'Union passe davantage par **l'amélioration du dialogue avec les institutions**. C'est notamment le cas des Pays-Bas, de la Suède ou de la France, avec près de la moitié des interviewés qui citent cet axe (49% dans les deux premiers et 47% en France). Il s'agit également d'une dimension nécessaire pour plus de quatre répondants sur dix en Slovaquie (44%), en Allemagne (43%), en Belgique, en République tchèque, au Danemark, au Luxembourg et à Malte (tous avec 42% de citations).




























Par ailleurs, **faciliter la mobilité des jeunes dans l'Union européenne** est signalé comme étant un aspect fondamental, principalement par la moitié des interviewés en Hongrie (51%), au Danemark (49%), ainsi que par une proportion légèrement inférieure en Bulgarie (47%), en France (45%) et en Italie (42%).

En Finlande, près de six répondants sur dix (56%) pointent la **réponse aux défis lancés par le vieillissement de la population** comme élément fondamental pour toute action visant à avancer sur le terrain des droits citoyens. Dans une moindre proportion mais toujours de manière significative, cet aspect est prioritaire pour environ quatre répondants sur dix en Slovaquie (39%), en Belgique (38%), en Hongrie (37%), en Autriche (37%), aux Pays-Bas (36%), ainsi qu'en Slovénie et au Royaume Uni (36%).

Le niveau de réponse demeure également élevé en République tchèque (34%), en France (33%), au Danemark (32%), au Portugal et en Suède (31% et 30% respectivement).

Développer les capacités de l'Union à prévenir et à réagir à des catastrophes naturelles semble prendre une importance supérieure à la moyenne en Autriche ou en Irlande (avec 37% et 36% des citations respectivement) et principalement à Chypre, où l'item est cité par 53% des interviewés. A Chypre, la même proportion de répondants estime par ailleurs que **renforcer la protection des frontières de l'Union** est essentiel afin d'améliorer les droits des citoyens. Cet avis est partagé par de courtes majorités au Royaume-Uni (40%), en Autriche ainsi qu'en Grèce (42% et 41% respectivement).

Environ un cinquième de la population en Roumanie (17%) et en Irlande (15%) n'a pas donné de réponse à cette question.





QG5 Afin d'améliorer les droits des citoyens, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)							
		Améliorer le dialogue entre les citoyens de l'UE et les institutions de l'UE	Favoriser la mobilité des jeunes dans l'Union européenne	Répondre aux défis lancés par le vieillissement de la population	Développer les capacités de l'UE à prévenir et à réagir à des catastrophes naturelles	Renforcer la protection des frontières de l'UE	NSP
	UE27	37%	34%	31%	26%	25%	8%
	BE	42%	31%	38%	19%	32%	3%
	BG	36%	47%	23%	29%	24%	10%
	CZ	42%	38%	34%	31%	20%	2%
	DK	42%	49%	32%	17%	32%	5%
	DE	43%	31%	32%	30%	22%	7%
	EE	40%	36%	27%	18%	25%	11%
	IE	31%	36%	27%	36%	29%	15%
	EL	38%	35%	28%	32%	41%	2%
	ES	37%	35%	32%	25%	19%	8%
	FR	47%	45%	33%	20%	27%	5%
	IT	35%	42%	24%	30%	24%	5%
	CY	37%	36%	16%	53%	53%	1%
	LV	38%	29%	26%	16%	20%	11%
	LT	34%	34%	20%	25%	16%	14%
	LU	42%	35%	25%	24%	29%	2%
	HU	32%	51%	37%	33%	14%	4%
	MT	42%	34%	25%	18%	33%	11%
	NL	49%	34%	36%	14%	25%	6%
	AT	39%	26%	37%	37%	42%	2%
	PL	31%	34%	24%	27%	13%	15%
	PT	25%	24%	31%	34%	31%	12%
	RO	29%	34%	20%	32%	25%	17%
	SI	39%	34%	36%	28%	16%	4%
	SK	44%	35%	39%	28%	18%	3%
	FI	34%	24%	56%	27%	24%	5%
	SE	49%	39%	30%	22%	13%	9%
	UK	24%	19%	36%	16%	40%	14%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

L'étude des réponses suivant les caractéristiques sociodémographiques du répondant nous permet d'approfondir l'analyse et de confirmer certaines tendances déjà observées.

- **Améliorer le dialogue entre les citoyens de l'UE et les institutions européennes** s'impose comme premier chantier d'action dans la plupart des catégories sociodémographiques, bien qu'il soit principalement cité par les interviewés entre 25 et 39 ans, ainsi que par les Européens ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou au-delà et par les cadres directeurs.
- Les citoyens de 15 à 24 ans et les étudiants se distinguent de l'ensemble des interviewés par l'importance qu'ils accordent à favoriser **la mobilité des jeunes au sein de l'Union** comme aspect prioritaire afin d'améliorer les droits des citoyens.
- **Répondre aux défis lancés par le vieillissement de la population** semble plus important pour les répondants les plus âgés (55 ans et plus) mais cet item est surtout mentionné par les cadres directeurs, plus sensibles que les autres catégories d'occupation à cette problématique.
- **La protection des frontières de l'Union** est davantage citée par les interviewés ayant arrêté leurs études à 15 ans ou avant.
- En ce qui concerne la façon dont les attitudes à l'égard de l'Union peuvent influencer les réponses, il est intéressant d'observer que si pour les catégories plus favorables à l'Union, l'amélioration des droits des citoyens passe principalement par **le développement du dialogue avec les institutions européennes**, les catégories les plus critiques pointent davantage les solutions plus sécuritaires comme **la protection des frontières de l'Union**.

QG5 Afin d'améliorer les droits des citoyens, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)

	Améliorer le dialogue entre les citoyens de l'UE et les institutions de l'UE	Favoriser la mobilité des jeunes dans l'Union européenne	Répondre aux défis lancés par le vieillissement de la population	Renforcer la protection des frontières de l'UE	Développer les capacités de l'UE à prévenir et à réagir à des catastrophes naturelles	NSP
UE27	37%	34%	31%	25%	26%	8%
Sexe						
 Homme	39%	35%	31%	26%	24%	7%
Femme	35%	33%	30%	24%	27%	10%
Age						
 15-24	38%	44%	27%	20%	24%	9%
25-39	40%	35%	30%	24%	26%	6%
40-54	39%	34%	31%	26%	26%	7%
55 +	33%	30%	32%	28%	26%	11%
Age de fin d'études						
 15-	29%	29%	30%	31%	26%	12%
16-19	36%	34%	30%	26%	27%	8%
20+	46%	35%	34%	21%	23%	5%
Tjs étudiant	38%	47%	27%	17%	24%	9%
Echelle d'occupation du répondant						
 Indépendants	40%	36%	26%	27%	25%	5%
Cadres directeurs	47%	35%	39%	20%	22%	5%
Autres employés	40%	34%	32%	25%	27%	5%
Ouvriers	38%	35%	29%	25%	27%	8%
Femmes-hommes au foyer	32%	34%	28%	29%	26%	10%
Chômeurs	36%	33%	29%	25%	24%	9%
Retraités	31%	29%	32%	29%	26%	11%
Etudiants	38%	47%	27%	17%	24%	9%
Echelle Gauche-Droite						
(1-4) Gauche	42%	36%	34%	23%	25%	5%
(5-6) Centre	37%	34%	32%	27%	26%	7%
(7-10) Droite	37%	36%	31%	28%	25%	7%
Difficulté à payer ses factures						
La plupart du temps	34%	34%	29%	28%	26%	10%
De temps en temps	35%	35%	31%	27%	27%	8%
Pratiquement jamais	39%	34%	32%	24%	25%	8%
Confiance EU						
Plutôt confiance	42%	38%	31%	23%	27%	5%
Plutôt pas confiance	33%	31%	32%	30%	25%	8%
Appartenance UE						
Bonne chose	43%	38%	31%	21%	26%	6%
Mauvaise chose	27%	26%	34%	36%	25%	9%
Ni bonne ni mauvaise	33%	32%	29%	27%	26%	10%
Bénéf. app. UE						
Bénéficié	42%	38%	32%	22%	26%	6%
Pas bénéficié	31%	30%	31%	33%	25%	8%
Image de l' UE						
Positive	42%	39%	31%	22%	27%	5%
Neutre	34%	32%	30%	26%	25%	10%
Négative	29%	26%	33%	37%	22%	9%

6. LES PRIORITES POUR AIDER A INSTAURER DE LA STABILITE DANS LE MONDE

- La promotion des droits de l'Homme et le maintien de la paix, principales priorités pour instaurer une meilleure stabilité dans le monde -

Le renforcement du rayonnement international de l'Union européenne, constitue l'un des volets fondamentaux du Traité de Lisbonne⁷⁷, qui regroupe les instruments de politique extérieure de l'Union européenne, tant en ce qui concerne l'élaboration que l'adoption de nouvelles politiques.

Pour les citoyens de l'Union, atteindre la stabilité dans le monde implique en priorité la **promotion et la protection des droits de l'homme**. La protection des droits est en effet jugée comme étant un aspect essentiel par une majorité relative des interviewés (40%)⁷⁸.

Suivent, avec des scores presque identiques, deux axes d'action sécuritaires : la **participation à la résolution des conflits et le maintien/rétablissement de la paix** (36%), ainsi que la **lutte contre la prolifération des armes de destruction massive** (33%).

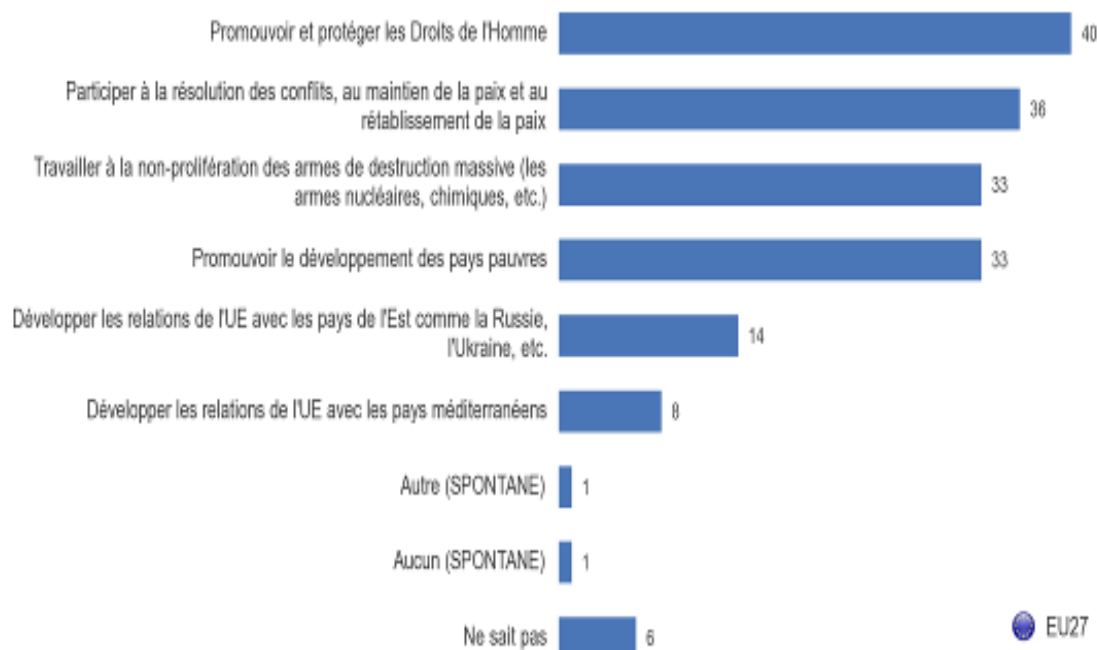
Un tiers des citoyens européens (33%) citent la **politique d'aide au développement des pays pauvres** comme étant une ligne d'orientation clé de la politique de l'Union visant à instaurer la stabilité dans le monde.

Le **développement des relations de l'UE avec son voisinage**, que ce soit avec les **pays de l'Est** comme la Russie ou l'Ukraine ou avec les **pays de la Méditerranée** semble moins prioritaire aux yeux des Européens et est cité par respectivement 14% et 8% des interviewés.

⁷⁷ http://europa.eu/lisbon_treaty/glance/index_fr.htm





























⁷⁸ QG6 Afin d'aider à l'instauration de la stabilité dans le monde, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires pour l'Union européenne ?

QG6. Afin d'aider à l'instauration de la stabilité dans le monde, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires pour l'Union européenne ?



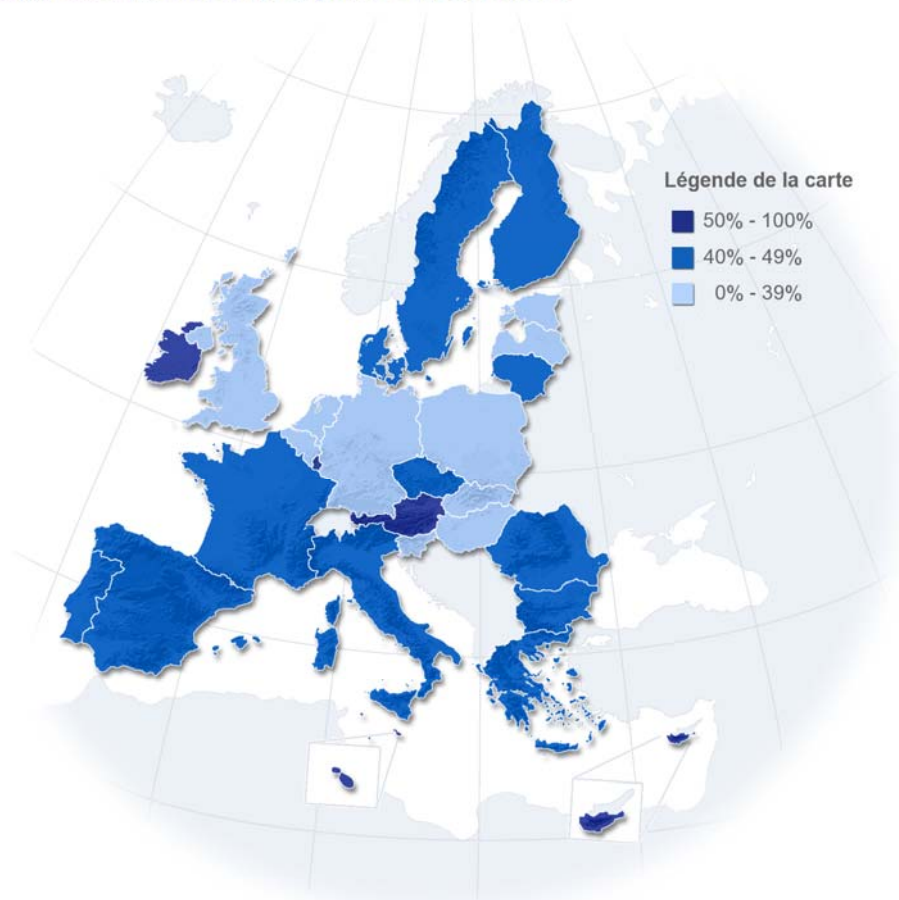
La promotion et la protection des droits de l'homme arrivent en tête du classement dans 14 des 27 Etats membres. Cette ligne d'action est notamment citée par trois répondants sur quatre à Chypre (75%), près de six interviewés sur dix en Irlande (59%) et plus de la moitié d'entre eux au Luxembourg (55%) et à Malte (54%). Il s'agit par ailleurs de la réponse majoritaire en Autriche (50%), en Roumanie (48%), en Finlande (47%), en Grèce (46%), en Espagne (46%) et en France (44%).

Participer à la résolution des conflits et au maintien ou rétablissement de la paix est un aspect primordial pour les répondants aux Pays-Bas (45%) et en Slovénie (44%), mais il est surtout mentionné par six interviewés sur dix à Chypre. **Le travail contre la prolifération des armes de destruction massive** est cité par près de la moitié des répondants en Estonie (47%) et par une proportion légèrement inférieure en Hongrie (45%) et en Bulgarie (42%). Il s'agit d'un axe d'action prioritaire pour une courte majorité d'interviewés en Allemagne (40%).

 CY	75%
 IE	59%
 LU	55%
 MT	54%
 AT	50%
 PT	48%
 RO	48%
 FI	47%
 EL	46%
 ES	46%
 SE	44%
 FR	44%
 LT	42%
 BG	42%
 CZ	41%
 IT	40%
 DK	40%
 UE27	40%
 HU	38%
 BE	38%
 NL	38%
 EE	37%
 DE	36%
 SI	36%
 SK	35%
 UK	34%
 PL	33%
 LV	29%

Question: QG6. Afin d'aider à l'instauration de la stabilité dans le monde, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires pour l'Union européenne ?





























Réponses: Promouvoir et protéger les Droits de l'Homme



Les personnes interrogées au Danemark et, dans une moindre mesure en Espagne et en Grèce, sont plus enclines que leurs concitoyens européens à considérer comme prioritaire que l'Union européenne vise **le développement des pays pauvres** (48%, 45% et 41% respectivement).

Enfin, **tisser des liens et développer davantage les relations avec les pays de l'Est ou avec les pays de la Méditerranée** prend plus d'importance dans les Etats frontaliers ou géographiquement situés dans les régions en question : c'est le cas en Lettonie (30%), en Slovaquie (23%), en Estonie (23%) ou en Lituanie (22%) en ce qui concerne la Russie ou l'Ukraine, ainsi qu'à Malte (23%) ou en Grèce (15%) à l'égard des pays de la Méditerranée.

QG6 Afin d'aider à l'instauration de la stabilité dans le monde, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires pour l'Union européenne ?
(ROTATION – MAX. 2 REPONSES)




		Promouvoir et protéger les Droits de l'Homme	Participer à la résolution des conflits, au maintien de la paix et au rétablissement de la paix	Travailler à la non-prolifération des armes de destruction massive (les armes nucléaires, chimiques, etc.)	Promouvoir le développement des pays pauvres	Développer les relations de l'UE avec les pays de l'Est comme la Russie, l'Ukraine, etc.	Développer les relations de l'UE avec les pays méditerranéens	NSP
	EU27	40%	36%	33%	33%	14%	8%	6%
	BE	38%	38%	31%	36%	16%	11%	2%
	BG	42%	35%	42%	31%	15%	5%	7%
	CZ	41%	39%	39%	22%	21%	10%	2%
	DK	40%	41%	37%	48%	15%	6%	4%
	DE	36%	38%	40%	34%	15%	9%	5%
	EE	37%	24%	47%	26%	23%	8%	7%
	IE	59%	37%	35%	18%	16%	6%	11%
	EL	46%	37%	27%	41%	15%	15%	1%
	ES	46%	34%	23%	45%	9%	6%	6%
	FR	44%	40%	37%	40%	10%	9%	3%
	IT	40%	39%	35%	24%	13%	14%	4%
	CY	75%	61%	35%	14%	8%	5%	0%
	LV	29%	27%	28%	32%	30%	6%	7%
	LT	42%	31%	29%	23%	22%	5%	8%
	LU	55%	41%	30%	29%	12%	6%	2%
	HU	38%	29%	45%	37%	16%	9%	2%
	MT	54%	29%	29%	19%	8%	23%	9%
	NL	38%	45%	29%	39%	21%	6%	3%
	AT	50%	41%	35%	25%	16%	13%	3%
	PL	33%	26%	27%	34%	20%	6%	11%
	PT	48%	29%	22%	36%	11%	9%	7%
	RO	48%	34%	32%	23%	17%	7%	10%
	SI	36%	44%	40%	33%	14%	8%	1%
	SK	35%	36%	34%	30%	23%	14%	3%
	FI	47%	30%	37%	40%	18%	5%	3%
	SE	44%	44%	32%	40%	11%	4%	6%
	UK	34%	33%	32%	29%	12%	5%	13%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

En ce qui concerne les actions prioritaires afin d'aider à l'instauration de la stabilité dans le monde, les opinions des personnes interrogées varient peu en fonction de leurs caractéristiques sociodémographiques et même en fonction de leurs attitudes à l'égard de l'Union.

Des petites différences apparaissent cependant en ce qui concerne la promotion et la protection des Droits de l'Homme : les répondants âgés de 15 à 24 ans et les étudiants (43% dans les deux cas) y sont un peu sensibles que les plus âgés (37% des 55 ans et plus).

On constate également des variations à propos de la participation de l'Union à la résolution des conflits et à des opérations de maintien et/ou de rétablissement de la paix, en fonction du regard que les individus portent sur l'Union : plus le répondant a une attitude favorable à l'égard de l'Union, plus il a tendance à mentionner la participation de l'UE à ce type d'opérations de résolution des conflits ou de maintien de la paix.

QG6 Afin d'aider à l'instauration de la stabilité dans le monde, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires pour l'Union européenne ? (ROTATION – MAX. 2 REPONSES)		
	Promouvoir et protéger les Droits de l'Homme	Participer à la résolution des conflits, au maintien de la paix et au rétablissement de la paix
UE27	40%	36%
Sexe		
 Homme	40%	36%
Femme	40%	36%
Age		
 15-24	43%	36%
25-39	41%	35%
40-54	41%	38%
55 +	37%	35%
Echelle d'occupation du répondant		
 Indépendants	39%	36%
Cadres directeurs	38%	43%
Autres employés	43%	38%
Ouvriers	41%	35%
Femmes-hommes au foyer	43%	33%
Chômeurs	43%	33%
Retraités	37%	34%
Etudiants	43%	38%
Confiance EU		
Plutôt confiance	40%	39%
Plutôt pas confiance	40%	33%
Appartenance UE		
Bonne chose	40%	38%
Mauvaise chose	38%	32%
Ni bonne ni mauvaise	41%	35%
Image de l' UE		
Positive	41%	39%
Neutre	40%	35%
Négative	40%	31%

CONCLUSION

La présente enquête Eurobaromètre, conduite entre le 23 octobre et le 18 novembre 2009 permet de mesurer les conséquences de la crise économique et financière sur les représentations, opinions et valeurs des Européens, près d'un an après le début de la crise financière et économique. Plusieurs grands enseignements nous paraissent devoir être mis en avant :

- La crise n'a pas engendré une montée des critiques sur la mondialisation ni affecté la confiance dans les fondements de l'économie de marché. Au contraire même, l'image de la mondialisation est aujourd'hui plus positive qu'il y a un an et les Européens adhèrent encore plus fortement aux principes de l'économie de marché qu'il y a deux ans.
- La crise suscite une forte demande de régulation et de contrôle. Régulation des économies nationales pour tendre vers une "économie sociale de marché" qui fasse la place à la solidarité et à la justice sociale, et régulation de la sphère financière. L'Union européenne est ainsi particulièrement attendue sur un renforcement du contrôle et de la surveillance des marchés financiers. L'opinion européenne, confiante dans les principes de l'économie de marché, demande qu'on en régule les excès et les dérives.
- Ce souhait de régulation, sans doute accentué par la crise, se lit également dans les demandes sociales de solidarité et d'égalité. Pour faire face aux principaux défis mondiaux, les Européens estiment en effet que leur société devrait avant tout mettre l'accent sur ces deux dimensions.
- Si le redressement économique arrive en tête des priorités assignées à la Commission européenne, les préoccupations environnementales restent importantes et gagnent du terrain même par rapport à il y a un an. Les arbitrages entre croissance économique et protection de l'environnement se font, comme c'était le cas avant le début de la crise, à nouveau en faveur de l'environnement au sein de l'opinion européenne. Les enjeux écologiques reviennent au premier plan après avoir été quelque peu occultés par la croissance à tout prix, au début de la crise.
- L'Union européenne apparaît comme un acteur crédible pour faire face à la crise dans le contexte de la mondialisation, même si le rôle amortisseur et protecteur de l'euro ne fait pas consensus dans l'opinion. Pour renforcer cette crédibilité, elle devra faire la preuve de sa capacité à aider à une meilleure coordination des politiques économiques des Etats membres et à un renforcement du contrôle sur le fonctionnement des marchés financiers, deux domaines d'attentes fortes de l'opinion publique européenne.
- En résumé, redressement économique et régulation des marchés financiers, protection de l'environnement et lutte contre le réchauffement climatique, accroissement des solidarités et de la justice sociale constituent les trois domaines dans lesquels l'action et l'intervention de l'Union européenne sont le plus souhaitées par l'opinion publique européenne.

La crise n'a pas radicalisé les opinions européennes sur la mondialisation.

Certes, les représentations de la mondialisation restent ambivalentes, mais sans montée des critiques par rapport à il y a un an :

- La proportion d'Européens jugeant ce terme « positif » est en hausse de six points en un an.
- Les représentations des Européens sur la mondialisation restent toutefois ambiguës. Du côté positif, elle est ainsi perçue comme une opportunité économique de croissance et un facteur d'ouverture culturelle. Du côté négatif, elle est vue comme une menace d'aggravation des inégalités sociales, et un phénomène qui profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens. Les clivages sociaux et nationaux sont très prégnants dans la structuration des représentations sur la mondialisation.
- La mondialisation suscite une forte demande de gouvernance et de régulation, exprimée par trois-quarts des Européens. L'Union européenne est un acteur important de cette régulation, puisqu'une majorité d'Européens considère qu'elle aide les citoyens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation et qu'elle leur permet de mieux profiter de ses effets positifs.
- L'opinion européenne juge que l'Union européenne a les outils et les pouvoirs suffisants pour faire face à la compétition économique mondiale. L'économie européenne est toutefois perçue, et de manière plus nette qu'il y a en un an, comme en retard dans ses performances par rapport à l'économie chinoise.
- Au sein de la mondialisation, les Européens ont le sentiment d'une convergence des intérêts européens et américains, alors que l'opinion d'une divergence prédominait il y a un an. Cette modification est peut-être liée à l'élection de Barack Obama aux Etats-Unis.
- Dans la comparaison avec les Etats-Unis, l'opinion européenne juge l'Union en avance dans tous les domaines sociaux et en matière de protection de l'environnement. L'Union est en revanche regardée comme en retard sur les enjeux d'avenir que sont la recherche scientifique et l'innovation.

La crise suscite une forte demande de régulation de la sphère financière par l'Union européenne. Le rôle amortisseur et protecteur de l'euro n'est perçu que par une minorité d'Européens.

- Si l'inquiétude pour l'emploi demeure majoritaire dans l'Union et si une majorité d'Européens continue de croire que le pire est à venir, les anticipations optimistes sont toutefois en hausse par rapport au début 2009.
- L'Union européenne est attendue par l'opinion sur la sortie de crise, puisqu'elle est, avec les gouvernements nationaux, jugée comme l'acteur le plus efficace pour faire face aux conséquences de cette crise.
- Pour sortir de la crise, les Européens attendent notamment une action de l'Union européenne dans trois domaines essentiels : une plus grande coordination des politiques économiques et financières des Etats membres, une meilleure surveillance du fonctionnement des marchés financiers et davantage de contrôle de l'utilisation des fonds publics servant à secourir des établissements financiers.

- En ce qui concerne les mesures de relance de l'activité, l'opinion publique européenne plébiscite l'investissement dans la formation, l'éducation et l'innovation, ainsi que le soutien aux PME.
- Si les Européens croient en l'Union européenne comme rempart contre la crise, ils sont plus dubitatifs sur le rôle protecteur et amortisseur de l'euro, qui divise l'opinion publique européenne.

La crise n'a pas affecté de façon majeure les principales valeurs économiques et sociales des Européens. La confiance dans les fondements de l'économie de marché, par exemple, s'est même renforcée en un an. Les Européens souhaitent néanmoins une économie sociale de marché, régulée et tempérée, faisant place aux enjeux sociaux.

- Plus de trois quarts des Européens jugent les termes « entreprise », « concurrence », « flexibilité », « libre-échange » et « compétitivité » positifs, et dans des proportions encore plus fortes qu'en 2007. A l'opposé, le terme « protectionnisme » suscite des citations majoritairement négatives désormais, alors que les citations positives l'emportaient en 2007.
- Le terme « Etat providence » est jugé également positif par sept Européens sur dix, nouveau signe d'une volonté d'intervention de l'Etat. L'« égalité sociale et la solidarité » arrive en tête des défis auxquels la société doit faire face pour l'avenir, devant la protection de l'environnement et l'innovation. La crise renforce donc les demandes de justice sociale et de solidarité.
- Après avoir été temporairement reléguées au second plan au début de la crise, les attentes environnementales regagnent du terrain. Sept Européens sur dix sont d'accord avec l'idée que protéger l'environnement doit être une priorité, même si cela a un impact sur la croissance économique.
- En termes de valeurs, l'Union européenne incarne les valeurs d'humanisme, de démocratie et de paix chères aux Européens et qui constituent leur socle commun.

Enfin, les questions sur les priorités assignées par les Européens à l'Union européenne pour les années à venir permettent de faire une synthèse des attentes de l'opinion. Le redressement économique arrive en tête des priorités, suivi par le développement de la croissance durable et la lutte contre le réchauffement climatique et l'aide à l'instauration de la stabilité dans le monde.

ANNEXES

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 23 octobre et le 18 novembre 2009, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 72.4 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMETRE 72.4 est une vague « EUROBAROMETRE STANDARD 72 » et couvre la population de 15 ans et plus – ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne – et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 72 a été conduit également dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté turque chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN	POPULATION 15+	
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.006	30/10/2009	17/11/2009	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.008	29/10/2009	09/11/2009	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.056	30/10/2009	13/11/2009	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.006	24/10/2009	17/11/2009	4.503.365
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.514	30/10/2009	15/11/2009	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.002	23/10/2009	16/11/2009	916.000
IE	Irlande	TNS MRBI	1.011	30/10/2009	15/11/2009	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	28/10/2009	15/11/2009	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.020	30/10/2009	17/11/2009	39.059.211
FR	France	TNS Sofres	1.005	28/10/2009	16/11/2009	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.036	30/10/2009	14/11/2009	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	506	26/10/2009	15/11/2009	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.006	30/10/2009	16/11/2009	1.448.719
		TNS Gallup				
LT	Lituanie	Lithuania	1.023	27/10/2009	11/11/2009	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	502	27/10/2009	15/11/2009	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.023	29/10/2009	15/11/2009	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	28/10/2009	14/11/2009	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.004	29/10/2009	18/11/2009	13.017.690
		Österreichisches				
AT	Autriche	Gallup-Institut	1.030	27/10/2009	13/11/2009	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	30/10/2009	15/11/2009	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.025	29/10/2009	15/11/2009	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.021	30/10/2009	11/11/2009	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.015	24/10/2009	15/11/2009	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.040	30/10/2009	15/11/2009	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.018	29/10/2009	18/11/2009	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.032	26/10/2009	15/11/2009	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.322	30/10/2009	17/11/2009	51.081.866
UE27			26.731	23/10/2009	18/11/2009	406.557.138
	Communauté					
CY(tcc)	turque chypriote	Kadem	500	02/11/2009	14/11/2009	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	27/10/2009	12/11/2009	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.002	27/10/2009	15/11/2009	52.728.513
	Ancienne Rép.					
	Yougoslave de					
MK	Macédoine	TNS Brima	1.005	27/10/2009	02/11/2009	1.678.404
TOTAL			30.238	23/10/2009	18/11/2009	464.856.681

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points

QUESTIONNAIRE

CORE TREND QUESTIONS

QA1	On the whole, are you very satisfied, fairly satisfied, not very satisfied or not at all satisfied with the life you lead?
-----	--

(READ OUT)

Very satisfied	1
Fairly satisfied	2
Not very satisfied	3
Not at all satisfied	4
DK	5

EB71.3 QA1

DO NOT ASK QA2a IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA2b

QA2a	How would you judge the current situation in each of the following?
------	---

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Very good	Rather good	Rather bad	Very bad	DK
1	The situation of the (NATIONALITY) economy	1	2	3	4	5
2	The situation of the European economy	1	2	3	4	5
3	The situation of the economy in the world	1	2	3	4	5
4	Your personal job situation	1	2	3	4	5
5	The financial situation of your household	1	2	3	4	5
6	The employment situation in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
7	The situation of the environment in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5

EB71.3 QA2a

QUESTIONS TREND PRINCIPALES

QA1	D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?
-----	--

(LIRE)

Très satisfait(e)	1
Plutôt satisfait(e)	2
Plutôt pas satisfait(e)	3
Pas du tout satisfait(e)	4
NSP	5

EB71.3 QA1

NE PAS POSER QA2a EN CY(tcc) – CY(tcc) ALLER EN QA2b

QA2a	Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
------	--

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Très bonne	Plutôt bonne	Plutôt mauvaise	Très mauvaise	NSP
1	La situation de l'économie (NATIONALITE)	1	2	3	4	5
2	La situation de l'économie européenne	1	2	3	4	5
3	La situation de l'économie dans le monde	1	2	3	4	5
4	Votre situation professionnelle	1	2	3	4	5
5	La situation financière de votre ménage	1	2	3	4	5
6	La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
7	La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5

EB71.3 QA2a

ASK QA2b ONLY IN CY(tcc) – OTHERS GO TO QA3a

QA2b How would you judge the current situation in each of the following?

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Very good	Rather good	Rather bad	Very bad	DK
--	------------	-----------	-------------	------------	----------	----

1	The economic situation in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4	5
2	The situation of the European economy	1	2	3	4	5
3	The situation of the economy in the world	1	2	3	4	5
4	Your personal job situation	1	2	3	4	5
5	The financial situation of your household	1	2	3	4	5
6	The employment situation in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4	5
7	The situation of the environment in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4	5

EB71.3 QA2b

POSER QA2b UNIQUEMENT EN CY(tcc) – LES AUTRES ALLER EN QA3a

QA2b Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Très bonne	Plutôt bonne	Plutôt mauvaise	Très mauvaise	NSP
--	--------	------------	--------------	-----------------	---------------	-----

1	La situation économique de la Communauté turque chypriote	1	2	3	4	5
2	La situation de l'économie européenne	1	2	3	4	5
3	La situation de l'économie dans le monde	1	2	3	4	5
4	Votre situation professionnelle	1	2	3	4	5
5	La situation financière de votre ménage	1	2	3	4	5
6	La situation de l'emploi dans la Communauté turque chypriote	1	2	3	4	5
7	La situation de l'environnement dans la Communauté turque chypriote	1	2	3	4	5

EB71.3 QA2b

DO NOT ASK QA3a IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA3b

QA3a	For each of the following domains, would you say that the situation in (OUR COUNTRY) is better or less good than the average of the European Union countries? (M)
------	---

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	Much better	Somewhat better	Somewhat less good	Definitely less good	DK
--	---------------------	-------------	-----------------	--------------------	----------------------	----

1	The situation of the (NATIONALITY) economy	1	2	3	4	5
2	The employment situation in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
3	The cost of living in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
4	Energy prices in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
5	The quality of life in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
6	The situation of the environment in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5

EB70.1 QA7a TREND MODIFIED

NE PAS POSER QA3a EN CY(tcc) – CY(tcc) ALLER EN QA3b

QA3a	Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? (M)
------	---

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Vraiment meilleure	Un peu meilleure	Un peu moins bonne	Vraiment moins bonne	NSP
--	-------------------	--------------------	------------------	--------------------	----------------------	-----

1	La situation de l'économie (NATIONALITE)	1	2	3	4	5
2	La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
3	Le coût de la vie en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
4	Les prix de l'énergie en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
5	La qualité de vie en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
6	La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5

EB70.1 QA7a TREND MODIFIED

ASK QA3b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA4a

QA3b	For each of the following domains, would you say that the situation in the Turkish Cypriot Community is better or less good than the average of the European Union countries?
------	---

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	Much better	Somewhat better	Somewhat less good	Definitely less good	DK
--	---------------------	-------------	-----------------	--------------------	----------------------	----

1	The situation of our economy	1	2	3	4	5
2	The employment situation in our Community	1	2	3	4	5
3	The cost of living in our Community	1	2	3	4	5
4	Energy prices in our Community	1	2	3	4	5
5	The quality of life in our Community	1	2	3	4	5
6	The situation of the environment in our Community	1	2	3	4	5

EB70.1 QA7b

POSER QA3b SEULEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA4a

QA3b	Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation dans la Communauté turque chypriote est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?
------	---

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Vraiment meilleure	Un peu meilleure	Un peu moins bonne	Vraiment moins bonne	NSP
--	-------------------	--------------------	------------------	--------------------	----------------------	-----

1	La situation de notre économie	1	2	3	4	5
2	La situation de l'emploi dans notre Communauté	1	2	3	4	5
3	Le coût de la vie dans notre Communauté	1	2	3	4	5
4	Les prix de l'énergie dans notre Communauté	1	2	3	4	5
5	La qualité de vie dans notre Communauté	1	2	3	4	5
6	La situation de l'environnement dans notre Communauté	1	2	3	4	5

EB70.1 QA7b

DO NOT ASK QA4a in CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA4b

QA4a What are your expectations for the next twelve months: will the next twelve months be better, worse or the same, when it comes to...?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Better	Worse	Same	DK
--	------------	--------	-------	------	----

1	Your life in general	1	2	3	4
2	The economic situation in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4
3	The financial situation of your household	1	2	3	4
4	The employment situation in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4
5	Your personal job situation	1	2	3	4
6	The economic situation in the European Union	1	2	3	4
7	The economic situation in the world	1	2	3	4
8	The situation of the environment in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4

EB71.3 QA3a (ITEM 1-7) + EB70.1 QA6a (ITEM 8) TREND MODIFIED

NE PAS POSER QA4a en CY(tcc) – CY(tcc) ALLER EN QA4b

QA4a Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
--	--------	-----------	------------	-----------------	-----

1	Votre vie en général	1	2	3	4
2	La situation économique en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4
3	La situation financière de votre ménage	1	2	3	4
4	La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4
5	Votre situation professionnelle	1	2	3	4
6	La situation économique dans l'Union européenne	1	2	3	4
7	La situation économique dans le monde	1	2	3	4
8	La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4

EB71.3 QA3a (ITEM 1-7) + EB70.1 QA6a (ITEM 8) TREND MODIFIED

ASK QA4b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA5a

QA4b What are your expectations for the next twelve months: will the next twelve months be better, worse or the same, when it comes to...?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Better	Worse	Same	DK
--	------------	--------	-------	------	----

1	Your life in general	1	2	3	4
2	The economic situation in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4
3	The financial situation of your household	1	2	3	4
4	The employment situation in the Turkish Cypriot Community	1	2	3	4
5	Your personal job situation	1	2	3	4
6	The economic situation in the European Union	1	2	3	4
7	The economic situation in the world	1	2	3	4
8	The situation of the environment in our Community (M)	1	2	3	4

EB71.3 QA3b (ITEM 1-7) + EB70.1 QA6b (ITEM 8) TREND MODIFIED

POSER QA4b SEULEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA5a

QA4b Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
--	--------	-----------	------------	-----------------	-----

1	Votre vie en général	1	2	3	4
2	La situation économique dans la Communauté turque chypriote	1	2	3	4
3	La situation financière de votre ménage	1	2	3	4
4	La situation de l'emploi dans la Communauté turque chypriote	1	2	3	4
5	Votre situation professionnelle	1	2	3	4
6	La situation économique dans l'Union européenne	1	2	3	4
7	La situation économique dans le monde	1	2	3	4
8	La situation de l'environnement dans notre Communauté (M)	1	2	3	4

EB71.3 QA3b (ITEM 1-7) + EB70.1 QA6b (ITEM 8) TREND MODIFIED

DO NOT ASK QA5a AND QA6a IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA5b

QA5a What do you think are the two most important issues facing (OUR COUNTRY) at the moment?

(SHOW CARD - READ OUT - MAX. 2 ANSWERS)

Crime	1,
None (SPONTANEOUS)	2,
Economic situation	3,
Rising prices\ inflation	4,
Taxation	5,
Unemployment	6,
Terrorism	7,
Defence\ Foreign affairs	8,
Housing	9,
Immigration	10,
Healthcare system	11,
The educational system	12,
Pensions	13,
The environment (M)	14,
Energy	15,
Other (SPONTANEOUS)	16,
DK	17,

EB71.3 QA4a TREND MODIFIED

NE PAS POSER QA5a ET QA6a EN CY(tcc) – CY(tcc) ALLER EN QA5b

QA5a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

(MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES)

L'insécurité	1,
Aucun (SPONTANE)	2,
La situation économique	3,
La hausse des prix\ l'inflation	4,
Les impôts	5,
Le chômage	6,
Le terrorisme	7,
La défense\ la politique étrangère	8,
Le logement	9,
L'immigration	10,
Le système de santé	11,
Le système éducatif	12,
Les retraites\ les pensions	13,
L'environnement (M)	14,
L'énergie	15,
Autre (SPONTANE)	16,
NSP	17,

EB71.3 QA4a TREND MODIFIED

QA6a	And personally, what are the two most important issues you are facing at the moment?

(SHOW CARD - READ OUT - MAX. 2 ANSWERS)

Crime	1,
Economic situation	2,
Rising prices\ inflation	3,
Taxation	4,
Unemployment	5,
Terrorism	6,
Defence\ Foreign affairs	7,
Housing	8,
Immigration	9,
Healthcare system	10,
The educational system	11,
Pensions	12,
The environment (M)	13,
Energy	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
None (SPONTANEOUS)	16,
DK	17,

EB71.3 QA5a TREND MODIFIED

QA6a	Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?

(MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES)

L'insécurité	1,
La situation économique	2,
La hausse des prix\ l'inflation	3,
Les impôts	4,
Le chômage	5,
Le terrorisme	6,
La défense\ la politique étrangère	7,
Le logement	8,
L'immigration	9,
Le système de santé	10,
Le système éducatif	11,
Les retraites\ les pensions	12,
L'environnement (M)	13,
L'énergie	14,
Autre (SPONTANE)	15,
Aucun (SPONTANE)	16,
NSP	17,

EB71.3 QA5a TREND MODIFIED

ASK QA5b AND QA6b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA7a

--

QA5b What do you think are the two most important issues facing our Community at the moment?

(SHOW CARD - READ OUT - MAX. 2 ANSWERS)

Crime	1,
Economic situation	2,
Rising prices\ inflation	3,
Taxation	4,
Unemployment	5,
Terrorism	6,
Cyprus issue	7,
Housing	8,
Immigration	9,
Healthcare system	10,
The educational system	11,
Pensions	12,
The environment (M)	13,
Energy	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
None (SPONTANE)	16,
DK	17,

EB71.3 QA4b TREND MODIFIED

POSER QA5b ET QA6b UNIQUEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA7a

--

QA5b A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face notre Communauté actuellement ?

(MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES)

L'insécurité	1,
La situation économique	2,
La hausse des prix\ l'inflation	3,
Les impôts	4,
Le chômage	5,
Le terrorisme	6,
La question chypriote	7,
Le logement	8,
L'immigration	9,
Le système de santé	10,
Le système éducatif	11,
Les retraites\ les pensions	12,
L'environnement (M)	13,
L'énergie	14,
Autre (SPONTANE)	15,
Aucun (SPONTANE)	16,
NSP	17,

EB71.3 QA4b TREND MODIFIED

QA6b	And personally, what are the two most important issues you are facing for the moment?

(SHOW CARD - READ OUT - MAX. 2 ANSWERS)

Crime	1,
Economic situation	2,
Rising prices\ inflation	3,
Taxation	4,
Unemployment	5,
Terrorism	6,
Cyprus issue	7,
Housing	8,
Immigration	9,
Healthcare system	10,
The educational system	11,
Pensions	12,
The environment (M)	13,
Energy	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
None (SPONTANE)	16,
DK	17,

EB71.3 QA5b TREND MODIFIED

ASK QA7a AND QA8a ONLY IN EU27 – FYROM, TR AND HR GO TO QA7b – CY(tcc) GO TO QA7c

QA7a	Generally speaking, do you think that (OUR COUNTRY)'s membership of the European Union is...?
------	---

(READ OUT)

A good thing	1
A bad thing	2
Neither good nor bad	3
DK	4

EB71.3 QA6a

QA6b	Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?

(MONTRER CARTE - LIRE - MAX. 2 REPONSES)

L'insécurité	1,
La situation économique	2,
La hausse des prix\ l'inflation	3,
Les impôts	4,
Le chômage	5,
Le terrorisme	6,
La question chypriote	7,
Le logement	8,
L'immigration	9,
Le système de santé	10,
Le système éducatif	11,
Les retraites\ les pensions	12,
L'environnement (M)	13,
L'énergie	14,
Autre (SPONTANE)	15,
Aucun (SPONTANE)	16,
NSP	17,

EB71.3 QA5b TREND MODIFIED

POSER QA7a ET QA8a SEULEMENT EN UE27 - ARYM, TR ET HR ALLER EN QA7b - CY(tcc) ALLER EN QA7c

QA7a	D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?
------	---

(LIRE)

Une bonne chose	1
Une mauvaise chose	2
Une chose ni bonne, ni mauvaise	3
NSP	4

EB71.3 QA6a

QA8a	Taking everything into account, would you say that (OUR COUNTRY) has on balance benefited or not from being a member of the European Union?
------	---

Benefited	1
Not benefited	2
DK	3

EB71.3 QA7a

ASK QA7b AND QA8b ONLY IN FYROM, TR AND HR – EU27 GO TO QA9a - CY(tcc) GO TO QA7c

QA7b	Generally speaking, do you think that (OUR COUNTRY)'s membership of the European Union would be...?
------	---

(READ OUT)

A good thing	1
A bad thing	2
Neither good nor bad	3
DK	4

EB71.3 QA6b

QA8b	Taking everything into account, would you say that (OUR COUNTRY) would benefit or not from being a member of the European Union?
------	--

Would benefit	1
Would not benefit	2
DK	3

EB71.3 QA7b

QA8a	Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?
------	--

Bénéficié	1
Pas bénéficié	2
NSP	3

EB71.3 QA7a

POSER QA7b ET QA8b UNIQUEMENT EN ARYM, TR ET HR – UE27 ALLER EN QA9a - CY(tcc) GO TO QA7c

QA7b	D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne serait ... ?
------	--

(LIRE)

Une bonne chose	1
Une mauvaise chose	2
Une chose ni bonne, ni mauvaise	3
NSP	4

EB71.3 QA6b

QA8b	Tout bien considéré, estimez-vous que (NOTRE PAYS) bénéficierait ou non de son appartenance à l'Union européenne ?
------	--

Bénéficierait	1
Ne bénéficierait pas	2
NSP	3

EB71.3 QA7b

ASK QA7c AND QA8c ONLY IN CY(tcc) – OTHERS GO TO QA9a

POSER QA7c ET QA8c UNIQUEMENT EN CY(tcc) – LES AUTRES ALLER EN QA9a

QA7c Generally speaking, do you think that for the Turkish Cypriot Community the full application of European Union legislation would be...?

QA7c D'une façon générale, pensez-vous que pour la Communauté turque chypriote, l'application complète de la législation de l'Union européenne serait ... ?

(READ OUT)

(LIRE)

A good thing	1
A bad thing	2
Neither good nor bad	3
DK	4

Une bonne chose	1
Une mauvaise chose	2
Une chose ni bonne, ni mauvaise	3
NSP	4

EB71.3 QA6c

EB71.3 QA6c

QA8c Taking everything into consideration, would you say that the Turkish Cypriot Community would benefit or not from the full application of the European Union legislation?

QA8c Tout bien considéré, estimez-vous que la Communauté turque chypriote bénéficierait ou non de l'application complète de la législation de l'Union européenne ?

Would benefit	1
Would not benefit	2
DK	3

Bénéficierait	1
Ne bénéficierait pas	2
NSP	3

EB71.3 QA7c

EB71.3 QA7c

DO NOT ASK QA9a IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA9b

QA9a At the present time, would you say that, in general, things are going in the right direction or in the wrong direction, in...?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Things are going in the right direction	Things are going in the wrong direction	Neither the one nor the other (SPONTA NEOUS)	DK
1	(OUR COUNTRY)	1	2	3	4
2	The European Union	1	2	3	4
3	The USA	1	2	3	4

EB71.3 QA8a (ITEMS 1-2) + EB71.1 QA8a (ITEM 3) TREND MODIFIED

ASK QA9b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA10

QA9b At the present time, would you say that, in general, things are going in the right direction or in the wrong direction, in...?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Things are going in the right direction	Things are going in the wrong direction	Neither the one nor the other (SPONTA NEOUS)	DK
1	Our Community	1	2	3	4
2	The European Union	1	2	3	4
3	The USA	1	2	3	4

EB71.3 QA8b (ITEMS 1-2) + EB71.1 QA8b (ITEM 3) TREND MODIFIED

NE PAS POSER QA9a EN CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QA9b

QA9a En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Les choses vont dans la bonne direction	Les choses vont dans la mauvaise direction	Ni l'un, ni l'autre (SPONTA NE)	NSP
1	En (NOTRE PAYS)	1	2	3	4
2	Dans l'Union européenne	1	2	3	4
3	Aux Etats-Unis	1	2	3	4

EB71.3 QA8a (ITEMS 1-2) + EB71.1 QA8a (ITEM 3) TREND MODIFIED

POSER QA9b UNIQUEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA10

QA9b En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Les choses vont dans la bonne direction	Les choses vont dans la mauvaise direction	Ni l'un, ni l'autre (SPONTA NE)	NSP
1	Dans notre Communauté	1	2	3	4
2	Dans l'Union européenne	1	2	3	4
3	Aux Etats-Unis	1	2	3	4

EB71.3 QA8b (ITEMS 1-2) + EB71.1 QA8b (ITEM 3) TREND MODIFIED

ASK ALL

QA10 I would like to ask you a question about how much trust you have in certain institutions. For each of the following institutions, please tell me if you tend to trust it or tend not to trust it.

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Tend to trust	Tend not to trust	DK
--	------------	---------------	-------------------	----

1	The press	1	2	3
2	Radio	1	2	3
3	Television	1	2	3
4	The Internet	1	2	3
5	The army	1	2	3
6	(NOT IN CY(tcc)) Justice\ the (NATIONALITY) legal system	1	2	3
7	Political parties	1	2	3
8	(NOT IN CY(tcc)) The (NATIONALITY) Government	1	2	3
9	(NOT IN CY(tcc)) The (NATIONALITY PARLIAMENT) (USE PROPER NAME FOR LOWER HOUSE)	1	2	3
10	The European Union	1	2	3
11	The United Nations	1	2	3
12	Regional or local public authorities	1	2	3
13	NATO	1	2	3

EB71.3 QA9 (items 6-11) + EB69.2 QA12 (items 1-5) + EB70.1 QA12 (item 12-13) TREND MODIFIED

A TOUS

QA10 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	NSP
--	--------	------------------	----------------------	-----

1	La presse écrite	1	2	3
2	La radio	1	2	3
3	La télévision	1	2	3
4	Internet	1	2	3
5	L'armée	1	2	3
6	(PAS EN CY(tcc)) La justice\ le système judiciaire (NATIONALITE)	1	2	3
7	Les partis politiques	1	2	3
8	(PAS EN CY(tcc)) Le Gouvernement (NATIONALITE)	1	2	3
9	(PAS EN CY(tcc)) Le (PARLEMENT NATIONALITE) (UTILISER LA DENOMINATION CORRECTE POUR LA CHAMBRE BASSE)	1	2	3
10	L'Union européenne	1	2	3
11	L'Organisation des Nations Unies	1	2	3
12	Les autorités publiques régionales ou locales	1	2	3
13	L'OTAN	1	2	3

EB71.3 QA9 (items 6-11) + EB69.2 QA12 (items 1-5) + EB70.1 QA12 (item 12-13) TREND MODIFIED

QA11	In general, does the European Union conjure up for you a very positive, fairly positive, neutral, fairly negative or very negative image?

(ONE ANSWER ONLY)

Very positive	1
Fairly positive	2
Neutral	3
Fairly negative	4
Very negative	5
DK	6

EB71.3 QA10

QA12	What does the European Union mean to you personally?
------	--

(SHOW CARD - READ OUT - MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE - ROTATE TOP TO BOTTOM\ BOTTOM TO TOP)

Peace	1,
Economic prosperity	2,
Democracy	3,
Social protection	4,
Freedom to travel, study and work anywhere in the EU	5,
Cultural diversity	6,
Stronger say in the world	7,
Euro	8,
Unemployment	9,
Bureaucracy	10,
Waste of money	11,
Loss of our cultural identity	12,
More crime	13,
Not enough control at external borders	14,
Other (SPONTANEOUS)	15,
DK	16,

EB71.3 QA11

QA11	En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

(UNE SEULE REPONSE)

Très positive	1
Assez positive	2
Neutre	3
Assez négative	4
Très négative	5
NSP	6

EB71.3 QA10

QA12	Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?
------	---

(MONTRER CARTE - LIRE - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES - ROTATION DE HAUT EN BAS\ DE BAS EN HAUT)

La paix	1,
La prospérité économique	2,
La démocratie	3,
La protection sociale	4,
La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE	5,
La diversité culturelle	6,
Une voix plus importante dans le monde	7,
L'euro	8,
Le chômage	9,
La bureaucratie	10,
Un gaspillage d'argent	11,
La perte de notre identité culturelle	12,
Plus de criminalité	13,
Pas assez de contrôles aux frontières extérieures	14,
Autre (SPONTANE)	15,
NSP	16,

EB71.3 QA11

QA13 Have you heard of...?

	(READ OUT)	Yes	No	DK
--	------------	-----	----	----

1	The European Parliament	1	2	3
2	The European Commission	1	2	3
3	The Council of the European Union	1	2	3
4	The European Central Bank	1	2	3

EB71.3 QA13 (item 1, 2, 4) + EB70.1 QA16 (item 3) TREND MODIFIED

QA14 For each of the following European bodies, please tell me if you tend to trust it or tend not to trust it.

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Tend to trust	Tend not to trust	DK
--	------------	---------------	-------------------	----

1	The European Parliament	1	2	3
2	The European Commission	1	2	3
3	The Council of the European Union	1	2	3
4	The European Central Bank	1	2	3

EB71.3 QA14 (item 1, 2, 4) + EB70.1 QA18 (item 3) TREND MODIFIED

QA15 What is your opinion on each of the following statements? Please tell me for each statement, whether you are for it or against it.

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	For	Against	DK
--	---------------------	-----	---------	----

1	A European Monetary Union with one single currency, the euro	1	2	3
2	Further enlargement of the EU to include other countries in future years	1	2	3
3	The speed of building Europe being faster in one group of countries than in the other countries	1	2	3

EB71.3 QA15

QA13 Avez-vous déjà entendu parler ... ?

	(LIRE)	Oui	Non	NSP
--	--------	-----	-----	-----

1	Du Parlement européen	1	2	3
2	De la Commission européenne	1	2	3
3	Du Conseil de l'Union européenne	1	2	3
4	De la Banque centrale européenne	1	2	3

EB71.3 QA13 (item 1, 2, 4) + EB70.1 QA16 (item 3) TREND MODIFIED

QA14 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	NSP
--	--------	------------------	----------------------	-----

1	Le Parlement européen	1	2	3
2	La Commission européenne	1	2	3
3	Le Conseil de l'Union européenne	1	2	3
4	La Banque centrale européenne	1	2	3

EB71.3 QA14 (item 1, 2, 4) + EB70.1 QA18 (item 3) TREND MODIFIED

QA15 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Pour	Contre	NSP
--	-------------------	------	--------	-----

1	Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro	1	2	3
2	L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir	1	2	3
3	Une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres pays	1	2	3

EB71.3 QA15

QA16	European integration has been focusing on various issues in the last years. In your opinion, which aspects should be emphasized by the European institutions in the coming years, to strengthen the European Union in the future?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

The Internal market	1,
Cultural policy	2,
Foreign policy (M)	3,
Defence policy (M)	4,
Immigration issues	5,
Education policy (M)	6,
Environment issues	7,
Energy issues	8,
Solidarity with poorer regions	9,
Scientific research	10,
Social and health issues	11,
The fight against crime	12,
The fight against climate change	13,
Economic affairs	14,
Transport and energy infrastructure	15,
Others (SPONTANEOUS)	16,
None (SPONTANEOUS)	17,
DK	18,

EB71.3 QA18 TREND MODIFIED

QA16	L'intégration européenne a mis l'accent sur différentes questions ces dernières années. A votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne à l'avenir ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

Le marché intérieur	1,
La politique culturelle	2,
La politique étrangère (M)	3,
La politique de défense (M)	4,
Les questions d'immigration	5,
La politique de l'éducation (M)	6,
Les questions environnementales	7,
Les questions énergétiques	8,
La solidarité avec les régions plus pauvres	9,
La recherche scientifique	10,
Les questions sociales et de santé	11,
La lutte contre l'insécurité	12,
La lutte contre le changement climatique	13,
Les affaires économiques	14,
Les infrastructures pour les transports et l'énergie	15,
Autres (SPONTANE)	16,
Aucun (SPONTANE)	17,
NSP	18,

EB71.3 QA18 TREND MODIFIED

QA17	For each of the following statements about the European Union could you please tell me whether you think it is true or false.

(ONE ANSWER PER LINE)

(READ OUT - ROTATE)		True.	False.	DK
1	The EU currently consists of twenty-five Member States (M)	1	2	3
2	The Irish voted "yes" to the second referendum on the Lisbon Treaty held on October 2nd, 2009 (N)	1	2	3
3	The euro area currently consists of twelve Member States	1	2	3
4	(ONLY TO SPLIT A) Switzerland is a member of the EU	1	2	3
5	(ONLY TO SPLIT B) Iceland is a member of the EU (N)	1	2	3

EB70.1 QA24 TREND MODIFIED

DO NOT ASK QA18a TO QA19a IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QA19b

QA18a	On the whole, are you very satisfied, fairly satisfied, not very satisfied or not at all satisfied with the way democracy works in (OUR COUNTRY)?
-------	---

QA18b	And how about the way democracy works in the European Union?
-------	--

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER COLUMN)

(READ OUT)	QA18a In (OUR COUNTRY)	QA18b In the European Union
Very satisfied	1	1
Fairly satisfied	2	2
Not very satisfied	3	3
Not at all satisfied	4	4
DK	5	5

EB68.1 QA11a & b

QA17	Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

(LIRE - ROTATION)		Vrai.	Faux.	NSP
1	L'UE est actuellement composée de vingt-cinq Etats membres (M)	1	2	3
2	Les Irlandais ont voté "oui" lors du second référendum sur le Traité de Lisbonne qui a eu lieu le 2 octobre 2009 (N)	1	2	3
3	La zone euro est actuellement composée de douze Etats membres	1	2	3
4	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) La Suisse est un état membre de l'UE	1	2	3
5	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) L'Islande est un Etat membre de l'UE (N)	1	2	3

EB70.1 QA24 TREND MODIFIED

NE PAS POSER QA18a A QA19a en CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QA19b

QA18a	Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en (NOTRE PAYS) ?
-------	---

QA18b	Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?
-------	---

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE SEULE REPONSE PAR COLONNE)

(LIRE)	QA18a En (NOTRE PAYS)	QA18b Dans l'Union européenne
Très satisfait(e)	1	1
Plutôt satisfait(e)	2	2
Plutôt pas satisfait(e)	3	3
Pas du tout satisfait(e)	4	4
NSP	5	5

EB68.1 QA11a & b

ASK ITEM 2 ONLY IN EU27

QA19a Please tell me for each statement, whether you tend to agree or tend to disagree.

	(READ OUT)	Tend to agree	Tend to disagree	DK
--	------------	---------------	------------------	----

1	I understand how the European Union works	1	2	3
2	The interests of (OUR COUNTRY) are well taken into account in the EU	1	2	3

EB71.3 QA12a TREND MODIFIED

ASK QA19b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QA20

QA19b Please tell me for the following statement, whether you tend to agree or tend to disagree. (M)

	(READ OUT)	Tend to agree	Tend to disagree	DK
--	------------	---------------	------------------	----

1	I understand how the European Union works	1	2	3
---	---	---	---	---

EB71.3 QA12b TREND MODIFIED

POSER ITEM 2 SEULEMENT EN UE27

QA19a Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

	(LIRE)	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
--	--------	-----------------	---------------------	-----

1	Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne	1	2	3
2	Les intérêts de (NOTRE PAYS) sont bien pris en compte dans l'UE	1	2	3

EB71.3 QA12a TREND MODIFIED

POSER QA19b SEULEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QA20

QA19b Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'affirmation suivante ? (M)

	(LIRE)	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
--	--------	-----------------	---------------------	-----

1	Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne	1	2	3
---	--	---	---	---

EB71.3 QA12b TREND MODIFIED

ASK ALL

QA20 Can you tell me whether you agree or disagree with the following statements regarding the building of Europe?

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK
1	The EU has grown too rapidly	1	2	3	4	5
2	What brings the citizens of the different countries together is more important than what separates them	1	2	3	4	5
3	At the current time, the EU is short of ideas and projects	1	2	3	4	5
4	The EU is indispensable in meeting global challenges (climate change, terrorism, etc.)	1	2	3	4	5

EB70.1 QD16

A TOUS

QA20 Pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes à propos de la construction européenne.

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE – UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
1	L'UE a grandi trop vite	1	2	3	4	5
2	Ce qui rapproche les citoyens des différents pays est plus important que ce qui les sépare	1	2	3	4	5
3	Aujourd'hui, l'UE manque d'idées et de projets	1	2	3	4	5
4	L'UE est indispensable pour répondre aux défis mondiaux (changement climatique, terrorisme, etc.)	1	2	3	4	5

EB70.1 QD16

TREND PRESIDENCY QUESTIONS

ASK QA21 TO QA25 ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO QB1a

QA21 In the European Union, each Member State, in turn, becomes the President of the Council of the European Union for six months. Right now, it's the turn of Sweden. Have you recently read in the newspapers or heard on the radio or television or seen on Internet anything about Sweden's presidency? (M)

Yes	1
No	2
DK	3

EB71.3 QA19 TREND MODIFIED

ASK QA22 ONLY IN SE - OTHERS EU27 GO TO QA23

QA22 Whether you have heard about it or not, do you think it is important or not that Sweden is President of the Council of the European Union at this time? Would you say it is...? (M)

(READ OUT)

Very important	1
Important	2
Not very important	3
Not at all important	4
DK	5

EB71.3 QA20 TREND MODIFIED

LES QUESTIONS TREND PRESIDENCE

POSER QA21 A QA25 UNIQUEMENT EN UE27 - LES AUTRES ALLER EN QB1a

QA21 Dans l'Union européenne, chaque Etat membre devient, à son tour, le Président du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. A l'heure actuelle, c'est le tour de la Suède. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence suédoise ? (M)

Oui	1
Non	2
NSP	3

EB71.3 QA19 TREND MODIFIED

POSER QA22 SEULEMENT EN SE - LES AUTRES UE27 ALLER EN QA23

QA22 Que vous ayez ou non entendu parler de quelque chose à ce sujet, pensez-vous que c'est important ou non que la Suède soit en ce moment le Président du Conseil de l'Union européenne ? Diriez-vous que c'est ... ? (M)

(LIRE)

Très important	1
Important	2
Pas très important	3
Pas du tout important	4
NSP	5

EB71.3 QA20 TREND MODIFIED

ASK ALL IN THE EU27

QA23 From January the 1st 2010 it will be the turn of Spain. Have you recently read in the newspapers or heard on the radio or television or seen on the Internet anything about Spain's presidency? (M)

Yes	1
No	2
DK	3

EB71.3 QA21 TREND MODIFIED

ASK QA24 ONLY IN ES - OTHERS EU27 GO TO QA25

QA24 Whether you have heard about it or not, do you think it is important or not that Spain will be President of the Council of the European Union from the 1st of January 2010? Would you say it is...? (M)

(READ OUT)

Very important	1
Important	2
Not very important	3
Not at all important	4
DK	5

EB71.3 QA22 TREND MODIFIED

POSER A TOUS EN UE27

QA23 A partir du 1er janvier 2010 ce sera le tour de l'Espagne. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence espagnole ? (M)

Oui	1
Non	2
NSP	3

EB71.3 QA21 TREND MODIFIED

POSER QA24 SEULEMENT EN ES - LES AUTRES UE27 ALLER EN QA25

QA24 Que vous en ayez entendu parler ou non, pensez-vous que c'est important ou non que l'Espagne devienne le Président du Conseil de l'Union européenne à partir du 1er janvier 2010 ? Diriez-vous que c'est ... ? (M)

(LIRE)

Très important	1
Important	2
Pas très important	3
Pas du tout important	4
NSP	5

EB71.3 QA22 TREND MODIFIED

ASK ALL IN EU27

QA25 Would you say that you are very optimistic, fairly optimistic, fairly pessimistic or very pessimistic about the future of the European Union?

(ONE ANSWER ONLY)

Very optimistic	1
Fairly optimistic	2
Fairly pessimistic	3
Very pessimistic	4
DK	5

EB71.3 QF1

A TOUS DANS L'UE 27

QA25 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ?

(UNE SEULE REPONSE)

Très optimiste	1
Plutôt optimiste	2
Plutôt pessimiste	3
Très pessimiste	4
NSP	5

EB71.3 QF1

2) THE EU, THE WORLD, THE GLOBALISATION

ASK ALL

QB1a Which of the following do you think is the most important in determining a country's or group of countries' overall power and influence in the world? Firstly?

QB1b And secondly?

(SHOW CARD - ONE ANSWER PER COLUMN)

(READ OUT - ROTATE BOTTOM TO TOP/ TOP TO BOTTOM)	QB1a	QB1b
	FIRSTLY	SECONDLY
Its economic power	1	1
Its political influence	2	2
Its military strength	3	3
Its cultural influence	4	4
Other (SPONTANEOUS)	5	5
None (SPONTANEOUS)	6	6
DK	7	7

EB71.3 QB1a, b

2) L'UE, LE MONDE, LA MONDIALISATION

A TOUS

QB1a Parmi les éléments suivants, lequel est le plus important pour déterminer le pouvoir et l'influence d'un pays ou d'un groupe de pays dans le monde ? Premièrement ?

QB1b Et deuxièmement ?

(MONTRER CARTE - UNE REPONSE PAR COLONNE)

(LIRE - ROTATION DE HAUT EN BAS\ DE BAS EN HAUT)	QB1a	QB1b
	PREMIEREMENT	DEUXIEMEMENT
	T	T
Son pouvoir économique	1	1
Son influence politique	2	2
Sa puissance militaire	3	3
Son influence culturelle	4	4
Autre (SPONTANE)	5	5
Aucun (SPONTANE)	6	6
NSP	7	7

EB71.3 QB1a, b

QB2a	And in your opinion, which of the following best characterizes the European Union? Firstly?

QB2b	And secondly?
------	---------------

(SHOW CARD - ONE ANSWER PER COLUMN)

(READ OUT - ROTATE BOTTOM TO TOP/TOP TO BOTTOM) (M)	QB2a	QB2b
	FIRSTLY	SECONDLY
Its economic power	1	1
Its political influence	2	2
Its military strength	3	3
Its cultural influence	4	4
Other (SPONTANEOUS)	5	5
None (SPONTANEOUS)	6	6
DK	7	7

EB71.3 QB2a, b

QB2a	Et selon vous, lequel des éléments suivants caractérise le mieux l'Union européenne ? Premièrement ?

QB2b	Et deuxièmement ?
------	-------------------

(MONTRER CARTE - UNE REPONSE PAR COLONNE)

(LIRE - ROTATION DE HAUT EN BAS\ DE BAS EN HAUT) (M)	QB2a	QB2b
	PREMIEREMEN T	DEUXIEMEMEN T
Son pouvoir économique	1	1
Son influence politique	2	2
Sa puissance militaire	3	3
Son influence culturelle	4	4
Autre (SPONTANE)	5	5
Aucun (SPONTANE)	6	6
NSP	7	7

EB71.3 QB2a, b

QB3	For each of the following statements, please tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree. (M)					

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK
1	Globalisation is an opportunity for economic growth	1	2	3	4	5
2	Globalisation increases social inequalities	1	2	3	4	5
3	Globalisation requires common global rules ("worldwide governance")	1	2	3	4	5
4	The EU and the USA have the same interests when dealing with globalisation	1	2	3	4	5
5	Globalisation protects us from price increases	1	2	3	4	5
6	Globalisation helps peace in the world	1	2	3	4	5
7	(NOT IN CY(tcc)) Globalisation represents a threat to (NATIONALITY) culture	1	2	3	4	5
8	(ONLY IN CY(tcc)) Globalisation represents a threat to our culture	1	2	3	4	5

QB3	Veuillez me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord, avec chacune des informations suivantes.					

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE – UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
1	La mondialisation représente une opportunité de croissance économique	1	2	3	4	5
2	La mondialisation accroît les inégalités sociales	1	2	3	4	5
3	La mondialisation rend nécessaire des règles communes au niveau mondial ("gouvernance mondiale")	1	2	3	4	5
4	L'UE et les Etats-Unis ont les mêmes intérêts par rapport à la mondialisation	1	2	3	4	5
5	La mondialisation nous protège des augmentations de prix	1	2	3	4	5
6	La mondialisation contribue à la paix dans le monde	1	2	3	4	5
7	(PAS EN CY(tcc)) La mondialisation représente une menace pour la culture (NATIONALITE)	1	2	3	4	5
8	(UNIQUEMENT EN CY(tcc)) La mondialisation représente une menace pour notre culture	1	2	3	4	5

9	Globalisation is profitable only for large companies, not for citizens	1	2	3	4	5
10	(NOT IN CY(tcc)) Globalisation means more foreign investments in (OUR COUNTRY)	1	2	3	4	5
11	(ONLY IN CY(tcc)) Globalisation means more foreign investments in our Community	1	2	3	4	5
12	Globalisation helps the development of poorer countries	1	2	3	4	5
13	Globalisation enables people to be more open to external cultures	1	2	3	4	5
14	The EU has sufficient power and tools to defend its economic interests in the global economy (N)	1	2	3	4	5
15	(ONLY TO SPLIT A) The EU helps to protect European citizens from the negative effects of globalisation (N)	1	2	3	4	5
16	(ONLY TO SPLIT B) The EU enables European citizens to better benefit from the positive effects of globalisation (N)	1	2	3	4	5

EB71.3 QB3 (item 1-3) EB69.2 QA47a&b (item 4-13)

9	La mondialisation profite uniquement aux grandes entreprises et pas aux citoyens	1	2	3	4	5
10	(PAS EN CY(tcc)) La mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers en (NOTRE PAYS)	1	2	3	4	5
11	(UNIQUEMENT EN CY(tcc)) La mondialisation signifie encore plus d'investissements étrangers dans notre Communauté	1	2	3	4	5
12	La mondialisation contribue au développement des pays les plus pauvres	1	2	3	4	5
13	La mondialisation permet aux gens d'être plus ouverts aux cultures extérieures	1	2	3	4	5
14	L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre ses intérêts économiques dans l'économie mondiale (N)	1	2	3	4	5
15	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) L'Union européenne aide les citoyens européens à se protéger des effets négatifs de la mondialisation (N)	1	2	3	4	5
16	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) L'Union européenne permet aux citoyens européens de mieux profiter des effets positifs de la mondialisation (N)	1	2	3	4	5

EB71.3 QB3 (item 1-3) EB69.2 QA47a&b (item 4-13)

DO NOT ASK QB4a IN CY(tcc) - CY(tcc) GO TO QB4b

QB4a Which one of the following two statements is closest to your opinion regarding globalisation?

(READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

Globalisation represents a good opportunity for (NATIONALITY) companies thanks to the opening-up of markets	1
Globalisation represents a threat to employment and companies in (OUR COUNTRY)	2
DK	3

EB71.3 QB4a

ASK QB4b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QB5

QB4b Which one of the following two statements is closest to your opinion regarding globalisation?

(READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

Globalisation represents a good opportunity for our Community's companies thanks to the opening-up of markets	1
Globalisation represents a threat to employment and companies in our Community	2
DK	3

EB71.3 QB4b

NE PAS POSER QB4a EN CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QB4b

QB4a Parmi les deux propositions suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre opinion à l'égard de la mondialisation ?

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

La mondialisation constitue une bonne opportunité pour les entreprises (NATIONALITE) grâce à l'ouverture des marchés	1
La mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises en (NOTRE PAYS)	2
NSP	3

EB71.3 QB4a

POSER QB4b SEULEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QB5

QB4b Parmi les deux propositions suivantes, quelle est celle qui se rapproche le plus de votre opinion à l'égard de la mondialisation ?

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

La mondialisation constitue une bonne opportunité pour les entreprises de notre Communauté grâce à l'ouverture des marchés	1
La mondialisation constitue une menace pour l'emploi et les entreprises en notre Communauté	2
NSP	3

EB71.3 QB4b

ASK ALL

QB5 Would you say that the European economy is performing better, performing worse or performing as well as the ... economy?

(SHOW CARD)

	(READ OUT)	Performing better	Performing worse	Performing as well as	DK
--	------------	-------------------	------------------	-----------------------	----

1	American	1	2	3	4
2	Japanese	1	2	3	4
3	Chinese	1	2	3	4
4	Indian	1	2	3	4
5	Russian	1	2	3	4
6	Brazilian	1	2	3	4

EB71.3 QB7

QB6 From the following items, which two should our society emphasise in order to face major global challenges?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE - MAX. 2 ANSWERS)

Protecting the environment	1,
Social equality and solidarity	2,
Free trade\ market economy	3,
Cultural diversity and openness to others	4,
Progress and innovation	5,
Traditions	6,
Others (SPONTANEOUS)	7,
None (SPONTANEOUS)	8,
DK	9,

EB71.3 QC3

A TOUS

QB5 Diriez-vous que l'économie européenne est plus performante, moins performante ou aussi performante que l'économie ... ?

(MONTRER CARTE)

	(LIRE)	Plus performant e	Moins performant e	Aussi performant e	NSP
--	--------	-------------------	--------------------	--------------------	-----

1	Américaine	1	2	3	4
2	Japonaise	1	2	3	4
3	Chinoise	1	2	3	4
4	Indienne	1	2	3	4
5	Russe	1	2	3	4
6	Brésilienne	1	2	3	4

EB71.3 QB7

QB6 Parmi les propositions suivantes, quelles sont les deux sur lesquelles notre société devrait mettre l'accent pour faire face aux principaux défis mondiaux ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION - MAX. 2 REPONSES)

La protection de l'environnement	1,
L'égalité sociale et la solidarité	2,
Le libre échange\ l'économie de marché	3,
La diversité culturelle et l'ouverture aux autres	4,
Le progrès et l'innovation	5,
Les traditions	6,
Autres (SPONTANE)	7,
Aucune (SPONTANE)	8,
NSP	9,

EB71.3 QC3

3) THE FINANCIAL AND ECONOMIC CRISIS

--

QC1	Some analysts say that the impact of the economic crisis on the job market has already reached its peak and things will recover little by little. Others, on the contrary, say that the worst is still to come. Which of the two statements is closer to your opinion?
-----	--

(ONE ANSWER ONLY)

The impact of the crisis on jobs has already reached its peak	1
The worst is still to come	2
DK	3

EB71.2 QB3

--

QC2	Which of the following statements best reflects your household situation?
-----	---

(SHOW CARD - READ OUT – ONE ANSWER ONLY)

Your current situation does not allow you to make any plan for the future. You live day by day	1
You know what you will be doing in the next six months	2
You have a long-term perspective of what your household will be in the next 1 or 2 years	3
Other	4
DK	5

EB71.3 QJ6

3) LA CRISE FINANCIERE ET ECONOMIQUE

--

QC1	Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?
-----	--

(UNE SEULE REPONSE)

L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	1
Le pire reste à venir	2
NSP	3

EB71.2 QB3

--

QC2	Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ?
-----	---

(MONTRER CARTE - LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager des projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour	1
Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois	2
Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir	3
Autre	4
NSP	5

EB71.3 QJ6

QC3	In your opinion, which of the following is best able to take effective actions against the effects of the financial and economic crisis?

(SHOW CARD - READ OUT - ROTATE - ONE ANSWER ONLY)

The (NATIONALITY) Government	1
The European Union	2
The United States	3
The G20	4
The International Monetary Fund (IMF)	5
Other (SPONTANEOUS)	6
None (SPONTANEOUS)	7
DK	8

EB71.3 QB8

ASK QC4a IN THE EU27 COUNTRIES THAT ARE IN THE EURO AREA - OTHERS GO TO QC4b

QC4a	Tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree with the following statement: (OUR COUNTRY) would have been better protected in the face of the current financial and economic crisis if we had kept the (FORMER NATIONAL CURRENCY).
------	---

(ONE ANSWER ONLY)

Totally agree	1
Tend to agree	2
Tend to disagree	3
Totally disagree	4
DK	5

EB71.1 QD6a

QC3	D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION – UNE SEULE REPONSE)

Le Gouvernement (NATIONALITE)	1
L'Union européenne	2
Les Etats-Unis	3
Le G20	4
Le Fonds Monétaire International (FMI)	5
Autre (SPONTANE)	6
Aucun (SPONTANE)	7
NSP	8

EB71.3 QB8

POSER QC4a DANS LES PAYS DE L'UE27 QUI SONT DANS LA ZONE EURO - LES AUTRES ALLER EN QC4b

QC4a	Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions conservé le\ la (ANCIENNE MONNAIE NATIONALE).
------	---

(UNE SEULE REPONSE)

Tout à fait d'accord	1
Plutôt d'accord	2
Plutôt pas d'accord	3
Pas du tout d'accord	4
NSP	5

EB71.1 QD6a

ASK QC4b ONLY TO EU27 COUNTRIES THAT ARE NOT IN THE EURO AREA - OTHERS GO TO QC5

--

QC4b Tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree with the following statement: (OUR COUNTRY) would have been better protected in the face of the current financial and economic crisis if we had adopted the European single currency, the euro.

(ONE ANSWER ONLY)

Totally agree	1
Tend to agree	2
Tend to disagree	3
Totally disagree	4
DK	5

EB71.1 QD6b

ASK QC5 TO QC8 ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO QC9

--

QC5 Could you tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree with the following statement: Overall the Euro has mitigated the negative effects of the current financial and economic crisis.

(ONE ANSWER ONLY)

Totally agree	1
Tend to agree	2
Tend to disagree	3
Totally disagree	4
DK	5

EB71.1 QD8

POSER QC4b DANS LES PAYS DE L'UE27 QUI NE SONT PAS DANS LA ZONE EURO - LES AUTRES ALLER EN QC5

--

QC4b Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : (NOTRE PAYS) aurait été mieux protégé face à la crise financière et économique actuelle si nous avions adopté la monnaie unique européenne, l'euro.

(UNE SEULE REPONSE)

Tout à fait d'accord	1
Plutôt d'accord	2
Plutôt pas d'accord	3
Pas du tout d'accord	4
NSP	5

EB71.1 QD6b

POSER QC5 A QC8 SEULEMENT EN UE27 - LES AUTRES ALLER EN QC9

--

QC5 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets négatifs de la présente crise financière et économique.

(UNE SEULE REPONSE)

Tout à fait d'accord	1
Plutôt d'accord	2
Plutôt pas d'accord	3
Pas du tout d'accord	4
NSP	5

EB71.1 QD8

QC6	Certain measures aimed at combating the current economic and financial crisis are currently being discussed within the European institutions. For each of these measures, could you tell me whether you think it would be effective or ineffective in combating the crisis? (M)					

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Very effective	Fairly effective	Not very effective	Not at all effective	DK
1	A more important role for the EU at an international level in regulating financial services	1	2	3	4	5
2	The surveillance and supervision by the EU of the activities of the most important international financial groups	1	2	3	4	5
3	A stronger coordination of economic and financial policies between all the EU Member States	1	2	3	4	5
4	A supervision by the EU whenever public money is used to rescue a financial institution	1	2	3	4	5

EB71.1 QD9 TREND MODIFIED

QC6	Certaines mesures destinées à combattre la crise économique et financière sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace pour lutter contre la crise. (M)					

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Très efficace	Assez efficace	Pas vraiment efficace	Pas du tout efficace	NSP
1	Un rôle plus important de l'UE au niveau international dans la réglementation des services financiers	1	2	3	4	5
2	La surveillance et la supervision par l'UE des activités des groupes financiers internationaux les plus importants	1	2	3	4	5
3	Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre tous les Etats membres de l'UE	1	2	3	4	5
4	Une supervision par l'UE à chaque fois que de l'argent public sert à secourir un établissement financier (M)	1	2	3	4	5

EB71.1 QD9 TREND MODIFIED

QC7	Which of the following statements would you prioritise to improve the performance of the European economy?

(READ OUT - MAX. 3 ANSWERS)

(ONLY TO SPLIT A) Increase the number of working hours	1,
(ONLY TO SPLIT B) Increase the legal number of working hours	2,
Improve education and professional training	3,
Invest in research and innovation	4,
(ONLY TO SPLIT A) Facilitate companies' access to credit	5,
Facilitate the creation of companies	6,
Use energy more efficiently	7,
Invest in transport infrastructure (motorways, railways, etc.)	8,
(ONLY TO SPLIT A) Invest in the development of environmentally friendly products of services	9,
Other (SPONTANEOUS)	10,
DK	11,

EB66.1 QA46 TREND MODIFIED

QC7	Parmi les propositions suivantes, quelles sont celles qui seraient votre priorité pour améliorer la performance de l'économie européenne ?

(LIRE - MAX. 3 REPONSES)

(UNIQUEMENT AU SPLIT A) Augmenter la durée du travail	1,
(UNIQUEMENT AU SPLIT B) Augmenter la durée légale du travail	2,
Améliorer la formation professionnelle et l'éducation	3,
Investir dans la recherche et l'innovation	4,
(UNIQUEMENT AU SPLIT A) Faciliter l'accès des entreprises au crédit	5,
Faciliter la création d'entreprises	6,
Utiliser l'énergie de manière plus efficace	7,
Investir dans les infrastructures de transports (autoroutes, chemins de fer, etc.)	8,
(UNIQUEMENT AU SPLIT A) Investir dans le développement de produits ou services respectueux de l'environnement	9,
Autre (SPONTANE)	10,
NSP	11,

EB66.1 QA46 TREND MODIFIED

QC8	Which two of the following measures should the European Union prioritise in order to help people overcome the effects of the financial and economic crisis?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 2 ANSWERS)

Investment in education\ training\ research	1,
Investment in infrastructures	2,
Investment in energy and the environment	3,
Support for large companies\ industry	4,
Support to SMEs\ small business	5,
Guarantee the provision of healthcare	6,
Support for pensioners	7,
Support for the unemployed	8,
Support for the poorest	9,
Other (SPONTANEOUS)	10,
None (SPONTANEOUS)	11,
DK	12,

EB71.3 QB10

QC8	Parmi les suivantes, quelles sont les deux mesures auxquelles l'Union européenne devrait donner la priorité pour aider les gens à surmonter les effets de la crise économique et financière ?

(MONTRER CARTE - LIRE - ROTATION - MAX. 2 REPONSES)

Les investissements dans l'éducation\ la formation\ la recherche	1,
Les investissements dans les infrastructures	2,
Les investissements dans l'énergie et dans l'environnement	3,
Le soutien aux grandes entreprises et à l'industrie	4,
Le soutien aux PME\ petites entreprises	5,
Garantir la fourniture\ l'accès aux soins de santé	6,
Le soutien aux retraités	7,
Le soutien aux chômeurs	8,
Le soutien aux plus pauvres	9,
Autre (SPONTANÉ)	10,
Aucune (SPONTANÉ)	11,
NSP	12,

EB71.3 QB10

ASK QC9 IN EU27+FM, HR, TR - CY(tcc) GO TO QD

QC9 For each of the following statements, please tell me whether you totally agree, tend to agree, tend to disagree or totally disagree.

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

		Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK
1	(ONLY TO SPLIT A) the financial and economic crisis makes it easier to adopt reforms	1	2	3	4	5
2	(ONLY TO SPLIT B) the financial and economic crisis makes it more difficult to adopt reforms	1	2	3	4	5
3	Reforms that benefit future generations should be pursued even if that means some sacrifices for the present generation	1	2	3	4	5
4	(ONLY TO SPLIT A) (OUR COUNTRY) needs more reforms to face the future	1	2	3	4	5
5	(ONLY TO SPLIT B) Reforms that have been done so far in (OUR COUNTRY) are sufficient to face the future	1	2	3	4	5

NEW

POSER QC9 EN UE27+AM, HR, TR - CY(tcc) ALLER EN QD

QC9 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

		Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
1	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) La crise économique et financière rend plus facile l'adoption de réformes	1	2	3	4	5
2	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) La crise économique et financière rend plus difficile l'adoption de réformes	1	2	3	4	5
3	Les réformes qui bénéficieront aux générations futures devraient être poursuivies même si cela demande des sacrifices à la génération actuelle	1	2	3	4	5
4	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) (NOTRE PAYS) a besoin de plus de réformes pour faire face au futur	1	2	3	4	5
5	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) Les réformes qui ont été conduites jusqu'à aujourd'hui en (NOTRE PAYS) sont suffisantes pour faire face au futur	1	2	3	4	5

NEW

ASK QC10 IN EU27 - OTHERS GO TO QD

QC10 From the following list of measures, which one should be given priority when it comes to reforming the financial system in the European Union?

(SHOW CARD - READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

Transparency of benefits, costs and risks on financial markets	1
Accountability of financial managers, including bonuses	2
Government guarantee for deposits made by individuals	3
Stronger European system of supervision of financial markets and financial institutions	4
Other (SPONTANEOUS)	5
None (SPONTANEOUS)	6
DK	7

NEW

POSER QC10 EN UE27 - LES AUTRES ALLER EN QD

QC10 Dans la liste de mesures suivante, à laquelle faudrait-il donner la priorité dans le processus de réforme du système financier dans l'Union européenne ?

(MONTRER CARTE - LIRE - UNE SEULE REPONSE)

La transparence sur les marchés financiers en ce qui concerne les bénéfices, les coûts et les risques	1
La responsabilité des managers dans le secteur financier, notamment sur la question des bonus	2
Une garantie du gouvernement pour l'argent déposé à la banque par les individus	3
Un système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières	4
Autre (SPONTANE)	5
Aucune (SPONTANE)	6
NSP	7

NEW

4) VALUES

ASK ALL

QD1 Could you please tell me for each of the following, whether the term brings to mind something very positive, fairly positive, fairly negative or very negative.

(SHOW CARD WITH SCALE - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	Very positive	Fairly positive	Fairly negative	Very negative	DK
1	Company	1	2	3	4	5
2	Welfare State	1	2	3	4	5
3	Competitiveness	1	2	3	4	5
4	Free trade	1	2	3	4	5
5	Protectionism	1	2	3	4	5
6	Globalisation	1	2	3	4	5
7	Liberalisation	1	2	3	4	5
8	Trade union	1	2	3	4	5
9	Reforms	1	2	3	4	5
10	Public administration	1	2	3	4	5
11	Flexibility	1	2	3	4	5
12	Competition (N)	1	2	3	4	5
13	Security (N)	1	2	3	4	5
14	Solidarity (N)	1	2	3	4	5

EB67.2 QA28 (1-11) TREND MODIFIED

4) VALEURS

A TOUS

QD1 Pour chacun des termes suivants, pourriez-vous me dire s'il évoque pour vous quelque chose de très positif, de plutôt positif, de plutôt négatif ou de très négatif.

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Très positif	Plutôt positif	Plutôt négatif	Très négatif	NSP
1	L'entreprise	1	2	3	4	5
2	L'état providence	1	2	3	4	5
3	La compétitivité	1	2	3	4	5
4	Le libre-échange	1	2	3	4	5
5	Le protectionnisme	1	2	3	4	5
6	La mondialisation	1	2	3	4	5
7	Le libéralisme	1	2	3	4	5
8	Un syndicat	1	2	3	4	5
9	Des réformes	1	2	3	4	5
10	L'administration publique	1	2	3	4	5
11	La flexibilité	1	2	3	4	5
12	La concurrence (N)	1	2	3	4	5
13	La sécurité (N)	1	2	3	4	5
14	La solidarité (N)	1	2	3	4	5

EB67.2 QA28 (1-11) TREND MODIFIED

DO NOT ASK QD2a IN CY(tcc) - CY(tcc) GO TO QD2b

QD2a To what extent do you agree or disagree with each of the following statements? (M)

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK
--	------------	---------------	---------------	------------------	------------------	----

1	The State intervenes too much in our lives	1	2	3	4	5
2	(ONLY TO SPLIT A) Economic growth must be a priority for (OUR COUNTRY), even if it affects the environment	1	2	3	4	5
3	(ONLY TO SPLIT B) Protecting the environment should be a priority for (OUR COUNTRY), even if it affects the economic growth	1	2	3	4	5
4	Free competition is the best guarantee for economic prosperity	1	2	3	4	5

EB71.3 QC1a

NE PAS POSER QD2a EN CY(tcc) - CY(tcc) ALLER EN QD2b

QD2a Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? (M)

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE – UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
--	--------	----------------------	-----------------	---------------------	----------------------	-----

1	L'Etat intervient trop dans notre vie	1	2	3	4	5
2	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) La croissance économique devrait être une priorité pour (NOTRE PAYS), même si cela a un impact sur l'environnement	1	2	3	4	5
3	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) Protéger l'environnement devrait être une priorité pour (NOTRE PAYS), même si cela a un impact sur la croissance économique	1	2	3	4	5
4	La libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité	1	2	3	4	5

EB71.3 QC1a

ASK QD2b ONLY IN CY(tcc) - OTHERS GO TO QD3

QD2b To what extent do you agree or disagree with each of the following statements? (M)

(SHOW CARD WITH SCALE – ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Totally agree	Tend to agree	Tend to disagree	Totally disagree	DK
--	------------	---------------	---------------	------------------	------------------	----

1	The State intervenes too much in our lives	1	2	3	4	5
2	(ONLY TO SPLIT A) Economic growth must be a priority for our Community, even if it affects the environment	1	2	3	4	5
3	(ONLY TO SPLIT B) Protecting the environment should be a priority for our Community, even if it affects the economic growth	1	2	3	4	5
4	Free competition is the best guarantee for economic prosperity	1	2	3	4	5

EB71.3 QC1b

POSER QD2b UNIQUEMENT EN CY(tcc) - LES AUTRES ALLER EN QD3

QD2b Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacune des propositions suivantes ? (M)

(MONTRER CARTE AVEC ECHELLE – UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Tout à fait d'accord	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Pas du tout d'accord	NSP
--	--------	----------------------	-----------------	---------------------	----------------------	-----

1	L'Etat intervient trop dans notre vie	1	2	3	4	5
2	(UNIQUEMENT AU SPLIT A) La croissance économique devrait être une priorité pour notre Communauté, même si cela a un impact sur l'environnement	1	2	3	4	5
3	(UNIQUEMENT AU SPLIT B) Protéger l'environnement devrait être une priorité pour notre Communauté, même si cela a un impact sur la croissance économique	1	2	3	4	5
4	La libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité	1	2	3	4	5

EB71.3 QC1b

ASK ALL

QD3 If the following changes to our way of life were to happen in the near future, do you think it would be a good thing, a bad thing, or neither a good nor bad thing?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	A good thing	A bad thing	Neither good nor bad	DK
--	------------	--------------	-------------	----------------------	----

1	Less emphasis on money and material possessions	1	2	3	4
2	More emphasis on the development of technology	1	2	3	4

EB71.3 QC2

QD4 Thinking about your purchasing power, that is to say the things that your household can afford in your daily life, if you compare your present situation with five years ago, would you say it has improved, stayed about the same, or got worse?

Improved	1
Stayed about the same	2
Got worse	3
DK	4

EB71.1 QA12

A TOUS

QD3 Si les changements suivants sur notre mode de vie devaient avoir lieu dans un avenir proche, pensez-vous que cela serait une bonne chose, une mauvaise chose ou une chose ni bonne ni mauvaise ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Une chose ni bonne ni mauvaise	NSP
--	--------	-----------------	--------------------	--------------------------------	-----

1	Moins d'importance accordée à l'argent et aux biens matériels	1	2	3	4
2	Plus d'importance accordée au développement technologique	1	2	3	4

EB71.3 QC2

QD4 En pensant à votre pouvoir d'achat, c'est-à-dire les choses que votre ménage peut se payer au quotidien, si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est dégradée ?

S'est améliorée	1
Est restée à peu près la même	2
S'est dégradée	3
NSP	4

EB71.1 QA12

QD5	Generally speaking, do you think that the life of those who are children today will be easier, more difficult or neither easier nor more difficult than the life of those from your own generation?

--

Easier	1
More difficult	2
Neither easier nor more difficult	3
DK	4

EB71.1 QA14

DO NOT ASK QD6a IN CY(tcc) – CY(tcc) GO TO QD6b

--

QD6a	Please tell me whether you tend to agree or to disagree with the following statement: The children who live in (OUR COUNTRY) would have a better life if they emigrated to another country.
------	---

--

Tend to agree	1
Tend to disagree	2
It depends (SPONTANEOUS)	3
DK	4

EB70.1 QA23 TREND

QD5	En général, pensez-vous que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus facile, plus difficile ou ni plus facile ni plus difficile que pour ceux de votre génération ?

--

Plus facile	1
Plus difficile	2
Ni plus facile, ni plus difficile	3
NSP	4

EB71.1 QA14

NE PAS POSER QD6a EN CY(tcc) – CY(tcc) ALLER EN QD6b
--

--

QD6a	Veuillez me dire si vous êtes plutôt d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Les enfants qui vivent en (NOTRE PAYS) auraient une meilleure vie s'ils émigraient dans un autre pays.
------	--

--

Plutôt d'accord	1
Plutôt pas d'accord	2
Cela dépend (SPONTANE)	3
NSP	4

EB70.1 QA23 TREND

ASK QD6b ONLY IN CY(tcc) – OTHERS GO TO QD7

--

QD6b Please tell me whether you tend to agree or to disagree with the following statement: The children who live in our Community would have a better life if they emigrated to another country.

--

Tend to agree	1
Tend to disagree	2
It depends (SPONTANEOUS)	3
DK	4

NEW

ASK ALL

--

QD7 In the following list, which are the three most important values for you personally? (M)

(SHOW CARD – READ OUT – MAX. 3 ANSWERS)

The Rule of Law	1,
Respect for human life	2,
Human rights	3,
Individual freedom	4,
Democracy	5,
Peace	6,
Equality	7,
Solidarity, support for others	8,
Tolerance	9,
Religion	10,
Self-fulfilment	11,
Respect for other cultures	12,
None (SPONTANEOUS)	13,
DK	14,

EB69.2 QD2 TREND MODIFIED

POSER QD6b SEULEMENT EN CY(tcc) – LES AUTRES ALLER EN QD7

--

QD6b Veuillez me dire si vous êtes plutôt d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Les enfants qui vivent en notre Communauté auraient une meilleure vie s'ils émigraient dans un autre pays.

--

Plutôt d'accord	1
Plutôt pas d'accord	2
Cela dépend (SPONTANE)	3
NSP	4

NEW

A TOUS

--

QD7 Dans la liste suivante, quelles sont les trois valeurs qui comptent le plus pour vous ? (M)

(MONTRER CARTE – LIRE – MAX. 3 REPONSES)

L'Etat de droit	1,
Le respect de la vie humaine	2,
Les Droits de l'Homme	3,
Les libertés individuelles	4,
La démocratie	5,
La paix	6,
L'égalité	7,
La solidarité	8,
La tolérance	9,
La religion	10,
L'épanouissement personnel	11,
Le respect des autres cultures	12,
Aucune (SPONTANE)	13,
NSP	14,

EB69.2 QD2 TREND MODIFIED

QD8	Which three of the following values best represent the European Union?

(SHOW CARD – READ OUT – MAX. 3 ANSWERS)

The Rule of Law	1,
Respect for human life	2,
Human rights	3,
Individual freedom	4,
Democracy	5,
Peace	6,
Equality	7,
Solidarity, support for others	8,
Tolerance	9,
Religion	10,
Self-fulfilment	11,
Respect for other cultures	12,
None (SPONTANEOUS)	13,
DK	14,

EB69.2 QD3

QD8	Quelles sont les trois valeurs qui représentent le mieux l'Union européenne, parmi les suivantes ?

(MONTRER CARTE – LIRE – MAX. 3 REPONSES)

L'Etat de droit	1,
Le respect de la vie humaine	2,
Les Droits de l'Homme	3,
Les libertés individuelles	4,
La démocratie	5,
La paix	6,
L'égalité	7,
La solidarité	8,
La tolérance	9,
La religion	10,
L'épanouissement personnel	11,
Le respect des autres cultures	12,
Aucune (SPONTANE)	13,
NSP	14,

EB69.2 QD3

5) SUBSIDIARITY

ASK QE ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO DEMOGRAPHICS

QE1	In your opinion, which of these different levels of public authorities, European level, national level, regional or local level, has the most impact on your living conditions?
-----	---

(READ OUT - ONE ANSWER ONLY)

The European level	1
The national level	2
The regional or local level	3
DK	4

EB71.3 QG1

QE2	In your opinion, are regional or local public authorities sufficiently or not sufficiently taken into account when deciding policies in the European Union?
-----	---

(READ OUT)

Sufficiently	1
Not sufficiently	2
DK	3

EB71.3 QG2

5) SUBSIDIARITE

POSER QE UNIQUEMENT DANS UE27 - LES AUTRES ALLER EN DEMOGRAPHIQUES

QE1	Selon vous, parmi les différents niveaux d'autorités publiques suivants, lequel a le plus d'influence sur vos conditions de vie : le niveau européen, le niveau national ou le niveau régional ou local ?
-----	---

(LIRE – UNE SEULE REPONSE)

Le niveau européen	1
Le niveau national	2
Le niveau régional ou local	3
NSP	4

EB71.3 QG1

QE2	Selon vous, les autorités régionales ou locales sont-elles suffisamment prises en compte, ou non, lorsqu'on décide les politiques au sein de l'Union européenne ?
-----	---

(LIRE)

Suffisamment	1
Pas suffisamment	2
NSP	3

EB71.3 QG2

6) SPANISH PRESIDENCY

ASK QF ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO DEMOGRAPHICS

QF1 With which of the following statements do you agree?

(READ OUT - ROTATE - MULTIPLE ANSWERS POSSIBLE)

Innovative products or services are most of the time gadgets	1,
Innovative products or services are a matter of fashion	2,
Innovative products or services often simplify everyday life	3,
A company that sells an innovative product or service improves the image of all its products or services	4,
A company which does not innovate is a company that will not survive	5,
Purchasing an innovative product or service is risky for the consumer	6,
The advantages of innovative products or services are often exaggerated	7,
Innovation is essential for improving economic growth	8,
None (SPONTANEOUS)	9,
DK	10,

EB63.4 QE6

6) PRESIDENCE ESPAGNOLE

POSER QF UNIQUEMENT DANS UE27 - LES AUTRES ALLER EN DEMOGRAPHIQUES

QF1 Avec lesquelles des propositions suivantes êtes-vous d'accord ?

(LIRE - ROTATION - PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

Les produits ou services innovants sont, la plupart du temps, des gadgets	1,
Les produits ou services innovants sont un effet de mode	2,
Les produits et services innovants simplifient souvent la vie de tous les jours	3,
Une entreprise qui vend un produit ou service innovant améliore l'image de tous ses produits ou services	4,
Une entreprise qui n'innove pas est une entreprise qui ne survivra pas	5,
Acheter un produit ou service innovant est risqué pour le consommateur	6,
Les avantages des produits ou services innovants sont souvent exagérés	7,
L'innovation est primordiale pour favoriser la croissance économique	8,
Aucune (SPONTANE)	9,
NSP	10,

EB63.4 QE6

QF2

For each of the following, please tell me whether in your opinion the European Union is ahead, behind or at the same level as the United States.

(SHOW CARD - ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT)	Ahead	Behind	At the same level	DK
1	Scientific research	1	2	3	4
2	Protecting the environment	1	2	3	4
3	Innovation technology	1	2	3	4
4	The healthcare system	1	2	3	4
5	Education	1	2	3	4
6	Fighting social disparities	1	2	3	4
7	Fighting unemployment	1	2	3	4
8	Fighting discrimination	1	2	3	4
9	Entrepreneurship (N)	1	2	3	4

EB66.1 QA39 TREND MODIFIED

QF2

Pour chacun des domaines suivants, dites-moi si selon vous l'Union européenne est en avance, en retard ou au même niveau que les Etats-Unis.

(MONTRER CARTE - UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE)	En avance	En retard	Au même niveau	NSP
1	La recherche scientifique	1	2	3	4
2	La protection de l'environnement	1	2	3	4
3	L'innovation technologique	1	2	3	4
4	Les systèmes de santé	1	2	3	4
5	L'éducation	1	2	3	4
6	La lutte contre les inégalités sociales	1	2	3	4
7	La lutte contre le chômage	1	2	3	4
8	La lutte contre les discriminations	1	2	3	4
9	L'esprit d'entreprise (N)	1	2	3	4

EB66.1 QA39 TREND MODIFIED

QF3	For each of the following areas, do you think that decisions should be made by the (NATIONALITY) Government, or made jointly within the European Union?			

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	(NATIONALITY) Government	Jointly within the EU	DK
1	Fighting crime	1	2	3
2	Taxation	1	2	3
3	Fighting unemployment	1	2	3
4	Fighting terrorism	1	2	3
5	Defence and foreign affairs	1	2	3
6	Immigration	1	2	3
7	The educational system	1	2	3
8	Pensions	1	2	3
9	Protecting the environment	1	2	3

EB70.1 QA25

QF3	Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?			

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Gouvernement (NATIONALITE)	En commun dans l'UE	NSP
1	La lutte contre l'insécurité	1	2	3
2	Les impôts	1	2	3
3	La lutte contre le chômage	1	2	3
4	La lutte contre le terrorisme	1	2	3
5	La défense et la politique étrangère	1	2	3
6	L'immigration	1	2	3
7	Le système éducatif	1	2	3
8	Les retraites	1	2	3
9	La protection de l'environnement	1	2	3

EB70.1 QA25

QF4	For each of the following areas, do you think that decisions should be made by the (NATIONALITY) Government, or made jointly within the European Union?

(ONE ANSWER PER LINE)

	(READ OUT - ROTATE)	(NATIONALITY) Government	Jointly within the EU	DK
1	Health	1	2	3
2	Social welfare	1	2	3
3	Agriculture and fishery	1	2	3
4	Consumer protection	1	2	3
5	Scientific and technological research	1	2	3
6	Support for regions facing economic difficulties	1	2	3
7	Energy	1	2	3
8	Competition	1	2	3
9	Transports	1	2	3
10	Economy	1	2	3
11	Fighting inflation	1	2	3

EB70.1 QA26

QF4	Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

(UNE REPONSE PAR LIGNE)

	(LIRE - ROTATION)	Gouvernement (NATIONALITE)	En commun dans l'UE	NSP
1	La santé	1	2	3
2	La sécurité sociale	1	2	3
3	L'agriculture et la pêche	1	2	3
4	La protection des consommateurs	1	2	3
5	La recherche scientifique et technologique	1	2	3
6	Le soutien des régions qui ont des difficultés économiques	1	2	3
7	L'énergie	1	2	3
8	La concurrence	1	2	3
9	Les transports	1	2	3
10	L'économie	1	2	3
11	La lutte contre l'inflation	1	2	3

EB70.1 QA26

7) NEW EUROPEAN COMMISSION'S PRIORITIES

ASK QG ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO DEMOGRAPHICS

QG1 Among the following, what do you think should be the top priorities of the European Union for the years to come?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

Economic recovery	1,
Fighting climate change	2,
Boosting growth in a sustainable way	3,
Advancing on rights of citizens	4,
Helping to create stability in the World	5,
Other (SPONTANEOUS)	6,
None (SPONTANEOUS)	7,
DK	8,

NEW

QG2 In order to ensure economic recovery, which of the following aspects should be prioritised in the European Union?

(READ OUT- ROTATE – MAX. 2 ANSWERS)

Develop further economic policy coordination at the European level	1,
Improve quality of education	2,
Put in place a stronger European system of supervision of financial markets and financial institutions	3,
Limit excessive public deficits in the future	4,
Facilitate companies' access to credit	5,
Other (SPONTANEOUS)	6,
None (SPONTANEOUS)	7,
DK	8,

NEW

7) NOUVELLES PRIORITES DE LA COMMISSION EUROPEENNE

POSER QG UNIQUEMENT DANS UE27 - LES AUTRES ALLER EN DEMOGRAPHIQUES

QG1 Parmi les propositions suivantes, lesquelles devraient être, selon vous, les principales priorités de l'Union européenne pour les années à venir ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

Le rétablissement économique	1,
La lutte contre le changement climatique	2,
Le développement de la croissance d'une manière durable	3,
L'amélioration des droits des citoyens	4,
L'aide à l'instauration de la stabilité dans le monde	5,
Autre (SPONTANE)	6,
Aucune (SPONTANE)	7,
NSP	8,

NEW

QG2 Afin d'assurer le rétablissement économique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?

(LIRE - ROTATION - MAX. 2 REPONSES)

Développer davantage la coordination des politiques économiques au niveau européen	1,
Améliorer la qualité de l'éducation	2,
Mettre en place un système européen renforcé de supervision des marchés financiers et des institutions financières	3,
Limiter les déficits publics excessifs dans le futur	4,
Faciliter l'accès des entreprises au crédit	5,
Autre (SPONTANE)	6,
Aucun (SPONTANE)	7,
NSP	8,

NEW

QG3	In order to fight climate change, which of the following aspects should be prioritised in the European Union?

(READ OUT- ROTATE – MAX. 2 ANSWERS)

Reduce CO2 (carbon-dioxide) emissions from transport and electricity	1,
Develop clean cars	2,
Develop environmentally-friendly industries, services and technologies	3,
Take into account the fight against climate change in all European Union policies such as in industry, agriculture or transport	4,
Secure energy supply	5,
Develop the use of nuclear energy	6,
Other (SPONTANEOUS)	7,
None (SPONTANEOUS)	8,
DK	9,

NEW

QG3	Afin de lutter contre le changement climatique, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?

(LIRE - ROTATION - MAX. 2 REPONSES)

Réduire les émissions de CO2 (dioxyde de carbone) provenant des transports et de l'électricité	1,
Développer des voitures propres	2,
Développer des industries, services et technologies respectueux de l'environnement	3,
Tenir compte de la lutte contre le changement climatique dans toutes les politiques de l'Union européenne, comme dans l'industrie, l'agriculture ou les transports	4,
Sécuriser l'approvisionnement en énergie	5,
Développer l'utilisation de l'énergie nucléaire	6,
Autre (SPONTANE)	7,
Aucun (SPONTANE)	8,
NSP	9,

NEW

QG4	In order to boost growth in a sustainable way, which of the following aspects should be prioritised in the European Union?

(READ OUT- ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

Stimulate research and innovation in the European industry	1,
Modernise the service sector	2,
Rationalise public services	3,
Support agriculture	4,
Support environmentally-friendly production of goods and services	5,
Encourage people to create their own enterprises	6,
Control migratory flux to respond to European economy needs	7,
Facilitate the integration of legal migrants	8,
Reinforce the rights of consumers	9,
Improve access to high-speed Internet	10,
Invest in the new information and communication technologies (ICT)	11,
Reward new ideas and creation	12,
Other (SPONTANEOUS)	13,
None (SPONTANEOUS)	14,
DK	15,

NEW

QG4	Afin de soutenir la croissance d'une manière durable, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?

(LIRE - ROTATION - MAX. 3 ANSWERS)

Stimuler la recherche et l'innovation dans l'industrie européenne	1,
Moderniser le secteur des services	2,
Rationaliser les services publics	3,
Soutenir l'agriculture	4,
Soutenir la production de biens et services respectueuse de l'environnement	5,
Encourager les personnes à créer leur propre entreprise	6,
Contrôler les flux migratoires pour répondre aux besoins de l'économie européenne	7,
Faciliter l'intégration des migrants légaux	8,
Renforcer les droits des consommateurs	9,
Améliorer l'accès à l'Internet à haut débit	10,
Investir dans de nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC)	11,
Récompenser la création et les idées nouvelles	12,
Autre (SPONTANE)	13,
Aucun (SPONTANE)	14,
NSP	15,

NEW

QG5	In order to advance on rights of citizens, which of the following aspects should be prioritised in the European Union?

(READ OUT- ROTATE – MAX. 2 ANSWERS)

Reinforce the protection of European Union's borders	1,
Develop the European Union's capacity to prevent and to react to natural disasters	2,
Facilitate the mobility of young people within the European Union	3,
Respond to the challenges created by the ageing of the population	4,
Enhance dialogue between the European Union citizens and the European Union institutions	5,
Other (SPONTANEOUS)	6,
None (SPONTANEOUS)	7,
DK	8,

NEW

QG6	In order to help create stability in the World, which of the following aspects should be prioritised by the European Union?

(READ OUT- ROTATE – MAX. 2 ANSWERS)

Promote and protect human rights	1,
Participate in conflict resolution, peace-keeping and peace building	2,
Work against the proliferation of weapons of mass destruction (nuclear, chemical, etc.)	3,
Develop European Union's relations with Eastern countries like Russia, Ukraine, etc.	4,
Develop European Union's relations with Mediterranean countries	5,
Promote the development of poor countries	6,
Other (SPONTANEOUS)	7,
None (SPONTANEOUS)	8,
DK	9,

NEW

QG5	Afin d'améliorer les droits des citoyens, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires dans l'Union européenne ?

(LIRE - ROTATION - MAX. 2 REPONSES)

Renforcer la protection des frontières de l'Union européenne	1,
Développer les capacités de l'Union européenne à prévenir et à réagir à des catastrophes naturelles	2,
Favoriser la mobilité des jeunes dans l'Union européenne	3,
Répondre aux défis lancés par le vieillissement de la population	4,
Améliorer le dialogue entre les citoyens de l'Union européenne et les institutions de l'Union européenne	5,
Autre (SPONTANE)	6,
Aucun (SPONTANE)	7,
NSP	8,

NEW

QG6	Afin d'aider à l'instauration de la stabilité dans le monde, lesquels des aspects suivants devraient être prioritaires pour l'Union européenne ?

(LIRE - ROTATION - MAX. 2 REPONSES)

Promouvoir et protéger les droits de l'Homme	1,
Participer à la résolution des conflits, au maintien de la paix et au rétablissement de la paix	2,
Travailler à la non-prolifération des armes de destruction massive (les armes nucléaires, chimiques, etc.)	3,
Développer les relations de l'Union européenne avec les pays de l'Est comme la Russie, l'Ukraine, etc.	4,
Développer les relations de l'Union européenne avec les pays méditerranéens	5,
Promouvoir le développement des pays pauvres	6,
Autre (SPONTANE)	7,
Aucun (SPONTANE)	8,
NSP	9,

NEW

8) DG RELEX QUESTIONS

ASK QH ONLY IN EU27 - OTHERS GO TO DEMOGRAPHICS

QH1 In your opinion, on which of the following global threats and challenges should the European Union focus its attention in its relations with the rest of the world?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

Poverty	1,
Climate change	2,
Disarmament	3,
Non-proliferation of weapons of mass destruction (nuclear, chemical, etc.)	4,
Peace-keeping	5,
Humanitarian aid	6,
Human rights and democracy	7,
Terrorism	8,
Education	9,
Global Health (access to health, fight against pandemics, aids and other diseases)	10,
Environment	11,
Trade and economic development	12,
Other (SPONTANEOUS)	13,
All of them (SPONTANEOUS)	14,
None (SPONTANEOUS)	15,
DK	16,

NEW

8) QUESTIONS DE LA DG RELEX

POSER QH UNIQUEMENT DANS UE27 - LES AUTRES ALLER EN DEMOGRAPHIQUES

QH1 Selon vous, sur lesquels des menaces et défis mondiaux suivants l'Union européenne devrait focaliser son attention dans ses relations avec le reste du monde ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

La pauvreté	1,
Le changement climatique	2,
Le désarmement	3,
La non-prolifération des armes de destruction massive (les armes nucléaires, chimiques, etc.)	4,
Le maintien de la paix	5,
L'aide humanitaire	6,
Les droits de l'Homme et la démocratie	7,
Le terrorisme	8,
L'éducation	9,
La santé mondiale (l'accès à la santé, la lutte contre les pandémies, le sida et d'autres maladies)	10,
L'environnement	11,
Le développement commercial et économique	12,
Autre (SPONTANE)	13,
Tous (SPONTANE)	14,
Aucun (SPONTANE)	15,
NSP	16,

NEW

QH2a	In your opinion, for which of the following global threats and challenges should the United Nations have an increased role?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

Poverty	1,
Climate change	2,
Disarmament	3,
Non-proliferation of weapons of mass destruction (nuclear, chemical, etc.)	4,
Peace-keeping	5,
Humanitarian aid	6,
Human rights and democracy	7,
Terrorism	8,
Education	9,
Global Health (access to health, fight against pandemics, aids and other diseases)	10,
Environment	11,
Trade and economic development	12,
Other (SPONTANEOUS)	13,
All of them (SPONTANEOUS)	14,
None (SPONTANEOUS)	15,
DK	16,

NEW

QH2a	Selon vous, pour laquelle des menaces ou défis mondiaux suivants les Nations Unies devraient avoir un rôle plus important?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

La pauvreté	1,
Le changement climatique	2,
Le désarmement	3,
La non-prolifération des armes de destruction massive (les armes nucléaires, chimiques, etc.)	4,
Le maintien de la paix	5,
L'aide humanitaire	6,
Les droits de l'Homme et la démocratie	7,
Le terrorisme	8,
L'éducation	9,
La santé mondiale (l'accès à la santé, la lutte contre les pandémies, le sida et d'autres maladies)	10,
L'environnement	11,
Le développement commercial et économique	12,
Autre (SPONTANE)	13,
Tous (SPONTANE)	14,
Aucun (SPONTANE)	15,
NSP	16,

NEW

QH2b	And on which of the following global threats and challenges an increased cooperation between the European Union and the United Nations may bring the maximum benefits?

(SHOW CARD – READ OUT – ROTATE – MAX. 3 ANSWERS)

Poverty	1,
Climate change	2,
Disarmament	3,
Non-proliferation of weapons of mass destruction (nuclear, chemical, etc.)	4,
Peace-keeping	5,
Humanitarian aid	6,
Human rights and democracy	7,
Terrorism	8,
Education	9,
Global Health (access to health, fight against pandemics, aids and other diseases)	10,
Environment	11,
Trade and economic development	12,
Other (SPONTANEOUS)	13,
All of them (SPONTANEOUS)	14,
None (SPONTANEOUS)	15,
DK	16,

NEW

QH2b	Et pour lesquels des menaces ou défis mondiaux suivants une coopération plus importante entre l'Union européenne et les Nations Unies pourrait avoir le maximum d'avantages ?

(MONTRER CARTE – LIRE – ROTATION – MAX. 3 REPONSES)

La pauvreté	1,
Le changement climatique	2,
Le désarmement	3,
La non-prolifération des armes de destruction massive (les armes nucléaires, chimiques, etc.)	4,
Le maintien de la paix	5,
L'aide humanitaire	6,
Les droits de l'Homme et la démocratie	7,
Le terrorisme	8,
L'éducation	9,
La santé mondiale (l'accès à la santé, la lutte contre les pandémies, le sida et d'autres maladies)	10,
L'environnement	11,
Le développement commercial et économique	12,
Autre (SPONTANE)	13,
Tous (SPONTANE)	14,
Aucun (SPONTANE)	15,
NSP	16,

NEW